

سكنا من الامل

**Un référendum  
aurait lieu  
cette année  
en Espagne**

LIRE PAGE 2

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,  
11 F. ; Canada, 80 c. ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce,  
18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;  
Lussembourg, 11 F. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 m. din.

Tarif des abonnements page 23

S. RUE DES ITALIENS  
75227 PARIS - CEDEX 19  
C.C.P. 6207-23 Paris  
Tél. Paris n° 630372  
Tél. : 245-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Le Cambodge et sa révolution

Il y a un an, le 17 avril 1975, les révolutionnaires cambodgiens ont pris le pouvoir à Phnom-Penh. La population de la capitale acclamait les soldats qui avaient pendant des mois résisté aux bombardements en tapis des B-52. Huit cent mille Cambodgiens — selon le nouveau pouvoir — ont péri pendant le conflit — sur un total de sept millions d'habitants.

Maintenant que le prince Sihanouk a « pris sa retraite », M. Khieu Samphan et ses amis — connus ou inconnus — règnent sans partage. L'équipe qui vient d'être mise en place est constituée des « anciens » — ceux qui, depuis dix ou quinze ans, militaient en secret dans les villages — et de plus jeunes dirigeants qui ne se sont pas « rougés » au quartier Latin mais dans le feu de l'action. Ce type de régime ne souffrant pas de la controverse interne, tout indique que l'équipe est parfaitement homogène et ne réunit que des partisans de la révolution ultra-radical.

Car, contrairement à ce qui s'est passé ailleurs en Indochine, il n'y eut pas au Cambodge d'évolution vers la révolution. Les Phnompenhiens, qui chantaient le 17 avril 1975, déclaraient le lendemain, lorsqu'ils durent tous prendre le chemin de la campagne. Une politique volontariste sans nuances n'a cessé depuis lors de caractériser le régime : la population fut immédiatement mise à l'ouvrage, releva les ruines considérables infligées par la guerre, se lança dans de gigantesques travaux d'hydraulique, bouleversa le rythme, autrefois nonchalant des cultures. L'abolition complète de la propriété privée facilita la tâche d'un encadrement visiblement sourd à toute doléance.

L'information étant distillée au compte-gouttes par Phnom-Penh, le pays restant fermé à la presse étrangère, les rares diplomates communistes en poste étant coupés des réalités locales, les seuls témoignages sont ceux des réfugiés — auxquels les nouveaux dirigeants n'apportent souvent pas de démentis. De ces déclarations, qui ne peuvent toutes être manipulées par les services secrets occidentaux, il ressort que la fin révolutionnaire justifie tous les moyens : les déplacements massifs de populations, l'exécution des récalcitrants et des personnes n'appartenant pas aux sacro-saintes classes ouvrière et paysanne. Ce n'est pas dans ces conditions l'union nationale promise par les dirigeants qui se réalise, mais une égaration qui est menée, avec comme seul objectif la mise sur pied d'une classe dont les contours sont définis par les idéologues du régime.

Ces divers témoignages ne résument pas la situation dans l'ancien royaume. La preuve en est que d'assez nombreux Cambodgiens, de France et des États-Unis notamment, ont demandé à le faire. Certes, il faut tenter de comprendre pour quelles raisons culturelles et géopolitiques la « révolution cambodgienne » apparaît comme une des plus dures de l'histoire, pourquoi la vie urbaine a été engloutie au profit de la diatribe d'une campagne enrégimentée.

Mais, si la soudaine apparition d'un tel phénomène, mérite analyses et justifie les interrogations, s'il faut se méfier de visions européocentristes, il faut aussi reconnaître que la question des droits de l'homme ne se divise pas. Les dirigeants khmers, qui ont combattu avec héroïsme l'impérialisme, ont de bons raisons de protéger leur indépendance et d'inclure leur pays dans le monde des non-alignés. Ces principes ne leur confèrent pas pour autant l'auto-critique de balles tout un peuple à ses propres p-pieds. Ils veulent bâtir un Cambodge « sain » ; l'histoire contemporaine a amplement montré ce qu'il faut penser de ces doctrines qui, quel que soit le camp auquel ils appartiennent, imposent leur propre définition de la « santé » et de la « maladie », et continuent après la mort du patient à affirmer que leur poéologie était la bonne.

## L'impasse italienne

### La rentrée de M. Fanfani illustre le désarroi de la démocratie chrétienne

Réuni le 14 avril pour élire la direction du parti, le conseil national de la démocratie chrétienne a choisi pour président M. Amintore Fanfani. Celui-ci avait été élu en juillet 1975 du secrétariat général, poste auquel il avait assumé la responsabilité des lourds échecs de la D.C. au référendum sur le divorce, au printemps 1974, et aux élections régionales de juin 1975. Ce retour imprévu illustre le désarroi de la démocratie chrétienne, profondément divisée entre la gauche et la droite.

Les différentes propositions d'« accord politique » limitées ont été reprises au compte de la D.C. par le secrétaire général, M. Zaccagnini. Mais l'éventualité d'un retrait du gouvernement Moro et d'une dissolution des Chambres semble se confirmer.

De notre correspondant

Rome. — Si l'élection de M. Amintore Fanfani comme président du conseil national de la démocratie chrétienne fait couler beaucoup d'encre, ce n'est pas en raison de l'importance du poste. En principe, son titulaire n'a qu'un rôle de façade. Face à un secrétaire général tout-puissant, il n'est même pas un arbitre. Mais on peut faire confiance à M. Fanfani pour donner au poste de président de la République le poids qu'il mérite. N'avait-il pas montré en d'autres temps que la présidence du Sénat pouvait être une redoutable tribune ?

Ce bureau de travail, qui adore trapper du poing sur les tables, se trouve de surcroît en face d'un secrétaire général peu ambivalent et guère porté au jeu politique. Les choses paraissent donc dans l'ordre, il y a un an, quand M. Zaccagnini occupait le poste de président du conseil national et que M. Fanfani était secrétaire général du parti. Nul alors n'aurait imaginé une telle permutation, qui n'a été rendue possible que par les progrès des communistes aux élections régionales de juin 1975.

Le retour de M. Fanfani fait partie des procédés classiques de la démocratie chrétienne quand le parti penche trop à gauche ou qu'il envisage de prendre des initiatives dans ce sens, on rééquilibre les choses grâce à la nomination d'un homme de droite. La coalition de centre-gauche, en 1963, naquit ainsi : la désignation de M. Segni comme président de la République était liée au choix de M. Moro pour diriger le nouveau gouvernement.

Il est donc fort tentant de voir dans l'élection de M. Fanfani non pas un déplacement vers la droite, mais l'annonce d'un rapprochement avec le parti communiste. M. Zaccagnini n'est-il pas plaidé, aussitôt après cette élection, pour une relance de la proposition La Malfa, c'est-à-dire une entente entre des différents partis, de la majorité et de l'opposition, sur un programme économique d'urgence ?

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 2.)

## LA CRISE LIBANAISE

### M. Kissinger estime que la sécurité d'Israël n'est pas menacée

L'intervention militaire syrienne au Liban — bien que limitée — continue à susciter des réactions tant à Beyrouth que dans les capitales étrangères. Tandis que M. Yasser Arafat tente de réconcilier les dirigeants de Damas et ceux de la gauche libanaise, M. Kissinger déclarait, le mercredi 14 avril, que cette intervention « se rapprochait de la limite de ce que les États-Unis et Israël pouvaient tolérer ». Toutefois, il a assuré que Washington, d'accord avec Israël, ne voyait pas dans l'initiative syrienne une menace contre la sécurité de l'État juif. Les flottes américaine et soviétique qui croisent au large de la côte libanaise ont tout de même été renforcées.

En Israël, le premier ministre, M. Yitzhak Rabin, a déclaré que son gouvernement s'était fixé « une ligne rouge » au-delà de laquelle l'intervention syrienne entraînerait une action israélienne, mais il n'a pas précisé davantage sa pensée.

### Un dilemme pour Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Les problèmes que pose aux Israéliens l'intervention de la Syrie au Liban ne sont pas nouveaux, car ils ont connu en automne 1970 une situation analogue. À l'époque, des éléments armés syriens avaient pénétré dans le territoire de la Jordanie, alors en conflit avec les Palestiniens.

Comme alors, Jérusalem s'interroge sur ce qu'il faut faire, mais aucune réponse ne lui apparaît pleinement satisfaisante. La pénétration syrienne au Liban porte en elle la menace d'un affrontement sur le front nord (la frontière libano-israélienne), comme en 1970 elle exposait le front est (la frontière jordanis-israélienne). En outre, une intervention israélienne contre la Syrie soulèverait dans le monde entier des clamours contre l'« expansionnisme israélien ». En outre, une intervention israélienne contre la Syrie soulèverait dans le monde entier des clamours contre l'« expansionnisme israélien ».

Dans le même camp que M. Kamal Jomblatt

Aux extrêmes, donc, de se demander si cette « ligne rouge » passe quelque part sur une carte du Liban, sur le fleuve Litani, par exemple, ou si elle concerne en fait l'ampleur de l'intervention syrienne et ceux qui seraient visés par cette intervention. Le menace d'une « action » israélienne n'engage pas beaucoup M. Rabin et son gouvernement. Cette « action » pourrait être en fait, comme en 1970, la mise en mouvement de troupes israéliennes de long de la frontière, en entourant cette opération de la plus grande discrétion. Ce serait être aussi l'occupation d'une partie du sud du Liban jusqu'au retrait des Syriens. Cette hypothèse est avancée par le rédacteur militaire du *Haaretz*, qui s'appuie sur de « bonnes sources ».

Il est aussi fort possible que, plus simplement, les dirigeants israéliens ne sachent pas ce qu'ils doivent faire et s'en remettent, bon gré mal gré aux Américains, qui semblent bien être, en ce moment, les maîtres du jeu. Un jeu qui, d'ailleurs, se complique d'une part par la mise en jeu du camp palestinien, qui sont les plus farouches ennemis d'Israël. Rendant plus redoutable encore le dilemme, Washington assure Jérusalem que les Syriens se proposent de rétablir au Liban l'équilibre tant souhaité entre chrétiens et musulmans et, par conséquent, de ramener le statu quo.

ANDRÉ SCAMAMA.

(Lire nos informations page 4.)

## SAINT-ÉTIENNE

### en finale de Coupe d'Europe de football

L'équipe de football de Saint-Étienne a réussi l'exploit de se qualifier pour la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions en faisant match nul (0 à 0), mercredi 14 avril, à Eindhoven, contre le P.S.V. Eindhoven. Le 12 mai, à Glasgow, les Stéphanois seront opposés au Bayern de Munich, qui, en demi-finale, a éliminé le Real Madrid. C'est la première fois depuis dix-sept ans qu'un club français accède à la finale, ce qu'aurait fait seul auparavant le Stade de Reims en 1955 et en 1959.

### Une défense admirable

De notre envoyé spécial

Eindhoven. — C'est sous les applaudissements du sportif public d'Eindhoven, qui soutient son équipe sans chauvinisme tout en ne restant pas insensible au caractère pathétique de l'admirable défense des Stéphanois, que ces derniers effectuèrent un tour d'honneur bien mérité : hantant hautement symbolique de la part d'un public qui fut pourtant gâté par ses footballeurs au cours des dernières années.

En obtenant leur qualification sur le terrain même de ce redoutable adversaire, l'équipe stéphanoise a atteint une nouvelle dimension. Jusqu'ici, les champions de France avaient presque toujours été forcés de se défendre de leurs supporters contre Radjink Spilt, Ruch Chorow ou Dynamite de Kiev en jouant le match retour à domicile. Cette fois, les Stéphanois ont sans doute fait leur meilleur match de Coupe d'Europe à l'extérieur en dosant harmonieusement la provocation, combativité et intelligence de jeu.

GERARD ALBOUY.

(Lire la suite page 12.)

## Ford contre X...

Bavardant le 13 avril avec les journalistes dans la roseraie de la Maison Blanche, le président Ford a exprimé l'opinion que l'élection primaire en Pennsylvanie, le 27 avril, serait « décisive » pour les chances de M. J. Carter. L'un des quatre aspirants démocrates à l'investiture.

Le même jour, devant l'association des directeurs de journaux, M. Ford a confié qu'il s'attendait finalement à la désignation du sénateur Humphrey par la convention démocrate pour lui succéder à la présidence au scrutin de novembre. Jusqu'à présent en tout cas, les dernières élections primaires, dans le Wisconsin et dans l'État de New-York, n'ont pas permis de dégager un favori parmi les arrivés.

De notre correspondant HENRI PIERRE

Washington. — Du côté républicain, le président Ford, ayant remporté dans le Wisconsin sa sixième victoire à ce jour (M. Reagan a seulement gagné la « primaire » de Caroline du Nord) est considéré comme pratiquement assuré de la nomination. Néanmoins, la faible dimension de ce dernier succès (cinquante-cinq pour cent contre quarante-quatre pour cent) dans un État où son adversaire n'avait pas fait campagne confirme qu'il ne dispose pas de l'appui sans réserve de son parti.

Ces victoires n'ont pas entraîné le mouvement de ralliement escompté pour provoquer le retrait de la candidature de M. Reagan. Dans des conditions défavorables, face à un président en exercice, bénéficiant du prestige de la fonction et des avantages que donne l'« incumbency ».

L'ancien gouverneur de Cal-

ifornie devrait arriver à se maintenir dans la course jusqu'à la convention de Kansas City, en août, sans pouvoir espérer mieux toutefois que d'empêcher la nomination au premier tour d'un candidat Ford. Les experts n'excluent pas que, dans un souci d'unité et pour ne pas étaler les divisions du parti, M. Reagan accepte d'être le co-candidat de M. Ford, comme candidat à la vice-présidence.

### La gaffe de M. Carter

Cependant, l'intérêt des milieux politiques et du public se porte surtout sur la compétition pour l'investiture du parti démocrate. La lutte est serrée et toujours incertaine. Les « primaires » du Wisconsin et de l'État de New-York ont montré qu'aucun des trois candidats déclarés — M. Carter, Jackson et Udall — ne se désistait irrémédiablement. Tous ont des motifs de satisfaction sans pouvoir prétendre que les résultats répondent à leurs espoirs. Certes, M. Carter remporte dans le Wisconsin, sa sixième victoire, mais son score médiocre dans l'État de New-York (il termine troisième, loin derrière ses rivaux), a ralenti sa progression et est de mauvais augure pour l'épreuve cruciale qui s'attend en Pennsylvanie le 27 avril, où il retrouvera ses principaux concurrents.

Néanmoins M. Carter, s'appuyant sur des couches variées de l'électorat, a acquis assez de force dans le pays pour inquiéter non seulement ses concurrents mais, surtout, les dirigeants d'état-major du parti se méfiant d'un homme qui fait campagne contre les « politiciens de Washington », et sur lequel ceux-ci n'ont pas prise. L'establishment démocrate, les « patrons » des machines électoralistes, les leaders syndicaux favorisent le sénateur Humphrey, actuellement non-candidat mais qui peut déjà compter sur un nombre respectable de délégués « non engagés ». Le sénateur Jackson, en effet, étant donné ses positions tranchées sur la politique étrangère, ne saurait se porter en candidat d'état, notamment face aux libéraux, bien décidés à lui barrer la route.

(Lire la suite page 3.)

## AU JOUR LE JOUR

### ALLER-RETOUR

Ce qui frappe le plus dans cette victoire de Saint-Étienne, c'est qu'elle soit obtenue par un match nul. Le sport codifié des coupes et des championnats a des subtilités aussi curieuses que la politique, la stratégie entre le match aller et le match retour découlant de la différence de climat quand on joue sur son terrain ou sur le terrain adverse.

Il y a là des applications intéressantes que les étudiants de l'Institut d'études politiques de Bordeaux ont sans doute bien expérimentées en organisant parallèlement deux scrutins, pour ou contre la grève, l'un dans une urne gréviste, l'autre dans une urne antigréviste ; ils ont obtenu deux résultats inverses, la grève ne remportant en fin de compte qu'un goal-coverage.

ROBERT ESCARPIT.

## DANS LES EAUX GLACÉES DU CALCUL ÉGOÏSTE

### La kermesse de Mehmet, au TEP

Mehmet Uusoy avait déjà fait un chef-d'œuvre : le *Nuage amoureux*. Cette fois, c'est encore plus beau. Quelle orgie d'air propre, quelle senteur de blé, quelles pluies d'étoiles ! Comme nous nous trouvons soudain loin de Paris !

Mehmet, bonhomme rouge et barbu, père Noël du théâtre, est de la Turquie. Il a apporté son métier en courant là-bas les campagnes pour montrer aux gens, avec des mots et des images, comment ça tourne, le moteur d'un pays. Et pourquoi, malgré les moissons et tant de travail, on peut crever de faim et manquer de bonheur à un degré insupportable.

Et les habitants des villages, il n'y a pas plus vil, ni perçant, il n'y a personne pour saisir comme

MICHEL CURNOT.

(Lire la suite page 24.)

SEUIL

« Ce qui compte pour moi chez Soljénitsyne, c'est sa bravoure, c'est son intrépidité en face de la tyrannie, c'est sa foi inébranlable en l'homme, c'est sa sympathie avec l'homme et la foule, les simples gens du peuple ». Etm ETKIND / Le Monde

DERNIER VOLUME

# tome 3

## la résistance

480 PAGES  
39 F  
PRIX DE LANCEMENT

TOME 1 : 33 F  
TOME 2 : 36 F

# EUROPE

## Portugal

### APRÈS LES INCIDENTS DE BEJA

#### Le parti communiste met en garde ses militants contre des « initiatives irresponsables »

Lisbonne (A.F.P., A.P., Reuters). — Au lendemain des incidents de Beja, qui ont fait un mort et douze blessés le 13 avril, le parti communiste portugais a demandé mercredi à ses militants, dans un communiqué, de ne pas laisser entraîner par des initiatives irresponsables qui ne peuvent que favoriser la droite.

Les incidents auxquels a donné lieu jusqu'à présent la campagne électorale pour les élections générales du 25 avril ont déjà fait un mort et une cinquantaine de blessés. Le clivage ont été provoqués par des militants d'extrême gauche qui ont perturbé des réunions organisées par des partis centristes.

La police est intervenue en lançant des grenades lacrymogènes, puis, la foule grossissant, un « peloton militaire a été envoyé en renfort et a été en partie submergé par les manifestants, puis d'une quinzaine de soldats armés passés de leur côté », précise un communiqué de l'état-major de l'armée de terre. La police, ajoute-t-il, « n'a pris aucune position face à l'attitude des militaires, et l'ordre étant venu de les rappeler à la caserne, ils ont obéi dans leur quasi-totalité ».

Les centristes du P.P.D. ont accusé dans un communiqué, les communistes d'être responsables des incidents de Beja. Le leader du Centre démocratique et social (C.D.S.), M. Freitas do Amaral, quant à lui, a exprimé la conviction que les militants ne prennent le pouvoir entre les élections du 25 avril et l'élection présidentielle du mois de juin, « si les candidats présentés par les partis ne jouissent pas de la sympathie de l'armée ».

Le patriarcat portugais, de son côté, a diffusé une note à propos des prochaines élections législatives dans laquelle il condamne les actes de violence et invite les catholiques à voter. « L'Eglise, ajoute-t-il, n'a pas de parti et ne désire pas en avoir. Comme l'a déclaré plusieurs reprises l'épiscopat, aucun groupe politique ne peut légitimement se considérer comme privilégié en relation à l'Eglise ».

La gauche des options politiques pour les catholiques est très vaste, estime le patriarcat, mais elle a nécessairement des limites. Ainsi, ce qui est en jeu, aux catholiques, c'est de voter pour des partis qui, par leurs principes idéologiques, ont les objectifs et les processus qu'ils préconisent, ou par la réputation historique par laquelle ils tendent, sont incompatibles avec la conception chrétienne de l'homme et de sa vie en société », déclare le patriarcat.

Si le premier projet de loi est déjà définitivement arrêté, ajoute-t-on, le deuxième, notamment, quant à la composition de la Chambre haute, est encore en discussion devant la commission mixte législative gouvernement-Assemblée nationale. Le texte pourrait être définitivement mis au point après le retour des vacances d'été, et le président du gouvernement pourrait, dans ce cas, annoncer le prochain référendum le 29 avril et non le 20, soit deux jours avant la fête du travail.

M. de Areliza, ministre des affaires étrangères, a déclaré qu'il « croit probable qu'un référendum sur ces questions pourrait être organisé avant l'été », et que, une fois le projet bicaméraliste adopté, « les élections pourraient avoir lieu avant la fin de l'année » (le Monde du 15 avril).

Ce calendrier paraît un peu optimiste, même aux yeux du gouvernement. Il ne cachent pas que de nombreux facteurs peuvent bouleverser le calendrier des réformateurs, sur lequel le président Arias Navarro doit se prononcer.

Enfin, à Lisbonne, la Ligue communiste révolutionnaire, du Portugal (L.C.R. trotskiste) a pu reprendre mercredi sa campagne électorale à l'antenne. En effet, le Conseil de la révolution a ramené la mesure de suspension d'antenne qui la frappait de huit à quatre jours.

## Union soviétique

### AU PROCÈS D'UN DISSIDENT

#### Un violent incident oppose M. et Mme Sakharov à des miliciens

Moscou. — M. André Sakharov et sa femme ont été traduits en justice sous l'accusation de brutalité à l'égard de deux miliciens. C'est la question qu'on se posait ce jeudi 15 avril à Moscou alors qu'on était toujours sans nouvelles du prix Nobel de la paix. Les époux Sakharov se trouvent, en principe, à Omsk, où ils voulaient assister au procès d'un jeune dissident tatar, M. Mustafa Djemilev, accusé de menées nationalistes pour avoir réclamé le droit pour son peuple de revenir en Crimée. Les Tatars avaient été déportés en Asie centrale en 1944 sur ordre de Staline. Depuis, ce petit peuple a été l'objet de accusations de collaboration avec les nazis, mais les autorités soviétiques lui refusent toujours le droit de retourner en Crimée.

C'est alors qu'ils tentaient d'entrer dans la salle du tribunal d'Omsk, où est jugé M. Djemilev, considérablement affaibli par une dizaine de mois de grève de la faim, que se sont produits les incidents qui ont entraîné l'arrestation momentanée des époux Sakharov. De ces incidents, on ne connaît encore que la version officielle soviétique diffusée mercredi après-midi par l'agence Tass.

Intitulé « Conduite scandaleuse des époux Sakharov », ce texte fait plus penser à un acte d'accusation qu'à une dépêche d'agence. « Le procès avait commencé », affirme Tass. La salle était pleine de parents, de témoins et d'autres personnes. Soudain, on vit apparaître un homme et une femme qui ont commencé à forcer la porte du tribunal et à exiger qu'on leur donne

(Suite de la première page.)

Mais on ne peut, d'autre part, ignorer les conditions très mauvaises dans lesquelles le nouveau président du conseil national a été élu : à peine cent voix sur sept, quatre-vingt-un suffrages exprimés. La coupe en deux du parti est ainsi confirmée. Il est prouvé aussi que la démocratie chrétienne se gouverne très difficilement de la gauche. M. Zaccagnini l'a appris à ses dépens après sa réélection comme secrétaire général le mois dernier.

Depuis cette victoire de la gauche, la démocratie chrétienne n'a cessé d'être perçue pas ses partisans comme un parti conservateur : ne s'est-elle pas liée avec l'extrême droite pour empêcher une libéralisation de l'avortement ?

## Les deux fêtes

Le parti gouvernemental a maintenant deux fêtes, et on peut en déduire — malgré les dernières

déclarations de M. Zaccagnini — qu'il s'est résigné aux élections. A nouveau, aux avant-postes, M. Fanfani rassurera la droite qui ne se fie guère à son successeur. D'ici maintenant d'une fonction officielle, il peut fort bien se désigner lui-même comme chef de la campagne électorale à venir, bien qu'il ait été le secrétaire général avec qui la D.C. fut battue au référendum sur le divorce et aux élections régionales. Socialistes et communistes voient déjà dans cette promotion un défi qui met en évidence l'incapacité de la démocratie chrétienne à se rénover.

Depuis le 23 juillet 1975, date à laquelle il fut chassé par les soins du secrétariat du parti, M. Fanfani n'avait fait passer du côté de la gauche qu'un seul homme, à l'occasion de son mariage, en août, ou pendant son voyage en Chine, à Noël, qui n'est pas sans évoquer ceux de M. Strauss et Nixon.

Ce n'est qu'en mars dernier, au congrès de la démocratie chrétienne, que M. Fanfani laisse vraiment pointer sa nostalgie. Il y prononce un long discours qui prend le contre-pied de celui de son successeur, M. Zaccagnini. Il appuie ensuite, quasi ouvertement, le concurrent de celui-ci, M. Arnaldo Forlani. Or c'est M. Zaccagnini qui l'emporte, et M. Fanfani n'est même plus à la tribune vers 5 heures du matin pour consoler le vaincu. Lui-même vient de confirmer à cette occasion son image d'éternel perdant.

M. Zaccagnini ne l'a emporté cependant que par moins de 53 % des voix. Il devra donc compter avec l'opposition interne. Compter aussi avec une situation politique et monétaire qui s'est fortement détériorée. M. Fanfani attendra que le fruit soit mûr pour accepter, après les coqueluches d'usage, de se mettre « au service du parti ».

A soixante-huit ans, l'homme que l'on dit « fini » devient donc par la petite porte. Mais il ne tient qu'à lui de l'éclaircir. Le désarroi dans lequel se trouvent son parti et le pays en général peut lui offrir une nouvelle carrière politique.

ROBERT SOLÉ

## M. AGNELLI JUGE « ABSURDE » LA PANIQUE QUE SUSCITE L'ÉVENTUELLE ARRIVÉE DES COMMUNISTES AU POUVOIR

Rome (A.F.P.). — M. Giovanni Agnelli, président de Fiat et de la Confédération du patronat italien, a déclaré « absurde la panique de certaines personnes qui croient peut-être que les communistes, au moment où ils arriveraient au pouvoir, transformeraient l'Italie en une dictature du jour au lendemain ».

Tout en rappelant qu'il serait lui-même « beaucoup plus content et les communistes n'arriveront pas au pouvoir », M. Agnelli, dans une déclaration au *Corriere della Sera*, a ajouté qu'il ne sent « le vrai problème n'est pas de toute façon ce que feront les communistes, mais ce que feront les autres. L'important, en somme, c'est qu'il n'y ait pas de vacances du pouvoir, que personne ne perde courage, qu'on ne jette pas l'éponge ».

Évoquant la chute de la lire et de la bourse, due, selon lui, à l'instabilité politique, M. Agnelli a invité les Italiens à ne pas perdre le contrôle de leurs nerfs.

Interrogé, enfin, sur l'éventualité d'un recours aux élections anticipées, M. Agnelli a estimé qu'il serait peut-être mieux de les éviter, de parvenir à la fin normale de la législature et de bien utiliser les mois qui restent.

JACQUES AMALRIC.

Le Comité français contre les hôpitaux psychiatriques spécialisés en U.R.S.S. annonce, dans un communiqué, qu'il a envoyé ce télégramme à l'avocat de Tverdokhlebov et aux tribunaux de Moscou.

Après pris position pour la libération de Pionouchitch, nous sommes stupéfaits de constater qu'un chef d'accusation retenu contre Tverdokhlebov est d'avoir pris la défense de Pionouchitch. Nous soutenons l'affaire avec une particulière attention. Le télégramme est signé par les docteurs Aymé, président du Syndicat des psychiatres des hôpitaux, Blés, secrétaire général du Syndicat des psychiatres privés, Brisse, secrétaire général du Syndicat des psychiatres français, et Perdère, président de la société l'évolution psychiatrique.

## Italie

### La rentrée de M. Fanfani

(Suite de la première page.)

Depuis cette victoire de la gauche, la démocratie chrétienne n'a cessé d'être perçue pas ses partisans comme un parti conservateur : ne s'est-elle pas liée avec l'extrême droite pour empêcher une libéralisation de l'avortement ?

## Les deux fêtes

Le parti gouvernemental a maintenant deux fêtes, et on peut en déduire — malgré les dernières

déclarations de M. Zaccagnini — qu'il s'est résigné aux élections. A nouveau, aux avant-postes, M. Fanfani rassurera la droite qui ne se fie guère à son successeur. D'ici maintenant d'une fonction officielle, il peut fort bien se désigner lui-même comme chef de la campagne électorale à venir, bien qu'il ait été le secrétaire général avec qui la D.C. fut battue au référendum sur le divorce et aux élections régionales. Socialistes et communistes voient déjà dans cette promotion un défi qui met en évidence l'incapacité de la démocratie chrétienne à se rénover.

Depuis le 23 juillet 1975, date à laquelle il fut chassé par les soins du secrétariat du parti, M. Fanfani n'avait fait passer du côté de la gauche qu'un seul homme, à l'occasion de son mariage, en août, ou pendant son voyage en Chine, à Noël, qui n'est pas sans évoquer ceux de M. Strauss et Nixon.

Ce n'est qu'en mars dernier, au congrès de la démocratie chrétienne, que M. Fanfani laisse vraiment pointer sa nostalgie. Il y prononce un long discours qui prend le contre-pied de celui de son successeur, M. Zaccagnini. Il appuie ensuite, quasi ouvertement, le concurrent de celui-ci, M. Arnaldo Forlani. Or c'est M. Zaccagnini qui l'emporte, et M. Fanfani n'est même plus à la tribune vers 5 heures du matin pour consoler le vaincu. Lui-même vient de confirmer à cette occasion son image d'éternel perdant.

M. Zaccagnini ne l'a emporté cependant que par moins de 53 % des voix. Il devra donc compter avec l'opposition interne. Compter aussi avec une situation politique et monétaire qui s'est fortement détériorée. M. Fanfani attendra que le fruit soit mûr pour accepter, après les coqueluches d'usage, de se mettre « au service du parti ».

A soixante-huit ans, l'homme que l'on dit « fini » devient donc par la petite porte. Mais il ne tient qu'à lui de l'éclaircir. Le désarroi dans lequel se trouvent son parti et le pays en général peut lui offrir une nouvelle carrière politique.

ROBERT SOLÉ

## M. AGNELLI JUGE « ABSURDE » LA PANIQUE QUE SUSCITE L'ÉVENTUELLE ARRIVÉE DES COMMUNISTES AU POUVOIR

Rome (A.F.P.). — M. Giovanni Agnelli, président de Fiat et de la Confédération du patronat italien, a déclaré « absurde la panique de certaines personnes qui croient peut-être que les communistes, au moment où ils arriveraient au pouvoir, transformeraient l'Italie en une dictature du jour au lendemain ».

Tout en rappelant qu'il serait lui-même « beaucoup plus content et les communistes n'arriveront pas au pouvoir », M. Agnelli, dans une déclaration au *Corriere della Sera*, a ajouté qu'il ne sent « le vrai problème n'est pas de toute façon ce que feront les communistes, mais ce que feront les autres. L'important, en somme, c'est qu'il n'y ait pas de vacances du pouvoir, que personne ne perde courage, qu'on ne jette pas l'éponge ».

Évoquant la chute de la lire et de la bourse, due, selon lui, à l'instabilité politique, M. Agnelli a invité les Italiens à ne pas perdre le contrôle de leurs nerfs.

Interrogé, enfin, sur l'éventualité d'un recours aux élections anticipées, M. Agnelli a estimé qu'il serait peut-être mieux de les éviter, de parvenir à la fin normale de la législature et de bien utiliser les mois qui restent.

JACQUES AMALRIC.

Le Comité français contre les hôpitaux psychiatriques spécialisés en U.R.S.S. annonce, dans un communiqué, qu'il a envoyé ce télégramme à l'avocat de Tverdokhlebov et aux tribunaux de Moscou.

Après pris position pour la libération de Pionouchitch, nous sommes stupéfaits de constater qu'un chef d'accusation retenu contre Tverdokhlebov est d'avoir pris la défense de Pionouchitch. Nous soutenons l'affaire avec une particulière attention. Le télégramme est signé par les docteurs Aymé, président du Syndicat des psychiatres des hôpitaux, Blés, secrétaire général du Syndicat des psychiatres privés, Brisse, secrétaire général du Syndicat des psychiatres français, et Perdère, président de la société l'évolution psychiatrique.

### M. OLIVIER GUICHARD EST FAVORABLE À LA NOUVELLE PROPOSITION FRANÇAISE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Olivier Guichard, député U.D.R., ancien ministre, parlant mercredi 14 avril devant le collège du Mouvement pour le socialisme par la participation, a dit que la nouvelle proposition française pour la répartition des sièges à l'Assemblée européenne était « assez séduisante ». « Mais, a-t-il ajouté, c'est exactement le contraire de ce qu'on veut dire. M. Sauvagnargues devant l'Assemblée nationale, c'est un changement de direction peut être opportuniste. Comme on lui demandait comment ce changement était compatible avec la position de l'U.D.R., M. Guichard a répondu : « Le problème des élections de l'Assemblée européenne est apparu peu à peu comme plus important que celui de la répartition des sièges. Le raisonnement qui consiste à dire que si on veut modifier les attributions de l'Assemblée (ce qui est la position du gouvernement et de l'U.D.R.) il ne faut pas modifier la composition ne paraît se défendre ».

[Au Conseil européen de Luxembourg, M. Guichard d'ailleurs, tout en préférant que la proportionnalité soit observée dans l'Assemblée européenne, a fait une seconde proposition maintenant la répartition de l'Assemblée actuelle (désignée par les Parlements nationaux), répartition qui favorise considérablement les petits pays (le Monde du 14 avril). Devant l'Assemblée nationale, le 29 octobre 1975, M. Sauvagnargues avait déclaré : « Le gouvernement souhaite que l'efficacité de la représentation de chaque État au sein de l'Assemblée européenne soit proportionnelle à sa population. Le bureau exécutif de l'U.D.R. de son côté, prenant position sur l'élection directe de l'Assemblée européenne, le 15 mars, a déclaré « essentiel » que la répartition des sièges entre les États soit « strictement proportionnelle aux populations respectives » (le Monde du 15 mars). Le problème de la répartition des sièges est le plus gros obstacle à l'organisation d'élections européennes, fixes, en principe, pour 1978.]

### TROIS PROJETS DU CONSEIL FRANCO-BRITANNIQUE

Le conseil franco-britannique, créé en 1973 avec l'appui de M. Pompidou et de M. Edward Heath, s'est réuni à Edimbourg le 9 au 11 avril, sous la présidence de M. Wilfrid Baumgartner (section française) et de Lord Duncan Sandys (section britannique). Le réunion consacrée à plusieurs aspects des relations des deux peuples depuis mille ans, groupait des professeurs d'histoire et d'autres personnalités. C'est M. Douglas Johnson, professeur d'histoire française à l'University College (Londres), qui dirigeait les débats.

Les deux délégations ont décidé de mettre à l'étude trois projets : la publication d'un ouvrage collectif traitant une douzaine de thèmes significatifs des rapports franco-britanniques de la féodalité à nos jours ; l'utilisation de la télévision scolaire et de certaines émissions de large audience ; une fondation de production modeste, mais de haut niveau, qui distribuerait chaque année deux ou trois bourses de deux ans à des étudiants ou à des diplômés désireux d'approfondir un aspect particulier de l'histoire franco-britannique.

Le conseil s'est récemment donné un nouveau président français, M. Pierre Billecocq, ancien ministre qui remplaçait M. Maurice Edelman, député travailliste décédé.

● ERRATUM — Il était écrit dans l'article de Michel Jatau le Monde du 15 avril, que, selon M. Sonnenfeldt, « les Européens de l'Ouest n'ont rien qui ressemble à la C.E.E. ». C'est évidemment « l'opinion de l'Est » qu'il fallait lire.

## Espagne

### UN RÉFÉRENDUM COMPORTANT DEUX QUESTIONS AURAIT LIEU CETTE ANNÉE

Madrid (A.F.P.). — M. Arias Navarro, chef du gouvernement espagnol, pourrait annoncer, mardi 20 avril, au cours d'une allocution télévisée, l'organisation d'un référendum, qui aurait lieu cette année si l'on en croit les milieux les plus libéraux du gouvernement. De source informée, on précise que le référendum envisagé comporterait deux questions. La première sur la réforme de la loi de succession avançant l'âge de majorité du roi, modifiant les modalités de la régence et autorisant les femmes à succéder. La deuxième question porterait sur la réforme constitutionnelle supprimant les Cortès et le conseil national, et instituant un système bicaméraliste avec une Chambre basse élue au suffrage universel, direct et secret.

Si le premier projet de loi est déjà définitivement arrêté, ajoute-t-on, le deuxième, notamment, quant à la composition de la Chambre haute, est encore en discussion devant la commission mixte législative gouvernement-Assemblée nationale. Le texte pourrait être définitivement mis au point après le retour des vacances d'été, et le président du gouvernement pourrait, dans ce cas, annoncer le prochain référendum le 29 avril et non le 20, soit deux jours avant la fête du travail.

M. de Areliza, ministre des affaires étrangères, a déclaré qu'il « croit probable qu'un référendum sur ces questions pourrait être organisé avant l'été », et que, une fois le projet bicaméraliste adopté, « les élections pourraient avoir lieu avant la fin de l'année » (le Monde du 15 avril).

Ce calendrier paraît un peu optimiste, même aux yeux du gouvernement. Il ne cachent pas que de nombreux facteurs peuvent bouleverser le calendrier des réformateurs, sur lequel le président Arias Navarro doit se prononcer.

## Soljenitsyne et les libertés en Espagne

A la suite du compte rendu que nous avons publié, d'après les agences de presse, sur les déclarations de Soljenitsyne à la télévision espagnole le 20 mars (le Monde du 23 mars), les éditions du Seuil nous font savoir que l'écrivain n'a pas affirmé que les Espagnols jouissaient de la liberté la plus absolue, et nous adressent la traduction en français de l'enregistrement intégral de ses déclarations. On y lit notamment :

« Votre phrase citée a connu une issue différente de la nôtre, a dit l'écrivain. Dans notre pays a prévalu une conception de la vie de type chrétien, grâce à laquelle on tenta de mettre fin aux hostilités et de penser en blessures. Dans notre pays, on renoua l'unité qui a rejeté l'idée d'une force suprême au-dessus d'elle. L'Écriture, d'autre part, précise, en réponse à une question, que la plus grande part de ses droits d'auteur servent à alimenter les caisses du « fonds social russe », dont l'objet est de secourir les victimes des persécution en Union soviétique, ainsi que leurs familles.

Le compte rendu des déclarations de Soljenitsyne publié dans nos éditions du 23 mars avait été établi sur la base des dépêches des agences de presse en provenance de Madrid ; elle recoupe pour l'essentiel la version plus précise reproduite ici, à l'exception de la phrase sur la « liberté la plus absolue », qui prévaudrait en Espagne et qui a été rapportée — entre guillemets — par l'A.F.P. (dépêche numéro 163 du 21 mars et que l'on retrouve également dans plusieurs journaux français).

Si Soljenitsyne, comme c'est son droit, souhaite que ses propos soient rapportés avec une totale précision au travers des différentes traductions, il devrait s'entourer non pas de personnes intéressées à éveiller son animosité contre la presse ou tel ou tel journal (comme le Monde en a fait l'expérience), mais plutôt d'un véritable service de presse, qui diffuserait en temps utile le texte intégral de ses interventions.

PIERRE URI

ET LE GROUPE DE ROME

STRATEGIE

POUR

L'EUROPE

claircross, giersch,

lamfalussy, petrilli, uri

320 pages 55 F

puf



# EUROPE

## LES AFFAIRES DE « POTS-DE-VIN »

Après l'arrestation du lieutenant-colonel Randel

### Plusieurs cadres de firmes britanniques et étrangères seraient compromis

De notre correspondant

Londres. — Une affaire de corruption dans des contrats de fourniture d'équipements militaires stratégiques, a éclaté au grand jour, mercredi 14 avril à Londres (voir nos dernières éditions du 15 avril). Le lieutenant-colonel David Randel, appartenant au centre des transmissions de l'armée pour le sud-est de l'Angleterre, a été appréhendé par les inspecteurs de Scotland Yard. Agé de quarante ans, l'officier est soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin au moment de la négociation de marchés portant sur du matériel de télécommunications, entre 1971 et 1974.

Cette arrestation est l'aboutissement de recherches entreprises depuis deux ans, conjointement par Scotland Yard et le ministère de la défense. On indiquait, dans les milieux officiels, que l'enquête avait commencé au Moyen-Orient, et plus précisément à Oman, avant de s'étendre aux Etats-Unis et à l'Europe. Le colonel Randel faisait d'ailleurs partie, en 1973, du groupe d'experts britanniques aidant l'armée du sultanat à combattre les dissidents du Yémen. Un système de communications par radio perfectionnées avait été, à cette époque, mis en place, pour éviter que les messages codés entre l'état-major et les forces omanaises ne soient interceptés par les chaudières soviétiques qui croisaient au large des côtes.

Malgré l'extrême discrétion observée par la police, les premières indications laissent à penser que plusieurs cadres de firmes britanniques et étrangères se trouveraient impliqués dans cette affaire. D'ores et déjà, les firmes General Electric et Ferranti, qui sont liées au gouvernement par plusieurs contrats de fourniture, ont cru bon d'affirmer qu'elles n'étaient, pour leur part, au courant d'aucune tentative de corruption.

Les remous risquent d'embarrasser au plus haut point le gouvernement britannique qui tente d'arracher, notamment à l'Iran et à l'Egypte, d'importantes commandes de vente d'armes. Sur le plan intérieur, l'affaire ne manquera pas d'être abordée à la Chambre des communes, lors de la reprise des travaux parlementaires, après les vacances de Pâques.

Le premier ministre adjoint, M. Michael Foot, a toutefois réussi, mercredi, à éviter un débat en déclarant que la justice avait été saisie.

### Ventes d'armes à l'Afrique du Sud

D'autre part, le gouvernement a été mis sur la sellette, cette semaine, au Parlement, à propos de ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Une enquête officielle, ouverte à l'initiative de parlementaires, a établi qu'une firme privée aéronautique de Jersey fournissait, en dépit de l'embargo, des pièces détachées et des moteurs au gouvernement de Pretoria, après les avoir achetées aux services de l'armée britannique.

Le ministre de la défense, M. Roy Mason, a dû reconnaître que son ministère avait singulièrement manqué de perspicacité. Un député travailliste, M. Frank Ailman, a par ailleurs affirmé que la filiale britannique de Marconi continuait de fournir au ministère sud-africain de la défense des appareils de communication.

Le nouveau cabinet de M. James Callaghan hérite ainsi d'un dossier encombrant, plus délicat que celui des pots-de-vin versés par les compagnies pétrolières B.P. et Shell aux partis politiques italiens, qui semble déjà classé, malgré le dépôt, par une trentaine de députés travaillistes, d'une motion demandant la constitution immédiate d'une commission d'enquête. — (Interim.)

### Les dirigeants de la C.F.P. affirment que leurs versements à des partis italiens n'avaient aucun caractère clandestin

A Paris

La direction parisienne de la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) a répondu, ce jeudi, aux déclarations d'un journaliste du Sunday Times, qui, le 13 avril sur l'antenne de T.F.I., avait accusé la société d'avoir effectué des versements à des partis politiques italiens. « On peut dire, avait notamment déclaré le représentant du Sunday Times, que le chef de Total en Italie, M. Aldoniti, était choisi par les pétroliers pour faire partie d'un très petit comité de trois messieurs qui ont négocié avec les politiciens italiens à propos d'un éventuel versement de 10 milliards de lires pour 1973. » Interrogé par l'agence Reuters, un porte-parole de la C.F.P. avait reconnu la réalité des versements à des partis italiens, mais en précisant que ceux-ci n'avaient rien de clandestin. Dans une mise au point diffusée un peu plus tard par l'Agence France-Presse, la Compagnie française des pétroles a opposé le démenti le plus formel à l'insinuation de pots-de-vin, c'est-à-dire de paiements par sa filiale Total-Italiana tendant à assurer à cette dernière des faveurs dérogatoires au régime administratif ou légal de droit commun. Jusqu'à la promulgation d'une législation spécifique en 1974, qui met en fait à la charge de l'ensemble des contribuables italiens par le biais du budget de l'Etat le financement des partis politiques, l'usage, contre lequel la C.F.P. et sa filiale Total-Italiana n'ont cessé de s'élever, consistait à verser des contributions à des formations politiques qui assuraient par des contributions des grandes entreprises industrielles et commerciales. Les cotisations auxquelles sa filiale Total-Italiana a pu procéder en vertu de cet usage, figurent dans la comptabilité de Total-Italiana et n'ont, à aucun titre, un caractère clandestin.

La Compagnie française des pétroles, appelée encore plus communément Groupe Total, est une société holding qui contrôle une centaine de deux cents filiales en France et à l'étranger. Parmi les plus importantes, on peut citer la Compagnie

française de raffinage (55,5 % du capital détenu par la C.F.P.), l'Omnia français de pétroles (22,8 %), Total Chimie, la Compagnie navale des pétroles, etc. Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé, en 1974, à 42,8 milliards de francs et le bénéfice net à 1,7 milliard. L'Etat possède 35 % du capital de la C.F.P. (et 48 % des droits de vote aux assemblées générales). Le reste est réparti dans le public.

À Washington, le ministre adjoint de la justice, M. Richard Thornburgh, a annoncé, le 14 avril, qu'il avait transmis au gouvernement néerlandais toutes les informations dont il dispose à propos de l'affaire des pots-de-vin que la société Lockheed aurait versés aux Pays-Bas. « Toutes les informations en possession de la division criminelle de la justice qui concernent les prétendues activités illégales de vente de la société Lockheed aux Pays-Bas ont été transmises aujourd'hui au gouvernement néerlandais », a-t-il déclaré.

La société Lockheed Aircraft, de son côté, a pris l'engagement formel d'abandonner la pratique des pots-de-vin et a remis à la sous-commission des sociétés multinationales du Sénat les documents qu'elle réclamait sur les paiements irréguliers de Lockheed à l'étranger. L'engagement formel du constructeur résulte d'un règlement à l'amiable signé le 13 avril par un juge de Washington. La société n'y conteste pas les accusations d'irrégularités portées contre elle par la commission des bourses et des valeurs (SEC) et promet de respecter les lois. Elle s'engage à nommer une commission indépendante qui enquêtera sur ses paiements et transmettra un rapport à la SEC dans les six mois.

Trois nouvelles compagnies ont reconnu avoir effectué des versements douteux à l'étranger : Ogden Corporation (compagnie de fret), Rorer Anchem (produits pharmaceutiques) et Northrop Corporation.

# AMÉRIQUES

Etats-Unis

## FORD CONTRE X...

(Suite de la première page.)

Dans ces conditions, les milieux politiques s'attendent que la compétition se transforme assez rapidement en un affrontement entre le sénateur Humphrey et M. Carter.

La lutte s'annonce difficile pour ce dernier, qui aura aussi à surmonter l'obstacle que représentent le sénateur Church, le gouverneur Brown, et d'autres « fils favoris », personnalités politiques très influentes localement, qui dirigeront la délégation de leur Etat à la convention et « contrôleront » de la sorte un contingent appréciable de voix. Devant tous ces impondérables, M. Carter ne peut se permettre aucune faute.

Malheureusement pour lui, et à la grande surprise des observateurs, il a, la semaine passée, fait une gaffe politique d'envergure. Dans une interview il s'est

déclaré contre l'intégration immédiate des communautés résidentielles. Ce point de vue est aussi celui de ses concurrents — mais en invitant la « pureté ethnique » de ces communautés il a provoqué de violentes réactions dans les milieux noirs qui l'ont jusqu'à présent soutenu. Ses adversaires déclarent qu'il ne s'agit pas d'un lapsus dû à la fatigue, mais plutôt d'une indication de ses tendances profondes de sudiste aux apparences libérales. Certains même suspectent M. Carter de vouloir maintenant récupérer le vote des « petits Blancs » du Sud en débauchant les fidèles du gouvernement. En tout cas, le président Ford n'a pas manqué de déclarer qu'il n'est pas « puriste ethnique » et il parlait quant à lui des « trésors du patrimoine ethnique » de la population américaine.

Très conscient de la faute commise et de l'utilisation qu'en feraient ses adversaires, M. Carter s'est immédiatement excusé de ce qu'il a appelé une « très sérieuse erreur de ma part », et le maire, noir, de Detroit ainsi que d'autres leaders noirs, acceptant son explication, lui ont confirmé leur confiance. Néanmoins, les malaises subsistent. Ses amis politiques regrettent d'autant plus cette bavure qu'elle intervient à un moment où, selon divers sondages, l'électorat aime-rait que M. Carter sorte du flou politique dans lequel il se cantonne et précise son programme.

D'autre part, M. Carter ne peut ignorer que dans un récent sondage le sénateur Humphrey obtenait 68 % des électeurs noirs démocrates et indépendants contre 28 % en sa faveur. A brève échéance, et dès le 27 avril, en Pennsylvanie, on appréciera mieux l'importance de la gaffe commise.

HENRI PIERRE.

Les Etats-Unis et l'Espagne sont parvenus à une formule de compromis qui ferait disparaître du sol espagnol dans un délai de deux ou trois ans l'embargo de Radio Liberty dirigé vers les pays de l'Est. A-t-on appris mercredi 14 avril à Madrid de source informée, l'Espagne donnerait aux Etats-Unis le droit de construire dans un autre pays un sanctuaire pour remplacer celui fonctionnant actuellement à Gerone, en Catalogne. — (A.F.P.)

# ASIE

Pakistan

## QUATORZE PERSONNALITÉS DE L'OPPOSITION JUGÉES POUR « SUBVERSION »

Islamabad (Reuters, Times, U.P.I.). — Quatorze personnalités, anciens membres du Parti national awami (P.N.A.), principale force de l'opposition, devaient être jugées, jeudi 15 avril, par un tribunal spécial de Hyderabad. Parmi celles-ci, figurent M. Abdoul Wali Khan, qui était chef de l'opposition à l'Assemblée nationale jusqu'à l'annulation de son mandat, à la suite d'un attentat qui coûta la vie à un ministre de la province de la frontière du Nord-Ouest, ainsi que M. Hashim Ghilzai, chef de l'opposition au Sénat, et deux autres sénateurs, MM. O.A. Bilour et S.H. Khan, arrêtés mardi. Toutes ces personnalités sont accusées d'être impliquées dans la subversion, sabotage et terrorisme.

Le P.N.A. a été dissous en février 1975 ; la Cour suprême avait confirmé, en octobre, cette décision gouvernementale estimant que les activités du P.N.A. constituaient un encouragement à la sécession des provinces proches de l'Afghanistan (Balouchistan, frontière du Nord-Ouest), où ce parti est solidement implanté. Depuis l'interdiction de leur formation, les membres du P.N.A. encore en liberté avaient formé le Parti national démocratique. Le secrétaire général de ce groupe, M. K. Gerdazi, a, lui aussi, été arrêté.

Un porte-parole de l'opposition a déclaré que cinq des douze sénateurs hostiles à la politique du premier ministre (la Chambre haute compte quarante sénateurs) sont en détention. L'opposition a décidé de boycotter les débats pour protester contre ces arrestations.

Inde

## LES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE NEW-DELHI ET PÉKIN SONT RÉTABLIES AU NIVEAU DES AMBASSADEURS

New-Delhi (A.F.P.). — M. Chavan, ministre indien des affaires étrangères, a annoncé, jeudi 15 avril, au Parlement, que le gouvernement indien n'a pas accepté que les relations diplomatiques entre l'Inde et la Chine soient à nouveau élevées au niveau des ambassadeurs. Après le conflit sino-indien de 1962, l'Inde avait rappelé son ambassadeur à Pékin. Les rapports entre les deux pays étaient, depuis, assurés par des chargés d'affaires.

Il revenait au gouvernement indien de prendre l'initiative d'un échange d'ambassadeurs. Une démarche fut faite dans ce sens il y a quelques semaines (le Monde daté 11-13 avril). Le gouvernement de Pékin a donné son accord à la nomination de M. K.R. Narayanan, haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, comme ambassadeur de l'Inde en Chine. Celui-ci rejoindra son poste dans deux mois. Pékin désignera prochainement un ambassadeur.

## Une nouvelle série dans la collection de poche Points

# Points-Sagesses

dirigée par  
Jean-Pie Lapiere

SEUIL

## Paroles des Anciens

par J.-C. GUY

Apophtegmes des pères du désert

Des chrétiens « excentriques » du IV<sup>e</sup> siècle qui avaient rompu avec les communautés des villes, partirent dans les déserts d'Egypte... et firent école.

Inédit (n° Sa 1) 9 F

SEUIL

## Pratique de la voie tibétaine

par CHÖGYAM TRUNGPA

Au-delà du matérialisme spirituel

Causeries familières du lama Chögyam Trungpa Rimpoche, la seule autorité spirituelle du bouddhisme tibétain résidant en Occident.

Inédit (n° Sa 2) 12 F

SEUIL

## Célébration hassidique

par ELIE WIESEL

Portraits et légendes. Le Hassidisme, né au XVIII<sup>e</sup> siècle aux confins de l'Europe centrale, n'est ni une doctrine ni une idéologie, mais une façon d'être. Elie Wiesel ne l'étudie pas, il le conte.

(n° Sa 3) 9 F

SEUIL

## La foi d'un incroyant

par FRANCIS JEANSON

La foi ce n'est ni l'absence, ni l'absence de Dieu selon Pascal. Mais, ça m'estime dit Jeanson. Et il amorce une réflexion sur la foi qui consiste à penser que l'espèce humaine est capable d'incarner Dieu.

(n° Sa 4) 7,50 F

SEUIL

## Le bouddhisme tantrique du Tibet

par JOHN BLOFELD

Cette introduction à la théorie, au but et aux techniques de la méditation tantrique traite principalement de la méthode éminemment pratique du mysticisme tibétain.

Inédit (n° Sa 5) 12 F

SEUIL

## L'INTERVENTION MILITAIRE SYRIENNE AU LIBAN

## Washington et Jérusalem sont d'accord pour estimer que la sécurité d'Israël n'est pas menacée


protester contre cette intervention. A Saïda, les marcheurs portaient des drapeaux libanais et palestiniens et des pancartes réclamant l'expulsion des émissaires français et américains. Les manifestations se sont déroulées sans incidents.

Sur le terrain, la trêve continue

mercredi soir que le village chrétien de Dhour-Choueiri, où s'étaient retranchés des éléments du parti populaire syrien, alliés aux progressistes, était tombé sous les mains des phalangistes. Il a en effet, accusé les milices chrétiennes d'avoir abusé de la trêve pour attaquer le village. Il n'agissait pas seulement des éléments de la Salqa, mais aussi des miliciens niennes, d'obédience syrienne, pour avoir participé aux bombardements de villages dans la région d'Aley. La trêve n'a pas été respectée davantage à Beyrouth. Des

obus sont tombés sur un hôpital musulman d'un quartier ouest de Beyrouth. Au total, soixante-deux personnes ont été tuées mercredi dans l'ensemble du pays. — (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)

■ **La Fédération de Lorraine-Atlantique du parti socialiste** veut de réclamer au comité directeur du parti, par dix-huit voix contre douze, l'exclusion de sept sections locales. Il s'agit des sections de



**DATASAB D15**

*Fédération*

*R. Bénédict*

*A. Bénédict*

Agences et représentations dans les principales villes de France.  
 Distincte engagements. Téléphone 2 11.700 ou 780.7117.  
☐ Voulez-vous téléphoner pour prendre un rendez-vous ?  
☐ Voulez-vous adresser une documentation complète ?  
 Nom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
 Non \_\_\_\_\_ Foret \_\_\_\_\_  
 Tel. \_\_\_\_\_

## Chili

M. JOSE WEIBEL, secrétaire général adjoint des Jeunesses communistes du Chili jusqu'en septembre 1973, a été arrêté le lundi 29 mars à Santiago, apprend-on des meilleurs chiliens informés.

صلى الله عليه وسلم



سكيا من الامل

# AFRIQUE

## Le Maroc et la Mauritanie délimitent leur frontière au Sahara occidental

Rabat. — Le Maroc et la Mauritanie ont délimité, le 14 avril, leurs frontières au Sahara occidental par une convention assortie d'une carte. Les deux pays se sont engagés par une autre convention à développer leur coopération économique dans les « provinces réduites », en exploitant en commun « toutes les richesses naturelles » du sous-sol et des eaux territoriales.

Les ministres marocain et mauritanien des affaires étrangères MM. Ahmed Laraki et M. Hamdi Ould Moukoko, ont échangé leurs signatures en présence du roi Hassan II et du président Mokhtar Ould Daddah, qui se sont donné l'accolade.

L'événement a été entouré d'une solennité exceptionnelle par le choix du lieu : la salle du trône du palais royal (ordinairement les accords bilatéraux sont signés au ministère des affaires étrangères). L'assistance qui, outre la suite du président mauritanien, réunissait les membres du gouvernement et du haut-état-major du royaume.

« Exemplaire » aux yeux des deux parties, la coopération doit être développée « dans les divers domaines et à tous les échelons pour consolider la paix et la sécurité dans la région ». Du traité de « fraternité, de coopération et de bon voisinage » signé en 1970, Rabat et Nouakchott passent, aujourd'hui, à une sorte d'alliance par la voie de leurs prolongements sahariens. Agis-

De notre correspondant

sant de concert, les dirigeants marocains et mauritaniens ont signé, à nouveau, « en étant persuadés qu'ils considéraient le dossier du Sahara comme clos ».

C'est au nord de Dakhla, sensiblement à hauteur du 24° parallèle, sur le littoral atlantique, qu'en vertu de la convention frontalière la Mauritanie trouve son point extrême, au nord-ouest. De là, la ligne de démarcation va vers l'est, légèrement en oblique, sur environ 120 kilomètres, que sur environ 120 kilomètres, en laissant Bir-Emsaran en territoire marocain. Cette petite localité (1300 habitants) devient un poste frontière. La ligne s'infléchit ensuite davantage, en oblique, pour traverser le Rio-de-Oro, en direction de Zouerate, jusqu'à la démarcation établie au temps de l'administration espagnole, et qui se développait à peu près en arc de cercle, au sud du tropique du Cancer.

Le partage a tenu compte des aires de peuplement des tribus, en évitant le plus possible de les diviser par des coupures rigides. C'est ainsi que les Ouled Dinn se trouvent dans la partie mauritanienne du Sahara occidental et que la ligne de démarcation laisse dans la partie marocaine les Ouled Isarguen. On trouve toutefois le peuplement des Reguibat Saïbi sur l'un et l'autre territoire.

En englobant dans son champ d'application « toutes » les richesses naturelles du Sahara occidental, la convention de coopération économique permet aux Mauritanien d'être associés à l'exploitation des phosphates de Bou-Craï. Il reste à traduire ce principe dans les faits, selon des modalités à déterminer avec le partenaire marocain qui détient 85 % des parts de la société exploitante, 35 % étant acquis aux intérêts espagnols.

Pour d'autres richesses minières, études et prospection s'imposent à la diligence des deux capitales. Les Espagnols les avaient engagées d'une manière assez sommaire. Il faut donc encore déterminer dans quelle mesure certaines formations géologiques peuvent contenir du minerai de fer, de l'uranium et des hydrocarbures, voire en déceler de nouvelles. Des possibilités d'exploitation commune, plus immédiates, sont ouvertes par l'extrême abondance des poissons et des crustacés près de la côte et au large du littoral du Sahara occidental.

Les eaux territoriales auxquelles se réfère la convention sont actuellement de 12 milles marins pour le Maroc et 30 milles pour la Mauritanie. Depuis 1973, la zone de pêche est de 70 milles marins. Les deux pays, comme tous ceux du tiers-monde en bordure des océans, entendent faire reconnaître, par la conférence des Nations unies, le droit de la mer des limites plus étendues.

LOUIS GRAVIER.

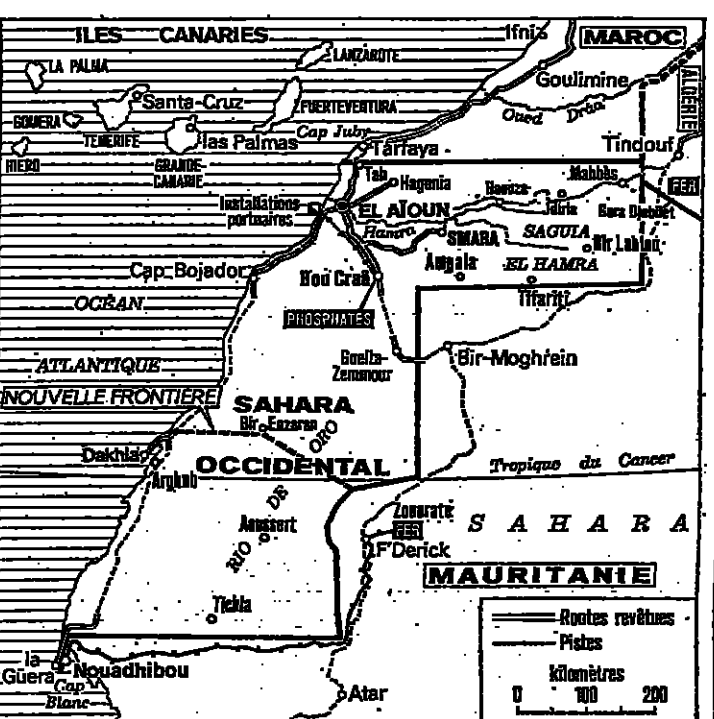
### Algérie

#### UN PASSEPORT SERA DÉSORMAIS EXIGÉ DES FRANÇAIS

Alger. — Les Français entrant en Algérie devront désormais être munis d'un passeport en cours de validité, précise un décret du 25 mars, publié au Journal officiel daté du 2 avril, et qui vient seulement de paraître. Jusqu'à présent, la carte d'identité ou un passeport périmé suffisait.

Les Français déjà établis en Algérie devront se procurer un certificat de résidence auprès des autorités compétentes. En revanche, les ressortissants français entrant dans le pays en application d'accords bilatéraux de coopération technique ou scientifique seront dispensés de cette formalité, mais seront dotés d'une carte de coopération d'une validité dont la durée sera égale à celle du contrat.

Le certificat de résidence sera d'une durée allant de un à dix ans, renouvelable selon l'activité des intéressés et la date de leur installation en Algérie. Ce certificat ainsi que la carte de coopération seront délivrés gratuitement et suffiront pour quitter le territoire algérien pour y revenir pendant la durée de leur validité. Enfin, le séjour des touristes ne pourra dépasser trois mois. — P. B.



## OUTRE-MER

### Territoire français des Afars et des Issas

#### INCIDENTS LORS DE L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(Correspondance.)

Djibouti. — Dans une ambiance tendue, après plusieurs semaines d'une intense activité politique marquée par l'intervention des chefs coutumiers et de multiples pressions exercées de toutes parts sur les représentants, la Chambre des députés du T.F.A.I. a tenu ce jeudi matin 15 avril sa première session. Dès le début de la séance, alors que les corps constitués et le haut-commissaire de la République, M. d'Ornano, s'apprêtaient à entendre le discours du président du conseil de gouvernement, M. Ali Arif, quinze députés, menés par le sénateur Barkat Gouad Hamadou, quittèrent la salle. Ils entendaient ainsi protester contre la présidence qu'assurait à titre intérimaire, avant l'arrivée du nouveau bureau de la Chambre, le général Vatinelle qui est l'un des quatre députés métropolitains et doyens d'âge de l'Assemblée.

Après quelques minutes, le général Vatinelle, M. Ali Arif prenant la parole, dénonçant les « égrégories » de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance.

Après la suspension de séance, et avant de procéder à l'élection des membres du bureau de la Chambre des députés, une violente bousculade opposa le ministre de la santé publique, M. Chabem Doud Chabem, à M. Abdillahi Ahmed God, qui a rejoint dernièrement les rangs de l'opposition. De nombreux policiers en civil intervinrent aussitôt.

Le sénateur Barkat Gouad Hamadou, leader de la fronde parlementaire, et le général Vatinelle, qui fut commandant en chef des forces françaises à Djibouti, maintenant député de la première circonscription, s'opposaient pour la présidence de l'Assemblée. Elle fut élue par 17 voix contre 17 au sénateur Barkat. Le général Vatinelle présidera les débats en 1976 comme il l'avait fait l'année dernière. Le sénateur Barkat a déposé, en fin de matinée, une motion de censure envers les à un débat le samedi 17 avril.

#### LA LIGUE POPULAIRE MENACE DE BOYCOTTER LE REFERENDUM SI CERTAINES CONDITIONS NE SONT PAS REUNIES

M. Ahmed Dini Ahmed, porte-parole de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), principal parti d'opposition du Territoire français des Afars et des Issas, a réclamé, le 12 avril, à Paris, au cours d'une conférence de presse, une « indépendance réelle » et « l'instauration à Djibouti d'une nation libre et démocratique réellement indépendante, dont la souveraineté ne soit pas limitée par les garanties ou les protections extérieures ».

Le porte-parole de la L.P.A.I. a indiqué qu'il devait rencontrer en mai prochain le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer pour « lui demander de reconnaître notre vocation à l'indépendance ». La L.P.A.I. réclame la démission de M. Ali Arif, condition nécessaire à sa participation au référendum, l'abolition de la législation actuelle sur la citoyenneté (lois du 8 juillet 1953 et du 2 juin 1972) et « des élections vraiment libres et honnêtes » [...].

## LE MONDE

### Jordanie

LE PREMIER MINISTRE JORDANIE, M. Zeid Rifaï, a annoncé, dans une interview publiée mercredi 14 avril par le Times de Londres, qu'Amman a renoncé à l'acquisition d'un système de défense aérien américain et demandera un matériel analogue à l'U.R.S.S. M. Rifaï a expliqué que le Congrès des Etats-Unis avait retardé la conclusion du marché, qui portait sur quatre batteries de lance-missiles Hawk et cent canons de D.C.A. Le coût du matériel atteignait alors 782 millions de dollars, soit plus du double de l'aide que l'Arabie Saoudite était disposée à accorder pour cet achat. M. Rifaï a ajouté que la Jordanie n'a pas d'autre source que l'Union soviétique

pour lui fournir un système de défense aérienne à un prix raisonnable et avec des délais de livraison acceptables. — (U.P.I.)

### Namibie

UN SOLDAT SUD-AFRICAIN A ETE TUÉ mardi 13 avril dans le nord de la Namibie (Sud-Ouest africain) par des coups de feu tirés depuis l'Angola, vraisemblablement par des maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), annonce un communiqué militaire de Pretoria. Deux militaires sud-africains auraient été tués depuis le début de l'année par la SWAPO. — (A.P., A.F.P.)

### Philippines

LES OTAGES ET LES MEMBRES DE L'EQUIPAGE DU D-3 de la compagnie philippine détournée par trois pirates philippins ont été libérés mercredi 14 avril à Benghal, où l'appareil s'était posé mardi. Selon l'agence de presse libyenne, les trois pirates ont été désarmés et arrêtés après de longues négociations. Les autorités libyennes ont déclaré avoir accordé l'asile politique aux membres du commando, qui l'avaient réclamé. — (A.F.P.)

### Union soviétique

L'U.R.S.S. ET CUBA ont signé, mercredi 14 avril à Moscou, un accord de coopération économique et technique pour la période 1976-1980. L'accord prévoit en particulier, indique l'agence Tass, la construction à Cuba d'une centrale nucléaire. L'accord a été signé, du côté soviétique, par M. Ivan Arkhipov, vice-président du conseil des ministres, et du côté cubain, par M. Carlos Rafael Rodríguez. — (A.F.P.)

M. KOSSYGUINE, président du conseil des ministres soviétique, a envoyé un télégramme de félicitations à M. Hsu Kuo-feng à l'occasion de la nomination de ce dernier au poste de premier ministre. Il écrit que l'U.R.S.S. est prête à normaliser ses rapports avec la Chine sur la base des principes de la coexistence pacifique. — (A.F.P.)

**SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ETES FORT JOHN RAPAL GRANDES TAILLES PRET-A-PORTER**

Costumes, costumes lavables (Cinédits), ensembles "jeans", vestes, blousons, vestes sports, blazers, costumes velours tous coloris, trench cuir ou daim, blousons. Pantalons, "jeans" et velours, tous coloris. Chemises, pulls, sous pulls, 4 longueurs de manche.

Vêtements livrés immédiatement. L'élégance et le confort anglais.

40, Av. de la République, Métro Parmentier, Parking gratuit. Tél. 355.66.00

**CLINIQUE DES CHARMETTES S.A.**  
chemin de Mornex 10  
CH - 1003 Lausanne/Suisse

**Gynécologie Obstétrique et Maternité**

Ouverte toute l'année

## allô-chauffeur a 10 ans



Le nombre des gens qui se font conduire augmente régulièrement. Mais, de nos jours, on ne se fait plus seulement conduire pour des questions de bienséance. C'est ainsi qu'en 1966, Christian Simon-Lorère créait, à la suite de son retrait de permis de conduire, Allô-Chauffeur. Pour la première fois en France, une société avait pour objectif de mettre à la disposition des entreprises et des particuliers des chauffeurs sans voitures jour et nuit, familiers de tous les types de véhicules, et connaissant parfaitement Paris et sa région.

Bien des directeurs de sociétés, des V.I.P. et des particuliers allaient enfin pouvoir faire face efficacement aux imprévus et aux problèmes de tous ordres (incapacité temporaire, absentéisme, congès, variations incontrôlables de l'activité, difficultés de recrutement, véhicules sans chauffeur, difficultés de stationnement, coût prohibitif des contraventions, méconnaissance des rues de Paris, encombrements).

un chauffeur de direction (pour 4 heures minimum) qui peut être bilingue, ou un chauffeur-livreur (pour 8 heures minimum) qui charge et décharge toutes les marchandises et encaisse à votre place.

A l'heure actuelle, on n'a plus le temps de se laisser prendre par le hasard. Allô-Chauffeur, c'est la solution moderne pour réduire ses frais. Alors, téléphonez à Christian Simon-Lorère, 205.96.96.



En effet, quand vous téléphonez à Allô-Chauffeur (205.96.96) dans l'heure qui suit vous avez

**allô-chauffeur**  
12, pl. Jacques-Bonsergent  
75010 PARIS  
Tél. 205.96.96





## POLITIQUE

### L'ADOPTION DE LA RÉFORME DE L'URBANISME A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## La majorité refuse de donner plus de pouvoirs aux associations du cadre de vie

La vie associative se développe en France. Les élus de la majorité le constatent, ceux de l'opposition s'en accommodent et se déclarent prêts à organiser la participation. M. Robert Galley, ministre de l'équipement, y voit un « signe de santé et de maturité de notre société libérale ». Il souhaite donc, « dans le droit fil de la politique du gouvernement », donner aux associations de « promotion » du cadre de vie un droit nouveau : celui de se porter partie civile devant les tribunaux judiciaires quand elles relèvent des infractions au code de l'urbanisme.

Il aura fallu bien du courage au ministre de l'équipement pour défendre jusqu'au bout, en séance publique, cette disposition pourtant limitée du projet de loi sur l'urbanisme, dont la majorité présidentielle ne voulait pas, qu'elle « vigoureusement combattre, parfois avec une certaine mauvaise foi, et qu'elle a finalement vidée de son sens en limitant ce droit nouveau aux associations reconnues d'utilité publique.

Saisissant cette occasion, les députés ont exprimé, certains avec passion, les

sentiments que leur inspire la multiplication des associations de défense et des actions qu'elles engagent déjà devant les tribunaux administratifs. Refusant, comme M. de Pouliquet (U.D.R.), d'aider quelques agitateurs à ouvrir dans les patios, craignant, comme M. Palewski (U.D.R.), que des associations constituées pour défendre des intérêts particuliers ou politiques n'embarrassent les tribunaux, dénonçant, comme M. Guichard (U.D.R.), le trouble introduit dans les esprits, et l'embouteillage administratif, la majorité a pris le ministre sous un feu d'artifice de critiques et elle a montré au gouvernement qu'elle n'entendait pas le suivre sur la voie d'une participation accrue des associations.

Les orateurs n'ont d'ailleurs pas craint de déformer le projet en s'indignant, comme M. Fanton, que « les trente mille maires de France risquent d'être mis en cause par n'importe qui, n'importe où et n'importe comment ». Alors qu'il s'agissait en fait — M. Galley l'a rappelé — de permettre aux associations de pour-

suivre les constructeurs en infraction, qui sont bien plus souvent des particuliers ou des promoteurs professionnels que des élus.

Devant une telle levée de boucliers, l'opposition a eu beau jeu de dénoncer « le fossé qu'il y a entre les belles déclarations sur la démocratie et les actes ». « Votre amour de la participation ne va pas très loin », a noté M. Canacos (P.C.), tandis que M. Dubedout (P.S.) se déclarait prêt à organiser le dialogue avec les associations bien que ce soit, pour le maire de Grenoble, une « rude expérience ».

En écartant toutes les associations qui ne sont ou ne seront pas reconnues d'utilité publique (la procédure est très complexe et elles se comptent actuellement sur les doigts d'une main, du moins en ce qui concerne le cadre de vie), les élus de la majorité s'exposent à subir des assauts plus déterminés de la part de groupes de citoyens déçus de se voir ainsi mis sur la touche.

MICHEL CHAMPENOIS.

Mercredi 14 avril, l'Assemblée nationale a achevé l'examen de l'article 43 (le Monde du 15 avril) du projet de loi portant réforme de l'urbanisme.

Elle revient ensuite à l'article 34, précédemment réservé, qui permet aux associations régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans de se porter partie civile devant les tribunaux lorsqu'elles constatent des infractions à la législation de l'urbanisme.

Ces dispositions, précise M. Galley, ministre de l'équipement, se situent dans le droit fil de la politique suivie par le gouvernement pour permettre aux Français de participer à l'amélioration de leur cadre de vie.

Pour M. DE POULIQUET (U.D.R., Finistère), « ce sont les élus qui doivent avoir le dernier mot en matière d'urbanisme ». Afin d'enrayer l'action « d'agitateurs de tout poil » et estimant « exorbitant de confier des responsabilités à des organismes bidons », il souhaite la suppression de l'article en discussion. M. de Pouliquet accepte un amendement de M. FANTON (U.D.R., Paris), rapporteur pour avis, qui limite l'action des associations à l'initiative de M. GUICHARD (U.D.R., Loire-Atlantique) réserve l'exercice de l'action civile aux associations reconnues d'utilité publique (M. PALEWSKI, député U.D.R. des Yvelines, intervient également en ce sens) et exige, dans ce cas, l'existence d'un préjudice direct « aller plus loin », estime M. Fanton, « estimer l'action dangereuse d'hommes qui, sous couvert de défendre l'intérêt général dépendent en réalité des intérêts particuliers ».

M. MASSON, rapporteur, propose de substituer au critère d'ancienneté des associations, le critère de l'agrément. M. DUBEDOUT (P.S., Isère) estime que le texte du gouvernement « va dans le bon sens » et se déclare favorable « à la reconnaissance officielle de la compétence des associations pour la défense du cadre de vie ». Il est tout à fait normal, ajoute-t-il, que les asso-

ciations puissent avoir un recours contre une décision qui ne les satisfait pas. A son avis, la formule d'agrément « n'est pas viable ». Quant à l'amendement de M. Fanton, « il dénature le texte gouvernemental », car il est « beaucoup trop restrictif ».

M. Guichard se déclare « parfaitement conscient du développement de la vie associative, dont la qualité, précise-t-il, sera d'ailleurs reconnue par la commission du développement des responsabilités locales », commission dont il est le président. Il estime suffisant le recours devant un tribunal administratif, puis insiste sur la nécessité de défendre les maires contre les abus et d'éviter « des procès abusifs et trop nombreux ».

M. CANACOS (P.C., Val-d'Oise), relève « la faiblesse qui existe entre les belles paroles de la majorité sur la démocratie (ses actes) ». « Votre amour de la participation ne va pas très loin », ajoute-t-il.

M. Fanton affirme qu'il ne met nullement en cause le rôle des associations. A son avis, les services publics demandés par l'opposition sur l'article en discussion auront la « signification suivante : « faut-il faire d'abord confiance aux élus du suffrage universel ? Et il conclut : « Nous ne voulons pas que les maires puissent être mis en cause par n'importe qui, n'importe où et n'importe comment ».

M. Galley, ministre de l'équipement, estime « raisonnable » d'autoriser les associations à se constituer partie civile « seulement contre le constructeur ou le lotisseur » et lorsque une infraction aura été commise. Mais il souligne le petit nombre d'associations reconnues d'utilité publique et plaide en faveur de la préférence à un préjudice indirect. Sur ce dernier point, M. Fanton se déclare convaincu.

Au scrutin public, l'Assemblée adopte son amendement par 290 voix contre 187.

habilitation d'immeubles anciens par des constructeurs privés. A la demande de MM. MASSON, FANTON et DUBEDOUT, l'Assemblée a décidé de suspendre les délais d'instruction des demandes de permis de construire lorsque le fonctionnaire régulier d'un ou de plusieurs services publics est interrompu. M. Galley avait évoqué la grève du service postal et mis en garde les députés contre « l'immense pagaille » que la suppression de cet article pourrait entraîner.

L'Assemblée adopte ensuite un article additionnel qui empêche une personne construisant à proximité de bâtiments à usage agricole de demander ensuite réparation des nuisances dues à l'absence de permis de construire. L'article 37, précédemment réservé, l'Assemblée décide que le tribunal pourra se prononcer sur le jugement soit affiché sur le terrain ou à la porte du constructeur qui aura violé la loi. Un long débat s'engage ensuite sur un amendement de M. VALLEIR (U.D.R., Gironde) destiné à faciliter l'engagement des opérations de réhabilitation insalubre. L'Assemblée le repousse puis adopte un amendement de M. Besson (P.S.) qui préserve notamment les architectures traditionnelles.

En fin de séance, le gouvernement demande plusieurs fois des délibérations : à l'article 11, l'Assemblée ramène de trois à deux ans le délai pour l'achat par la collectivité d'un terrain réservé par un POS ; à l'article 12, elle décide de réaménager pour les délaissés. Elle rétablit l'article 20, qui institue une taxe départementale d'espaces verts. A

l'article 35, un texte de synthèse du gouvernement crée un régime nouveau : celui des zones de protection de l'espace rural et des paysages ; il sera exercé un contrôle accru en matière de construction sans aller jusqu'à l'établissement d'un POS. A l'article 46, l'Assemblée rétablit les prérogatives des établissements publics. « Vous remettez en cause leur démocratisation », affirme M. Canacos (P.C.).

Dans les explications de vote, M. JANS (P.C.) regrette que l'on ait refusé « toutes les mesures de nature à favoriser la démocratisation et la participation en matière d'urbanisme ». « Sans moyens financiers, il n'est pas d'urbanisme », ajoute-t-il, avant d'annoncer que son groupe votera contre le projet. M. Dubedout (P.S.) développe l'argument « le cou » à la disposition initiale du gouvernement sur les associations. Son groupe votera contre le texte. M. Galley relève que « nombre de mesures proposées par l'opposition ont été finalement retenues ».

Au scrutin public, l'ensemble du projet est adopté par 288 voix contre 185.

Outre les députés socialistes, radicaux de gauche et communistes, MM. Bichat (R.I., Meurthe-et-Moselle), Brugé (R.I., app. R.I. Charente-Maritime), Mayaud (R.I., Rhône), Alduy (n. l., Pyrénées-Orientales), Chauvel (n. l., Loire-Atlantique) et Cornut-Gentille (n. l., Alpes-Maritimes) ont voté contre le texte. MM. d'Ale (R.I., Haute-Savoie), Brocard (R.I., Vienne), R. Haute-Saône) et Drapier (n. l., Meurthe-et-Moselle) s'abstiennent.

La séance est levée, jeudi 15 avril, à 3 heures du matin.

P. Fr.

### NOUVEL AFFRONTEMENT ENTRE MM. CHIRAC ET BALLANGER

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste, est revenu, mercredi 14 avril, à l'Assemblée nationale, sur le nouveau refus opposé mardi à la conférence des présidents (le Monde du 15 avril) par le premier ministre au débat de politique générale réclaté par son groupe. Revenant sur l'initiative de la majorité depuis qu'elle est devenue minorité présidentielle, il a déclaré : « Il est grand temps de changer de politique. Il faut que l'Assemblée tienne un grand débat dans lequel nous dirons ce qu'il faut faire pour sortir la France de l'impasse. »

M. Jacques Chirac, premier ministre, lui a répondu : « Le Parlement est le lieu privilégié du débat politique, aussi le gouvernement s'est-il efforcé de permettre à chacun, ici, d'exprimer, sur tous les grands problèmes nationaux, ses suggestions et ses critiques. Dans cet esprit, il a décidé d'organiser, au cours de la session, six débats politiques. » « Mais si vous souhaitez un débat d'un vote, a-t-il ajouté, il vous appartient de déposer une motion de censure. Vous verrez alors si la majorité est, oui ou non, défaitiste. » Puis il a conclu : « Je ne m'intéresserai pas à l'affirmation scandaleuse selon laquelle la majorité présidentielle est devenue la minorité ; cette déclaration marque votre mépris des institutions démocratiques de ce pays. Mais comment s'inquiéter d'une affirmation répétée si souvent depuis dix-huit ans ? On sait bien que vous gagnez toujours, sauf lors des élections législatives. »

### LE PREMIER MINISTRE (aux sénateurs centristes) : nous devons être des réformateurs.

M. Jacques Chirac a engagé un dialogue, qui se poursuivra le 28 avril, avec les sénateurs de l'union centriste. Il a, en effet, été reçu, le 14 avril, par ce groupe de cinquante-six membres (cinquante-quatre étaient présents) que préside M. Adolphe Chavvy, à l'issue de la réunion, les sénateurs centristes paraissent satisfaits de leur rencontre avec le premier ministre.

M. Jacques Chirac a déclaré M. Chavvy, a apporté des réponses « claires et nettes » sur son rôle de coordinateur et d'animateur de la majorité. « Il a notamment accepté de mieux associer les groupes parlementaires à l'action politique et législative. » « M. Chirac, a ajouté le président du groupe, a fait preuve d'un courage politique en montrant un sens profond de ses responsabilités. Il a affirmé qu'il était vain de l'opposer à un président de la République réformiste. » « Il n'y a pas, a-t-il dit, un président de la République pour appuyer sur l'accélérateur et un premier ministre les deux pieds sur le frein. Nous devons être des réformateurs. Nous ne pouvons pas gouverner avec un seul tourné vers le passé. »

Au cours de cette séance ont été abordées les questions suivantes : organisation de la majorité et problème des collectivités locales (MM. Francis Palmero et Jean Nuss), l'emploi et les prix (M. René Monory), l'Europe (M. André Colin), la politique sociale et familiale (M. Jean Gravier).

● Le bureau exécutif du parti socialiste tient à préciser que le parti socialiste n'est en aucune manière engagé par la « tribune libre » du CÉRÉS diffusée mardi 13 avril sur FR 3. Il a condamné cette initiative contraire à la décision prise le 4 avril dernier par le comité directeur en application des statuts concernant les conditions d'expression publique des courants du parti. Les dirigeants socialistes s'abstiennent d'accorder pour limiter l'expression publique des diverses tendances du P.S.

● Après la constitution d'un groupe d'opposition par les élus socialistes au sein du conseil municipal d'Orléans et la démission de M. Pierre Thibault (P.S.) de ses fonctions d'adjoint au maire (le Monde des 6 et 9 avril), M. Bernard Etet, chef de file des conseillers appartenant au Mouvement des radicaux de gauche, précise qu'il n'abandonnera pas ses fonctions d'adjoint au maire, « afin de ne pas affaiblir les positions de la gauche » au conseil. — (Corresp.)

### THÉORIE ET POLITIQUE N° 6 - MARS 1976

#### ANARCHISMES

Alela BADIOU : Dans les marges de l'anti-Édipe.  
Kostas MAVRAKIS : Proudhon, Bakounine.  
Judith BALSO : La naissance du P.C.F. et l'anarcho-syndicalisme.  
Catherine LARRÈRE : Glucksmann : Du gauchisme à l'anticommunisme.  
Serge VINCENT-VIDAL : Anarchisme ou barbarie.  
Jean DAUBIER : La guerre d'Algérie et le conflit sino-soviétique.  
HAO JAN : Ma plume au service du prolétariat.  
Giovanni JERVIS : Condition ouvrière et névrose (II).  
JACQUES RANCIÈRE RÉPOND.

## DANS LA PETITE COLLECTION MASPERO



W. ABENDROTH, Histoire du mouvement ouvrier en Europe R. ALLEN, Histoire du mouvement noir aux États-Unis (2 vol.) L. ALTHUSSER, Lénine et la philosophie suivi de Marx et Lénine devant Hegel ; Lire le Capital (4 vol.) K. AMMOUR, La voie algérienne

J. BENOIT, Staline Y. BENOT, Indépendances africaines (2 vol.) C. BETTELHEIM, Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine ; Planification et croissance accélérée ; Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme ; La construction du socialisme en Chine N. BOUKHARINE, E. PREOBRAJENSKY, ABC du communisme (2 vol.) J.-M. BROHM, M. FIELD, Jeunesse et révolution

G. CARO, La médecine en question M. CASTELLS, Lutttes urbaines F. CASTRO, Bilan de la révolution cubaine \*\*\* G. CHALAND, J. MINCES, L'Algérie indépendante J. CHESNEAUX, Du passé, faisons table rase ? E. COPFERMANN, Vers un théâtre différent COMITE SAHEL, Qui se nourrit de la famine en Afrique ? "CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE", L'inflation C.F.D.T.-P.T.T., Des "idiots" par milliers

J. DANOS, M. GIBELIN, Juin 36 (2 vol.) J. DAUBIER, Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine (2 vol.) B. DAVIDSON, L'Afrique ancienne (2 vol.) R. DEBRAY, Révolution dans la révolution F. DELIGNY, Les vagabonds efficaces M. DOMMANGET, La Jacquerie

F. FANON, Les damnés de la terre \*\* ; Sociologie d'une révolution ; Pour la révolution africaine C. FREINET, Pour l'école du peuple

R. GENTIS, Les murs de l'Asile collectif Le petit livre juridique des travailleurs immigrés VO NGUYEN GIAP, Guerre du peuple, armée du peuple ; Récits de la résistance vietnamienne M. GODELIER, Rationalité et irrationalité en économie (2 vol.) D. GUERIN, Sur le fascisme (2 vol.) ; Ni Dieu ni maître (4 vol.) M. GUTELMAN, Structures et réformes agraires CHE GUEVARA, Oeuvres (6 vol.) ; Le socialisme et l'homme.

E. J. : HOBSBAWM, Les bandits M. HUSSEIN, L'Egypte (2 vol.)

P. JALEE, Le tiers monde en chiffres ; Le pillage du tiers monde ; L'exploitation capitaliste ; Le projet socialiste

J. KENYATTA, Au pied du Mont Kenya

Y. LACOSTE, La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre PAUL LAFARGUE, Le droit à la paresse A. LAROU, Histoire du Maghreb (2 vol.) P.-O. LISSAGARAY, Histoire de la Commune de 1871 \*\*\* G. LUKACS, Balzac et le réalisme français R. LUXEMBURG, Oeuvres (2 vol.)

E. MANDEL, La formation de la pensée économique de Karl Marx MAO TSE-TOUNG, Ecrits choisis (3 vol.) M. MARTINET, Culture prolétarienne K. MARX, F. ENGELS, Le syndicalisme (2 vol.) ; Le parti de classe (4 vol.) ; Le mouvement ouvrier français (2 vol.) ; Utopisme et communistes de l'avenir ; Les utopies M.L.A.C.-ROUEN CENTRE, Vivre autrement dès maintenant

P. NIZAN, Aden Arabie ; Les chiens de garde

"PARTISANS" Libération des femmes ; Pédagogie : éducation ou mise en condition ? ; Sport, culture et répression ; Garde-fous, arrêtez de vous serrer les coudes R. PELLETIER, S. RAVET, Le mouvement des soldats N. POULANTZAS, Pouvoir politique et classes sociales (2 vol.) C. PRULHIÈRE, Québec ou Presqu'Amérique R. REICHE, Sexualité et lutte de classes P. ROUSSET, Le parti communiste vietnamien \*\*\* A. ROSMER, Moscou sous Lénine (2 vol.)

P. SALAMA, Sur la valeur \*\* P. SALAMA et J. VALIER, Une introduction à l'économie politique V. SERGE, L'an I de la révolution russe (3 vol.) ; Vie et mort de Léon Trotsky (2 vol.) ; Littérature et révolution collectif Tankonalsanté L. TROTSKY, L'année 1917 C. TSOUKALAS, La Grèce, de l'indépendance aux colonels

J. VALIER, Sur l'impérialisme ; Le parti communiste français et le capitalisme monopoliste d'Etat \*\* J.-P. VERNANT, Mythe et pensée chez les Grecs (2 vol.) J. VIDAL-NAQUET, Les crimes de l'armée française ; La torture dans la République R. ZAHAR, L'œuvre de Frantz Fanon

Chaque volume simple : 12,00 F  
volume double : 16,00 F  
volume triple : 18,00 F

Documentation sur demande en remplissant le bon ci-dessous :

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
**FRANÇOIS MASPERO**  
1, place Paul-Failllevé 75005 Paris



## ÉDUCATION

# Journée nationale de manifestations contre la réforme

D'importantes manifestations de rue sont attendues, ce jeudi 15 avril, dans les villes universitaires, à l'occasion de la journée nationale d'action des étudiants et des enseignants contre la réforme du second cycle universitaire. Tandis que la grève, marquée en province par quelques incidents, s'est étendue mercredi, on a noté en plusieurs endroits la mobilisation de groupes d'étudiants hostiles à la grève. La décision d'organiser cette journée d'action avait été prise le 6 avril par le Syndicat national de l'enseignement supérieur et l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau), proches des communistes (le Monde du 8 avril). Le SNES (enseignement secondaire) soutient la manifestation. Les délégués des étudiants

grévistes, réunis samedi 10 avril à Amiens, et le Syndicat général de l'éducation nationale C.F.D.T. se sont ensuite ralliés à cette décision. A Paris, les différentes organisations étudiantes et le collectif national se sont mis en place après la réunion d'Amiens et se sont mis d'accord pour fixer à 18 heures, place de la Bastille, le départ de la manifestation. Le cortège devrait ensuite traverser la Seine et se diriger vers le ministère de l'Éducation, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement. Des étudiants en grandes écoles ont décidé de participer à la manifestation. De leur côté, les étudiants en médecine devraient se rassembler devant le centre hospitalier universitaire de la Pitié-Salpêtrière, avant de rejoindre ensuite le cortège principal. Des

lycéens, à l'appel du Comité de coordination et de l'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL, proche des communistes), protestent contre la réforme Haby, doivent se joindre à la manifestation. La C.G.T. et la C.F.D.T., ainsi que le parti communiste, ont apporté leur soutien aux manifestations.

Parallèlement, des discussions sur la réforme continuent. Intervenant mercredi à l'Assemblée nationale, Mme Samier-Sellé, secrétaire d'État aux universités, a indiqué qu'elle avait demandé aux présidents d'université et aux recteurs d'organiser la fin de l'année universitaire. Mme Samier-Sellé préside d'ailleurs, ce jeudi 15 avril, la confé-

### TANDIS QUE LA GRÈVE S'ÉTEND

## Des étudiants réclament la reprise des cours

La grève s'est poursuivie mercredi 14 avril dans les universités. Plusieurs manifestations ont eu lieu en province et à Paris.

A Lille, nous indique notre correspondant, près de deux mille étudiants de l'université de Lille-I, auxquels se sont joints des lycéens, ont défilé mercredi après-midi du campus universitaire de Villeneuve-d'Ascq jusqu'à la place de la République. Une délégation a été reçue à la préfecture. Après la dispersion, un groupe d'une centaine de manifestants s'est dirigé vers le centre de la ville et a occupé la chambre de commerce. La police a fait évacuer les lieux.

La situation paraît tendue à

Grenoble, où la grève est totale, mais où un « comité de coordination » des étudiants non grévistes a annoncé, mercredi, son intention de « répondre à la force par la force ». Le matin, le vote à bulletin secret qui devait clore l'assemblée générale des étudiants en droit n'a pu avoir lieu, des étudiants grévistes venus d'autres secteurs de l'université étant intervenus pour mettre en cause les modalités du scrutin. Des bousculades ont eu lieu, au cours desquelles des enseignants ont été pris à partie.

Des renforts de police sont arrivés, mercredi à Toulouse, en prévision de la nouvelle manifestation qui doit avoir lieu ce jeudi. Vingt-trois des vingt-cinq personnes interpellées après les violents affrontements qui ont eu lieu mardi (le Monde du 15 avril) ont été libérés, mercredi, d'une prolongation de garde à vue de vingt-quatre heures.

A Saint-Étienne, nous indique notre correspondant, les étudiants en grève ont organisé, mercredi, des « cours sauvages » dans les rues de la ville. Craie en main, un enseignant du SNE-Sup a ainsi donné au tableau noir un cours de mathématiques à des étudiants en sciences, assis sur les marches de l'hôtel de ville. Des étudiants en droit ont constitué un comité anti-grève, qui envisage « d'organiser la reprise des cours, en accord avec les étudiants non grévistes et les professeurs qui l'acceptent ».

### La défilé des « antigrevistes »

A Paris, des étudiants du centre universitaire Jussieu se sont rendus, mercredi, dans différentes gares pour distribuer des tracts. Des manifestations ont eu lieu à Paris et au Mans devant des agences pour l'emploi, où des étudiants se sont inscrits symboliquement. Au centre universitaire Censier (Paris-III), la journée « portes ouvertes » organisée mercredi n'a finalement rassemblé qu'un nombre réduit de grévistes, la plupart des étudiants ayant choisi de rester chez eux.

La grève s'est étendue mercredi à plusieurs universités où centres universitaires jusqu'ici peu ou pas touchés par le mouvement. C'est le cas à Strasbourg, à Mulhouse, à Nantes, à Tours et à l'université d'enseignement et de recherche d'éducation physique et sportive de l'université d'Aix-Marseille-II.

nous signalent nos correspondants.

Environ huit cents « étudiants antigrevistes de Paris » ont défilé mercredi du rond-point des Champs-Élysées aux Invalides pour réclamer la reprise des cours. Les manifestants ont scandé des slogans tels que « Liberté du travail dans les facultés » ou « Nous voulons travailler ! ». Des banderoles indiquaient que la plupart d'entre eux venaient des universités de Nanterre (Paris-X), Dupleix (Paris-IX), ainsi que des centres universitaires de la rue d'Assas (Paris-IV) et de Sceaux (Paris-XII). Selon l'Union nationale interuniversitaire (UNI), cette manifestation a rassemblé « plusieurs milliers d'étudiants ». Les « étudiants antigrevistes » appellent à une nouvelle manifestation mercredi 15 avril, à 17 heures, sous la tour Eiffel.

Au centre universitaire de Clichy-sous-Bois, une vigile a été tenue aux mains mardi 13 avril, au début de l'après-midi, alors qu'il rassemblait un paquet déposé par deux personnes étrangères au centre.

### Dans les lycées

La situation ne semble pas avoir évolué dans le second degré au cours de la journée de mercredi. Les deux dernières fermatures d'établissements, à Sarlat (Dordogne) et à Conso (Val-d'Oise), ont provoqué de nombreuses réactions et protestations. La section académique du Syndicat national des enseignants de second degré (SNE-S), la section du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN) et l'Association des parents d'élèves Cornes du lycée ont condamné la décision de fermeture.

Des explications contradictoires ont été fournies par le procureur et par le préfet du Val-d'Oise aux raisons de la fermeture. Des centaines d'élèves de l'établissement ont défilé dans la matinée du jeudi 15 dans les rues de Gonesse. A Sarlat, une centaine d'élèves qui se trouvaient à l'intérieur du lycée Pré-de-Corday, fermé depuis quarante-huit heures, ont été expulsés mercredi par la police. Dans le contrat de la machine, un cortège, de près de deux cents manifestants a parcouru les rues de la ville, avant de remettre une motion au maire. Au Mans, c'est contre la réforme Haby que quelques centaines d'élèves ont défilé dans le centre de la ville, mercredi 14 avril.



(Dessin de KONJ.)

### CORRESPONDANCE

#### L'UNI et les incidents de Nanterre

Nous avons reçu de Mme Suzanne Guggenheim, secrétaire générale de l'Union nationale interuniversitaire, la lettre suivante :

Nous avons lu avec intérêt le Monde du 10 avril où, dans le cadre d'un article intitulé : « Certaines manifestations ont donné lieu à des incidents », votre journal évoquait les violences dont notre ami Xavier Motte avait été victime à Nanterre, le 8 avril. Nous devons protester une fois de plus contre l'assimilation abusive faite par le Monde entre l'UNI et l'extrême droite. Il faut dire que les choses sont claires : l'UNI n'est pas et n'a jamais été d'extrême droite.

D'autre part, le Monde a confondu les incidents du 7 avril, survenus sur le quai du RER, où deux de ses militants ont été blessés, et ceux du 8 avril, au cours desquels Xavier Motte a été blessé et qui se sont produits sur le campus de Nanterre. Ainsi, le Monde minimise singulièrement la gravité des blessures de Xavier Motte en écrivant qu'il a été « légèrement blessé ». Notre ami a deux côtes cassées, un traumatisme crânien, des hématomes sur tout le corps, particulièrement au visage. Il n'a quitté l'hôpital que lundi.

Enfin, nous ne voyons pas ce qu'il peut y avoir de choquant à être chômeur dans la France de 1976 et nous nous étonnons que le Monde ait accolé cette épithète au nom de Xavier Motte comme s'il s'agissait de quelque chose de péjoratif.

Nous donnons acte à Mme Guggenheim de ses précisions sur les conditions dans lesquelles M. Motte a été blessé et sur la gravité de ses blessures. En revanche, nous ne voyons pas ce qui lui permet de penser que l'épithète de « chômeur » employée à son sujet dans nos colonnes avait un caractère « péjoratif ». Ne dit-elle par elle-même qu'il n'y a rien de choquant à être chômeur dans la France de 1976 ? Quant au point de savoir si l'UNI se situe ou non à l'extrême droite, le fait est que c'est là une étiquette dont peu de gens, dans cette même France, ont tendance à se réclamer, quelles que soient les idées qu'ils défendent. Mais y a-t-il vraiment beaucoup de gens à la droite de l'UNI, même si celle-ci n'est que de droite ?

#### le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(voir aussi dans les kiosques)

OFFRE UN DOSSIER COMPLET SUR POUR UNE AUTRE UNIVERSITÉ

Envoyez 8 francs (timbres ou chèques) à APRÈS-DEMAIN 27, rue Jean-Dalton, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Mme Samier-Sellé demande aux présidents d'université et aux recteurs d'organiser les examens de fin d'année

M. Garzin, député communiste des Bouches-du-Rhône, constatant, mercredi 14 avril, à l'Assemblée nationale, que « l'université française est devenue le théâtre d'un important mouvement de lutte », a exigé, au nom de son groupe, qu'un débat ait lieu « dans les plus brefs délais » et que le gouvernement consente enfin à négocier avec les organismes véritablement représentatifs du monde universitaire.

Mme Samier-Sellé, secrétaire d'État aux universités, a déclaré : « Le gouvernement entend appliquer la loi votée en 1968 par le Parlement sans aucune opposition. Je considère l'arrêté portant réforme du second cycle comme la base de départ de toute concertation portant sur sa mise en œuvre et non sur son contenu. » Cependant, « si le gouvernement s'intéresse au devenir des étudiants, certains groupes minoritaires aiment le désordre et appliquent une tactique de blocage dans les universités. La journée de samedi à Amiens a montré que ces groupes se débarrassent de la loi votée en 1968 par le Parlement sans aucune opposition. Je considère l'arrêté portant réforme du second cycle comme la base de départ de toute concertation portant sur sa mise en œuvre et non sur son contenu. » Cependant, « si le gouvernement s'intéresse au devenir des étudiants, certains groupes minoritaires aiment le désordre et appliquent une tactique de blocage dans les universités. La journée de samedi à Amiens a montré que ces groupes se débarrassent de la loi votée en 1968 par le Parlement sans aucune opposition. Je considère l'arrêté portant réforme du second cycle comme la base de départ de toute concertation portant sur sa mise en œuvre et non sur son contenu. »

Répondant à une question de M. Max Lejeune, député de la Somme, président du groupe réformateur, qui lui demandait « quelles dispositions le gouvernement envisageait pour assurer la libre expression de l'avis au travail ? » Mme Samier-Sellé a précisé : « Des mesures sont actuellement à l'étude pour que les présidents d'université, qui connaissent le mieux la situation des étudiants, et les recteurs, organisent la fin de l'année universitaire de façon que tous les enseignants se déroulent, que les examens de contrôle aient lieu et qu'un étudiant ne soit lésé lors de la détermination des diplômes nationaux. Le secrétaire d'État doit renseigner les présidents d'université sur la manière de terminer l'année pour

ne pas nuire à l'aventure des étudiants. Les recteurs sont convoqués le 24 avril en vue de prendre des mesures conservatoires au cas où les présidents d'université ne feraient pas face à la situation. »

## Les députés communistes veulent être reçus par le secrétaire d'État

Au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Chabanet, député communiste de Paris, a protesté contre le refus du gouvernement d'accepter un débat d'actualité sur les problèmes universitaires. Il a réitéré la demande d'audience présentée le 18 mars par les députés communistes à Mme Samier-Sellé pour « la mettre en garde contre le refus du dialogue ». « Il a ajouté, sont l'expression d'un mécontentement profond. » Le P.C.F. juge « dangereuse » la réforme : « Les étudiants y résisteront une formation parcellaire et érigée ; la séparation et la ségrégation sociale seraient accentuées ; des contenus fondamentaux de disciplines s'effondreraient, l'enseignement supérieur n'aurait plus de sens, d'un développement interne cohérent. »

Les communistes ont apporté leur soutien à la manifestation étudiante de ce jeudi. Ils ont protesté contre les « déclarations contradictoires » de Mme Samier-Sellé le mardi 13 avril, et le fait qu'elle ait choisi comme interlocuteurs « un groupuscule trotskiste minoritaire et une organisation syndicale non représentative des enseignants du supérieur » (1) dont « l'information est parcellaire » et non « un syndicat de la FEV », le SNE-Sup, qui fuit d'une autorité incontestable vue par les élections au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ».

(1) Il s'agit de l'UNEF-Unité syndicale (animée par l'Alliance des jeunes pour la socialisme) et de la Fédération de l'enseignement national. (N.D.L.R.)

## L'inauguration de l'exposition sur l'architecture scolaire au Grand Palais

### M. René Haby en sécurité

« Nous courions devant l'école de nos pères. On souriait un jour des nôtres. Car la recherche est permanente et le progrès continu. » Tel est l'un des panneaux que l'on peut lire entre deux photographies montrant l'évolution esthétique de l'architecture scolaire — à l'exposition « Vivre à l'école », organisée par le ministère de l'Éducation (1). Mais tandis qu'arrivent les personnalités invitées à l'inauguration de cette manifestation, le mercredi 14 avril au Grand Palais, on pouvait, devant l'entrée, lire d'autres panneaux beaucoup moins « souriants ». Brandis par des parents des victimes de l'incendie du C.E.S. Edouard-Paillaron en 1973, ils montraient notamment des photographies de l'incendie et proclamaient : « Vivre à l'école oui, mais en sortant vivant ! ». Cette exposition vous rassure-t-elle ? Pas nous !

L'exposition met l'accent, en fait, sur l'aspect esthétique des constructions scolaires réalisées ces dernières années, sur leur adaptation à l'environnement et à la pédagogie. Beauté, qualité et quantité sont partout mises en valeur. Mais de sécurité, il n'est guère question. « Nous aussi nous étions satisfaits de la beauté du C.E.S. Edouard-Paillaron, appliquant, à l'extérieur, une jeune femme, jusqu'à ce qu'on l'ait vu brûler. » Dignes, calmes et peu nombreux, les quinze manifestants, tous parents d'enfants qui ont trouvé la mort à Paillaron, ont

pourtant fait pour au ministre de l'Éducation puisque M. René Haby est entré dans le musée par une porte dérobée. Quelques instants auparavant, les policiers avaient vu un manifestant se précipiter vers le bâtiment et s'enfuir par la porte dérobée des barrières métalliques.

Tandis que derrière leurs barrières et sous la pluie glacée ils expliquaient patiemment leur combat, M. Haby, en sécurité, faisait une mise au point... à l'intérieur de l'exposition. « Ceci, déclarait-il notamment, est une exposition consacrée à l'architecture scolaire et aux efforts faits pour en améliorer la qualité. Certains voudraient la réduire abusivement à une seule dimension : sécurité des constructions, comme si nous devions rougir de l'action menée sans relâche pour donner à nos enfants un cadre de vie moderne, harmonieux et adapté à l'évolution de la pédagogie. » Il a précisé que le ministère venait de consacrer 450 millions de francs à améliorer la sécurité de onze cents établissements, et que cet effort serait poursuivi.

N'est-ce pas reconnaître que toutes les conditions de sécurité ne sont pas réunies partout ? Si beaux soient les établissements...

CATHERINE ARDITTI.

(1) Grand Palais, du 14 avril au 2 mai. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Nourriture le mercredi et le vendredi jusqu'à 21 h. Entrée gratuite.

# 2600 F le m<sup>2</sup>

## à st-germain en laye

“Faites vos calculs”  
et venez visiter les appartements-modèles  
des Gerboises, 3-4-5 pièces.  
Prêts PIC et PSD possibles.

Accès en venant de Paris soit par N 13, soit par autoroute  
de l'Ouest, soit par RER et autocar.  
Renseignements et vente :  
2, rue Jacques-Offenbach, Quartier  
du Bel-Air, 78 Saint-Germain-  
en-Laye. Samedi, dimanche, lundi  
et jours fériés : 11 h - 18 h.

Et boutique OCIL :  
55, bd Malesherbes  
75008 PARIS. 387.90.20  
Les Gerboises

OCIL

Je désire  
un engagement de ma part  
Une maison « Gerboise »

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

5014 من الاموال



دكتور الاميل

# ÉDUCATION

## universitaire et la loi Haby

rence des présidents d'université. Elle doit recevoir vendredi 16 avril les dirigeants de l'UNEF (ex-Renouveau), elle a déjà reçu les jeunes Giscardiens et ceux de l'U.D.R. Les représentants du Comité pour un syndicat des étudiants de France (COSEF, proche du parti socialiste), qui ont rencontré mercredi le secrétaire d'Etat, estiment qu'aucune garantie réelle n'a été donnée sur les points litigieux. Constatant l'immobilité du pouvoir qui refuse de prendre en compte la volonté massive des étudiants, le COSEF appelle les étudiants à manifester ce jeudi et à continuer la grève générale.

De son côté, le Syndicat national de l'enseignement supérieur demande à être reçu par Mme Sauzier-Sétié.

La Fédération de l'éducation nationale, dont l'intervention a été critiquée par de nombreuses organisations et notamment par les communistes, présente dans un communiqué que les engagements pris par le secrétaire d'Etat « devront être intégralement tenus ». Selon elle, « il appartient aux organisations responsables d'exploiter la situation nouvelle et de mesurer l'importance de la négociation ainsi amorcée ».

Enfin, M. Pierre Galoni, secrétaire confédéral de Force ouvrière, demande que Mme Sauzier-Sétié fasse « un geste de plus » pour que le dialogue reprenne avec les étudiants et souhaite « qu'un compromis soit trouvé ».

Une réunion du parti socialiste au centre universitaire Tolbiac

### M. Rocard, professeur souriant mais sans complaisance

« Je salue votre cinquième semaine de grève et vous souhaite, non pas de continuer, mais, ce qui est tout différent, de gagner. » Pour le premier de ses trente-cinq meetings dans les universités, le parti socialiste avait bien fait les choses, mercredi 14 avril, au centre Tolbiac (université de Paris-I) dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, en déléguant M. Michel Rocard, secrétaire national. L'aura intellectuelle de l'orateur avait de quoi séduire des étudiants en droit ou en économie et permettait de faire passer plus facilement quelques vérités un peu amères, mais énoncées avec le sourire.

Deux accueils apparemment opposés, mais similaires dans leurs effets, guettant en effet ce genre de débat : la démagogie et le dialogue de sourds. Ils ont été évités. L'orateur socialiste n'a pas cherché à séduire les contestataires goguenards qui, avaient choisi de se masser sur le balcon d'en haut l'amphithéâtre ni même l'ensemble des cinq cents étudiants rassemblés.

« Vous avez un problème de communication avec l'opinion. Demandez à un passant, dans la rue, ce qu'il pense de votre grève. Vous aurez peut-être des surprises », a-t-il lancé, sans susciter apparemment l'indignation. Il est vrai qu'il semblait regretter ce dialogue avec l'opinion. Sur l'ensemble des luttes des étudiants, son appréciation n'était guère complaisante : « Je suis optimiste à long terme, mais pessimiste à court terme. Il y avait même une pointe d'ironie involontaire dans sa constatation que les étudiants « ont raison de refuser une professionnalisation à outrance des formations universitaires, mais que ce refus risque de ne pas leur faciliter l'entrée sur le marché du travail ».

Où sont les organisations ?

M. Rocard n'a pas hésité non plus à affirmer, malgré la présence de militants de différents mouvements, que « le drame du monde étudiant était d'avoir démolit toutes ses structures, toutes ses organisations », et comme l'un d'eux s'écriait qu'il en restait encore, le secrétaire national du P.S. répliquait qu'en fait, il en restait trop. C'est sans culpabilité aucune qu'il répondait à un étudiant du parti socialiste unifié qui l'interrogeait sur son départ de ce parti (1) : « J'ai consacré quinze ans de ma vie aux groupuscules prophétiques, et comme une voix dans l'assistance le coupait d'un « Quelle erreur ! » retentissant, il ajoutait, rêveur : « C'est bien possible. »

Parlant cigarette sur cigarette, trépidant à l'aise dans son rôle de

### La grande majorité du premier cycle de médecine touchée par le mouvement revendicatif

Le mouvement des étudiants en médecine devait connaître, ce jeudi 15 avril, en particulier dans la région parisienne, une nouvelle étape. Des assemblées générales, réunies mercredi, ont décidé, dans la plupart des U.E.R. parisiennes (seule l'U.E.R. de Créteil semble échapper au mouvement), la grève totale en P.C.E.M. 2 (deuxième année du premier cycle). Le faculté de médecine de la rue des Saints-Pères, qui regroupe les deux premières années de cinq U.E.R., devrait être totalement en grève. Une cinquantaine d'étudiants distribuant des tracts ont à moitié bloqué la rue, jeudi vers 11 heures, pendant quelques instants.

Comme tenu de l'appel à la grève des syndicats d'enseignants, c'est la quasi-totalité du premier cycle qui devrait donc être touchée par la grève à Paris. Les étudiants en D.C.E.M. 1 (première année du deuxième cycle), de Necker et de Saint-Antoine sont également appelés à faire grève.

Les mots d'ordre adoptés par les assemblées générales concernent essentiellement les diverses réformes en préparation visant les études médicales, que les étudiants jugent destinées non pas à modifier le contenu des études, mais à augmenter la sélection. Ils s'inquiètent notamment des propositions formulées récemment par les doyens de médecine, soulignant l'insuffisance d'une présélection au niveau du baccalauréat : du « projet Rapin » de réforme de l'internat, réservant l'accès des spécialités seules internes et qui pourrait aboutir à une unification du concours de l'internat et de l'examen de fin de second cycle (sixième année) ; des conclusions du rapport Fougère sur la formation spécifique du généraliste (Le Monde du 31 janvier).

Les étudiants, opposés à la sélection, réclament notamment la possibilité de s'inscrire en pharmacie après deux échecs en première année de médecine. Nombre d'entre eux demandent la création d'un tronçon commun d'études pour tous les professionnels médicaux et paramédicaux, l'instauration d'un stage infirmier au cours des premières années, la mise sur pied d'un « statut de l'étudiant hospitalier », et la suppression du conseil de l'ordre des médecins. Une autre revendication s'y ajoute : la rémunération des stages hospitaliers « sur la base du SMIC », et la multiplication des allocations d'études.

Il restera à savoir si la mobilisation retombera pas aussi vite qu'elle est montée : les étudiants en première année, qui gardent l'esprit fixé sur le concours qu'ils auront à passer d'ici deux mois, ne risquent probablement pas d'être longtemps de leurs polygraphes.

A Rouen


### DES COLLÈGUES EN TOQUE BLANCHE MANIFESTENT DANS LA RUE

(De notre correspondant.)

Rouen. — Porteurs de la toque blanche, habitués de tabliers blancs ou de vestes noires, cent cinquante élèves du collège d'enseignement technique hôtelier de Rouen se sont rendus, mardi 13 avril, en cortège jusqu'au siège de l'académie en compagnie de leurs camarades de la section hôtelière du C.E.T. Jules-Lecœur au Havre. Les élèves cuisiniers et serveurs, auxquels s'étaient joints des apprentis, protestent contre le report de la date de leur C.A.P. de juin à septembre. Avec l'aide de leurs professeurs (S.G.E.N.-C.F.D.T. et S.N.E.T.-C.G.T.) et des parents d'élèves (Comet), ils voulaient obtenir une audience du recteur. Ils reprochent à l'administration rectoriale d'avoir « cédé à la pression du patronat de l'hôtellerie » en fixant les dates du C.A.P. au mois de juin pour l'écrit et à fin septembre pour le oral. Les élèves pratiques. Selon le comité de grève des élèves hôteliers, cela permet à un patronat d'employer des cuisiniers et des serveurs, pendant la saison, soixante heures par semaine pour 600 F par mois.

STAGES D'ANALYSE EN ANGLETERRE

Brochure gratuite sur demande Oxford Intensive School of English, 15, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris. 525-94-82.



**Uniclam à découvert l'Amérique**

**MEXIQUE 1950,**  
**U.S.A. 1050,**  
**PEROU 2200,**  
**BRESIL 2580,**  
**grece 785f**  
**tunisie 735f**  
**maroc 750f**

UNICLAM VOYAGES  
63 rue Mazarine le Prince  
75006 PARIS  
226.76.51 et 632.63.14

### Réactions et commentaires

● La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (Fédération Lagarde) demande aux organisations d'enseignants et d'étudiants d'« assurer aux jeunes la reprise rapide de leur formation personnelle ». Elle demande aussi aux universités de « mener dans un esprit novateur les réformes du second cycle en adaptant les formations aux réalités d'un monde en pleine mutation tout en préservant un haut niveau de culture ». Enfin, au secrétariat d'Etat aux universités, la Fédération Lagarde demande de « veiller à ce qu'une concertation efficace s'instaure entre toutes les parties intéressées, afin que la réforme nécessaire devienne l'œuvre de tous ».

● M. Pierre Galoni, secrétaire confédéral de Force ouvrière, estime, dans l'édition de F.O. Hebdo, que « l'épreuve la plus dure » entre les étudiants et le gouvernement devrait être « d'inscrire aux seuls problèmes universitaires ». « Le bon sens, pour lui, commanderait qu'un compromis soit trouvé, accepté par le gouvernement, respecté par les étudiants ». M. Galoni souhaite que Mme Sauzier-Sétié « fasse un

geste de plus pour que le dialogue reprenne ».

● Le collectif des étudiants de l'Union nationale inter-universitaire (UNI) « dénonce la tentative de déstabilisation du pouvoir entreprise par les groupes marxistes qui cherchent, comme en mai 1968, à créer l'insécurité dans l'université et dans la rue. Ce n'est plus la réforme du second cycle qui est en cause mais la survie de l'université et l'avenir de tous les étudiants ». Le collectif appelle les étudiants à « se regrouper pour le rétablissement des cours et des travaux dirigés, le boycottage des assemblées générales, le refus de la grève et la formation de comités de base ».

● Le bureau national des radicaux de gauche déclare : « Le responsable du chômage n'est pas l'université mais le gouvernement. La professionnalisation des diplômes a d'autant moins de signification qu'aucun système d'emploi ne peut être donné dans le cadre des structures actuelles. Le remède n'est donc pas là, mais dans une réforme des structures économiques. »

**USA 76**

FOREIGN STUDY LEAGUE  
Envoyez-moi votre brochure ETE 76 sans engagement

SEJOUR EN FAMILLE ROTTERDAM 15/22 ANS

San Francisco - Boston - Los Angeles - Washington

SEJOUR EN UNIVERSITE + DE 18 ANS

Berkeley - Washington - New York

14, rue des poissonniers  
92200 Neuilly-sur-Seine - 637.16.23

NOM : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_

PRENOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

**L'UNIVERSITÉ PARIS-SUD XI**  
organise dans le cadre de la Formation Permanente  
une session

**HYGIÈNE INDUSTRIELLE ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL**  
du 26 au 30 avril 1976

Renseignements : Tél. (1) 941-78-88

**OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION**

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Tribunal de Grande Instance de Versailles, Palais de Justice, le mercredi 28 avril 1976, à 10 heures.

**D'UN APPARTEMENT**  
avec cave, séchoir et parking.

**à RUEIL-MALMAISON (92)**

MISE A PRIX : 32.000 FRANCS.

Pour tous renseignements s'adresser à M<sup>rs</sup> GUILLEBERT, avocat, 21, rue des États-Général, 92000 Versailles (tél. : 950-02-82 et 950-03-28), et tous autres avocats à Versailles.

Adj. au TRIB. de COMMERCE PARIS, le 27 avril à 14 h. 15. Fds FAR, Vte APPAREILS à DÉTÉRIEURER LES DOCUMENTS. Expt. 19, rue Carnot, LEVALLOIS (92) a. l'éc. a. Les Destructeurs Gilbert, M. P. (ne p.c.t.b.) 50.000 F. Cons. 20.000 F. S'ad. M<sup>rs</sup> Pinaud, s. 16, r. Abbé-Epée, M<sup>rs</sup> Demortier, n. 57, bd St-Germain.

Adj. au TRIB. de COMMERCE PARIS, le 31 avril à 14 h. 15. Fonds STATION-SERVICE Accessoires, Vte, locat. réparat. Auto. 14 h. 5 - Fonds à 242, bd A SAINT-MAUR (94) de Créteil M<sup>rs</sup> Pinaud, s. 16, r. Abbé-Epée, M<sup>rs</sup> Demortier, n. 57, bd St-Germain, M<sup>rs</sup> Pavey, synd. 100, r. Quinquempoix.

VENTE sur licitation, en l'Etude de M<sup>rs</sup> Michel SATOURE, notaire à Versailles, 2, place Hoche, le mercredi 28 avril 1976, à 14 heures.

**de 645 ACTIONS de 10 FRANCS**  
chacune entièrement libérée de la S.A. Immobilière de Construction LE CHESNAY-TRIANTON, donn. droit à la jouissance de la résid. GABRIEL 2, avenue de Camille, PARLY 2 - ROCQUENCOURT (78)

**UN APPARTEMENT du Type 2**  
au 2<sup>e</sup> étage, une cave au rez de jardin et un parking.

MISE A PRIX : 227.700 FRANCS.

Pour tous renseignements, s'adresser : 1) M<sup>rs</sup> GUILLEBERT, avocat, 21, rue des États-Général, Versailles (tél. : 950-02-82 et 950-03-28) ; 2) M<sup>rs</sup> Michel SATOURE, notaire, 2, pl. Hoche, Versailles (tél. : 950-03-41, poste 30) ; M<sup>rs</sup> Michel PENOT, avocat, 41, av. Saint-Cloud, Versailles (tél. : 950-02-18).

Etude de M<sup>rs</sup> Jacques APAP, notaire à Arc-en-Barrois (Haute-Marne), tél. 2, 15 h. 30, à la mairie d'ARC-EN-BARROIS - ET EN TROIS LOTS : du

**CHATEAU DE MARAC (Haute-Marne)**  
avec dépendances, terres et bois, au total : 15 hectares 17 ares 62 centiares. 1<sup>er</sup> lot : CHATEAU, dépendances, bois et pré attenant, 4 ha. 08 a. 80 ca. MISE A PRIX : 600.000 F

2<sup>e</sup> lot : BOIS de 9 ha. 29 a. 12 ca. - MISE A PRIX : 35.000 FRANCS  
3<sup>e</sup> lot : Terre de 1 ha. 79 a. 70 ca. - MISE A PRIX : 15.000 FRANCS

Faculté de réunion immédiate des lots. Faculté de traiter à l'amiable avant la vente. LE TOUT LIBRE A LA VENTE. Région de forêts, chasse et pêche. Notice descriptive détaillée sur demande.

Adj. au PALAIS DE JUSTICE DE PARIS, le 29 avril 1976, à 14 heures.

**PROPRIÉTÉ LIBRE A MÉDAN (78)**  
« LES GRANDES PRES QUAI DE SEINE »  
PISCINE ET PORT PRIVÉ SUR LA SEINE - Contenance 3.450 m2

MISE A PRIX : 300.000 FRANCS

S'ad. M<sup>rs</sup> Ferrari, syn. 85, r. Rivoli ; M<sup>rs</sup> de Sariac, avoc. ; M<sup>rs</sup> de Ridder, not.

Adj. au TRIB. de COMMERCE de Paris, le 26 avril 1976, à 14 h. 15. FONDS

**COUVERTURE - PLOMBERIE - ÉLECTRICITÉ**  
FUMISTERIE - CHAUFF. CENTRAL, av. BAIL des LOGEUX COMMERCIAUX, 46, RUE DE PROVENCE, A PARIS (9<sup>e</sup>)

Mise à Prix : 288.000 F (pouvant être baissée). Consignation : 30.000 F

S'adresser à M<sup>rs</sup> POPELIN, notaire, 184, boulevard Saint-Honoré, Paris.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry, rue des Mazères, MARDI 27 AVRIL 1976, à 14 heures. EN 3 LOTS :

**A ITTEVILLE (Essonne)**

1<sup>er</sup> lot : MAISON usage habitation, 71, rue Saint-Germain, 2.083 m2. R.-de-chaussée et 2 étages, jardin potager et agrément. PARCELLE DE TERRE, lieu-dit « LE POLYGONE », 3 ares 93 centiares. PARCELLE DE BOIS, lieu-dit « LES GUERRES », 37 centiares.

2<sup>e</sup> lot : MAISON habitation, 68, rue St-Germain, 2 corps de bâtiment reliés. Jardin 2 a 08 ca lieu-dit « LE VILLAGE ».

3<sup>e</sup> lot : PARCELLE DE TERRE lieu-dit « LES PETITES ROCHES VILLAGE », 7 ares 80 centiares.

Mise à Prix 1<sup>er</sup> LOT : 100.000 F 2<sup>e</sup> LOT : 30.000 FRANCS 3<sup>e</sup> LOT : 3.000 FRANCS

Consignat. de 50.000 F. Av. imm. « LE MAZIER » s'adresser pr renseign. M. DU CHALARD EVRY - Tél. : 071-15-57.

63, bd Exelmans. Paris 16<sup>e</sup>. Une adresse.

**Constellation**

du studio au 5 pièces

Au cœur du village d'Anteuil, dans un quartier élégant et pratique, proche du bois de Boulogne, se construit « Constellation », un immeuble luxueux et raffiné :

- Grandes pièces de réception,
- Large balcon,
- Marble dans les salles de bains,
- Chauffage électrique,
- Isolation thermique et phonique.

Pour en savoir plus sur « CONSTELLATION » venez sur place tous les jours (sauf dimanche et fêtes) de 14 h à 19 h. Le samedi de 10 h à 19 h.

TEL. : 225.98.30 et 723.98.78

**NOVM**  
2, avenue Montaigne  
75008 Paris

Réalisation

**OFBA**

securite

## JUSTICE

AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

### Le rapport de M. Jacques Mégret met fin au mythe de la prison « quatre étoiles »

Le conseil supérieur de l'administration pénitentiaire, réuni ce jeudi 15 avril, a entendu un rapport de M. Jacques Mégret, directeur de cette administration, qui a exposé les grandes lignes des actions menées en exécution de la politique pén-

tentielle arrêtée par le gouvernement à la fin de l'année 1974, après les mutineries qui avaient éclaté au cours de l'été précédent dans plusieurs établissements.

Ce rapport étudie d'abord les divers

aspects de la condition carcérale — exécution des peines, préparation à la réinsertion et assistance aux libérés — avant d'aborder les questions relatives aux personnels (effectifs, formation, statuts) et aux équipements.

M. Mégret a en premier lieu rappelé les principes qui ont orienté la politique pénitentiaire par le gouvernement en matière pénitentiaire : élimination de toutes les règles qui ne sont pas nécessairement liées à l'exécution des peines, et diversification des régimes selon la personnalité des détenus, et, parallèlement, uniformisation des régimes institué.

Ces règles ont conduit à la création de deux grandes catégories d'établissements :

1) Les maisons centrales, éta-

bliements fermés dans lesquelles les détenus sont soumis à un régime de haute surveillance, et même dans certains établissements ou quartiers d'établissements, un régime de sécurité renforcée ;

2) Les centres de détention qui comprennent des établissements fermés ou ouverts dont le régime tend principalement à la réinsertion des détenus.

Le rapport indique qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1976, sur les 4 805 détenus présents dans les différents établissements pour longues peines, 3 028, soit 62,75 %, se trouvaient dans les centres de détention ; 1 507, soit 31,25 %, dans les maisons centrales ; 70, enfin, soit 1,52 %, dans les quartiers de sécurité renforcée.

## FAITS DIVERS

A Clérieux (Drôme)

### L'EXPLOSION A LA CARTOUCHERIE A PROVOQUÉ UN SIXIÈME DÉCÈS

L'explosion qui s'est produite le 9 avril à la poudrerie de Clérieux dans la Drôme a provoqué un sixième décès : Mme Claudine Scian, trente ans, grièvement blessée lors de l'accident, a succombé mercredi 14 avril à l'hôpital de Beaune où elle avait été admise au service de rééducation. Trois autres blessés sont toujours hospitalisés.

A Valence, dans une autre usine de la Manufacture générale de munitions, le personnel refuse depuis quelques jours de prendre le travail.

Une délégation est arrivée ce jeudi 15 avril à Paris. Elle espère y rencontrer M. Michel Durafour, ministre du Travail, pour lui exposer ses revendications touchant à la sécurité et aux conditions de travail tant à Clérieux qu'à Valence. Le C.G.T. continue d'affirmer que l'explosion de Clérieux n'est pas une catastrophe mais un acte criminel commis pour le profit.

50 % de chômeurs

M. Mégret note que les nouveaux régimes ont soulevé peu de problèmes tout en admettant que « quelques difficultés relativement sérieuses sont apparues à propos des permissions de sortie ».

Celles-ci, affirme-t-il, ont été très largement accordées en un premier temps par les juges de l'application des peines. C'est ainsi qu'aux mois de juillet, août et de septembre, environ deux mille permissions étaient accordées alors qu'aujourd'hui la norme mensuelle de permissions était de l'ordre de sept cents. Quoique le taux d'échecs n'est jamais atteint 5 %, la gravité de certains de ceux-ci, l'impact sur l'opinion de certaines décisions complaisamment rapportées par la presse ont rendu indispensable une application plus mesurée de l'institution.

Les effets de ces mises en garde se font sentir assez rapidement puisque si l'on excepte le mois de décembre 1975, le taux des échecs n'a cessé de diminuer pour atteindre actuellement moins de 3 %. Alors que parallèlement le nombre de permissions ne tombe pas au-dessous de mille trois cents !

Après avoir rappelé les mesures prises pour améliorer le statut social du détenu et de sa famille,

M. Mégret traite de la préparation à la réinsertion en milieu carcéral sous ses divers aspects : formation générale et professionnelle, travail pénal et recherche d'un emploi en vue de la libération. A propos du travail pénal, le rapport indique que la situation à la fin de l'année 1974 était très grave « en raison d'une part des destructions importantes résultant des mutineries de l'été, d'autre part du désir marqué fréquemment à la suite de ces mêmes mutineries par les entrepreneurs de ne plus continuer à travailler avec l'administration pénitentiaire ».

Cette situation s'est également détériorée du fait de la récession économique. Actuellement, sur les trente et un mille personnes détenues, 50 % sont au chômage. Des mesures particulières ont été prises pour mettre fin à ce processus de dégradation, mais les problèmes ne sont pas encore tous résolus.

Les difficultés sont grandes aussi vis-à-vis des « productions » : c'est-à-dire des condamnés exécutant une partie de leur peine en milieu libre. « Le nombre de personnes placées sous la tutelle des comités qui était tombé de 39 821 au 1<sup>er</sup> janvier 1974 à 37 644 au 1<sup>er</sup> janvier 1975 est remonté à 44 461 au 1<sup>er</sup> janvier 1976 », parmi lesquels 39 700 condamnés à des peines de surveillance avec mise à l'épreuve. Or, reconnaît ce rapport, « les moyens dont disposent les juges de l'application des peines comme les structures administratives actuellement en place ne permettent pas de mener dans des conditions satisfaisantes une véritable action de reclassement social en faveur de ces condamnés ».

Analogue, les juges de l'application des peines ne disposaient en 1975 que de 357 agents à plein temps. Recrutement d'une centaine d'agents, création de tribunaux qui en étaient dépourvus ont été les actions principales de l'administration pénitentiaire dans ce domaine.

La faiblesse des moyens de cette administration et le manque de crédits reviennent encore à l'évidence lorsque M. Mégret parle du personnel et de l'équipement. Un effort a pourtant été fait quantitativement en 1975, puisque l'ensemble des personnels pénitentiaires est passé à 2 070 personnes (1 071 en 1974). Qualitativement des stages de perfectionnement sont prévus ainsi qu'une refonte complète du statut du personnel.

### « Faute de crédits »

Enfin, ce rapport met fin au mythe de « la prison quatre étoiles ». « A l'heure actuelle le secteur neuf et rénové ne représente que onze mille places, soit à peine plus d'un tiers de la capacité totale des établissements ». Quarante-trois de ceux-ci sont constamment surpeuplés. Enfin, « faute de crédits », la plupart des bâtiments ont souffert de manque d'entretien : « De nombreuses toitures sont en très mauvais état, les installations électriques sont défectueuses, le mobilier corrodé », enfin, « l'administration a poursuivi une politique de restauration, de rénovation et de constructions neuves, et les réalisations sont modestes faute de crédits suffisants ».

Ces problèmes matériels n'empêchent pas la réforme carcérale d'avoir eu un caractère global.

« Il n'est pas inexact de penser, dit M. Mégret, que la réforme de la condition pénitentiaire opérée par le décret du 23 mai 1975 contient un bouleversement de la définition implicite des missions du personnel : celles-ci sont axées désormais plus que par le passé sur le traitement et les perspectives de réinsertion dans la société, ce qui constitue un élément de la réhabilitation de la fonction pénitentiaire ». En résumé, les termes de « lazarettisme » et de « déshumanisme » ajoutés : « Cette réforme ne peut porter ses fruits que dans l'ordre et la discipline ».

### A PROPOS DE LA FUSILLADE AU BAR LE THÉLÈME

Nous avons publié, dans le Monde daté 2-3 mars 1976, un article intitulé : « Nouvelle fusillade à Paris : deux morts, quatre blessés, dont un policier », qui relatait les incidents survenus au bar le Thélème.

Cet article contenait un passage concernant l'arrestation en cause par hasard sur les lieux, où il consommait avec l'un de ses amis, M. Bouchet. Nous avons écrit : « Averti en début d'après-midi de l'imminence d'un règlement de comptes entre deux bandes rivales, la brigade de recherches et d'investigation de la police judiciaire avait décidé de monter une « souricière », afin de neutraliser les gangsters. Une équipe de policiers investit vers 18 h. 45 le bar l'au du bon tabac, où se trouvaient M. Bouchet, Alain Tari et trois complices, hommes de main du « gang des Lyonnais », dirigé par un certain Vella, qui livre depuis plusieurs années une guerre acharnée — qui a déjà fait une dizaine de morts dans la région parisienne — à un gang de « pèdes-nots » dirigé par les trois frères Zemmour. Les deux malfruits se rendirent sans résistance ».

M. Tari a assigné notre journal, ainsi que trois autres quotidiens

parisiens qui avaient publié la même information erronée, devant le tribunal de grande instance de Paris, en invoquant le caractère diffamatoire de ce passage.

Devant le tribunal, les organes de presse poursuivis n'ont pas contesté le caractère diffamatoire de l'accusation portée contre M. Tari. Le Monde a fait valoir que, des protestations de M. Tari, il avait rectifié l'erreur commise par une insertion précisant que celui-ci avait été victime d'une méprise et n'avait joué, de près ni de loin, aucun rôle dans cette opération.

Par jugement du 20 février 1976, la dix-septième chambre du tribunal de Paris nous a condamné au motif qu'il n'avait pas été procédé à un contrôle sérieux des informations.

Le délit de diffamation publique envers un particulier a été déclaré constitué et le Monde a été condamné à 800 F d'amende et à payer à M. Alain Tari la somme de 8 000 F à titre de dommages et intérêts. Des condamnations identiques ont été prononcées contre les autres journaux. Le Monde et le Figaro ont accepté cette décision.

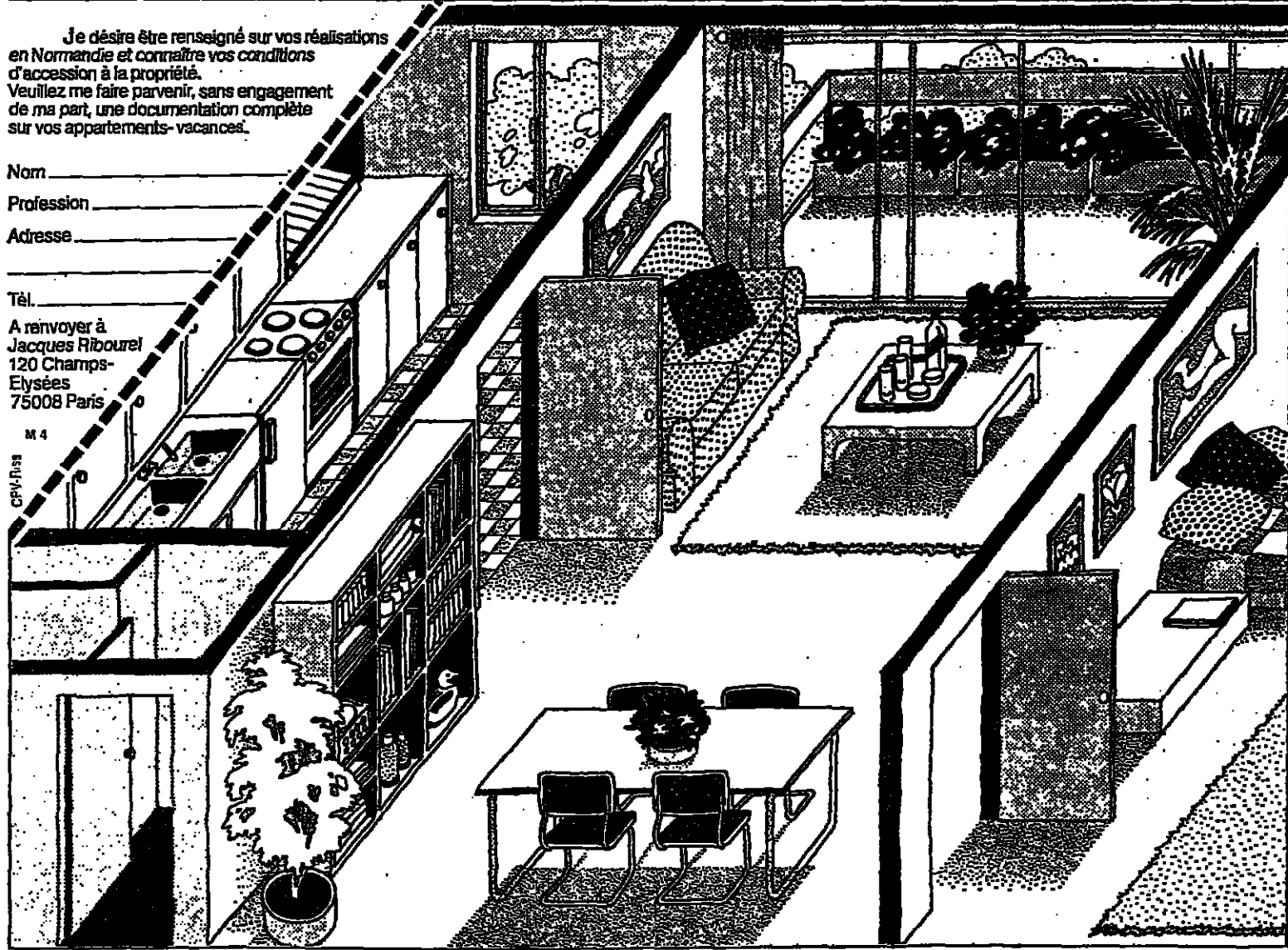
### L'affaire Roland Agret

L'ENQUÊTE JUDICIAIRE EST EN VOIE D'ACHÈVEMENT indique M. Jean Lecanuet

### M. JEAN FOYER FAIT APPEL DE SA CONDAMNATION

M. Jean Foyer, député du Maine-et-Loire (U.D.R.), ancien garde des sceaux, qui a été condamné, mardi 13 avril, à 1 000 francs d'amende et 6 000 francs de dommages et intérêts pour diffamation envers le Syndicat de la magistrature, a décidé d'interjeter appel de ce jugement prononcé par la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris.

Le bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Paris, M. François Millet-Viville, a déclaré dans un communiqué publié mardi 13 avril que le conseil de l'ordre a attiré l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de prendre toutes dispositions propres à éviter que les nouvelles mesures, prévues dans le cadre de la lutte contre la criminalité et dans l'intérêt de la sécurité publique, ne puissent être détournées de leur finalité et donner lieu à des abus dont seraient victimes les libertés constitutionnelles.



### Appartement type de 2 pièces avec cuisine indépendante.

#### De vraies cuisines indépendantes

Avec une vraie fenêtre et une porte, bien séparées du séjour, entièrement équipées : meubles de rangement haut et bas, évier double bacs inox, réfrigérateur 135/140 litres encastré sous l'évier, table de cuisson électrique 4 feux, four à hublot, hotte aspirante, étagères, vide-ordures à chaque étage.

#### Un certain art du « mieux vivre »

Jacques Ribourel a conçu ses appartements pour que chacun vive à son aise : chambre pour enfant, séjour pour recevoir au large, grandes baies, balcons ou loggias pour vivre au grand air, garage souterrain.

#### L'installation électrique : plusieurs prises

de courant et commutateur dans chaque pièce, chauffage électrique bi-fonction du gaz naturel, isolation thermique et phonique poussée, papier lessivable dans cuisine et salle de bain.

#### Propriétaire avec 5 % comptant sur la côte normande

Il suffit d'un petit 5 % à la réservation pour accéder, en douceur, à la propriété.

Ensuite Jacques Ribourel vous laisse payer 15 % en 2 ans... Et il vous fait bénéficier d'un crédit bancaire personnel de 80 % sur 18 ans. C'est la triple facilité Jacques Ribourel qui vous permet

de voir plus grand et de ne pas vous refuser une cuisine indépendante.

#### Itinéraire des réalisations en cours

A l'occasion d'un prochain week-end sur la côte normande, découvrez les réalisations en cours de Jacques Ribourel.

Au départ de Deauville prendre la route côtière D 513. Bionville : « le Racing », Ed Maurice Allais Cabourg : « Cap Cabourg », Au Pasteur « Saint-Michel », chemin de la Dives, « Bel Cabourg », Av. de Franceville. Suivre la D 514 : Courseulles : « les Manoirs », Rue des Tennis, « la Courseulles », quai Est.

"On aime bien recevoir des amis dans un living qui ne sent pas la cuisine..."

Ribourel.

la Normandie vous est présentée  
120 Champs Elysées  
Paris 8<sup>e</sup> 256 0090  
- métro et parking George V -

La qualité Jacques Ribourel sous contrat prix bloqué. La qualité Jacques Ribourel

صلى الله عليه وسلم



## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

### A PROPOS DE...

La mise en place de l'Atelier central d'environnement

### Les grands projets publics sous surveillance

Le « patron » de l'Atelier central d'environnement (A.C.E.), dont la création avait été annoncée le 4 mars dernier par M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, sera un polytechnicien, ingénieur en chef des ponts et chaussées. Il s'agit de M. Pierre Chassande, quarante et un ans, ancien membre du cabinet de M. Robert Poujade et jusqu'à ces jours derniers directeur départemental adjoint de l'équipement dans la Seine-Saint-Denis.

L'Atelier qu'il dirigera sera chargé d'examiner les études préalables d'impact sur l'environnement de tous les grands projets publics. Les études d'impact seront donc soumises à une surveillance accrue. Se créera ainsi d'autant plus urgente que la loi de protection de la nature, qui doit être discutée par le Parlement les 22 et 23 avril prochains, rendra ces documents obligatoires. M. Chassande, entouré d'une petite équipe d'experts, sera chargé de surveiller les études d'impact de projets tels que : un urbanisme, un aménagement, un ingénieur des travaux publics, un écologiste, un paysagiste, un économiste et un sociologue, ne prendra en considération que les grands aménagements d'intérêt national : le train à grande vitesse Paris-Lyon ou le canal Rhin-Rhône, par exemple. Les études d'impact sur des projets moins importants seront soumises à l'un des neuf ateliers régionaux des sites et paysages que le secrétaire d'Etat à l'environnement est en train d'établir en province.

L'Atelier central, qui sera opérationnel en septembre prochain, fera appel à des bureaux d'études pour compléter ou valider les études d'impact s'il juge que certaines de celles-ci ne sont pas « sérieuses ». Aussi l'a-t-on doté d'un budget de 1 million de francs pour 1976. Ces crédits seront doublés en 1977. Il devra aussi élaborer les textes d'application de l'article 2 de la loi de protection de la nature et mettre au point dans le détail, avec les administrations compétentes, la liste des points — paysage, faune, flore, eau, air, sol — que les études d'impact devront passer en revue : une sorte de check-list écologique en somme. Autant dire que l'équipe de M. Chassande ne manquera pas de travail. « C'est le début d'une grande aventure », a conclu M. Paul Granet.

MARC AMBROISE-RENDU.

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### Signature de dix contrats de pays expérimentaux

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, chargé de l'aménagement du territoire, a signé, mercredi 14 avril, avec les responsables locaux concernés les dix premiers « contrats de pays ». Ces contrats ont pour objectif de revitaliser certaines régions rurales qui connaissent une situation démographique défavorable en y fixant la population, notamment les jeunes, grâce à la création d'emplois, au développement des activités, en particulier artisanales et de petites industries, à la formation professionnelle et en y améliorant les services publics et les conditions de vie.

Les programmes faisant l'objet des contrats ont été proposés par les responsables locaux regroupés dans un organisme de solidarité intercommunale et approuvés en conseil interministériel d'aménagement du territoire. Ils concernent les « pays » suivants : Avesnes-sur-Helpe (Nord), Saignes (Lot), de-Bigorre (Hautes Pyrénées), Bort-les-Orgues (Corrèze), Châteauneuf (Ardèche), Loudon (Vienne), Ploarnel (Morbihan), Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), Saint-Sauveur-Saint-Pierre (Yonne) et Vitry (Ile de France).

Deux autres contrats, ceux de Saint-Flour et de Bellac, a précisé M. Poniatowski, seront pris en compte dans le cadre du programme d'aménagement et de développement du Massif Central, dont un premier bilan sera soumis à l'examen d'un prochain conseil interministériel d'aménagement du territoire.

### Faits et projets

#### Transports

● **CONCORDE AUX ETATS-UNIS.** — Le général Alain de Boissieu, gendre du général de Gaulle, de retour des Etats-Unis, vient de déclarer à Toulouse, que les opposants à Concorde ne constituent, outre Atlantique, qu'une petite minorité et que si cette minorité a fait autant de bruit, c'est-à-dire qu'elle dispose d'appuis financiers considérables, c'est en réalité derrière les protestations et objections formelles au nom de l'écologie, ce sont les compagnies aériennes et les constructeurs d'avions américains qui tentent d'empêcher l'opération. Le général de Boissieu conclut : « J'ai bon espoir pour l'avenir de la ligne Paris-New-York au mois de septembre. » (A.F.P.)

M. LUCIEN NEUWIRTE, président du « groupe Concorde » à l'Assemblée nationale et député U.D.R. de la Loire, va demander au secrétaire d'Etat aux transports et à l'aviation un débat sur l'industrie aéronautique » à l'Assemblée nationale.

● **INTOXICATION ALIMENTAIRE A AIR FRANCE.** — Plusieurs équipages d'Air France ainsi que des passagers ont été victimes d'une intoxication alimentaire dans la semaine du 5 au 11 avril après avoir consommé des repas préparés par la Sernav, filiale de la compagnie nationale. La direction de la Sernav a mis en arrêt de travail un employé soupçonné d'être porteur de staphylocoques. La G.S.T. demande que la médecine du travail joue son véritable rôle préventif plutôt que répressif. (A.F.P.)

#### Qualité de la vie

● **LE SOUFRE ET LES VOITURES.** L'Agence pour la protection de l'environnement vient de renoncer à fixer à partir de 1979 un seuil maximum pour les émissions de soufre par les automobiles. L'agence a indiqué qu'elle avait surestimé le risque d'accumulation de gaz sulfureux dans l'atmosphère et qu'en conséquence il ne lui apparaît plus aussi urgent de fixer des limites sur les émissions de ce gaz par les automobiles.

### TRANSPORTS

### M. Cavaillé renonce à interrompre la formation des élèves-pilotes de ligne

Les pouvoirs publics ont finalement renoncé à interrompre la formation des deux cent cinquante élèves-pilotes de ligne, en stage à l'école nationale de l'aviation civile (ENAC). En revanche, l'administration maintient sa décision de supprimer le concours de recrutement des candidats navigants en 1976 : elle décidera « avant l'été » s'il convient ou non de maintenir ce concours en 1977 (le Monde des 22-23 mars).

Faute de trouver des débouchés aux élèves-pilotes de ligne en raison de la conjoncture difficile du transport aérien, le secrétaire d'Etat aux transports avait indiqué que « désormais, les licences ne seraient délivrées qu'en sur et à mesure des besoins », ce qui revenait à interrompre provisoirement les stages de l'ENAC. Les réactions très vives des intéressés, jugeant que « toute formation en-

gagée devait être menée à son terme selon le calendrier prévu », ont contraint l'administration à modifier ses positions.

Tous les élèves-pilotes de ligne qui le désirent pourront donc continuer leurs études. Ceux qui terminent leur service national entreront à l'ENAC au mois d'octobre prochain : ceux qui ont achevé leur année de théorie à l'ENAC seront admis à faire leur année de pratique à Montpellier au mois de novembre prochain ; ceux qui ont obtenu à Montpellier leur brevet de pilote professionnel de première classe à Saint-Yan (Saône-et-Loire), au mois de mai prochain, ceux, enfin, qui sont en phase finale d'adaptation en ligne au centre d'instruction d'Air France, à Vilgenis (Moselle), recevront une « qualification machine ».

### NEUF VILLES DE PROVINCE CANDIDATES AUX TRAMWAYS

Le secrétaire d'Etat aux transports, M. Marcel Cavaillé, a réuni une conférence de presse le jeudi 15 avril, au cours de laquelle il a dressé l'état des projets des transports urbains de surface en France. L'occasion d'aborder ces problèmes a été donnée par l'annonce des résultats du concours international pour la construction de tramways, lancé le 25 août dernier par le secrétaire d'Etat. Deux lauréats ont été retenus par le jury : le groupe Alstom, Francorail et M.T.E. qui ont formé par Maitre, La Brugeoise et Nivelles. Les projets de ces deux groupes pourront faire l'objet des appels d'offres des collectivités locales intéressées par le tramway, notamment les villes de Rouen, Nancy, Toulon, Strasbourg, Nice, Toulouse, Grenoble, Bordeaux et Nantes.

### « ÉMÈTE » A BORD D'UN PAQUEBOT DE CROISIÈRE

Une « révolte » de trois cents touristes allemands et britanniques en croisière à bord du paquebot italien « Galileo Galilei » a été éteinte par l'équipage, à coups de bâton et de lance à incendie, apprend-on à Acapulco. Les passagers s'étaient rebellés parce qu'un leur refusait de faire escale une journée à Acapulco, où le bateau était arrivé avec vingt-quatre heures de retard à la suite d'une avarie, a annoncé un porte-parole du bâtiment qui appartient à la compagnie Lloyd Triestino. L'incident, qui n'a été réglé que mercredi 14 avril, par les autorités, a eu lieu il y a quatre jours.

### Paris

### POLÉMIQUE DANS LE VIII<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT. Les services de police veulent rester dans l'ancien hôtel Beaujon

La manière dont est conduite la rénovation des terrains occupés avant la guerre par l'hôtel Beaujon, dans le huitième arrondissement, illustre de façon assez exemplaire les rapports difficiles entre les pouvoirs publics et les associations d'habitants.

elle précisait pour finir : « Deux autres équipements devraient trouver place dans le cadre de l'opération Beaujon pour répondre aux besoins les plus urgents. Il s'agit d'une crèche et d'une école maternelle. »

### La réaction du comité d'aménagement et d'animation

Six mois plus tard, aucune suite n'a été donnée à ces projets et les services de police continuent à occuper l'hôtel Beaujon. Bien mieux, lorsqu'on interroge le ministre de l'intérieur, celui-ci affirme : « Nous avons besoin de cet hôtel, et il faudrait que les équipements sociaux promis aux habitants du quartier puissent être réalisés sur les terrains restants et attenants à l'hôtel. »

Cette opération intéresse 25 000 mètres carrés de terrains situés entre les rues du Faubourg-Saint-Honoré et de Courcelles et notamment, un immeuble, l'hôtel Beaujon, qui donne sur la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Les terrains « libérés » par l'hôtel en 1936 appartenaient primitivement à la Ville de Paris. Ils furent ensuite cédés à l'Etat : l'hôtel lui-même est occupé depuis plusieurs années par des services de police.

Le 1<sup>er</sup> février 1974, le gouvernement décidait d'installer à cet endroit des services du ministère de l'intérieur, des P.T.T. (dont un central téléphonique) et des finances. Les associations, à l'époque, réagirent vivement et demandèrent que, dans le cadre de cette opération, on affecte l'hôtel Beaujon à des installations sociales et sportives nécessaires au quartier.

En octobre 1975, M. Jean Taulieu, préfet de Paris, écrivait à M. Maurice Couve de Murville, député U.D.R. du 8<sup>e</sup> arrondissement : « Le ministre de l'intérieur a donné son accord de principe pour que les locaux de l'ancien hôtel Beaujon soient affectés à des équipements sociaux. Ces équipements, ajoutait le préfet, comprendront un club pour personnes âgées, un dispensaire d'hygiène mentale, une bibliothèque de quartier et une maison de jeunes. M. Tau-

Réaction sans ménagement du comité d'aménagement et d'animation du 8<sup>e</sup> arrondissement : « Depuis des années, on nous promet ces équipements. Notre arrondissement est démuné en locaux sportifs, sociaux et culturels. Il faut créer dans l'ancien hôtel Beaujon un centre polyvalent pour satisfaire les besoins de la population. Cela nous est une nouvelle fois refusé. » Le comité demande en conséquence que 3 500 mètres carrés environ soient réservés à ces projets dans l'opération de rénovation. Quant à M. Philippe Tolly, conseiller (Paris-Avenir) du secteur, il déclare : « Nous ne pouvons accepter les nouvelles propositions du ministère de l'intérieur que si nous avons un engagement formel de celui-ci de nous réserver les terrains nécessaires à la création des équipements prévus. » Les choses en sont là.

JEAN PERRIN.

### Quand les chiffres parlent mieux que les mots il faut laisser la place aux chiffres.

15 avril 1976. Aménagement du Territoire : nouveau régime des aides à la décentralisation territoriale. Des mesures concrètes. Chiffrées. Décisives.

Décentralisation:  
**20.000 F**  
par emploi créé.

Une nouvelle prime à l'emploi est instituée. Elle concerne les activités de bureau. Son montant par emploi créé s'élève à :

20.000 F dans les régions prioritaires  
10.000 F dans les autres régions à l'exclusion du Bassin Parisien  
+ 5.000 F de majoration si le siège social est transféré ou déjà implanté en province.

C'est une prime à l'emploi et non à l'investissement : elle est attribuée même en cas de location. La prime équivaut alors à une franchise de loyer de 2 à 4 ans.

Pour la première fois, les petits établissements en bénéficient. Le seuil exigé pour l'octroi de la prime n'est en effet que de 30 emplois créés (20 pour les sièges sociaux). Les frais d'installation étant déjà moins élevés en province, le coût de création d'un emploi se trouve ainsi réduit de 50 % en moyenne par rapport à Paris.

Un compte que les chefs d'entreprise avisés vont faire.

Sans oublier que la province d'aujourd'hui ne ressemble plus à celle d'hier. Qu'elle est équipée en moyens matériels (bureaux, transports rapides et télécommunications, services) et humains (formation, qualification). Qu'on y travaille à un moindre coût et mieux. Qu'on s'y loge bien et que la qualité de la vie, enfin, y est réalité quotidienne.

L'Association Bureaux-Provinces tient à la disposition des chefs d'entreprise une documentation complète sur le nouveau régime des aides et sur les capacités d'accueil des régions. Elle réalise pour eux des études d'implantation et leur apporte une assistance technique.

En un mot, elle les aide à réussir leur décentralisation.

Une très bonne opération, tous comptes faits.

**ASSOCIATION BUREAUX-PROVINCES**  
Nous vous aidons à réussir votre décentralisation.

38, RUE DE LA RENAISSANCE - 75008 PARIS 522.86.20

**la Corniche du Mont Canisy**

Mer et campagne à proximité de Deauville

Studios, 2 et 3 pièces avec balcons ou loggias dominant la mer, cuisines équipées, chauffage électrique intégré, construction de pur style normand.

Prix fermes et définitifs.

Bureau de vente sur place :  
Chemin de Lassay 14910 Blonville-sur-mer  
Tél. (31) 87.94.35  
12, rue Saint-Florentin - 75001 Paris  
Tél. 260.39.11

**PAUL MOREAU**

**ODOUL**

**Garde-meubles**

208 10-30

# Avis aux petites et moyennes entreprises

**Avec ses nouveaux programmes de gestion commerciale, l'ordinateur IBM 32 peut être opérationnel très rapidement.**

Il est évident aujourd'hui qu'une entreprise ne peut vivre et se développer qu'à partir d'une gestion rigoureuse. Une gestion fondée sur des informations nombreuses et précises que seul l'ordinateur peut exploiter instantanément.

C'est pour permettre aux petites et moyennes entreprises de réaliser une telle gestion qu'IBM a conçu le plus petit et le moins onéreux de ses ordinateurs, le 32. Bénéficiant des technologies les plus avancées, il offre, malgré son faible prix, de larges possibilités de traitement.

Pour que celles-ci puissent être mises en œuvre facilement, IBM a préparé des Programmes Nationaux d'Applications (PNA) qui couvrent les fonctions clés de la gestion commerciale : la facturation, les analyses commerciales, la comptabilité-clients, et la tenue de stocks.

D'une conception originale, ces programmes s'adaptent à vos besoins en vous permettant de choisir parmi des dizaines d'options qui se combinent entre elles, celles qui répondent le mieux à votre cas particulier.

Pour vous offrir des outils de gestion dignes de ce dernier quart de siècle, IBM a investi pour vous dans un travail considérable d'études des besoins, de conception, d'analyse et de programmation. Vous pouvez maintenant bénéficier de la simplicité du résultat.

Avec les PNA 32, vous ferez de la gestion informatique sans être informaticien.



**IBM**

Division des Systèmes de Grande Diffusion

**L'ordinateur IBM 32 et ses nouveaux programmes "prêts-à-gérer". Pour aller vite, en confiance.**

Si vous désirez des informations complémentaires ou une démonstration, téléphonez au centre régional IBM le plus proche :

— PARIS et région parisienne - M. Locin -  
Tél. 776.43.43 - poste 6.000  
Tour Septentrion, La Défense,  
20, av. André Prothion - 92081 Courbevoie  
— BORDEAUX - M. Ferre - Tél. : (56) 08.84.85  
351, bd du Président Wilson - 33200 Bordeaux  
— LILLE - M. Boulet - Tél. : (20) 51.92.54  
250, av. de la République - 59019 La Madeleine

— LYON-ECULLY - M. Du Fayet de la Tour - Tél. : (78) 33.81.70  
21, Chemin de la Sauvagerie - 69130 Lyon-ECULLY  
— MARSEILLE - M. Stern - Tél. : (91) 75.07.27  
2, bd de Gabès - 13295 Marseille  
— NANTES - M. Villette - Tél. : (40) 75.47.75  
114, av. de la Libération - 44230 Saint-Sébastien-sur-Loire  
— STRASBOURG - M. Franck - Tél. : (88) 61.48.15  
16, rue de Leicester - 67084 Strasbourg

## SPORTS

### FOOTBALL

## Une défense admirable

(Suite de la première page.)

S'ils n'ont jamais manqué de vertus collectives — aménagement ou dépassement de soi — dans les grandes occasions, les Stéphanois comptaient aussi beaucoup sur les talents individuels de certains : technique de Rocheteau, solidité de Plaza, lucidité de Curkovic et de Larqué. Rarement ils ont mieux formé bloc et n'ont paru aussi soudés qu'à Eindhoven. Il fallait en effet disposer de belles ressources physiques et peut-être plus encore morales pour faire front au début de match dévastateur des Néerlandais qui, déferlant sur les buts de Curkovic, se créaient au moins quatre occasions dans les cinq premières minutes et semblaient avoir fait sauter d'entrée les digues stéphanoises. On se rappelait alors que P.S.V. Eindhoven avait marqué cette saison quinze buts à domicile en trois matches de Coupe d'Europe.

Eindhoven ne revient pas

Ballottés dans cette tempête, les champions de France ont pourtant eu le mérite de ne pas se retrouver sur leurs buts et,

tout en continuant de colmater les brèches, de tenter de porter le danger chez l'adversaire. Ainsi Patrick Revelli, qui se présentait seul devant Van Beveren à la dix-huitième minute, après que les Néerlandais eurent cru à un hors jeu, ou ce tir de Rocheteau sur une talonnade d'Hervé Revelli à la trentième minute.

Pourtant P.S.V. Eindhoven continuait sa domination et accumulait les corners (17 contre 2). Figure de proue de son équipe, le Suédois Ekdström, du haut de son 1 m. 91, distribuait le jeu pour ses partenaires à la manière d'un pivot de basket, mais il y avait toujours une main de Curkovic ou une tête stéphanoise pour repousser les assauts.

C'est alors qu'on se demandait si la hargne des champions de France en défense et leur lucidité dans les contre-attaques allaient venir à bout de la pression adverse qu'un petit drame se jouait dans les vestiaires néerlandais à la mi-temps : complètement « groggy » après avoir disputé de tête un ballon « boné » par Curkovic, Ekdström voulait revenir sur le terrain, mais ses partenaires et son en-

traîneur préféraient l'en empêcher. Même désorganisé par le remplacement d'Ekdström, P.S.V. Eindhoven ne renouait pas pour autant, mais un coup de théâtre succédait à ce drame. Sur une contre-attaque, Patrick Revelli centrait — en retrait semble-t-il — sur Rocheteau, et celui-ci marquait à la quarante-neuvième minute un but qui assurait pratiquement la qualification des Stéphanois. L'arbitre anglais, M. Taylor, mettait pourtant brutalement un terme aux effusions des champions de France en refusant ce but pour un hors-jeu très discutable.

De rebondissement en rebondissement, les nerfs des joueurs français, déjà soumis à rude épreuve pendant près d'une heure, étaient prêts à lâcher. Jean-Michel Larqué, le capitaine stéphanois, avait après le

jeu de tête pouvait à chaque instant leur valoir ce but qui aurait tout remis en question, mais, plus que jamais, les Stéphanois faisaient front en attendant avec patience tous les balons Lopez, l'arrière central, de plus en plus sollicité, se distinguait par ses jaillissements. Faut-il dire qu'il était de la main dans la surface de réparation à la soixante-troisième minute, mais l'arbitre ne sifflait pas. Curkovic éprouvait des difficultés pour intervenir au milieu des véritables grappes de joueurs qui se pressaient devant ses buts. Tandis que sur la ligne médiane le gardien et capitaine — d'Eindhoven, Van Beveren, burlait ses ordres et ses encouragements à ses coéquipiers, les footballeurs stéphanois ne cessaient plus de jeter des regards furieux vers la pendule lumineuse qui égrenait trop lentement les secondes jusqu'au

## Saint-Etienne, c'est la France...

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé le télégramme suivant à M. Durajour, ministre du Travail, maire de Saint-Etienne : « Merci Saint-Etienne d'avoir amené la France en finale. Très cordiales félicitations. » Cette métonymie — Saint-Etienne, c'est la France, la France, c'est Saint-Etienne — justifie-t-elle que M. Durajour ait écrit ce quart d'heure d'attente bien long, si long que les télespectateurs en perdirent les premières minutes de la seconde mi-temps ?

Pour ceux qui considèrent plus modestement que Saint-Etienne est un club dont l'exploit reflète sur la France,

cette exhibition ministérielle aura paru bien insolite et en tout cas bien longue.

Si le maire de Saint-Etienne n'avait pas été ministre, aurait-il été si difficile d'être aussi flatteuse publicité ?

Surtout, les télespectateurs auront été frappés par le contraste entre le visage souriant du maire de Saint-Etienne, chaleureusement congratulé par Georges Decaunes, et le masque grave du ministre du Travail intervenu au cours du journal parlé peu de temps après. Il était question alors de la réforme de l'entreprise. — F. S.

match combien cette décision de M. Taylor avait touché le moral de son équipe, tantôt plus que six minutes plus tard Rocheteau blessé à une cheville devait quitter le terrain.

### Ces instants d'ivresse

Privés tous deux de leur arme offensive maladroite, après la sortie d'Ekdström et de Rocheteau, P.S.V. Eindhoven et Saint-Etienne présentaient un visage différent, et la rencontre allait dès lors surtout valoir par son intensité dramatique. Enivrés par le doute, peut-être fatigués par l'accumulation de leurs matches ces dernières semaines, mais surtout désorganisés, les Néerlandais livrèrent leurs dernières forces dans des assauts confus, occupant en permanence le camp stéphanois. Leur supériorité athlétique dans

coup de sifflet libérateur de M. Taylor.

A lors, ce furent ces instants d'ivresse sur la pelouse que les Stéphanois ne semblaient plus vouloir quitter pour partager avec leur mille supporters la sensation d'avoir réussi l'impossible pour que ce rêve de disputer la finale de la Coupe d'Europe soit devenu une réalité, et, pour la première fois, l'entraîneur Robert Herbin dissimulait mal son émotion.

GERARD ALBOUY.

### LES RÉSULTATS

#### COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

Saint-Etienne et P.S.V. Eindhoven : 0-0 (match aller 1-0). Bayern Munich bat Real Madrid : 2-0 (match aller 1-1).

West Ham (G-B) et Anderlecht (Belg.) se sont qualifiés le 14 avril pour la finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe, West Ham a battu Eintracht Frankfurt (R.F.A.) par 3 buts à 1 (1 à 2 au match aller) et Anderlecht a battu Zwickau (R.D.A.) par 2 buts à 0 (3 à 0).

La finale de la Coupe de l'Union européenne (U.E.F.A.) opposera Liverpool (G-B.) à Bruges. Liverpool s'est qualifié aux dépens de Barcelone (1 à 1 et 1 à 0), Bruges a tous de Hambourg (1 à 0 et 0 à 0).

### LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS S'INSTALLE A LA MAISON DE LA RADIO

La Maison de la Jeunesse et aux sports quitte ses locaux de la rue de Châteaudun pour s'installer à la Maison de la radio, quai Kennedy. « Cela faisait trente-cinq ans que nous cherchions à déménager », souligne M. Pierre Mazaud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, en inaugurant la semaine dernière, son bureau. Notre personnel travaillait dans des conditions difficiles, à la limite de la sécurité. Pour le standing même d'un secrétariat à la jeunesse, il était temps de quitter la vieille maison pour entrer dans des locaux neufs. Les six cent cinquante personnes du secrétariat d'État étaient en effet parmi les plus mal logées des ministères : éparpillées dans cinq immeubles différents, ce qui rendait les liaisons difficiles — elles travaillaient dans des locaux vétustes et souvent trop étroits.

La direction des sports et certains services administratifs sont les premiers à occuper les nouveaux locaux, répartis sur cinq étages de la maison de la radio. La direction de la jeunesse et le service de l'équipement les suivront avant la fin du mois de juillet.

Toutefois, malgré les déclarations de M. Mazaud, le personnel n'a pas toujours bien accueilli la nouvelle. Le 23 février, le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) et le Syndicat général du personnel de l'éducation nationale (S.G.P.E.N.-C.G.T.) avaient appelé à une grève pour demander un aménagement des horaires, destiné à compenser l'augmentation du temps de transport.

### Sur l'aéroport de Saint-Etienne

#### UN SUPPORTER EST TUÉ PAR L'HELICE DE L'AVION QUI RAMENAIT LES JOUEURS

L'arrivée des joueurs stéphanois, de retour d'Eindhoven, à l'aéroport de Saint-Etienne-Bouthéon, a été endeuillée par un accident : un supporter, M. Joseph Bernard, trente et un ans, a été décapité par une hélice de l'avion à bord duquel se trouvaient les équipiers de l'ASSE. Plus de deux mille personnes avaient envahi la piste et, dès que l'appareil se fut posé, elles se précipitèrent pour accueillir les joueurs. C'est alors qu'un supporter, bousculé, fut projeté sous l'hélice et tué.

Afin de permettre à ses fidèles de suivre le match à la télévision, l'évêque du Fay, Mgr Duval, avait avancé d'une demi-heure le sermon de carême qu'il prononce tous les soirs de la Semaine sainte dans l'église d'Estagney (Haute-Loire).

### L'ÉQUIPE DE FRANCE EST QUALIFIÉE POUR LES JEUX OLYMPIQUES

L'équipe de France olympique participera au tournoi des Jeux de Montréal après la victoire de la Roumanie sur les Pays-Bas (5 à 1). Pour se qualifier, il eut fallu que les Roumains l'emportent avec sept buts d'écart.

La dernière participation de la France aux Jeux olympiques remonte à 1968. A Mexico, les Français avaient été éliminés au quart de finale par le Japon.

Onze des participants du tournoi de Montréal sont actuellement connus : le Canada (organisateur), la Pologne (détentrice du titre), l'Iran, la République démocratique de Corée, l'U.R.S.S., la France, la R.D.A., l'Espagne, le Mexique, le Brésil et l'Uruguay.



# Le Monde DES LIVRES

LE JOURNAL DE JEAN GUITTON

## Les «étincelles» d'une vie

\* JOURNAL DE MA VIE, de Jean Guilton. 1. Présence du passé ; 2. Avenir du présent. Découverts de Brouwer, 339 p. et 48 F chaque volume.

«PRÉSENCE DU PASSÉ», «Avenir du présent», ce sont les titres que Jean Guilton donne à deux volumes où il réunit des textes, la plupart inédits, tirés de ses journaux, qu'il appelle «Journal de ma vie», est-il autre chose, en effet, qu'une longue méditation sur le temps ? Dès 1916, le jeune Jean Guilton, alors âgé de quinze ans, décidait de suivre le conseil de Lamartine, et de «donner un miroir à sa vie».

Cette méditation est le contraire d'un discours : l'auteur a voulu faire l'économie, ici, de ce travail second qui organise et relie les temps forts de la pensée et de la vie : «Dans un livre, dans la copie d'un élève, dans une conversation, dans un voyage, je supporte de moins en moins les parties mortes qui sont pourtant nécessaires. (...) J'aimerais dormir, dormir et ne me réveiller que pour certains moments de la vie qui sont intéressants en eux-mêmes et rapides.» Ces moments «intéressants» et «rapides», Jean Guilton les compare à des «étincelles», qui font l'essentiel de ce journal délibérément discontinu.

Discontinue aussi, la lecture préconisée par l'auteur, qui propose un mode d'emploi pour son journal : «Lecteur, ne lis pas ceci d'une traite et selon l'ordre du temps. Mais ouvre-le n'importe où, accroche-toi à un point qui t'intéresse, et piochette tout autour !» On pourra ici se souvenir des analyses de Georges Roditi (1), qui montre que «l'esprit de perfection» préfère à toute autre les œuvres fragmentaires (Montaigne, Pascal, Valéry) où le souci de constituer un ensemble n'a pas empêché la composition de pages conjonctives d'un intérêt intrinsèque mineur.

### Abandon et prière

Cette lecture discontinuée est celle que pratique Jean Guilton lui-même, qui avoue : «Je n'ai pas besoin de lire beaucoup, une sorte de toucher, une connaissance qui rappelle celle du sourcier, me donne tout de suite ce qui est l'essence de ce livre, son parfum. Et le le respire, je l'aspire. Cette méthode de respiration, de soie au vol, de rapt, et presque de viol, m'est utile en tout ; mais ce sont des méthodes qu'il ne faut pas cultiver au premier âge de la vie.»

Une telle méthode de saisie du sens et du «parfum» d'un livre s'applique à la saisie du sens et du «parfum» de moments de la vie : car vivre, pour le philosophe, n'est pas autre chose que la vie, en espérer le sens qui se dérobe et se révèle à la fois. De même qu'en ouvrant le livre «ou hasard» Jean Guilton fait acte de confiance, sûr qu'il tombera sur la bonne page, de même c'est avec confiance, dans un mouvement d'abandon, c'est-à-dire de prière, qu'il sait accueillir le vécu — événement ou rencontre chargés d'un sens lisible seulement à qui accepte pleinement les «recevoir» : «On pourrait dire qu'il s'agit de renverser et de



\* Dessin d'Orlé.

révolutionner le mouvement naturel de l'esprit en s'abandonnant à Dieu ; alors, les choses tournent autour de nous, et non pas nous autour des choses.»

Cette méthode de saisie du sens par la prière, l'abandon, la confiance en une intuition directe, immédiate, et comme «guidée», on la rencontre chez Jean Guilton depuis l'origine même de sa recherche, et elle permet de le situer parmi une famille d'esprit. Il avait vingt-deux ans quand il notait dans son journal : «Je ne m'entends pas avec Gauthier sur la manière de concevoir l'histoire de la philosophie. Lui veut qu'on la fasse sans rien y mettre du sien, avec une personnalité seconde ; moi, avec tout son soi-même, pour marier son moi et celui de l'auteur, ou pour constater le divorce.»

JOSANE DURANTEAU.

(Lire la suite page 16.)

## Les vagabondages de Réjean Ducharme

\* LES ENFANTOMES, de Réjean Ducharme. Gallimard, 399 pages, 35 F.

L'AVALEE DES AVALÉS nous avait révélé un enfant du Québec pas comme les autres : une sorte de Lautréamont mâtiné d'Alfred Jarry, avec des aménages surréalistes, des jeux de mots insupportables et géniaux, des images pop bien dans la psychologie d'une société affolée par les affiches et les habitudes audiovisuelles. Les œuvres suivantes de Réjean Ducharme nous avaient moins séduits : il y avait encore d'admirables morceaux de bravoure dans *Le nez qui vole* ou *la Fille de Christophe Colomb*, mais on devait une improvisation relâchée, des redites, une certaine complaisance.

Les *Enfantomes* retrouvent la verve et l'originalité du premier livre, et c'est assurément, depuis *l'Avalee des Avalés*, l'ouvrage le plus séduisant et le plus riche de Réjean Ducharme. Il a, une fois pour toutes, semblerait-il, renoncé à construire un récit de manière logique : le genre — mémoires plus ou moins fictifs, plus ou moins oniriques aussi — le veut ainsi, et l'auteur se laisse aller au charme immédiat, sans vraiment se demander s'il s'agit d'autre chose que d'une immense vadrouille, sur le plan des événements racontés comme sur le plan — infiniment plus irréalisable — du langage.

Le narrateur, Vincent Falardeau, que l'on devine un peu plus âgé que Réjean Ducharme, qui a trente-quatre ans, entretient d'écrins ses souvenirs — à la lumière d'une bougie plantée dans une bouteille de Seven-Up —. Au lieu de couvrir vingt-cinq années, il interrompt son récit à la dix-huitième, ce qui indique combien son caractère est capricieux et sa démarche fantaisiste. Vincent est un être instable, que son enfance perpétuelle saute de l'inspection douloureuse.

De sa mère, Man Falardeau, il ne garde qu'une image relativement émue. En revanche, sa sœur Férée ne cesse de l'influencer, de l'accompagner, de le dorloter, jusqu'à la limite de l'inceste. Vincent choisit de se marier tôt. Il ne connaît au préalable d'Alberta Turbitt qu'un amour conjugal assez tiède, et bientôt trop raisonnable. Du moins pourvoit-elle aux dépenses du ménage, car elle est ordonnée et instruite, tandis que Vincent décide, une fois pour toutes : «Moi, je ne travaille pas. Pas question, un poing saut tout», comme écrit Réjean Ducharme dans une page où l'écriture phonétique remplace l'orthographe habituelle. A partir du voyage de noces, à travers le Canada et les États-Unis, avec quelques allusions furtives à

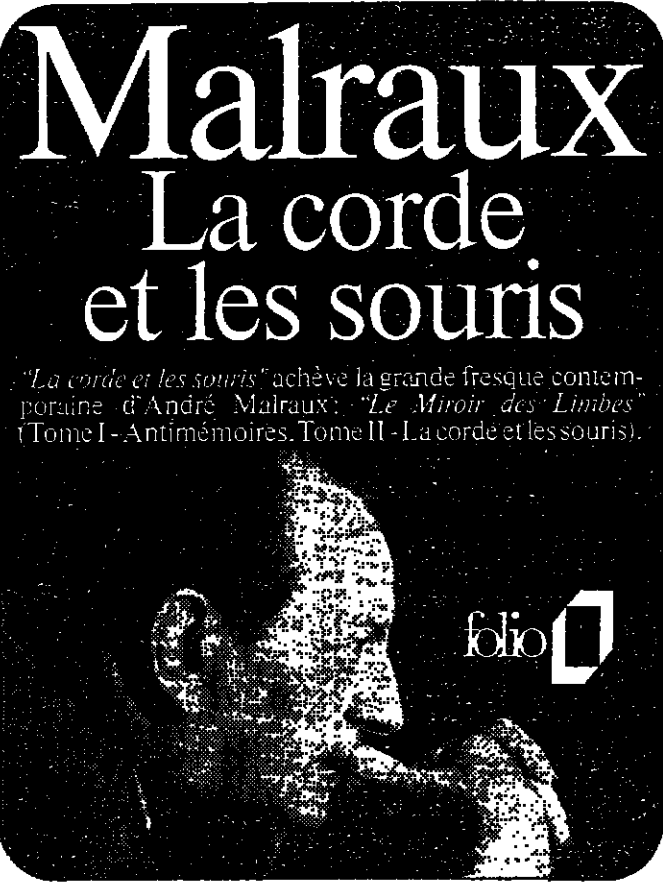
des visites en Europe — tout n'est qu'une immense fuite en avant.

Le propre de Vincent, c'est de changer d'humeur comme de paysage. Ce n'est pas un vagabond harassé, comme les héros de Kerouac, qu'il lui arrive de rappeler. Il ne s'intéresse pas à la révolte des autres, et le sort de la société le laisse indifférent. La rêverie ne mène à aucune révision déchirante : tout simplement, il accumule les impressions, véritable passoire sans conscience ni rage. Les femmes se succèdent, interchangeables, données de plaisir sans lendemain, peaux qui s'attardent, âmes qui ne laissent aucune trace. Qu'elles s'appellent Ursule ou Sharon importe peu : elles défilent avec gentillesse, comme Vincent, qui traverse sa propre vie sans le moindre désir de s'interroger sur rien. L'amour est affaire de besoin subit et seul le jeu — il y a un chapitre ahurissant sur le whist considéré comme un moyen de métamorphoser les êtres — peut de temps en temps l'enthousiasmer.

sans doute parce qu'il l'aide à s'oublier. Mais l'aliénation n'est jamais tragique. L'un des charmes incontestables de ce récit est dans ses velléités, ses méandres, sa façon de ne s'accrocher à aucun événement, aucune attitude humaine : quinze lignes plus loin, tout est démenti, renouvelé, repris en d'autres termes.

La langue de Réjean Ducharme est en perpétuelle ébullition. Du récit chronologique au monologue intérieur, il passe par toutes les recettes de l'écriture, avec une aisance un peu hétéroclite. Son français peut être tantôt classique, tantôt interrompu de passages en anglais. Quant au parler de Montréal, il en fait une consommation savoureuse et ample, sa marque personnelle étant la déformation systématique du vocabulaire, au profit d'une orthographe à la Queneau. Il écrit : «Reste assise krankie», «ils signent des tré-tés de pets», «Créer une nation par la fusion de deux races».

ALAIN BOSQUET.



## DE LA MUSIQUE AVANT TOUTE CHOSE

### «La Fantaisie du voyageur», de François-Régis Bastide

sadisme et d'indifférence, il ira jusqu'à asphyxier au gaz sa probable enfant, dans la caravane louée pour leur mariage... Mais a-t-il vraiment tenté ce geste de fou ? Anne a-t-elle seulement existé ? Les gendarmes auxquels il se livre ont de bonnes raisons d'en douter, et nous aussi. N'est-ce pas elle que nous apercevons plus tard dans la cohue de l'Odéon occupé ? N'est-elle pas plutôt un fantôme, à travers qui il s'entrevient et se déprend, selon son double élan habituel, de toutes les femmes, mères, sœurs, filles ensemble.

TANT il est vrai que les mouvements de l'âme lui importent plus que la réalité, si incertaine, si changeante au gré de chacun. Avec Calderon et Pirandello, Bastide va répétant : la vie est un songe, je résonne — peut-être. Ainsi doit être comprise, et admise une fois pour toutes, la *Fantaisie du voyageur* : au-delà du «mentir vrai» d'Aragon, un brassage constant et imprévisible d'aveuglé et d'insensé, de précis et d'évasif, un vertige du «peut-être» ou sa mémoire et son art emmêlent leurs racines.

Les souvenirs des temps heureux sont parfois traversés de visions terribles, comme quand le narrateur doit commander l'exécution d'un colonel SS. Mais l'après-guerre, qui occupe la majeure partie du livre, tranche sur le reste avec la vivacité joyeuse de la couleur sur le sépia : aussitôt, par exemple, que notre jeune guerrier, sincèrement étonné de sa gloire et de sa puissance, promène, à la radio sarroise, son calot rouge et ses envies d'aller à revivre le génie musical des vaincus.

Toute la beauté du roman est dans le culte de ce mélanisme changé en occupant d'opérette — sorte de Jünger à rebours — pour un peuple dont l'horreur nazie a laissé intacte à ses yeux les prestigieuses et les sorcelleries.

L'amour fou d'une comédienne allemande qu'évoquait déjà son deuxième roman — la *Troisième personne* (Gallimard 1948) — accompagne et symbolise la passion extasiée du héros pour l'Allemagne, où entrent pêle-mêle les voyages de jeunesse, les photos de famille, les souvenirs de solitaire, la volupté des rencontres autour d'une langue ou d'un clavier, les prodiges d'harmonie à demi-mots réservés aux fous de musique, la tubulation d'un fa dièse guetté ensemble, le cœur battant...

MIRACLES instantanés et précoces. La déesse qui suit un concert paraît peut-être pire que celle d'après l'amour : sur-tout si on a renoncé à jouer sa partie

Par

Bertrand Poirot-Delpech

comme interprète ou comme compositeur. Tel semble le cas du narrateur, sans qu'on sache au juste ce qui l'a détourné de ses rêves d'enfant, sinon un dilettantisme fatal aux destins de virtuose et un certain goût de l'échec.

Car ce cavalier, qu'on croirait fringant et fanfaron, met de l'échec au monde à se juger mal. «Je ne suis qu'un petit-bourgeois catholique du Sud-Ouest qui a cru s'élever à la hauteur des grands Allemands incompréhensibles», écrit-il avec méchanceté, ou encore : «Il y a dans mon enthousiasme vers les jennets une certaine distance qui vient de ce que je me suis toujours cru ridicule, peu attrai-

ble, voué à l'échec.» Les jeux de l'ambition le mènent plus cher, les autres qu'ils ne l'attirent pour lui-même. Le moindre pouvoir que d'autres trouveraient légitime — réorganiser Radio-Sarrebruck ou diriger un mouvement de l'Inchoué, fût-ce à vingt ans, — il y voit une imposture. Comme Leuwen et Frédéric Moreau, notre maestro-spahi appartient à la race des anti-héros.

Avec ce que cela comporte de reconnaissance prolongée. La psycho-critique ferait aisément moisson de preuves que l'auteur refuse le plaisir adulte, craint la femme, et cherche partout des pères pour se dispenser d'en devenir un. Éternel fils, nostalgique de la pureté perdue, il tourne avec effroi autour de la maturité et de l'accomplissement comme autour de ses compagnes, de la musique et du monde germanique, chargés des mêmes attraites terribles de forêt romantique, et jamais pénétrés tout à fait.

MAIS qu'importent les origines de cette terreur intime. Seules valent les œuvres qu'elle a déjà produites, notamment la *Vie rêvée*, et celle qu'elle inspire encore aujourd'hui. Peu d'écrivains vivants ont accordé à la musique, comme thème et comme modèle d'émotion ou d'expression, une telle place, celle qu'on réserve aux premières amours jamais déçues.

Peu de peintres de l'Allemagne se montrent aussi fervents et presque pétrifiés d'admiration. Pas pour l'espèce de super-Suisse qu'est devenue notre voisine, mais pour l'Allemagne des «Kapelmäster» à innombrables cercles de fer et des Clara au cou ployé, dont l'aspirant Bastide, non loin du hussard Nimier, quant à lui plus féroce de Marlènes et de soldats de plomb, a chassé dans les décors de 1945 les derniers vestiges.

Pour célébrer ce culte de l'enfance

et de l'Allemagne révolue, notre voyageur se détourne tout naturellement des formes à la mode. Le Kundera de *La vie est ailleurs* est le seul contemporain qu'il emporte en guise de visa pour Prague, avec Kafka comme bréviaire d'indécision. Étranger au malheur des poètes calés, comme Artaud et Adamov, il se sent plutôt le neveu de Cocteau, de Valéry et de Gide, bien sûr : Siegfried et le Basque, après Siegfried et le Limousin. Palerme lui rappelle un connaisseur de Saint-Simon et non la mort de Raymond Roussel. Ses maîtres, ses pères, ce sont surtout les deux Gustave — Flaubert et Mahler, — Hölderlin, Novalis, Nerval, Musset, tout ce que le dix-neuvième siècle compte de rêveurs, sauvés du désespoir de vivre par ce qu'on appelait alors l'Art avec un grand A, et qui a perdu jusqu'à son nom.

BASTIDE n'est pas homme à réinventer un mot en lisme pour ce vieux bonheur, afin d'intriguer les professeurs. Il se contente de le pratiquer et de nous l'offrir. Comment ? On ne sait trop. Chaque fois qu'il est question de musique ou d'enfance ; mais le charme de ses bouffées lyriques est de survenir à l'improviste. Comme dans les partitions où les doubles croches s'effusent et piaffent, on reconnaît ces effusions dès le premier coup d'œil, à ce que la prose n'a plus le temps d'aller à la ligne.

Prenez, par exemple, les pages 83 ou 173 et suivantes : c'est un peu comme les célèbres dérivés chantantes d'Aragon, les images s'envolent en manèges, des valseuses battent leurs trois temps, l'orchestre fou de la parole se donne un chef, né de son désordre, et qui l'oint de l'organiser, pantelant mais enfin justifié. Le sanglot s'apaise en tournant à la tempête. Un mi-majeur se promène sur des fonds presque sereins, à la gloire du romantisme, réhabilité de main de maître, en très grand écrivain.

La phrase ressemble alors à une bouffée, à cette respiration de toute la terre, quand, au bout d'un quel, quel-que d'aimé, tiens, apparaît.

\* LA FANTASIE DU VOYAGEUR, de François-Régis Bastide. Le Seuil, 320 p., 35 F.

IMAGINEZ un adolescent monté de Biarritz à Paris pour y devenir Cocteau ou Poulenc — il ne sait encore tant il est doué, — et que l'en- vie d'écrire aussi un bout d'histoire, c'est le moment où jamais, fait découvrir l'Allemagne éternelle de ses rêves, du haut d'un char de Ledere, un calot de spahi sur l'oreille, bientôt un stick sous le bras, une baguette de maestro à la main et un premier amour au cœur : comment voulez-vous que le bonheur de se souvenir, qui se confond chez lui avec celui de créer, ne le ramène pas sans cesse vers ces moments de «vie rêvée» ?

Comme l'autobiographie lyrique parue sous ce titre en 1962, la *Fantaisie du voyageur*, qui lui fait suite et mériterait d'en constituer le tome II, marque d'abord la prédilection de François-Régis Bastide pour les vides et se déprend, selon son double élan habituel, de toutes les femmes, mères, sœurs, filles ensemble.

AINS de l'aventure sentimentale qui enserme le nouveau retour que voici aux années 1945. Dieu sait pourtant si l'étudiante qui accompagne le narrateur, en 1968, sur les lieux de ses premières conquêtes a de quoi le fasciner, et même d'attirer. Tout porte à croire qu'elle est l'enfant de la comédienne allemande qu'il a aimée vingt et un ans plus tôt : autant dire sa propre fille.

Or il ne cherche pas à lever le doute sur ce risque d'inceste, comme ce serait simple, ni même à en cultiver délicieusement la crainte. Résigné à des relations platoniques, il ne tarde pas à regarder la petite Anne avec des yeux de père plus agacé qu'attendri, à trouver snob son culte de Barthes et Lacan, choquants ses appétits sexuels, et vulgaires son attachement à un noceur de la Côte d'Azur. Bientôt, il s'intéresse moins à ses problèmes de verres et de mailloles, pour lui, de redécouvrir l'Allemagne où de visiter Prague. Par un accès bizarre de

صلى الله عليه وسلم



# ET CRITIQUE

RACHEL MIZRAHI

## Le retour en Israël

\* OU EN EST LA NUIT ? de Rachel Mizrahi. Grasset, 256 p., 32 F.

« C'est pas de racisme qu'on a besoin. On a besoin d'Israël. » Telle est la conclusion que tire le héros après de décevantes retrouvailles avec la terre d'Israël. Avram est un artiste solitaire et mélancolique, qui retourne à Jérusalem, après quinze ans d'absence, sous le prétexte d'un vague projet d'exposition. Il était venu jadis dans le pays avec le grand reflux des rescapés de l'ère d'extermination hitlérienne, un enfant des camps, un orphelin, une victime attérée, de celles dont la patrie juive se promettait de changer la survie en vraie vie, en vie nouvelle. Il combattait durant la guerre d'indépendance, mais ne fut pas assez aimé de retour. C'était une aurore, Israël était alors une terre de feu, où sans doute il valait la peine de tenter de vivre, même avec un cœur blessé. Mais une essentielle extranéité d'âme fait qu'Avram choisit l'exil dans la solitude, la pauvreté et l'obscurité à Paris.

Le récit de sa rentrée est en même temps que l'évocation d'un échec — celui de son enracinement — un rapport descriptif de tout ce qui choque l'œil et offense le sens de l'harmonie. D'où quantité de remarques acides sur les sites enlaidis, les monstres d'architecture, les collines aplatties pour y faire pousser

des banques. Quant au paysage lui-même, il est caractérisé par la laideur et l'exaspération des uns, l'indifférence affairée des autres : la bonne conscience suffisante masquant mal un sentiment intime de frustration et d'anxiété. Que dans cette ambiance dérélictive s'opère du haut d'un toit de Tel-Aviv un saut mortel — suicide camouflé en accident — d'un fils de famille déréglé et désespéré, cela n'ajoute rien au noircissement. On se suicide tout aussi bien et de diverses manières ailleurs qu'en Israël.

Ce roman est sans interférences politiques, bien qu'il y soit question, ici et là, de la situation critique à cet égard. Donc pas de concessions à la poussée en vogue du « pro-palestinisme ».

L'écriture de Rachel Mizrahi est personnelle, un peu scabreuse parfois avec ses courtes phrases incisives et amères. Enfin, elle connaît très bien Israël. Elle y a sans doute vécu, s'est collée avec lui, avec des hauts et des bas affectifs et conflictuels, ça se sent. Ce ne serait peut-être pas lui faire une sorte de procès d'intention à rebours — de bonne intention en l'occurrence — que de créditer Rachel Mizrahi d'un reste de tendresse pour le pays qui lui fait si bien broyer du noir. En la matière, le dépit amoureux est orfèvre.

ARNOLD MANDEL.

WALTER LEWINO

## L'aveugle et les myopes

\* FUCKING FERNAND, de Walter Lewino. Ed. Balland, 280 p., 32 F.

LES aveugles font preuve d'une redoutable clairvoyance. Fernand, ex-collègue dans la pratique de ce métier, se voit quel que peu sentimental. S'étant imprudemment appuyé sur le sort de cet étrange infirme, le narrateur est rapidement réduit au rôle de prête-vue et ne présume pas de l'aveugle que pour mieux le suivre. Quel de plus troublant aussi qu'une foule effarée qui fuit dans les brumes de l'exode sur les routes de la France de 1940 ? Quel de plus incongru que cet homme aux yeux morts qui, plus que personne, ne sait où il va, mais s'y rend d'une allure alerte et pleine d'assurance ?

Même si l'on est pressé et que la situation fourmille de bonnes raisons, on n'abandonne pas un aveugle ainsi. Cela fait partie des règles qu'on évite de transgresser, d'autant que ce Fernand ne revendique pas, ne s'afflige de rien et aborde la vie d'une manière gouleuse, rababaisienne et parfois franchement exhibitionniste. Il a exploré sa nuit, l'a écoutée, l'a palpée, l'a éprouvée, l'a ressentie, l'a décodée : un déplacement de chaise révèle une tactique, une inflexion de voix signale un battement de cœur, un

froissement de lingerie annonce une victoire. Débarrassé des images mensongères, il prend au piège des ondes du corps, des vérités de la nature humaine.

Oh ! il ne se conduit pas avec noblesse, sorte d'état de grâce qu'on attend confusément de son infirmité. Au contraire, il use des naïvetés, des défaillances, des sensibilités que sa cécité provoque chez autrui à satisfaire son goût des choses du ventre et du bas-ventre.

### Une farce

C'est pourquoi, après une période de marché noir, Fernand, accompagné de son prête-vue, emmène tout naturellement au bordel les aviateurs anglais qu'il a planqués. Il y a là quelques pages succulentes, quand le puritanisme victorien succombe à l'eschibolisme indifférent de ce « fucking » (sacré, bougre de...) Fernand. On sourit, on rit bientôt quand, précédée d'une inspection clandestine de personnalités britanniques, et le narrateur suggère qu'il ne s'agit pas des moindres, se met en place une filière avec arrêt obligatoire chez ces dames qui s'entendent à renouer l'Entente cordiale.

Bien sûr, il s'agit d'une farce, et l'auteur fait fi volontairement de toute finesse dentellière. S'il s'amuse, le lecteur aussi qui ne dédaigne pas le poivre. Sous le propos allégre, Walter Lewino a réuni un portrait amical d'aveugle non conformiste. En ce n'est pas sans mélancolie ni inquiétude qu'on abandonne Fernand entre les mains timides de deux sœurs solitaires qui se fanalent doucement dans les rêveries surannées des demoiselles oubliées.

BERNARD ALLIOT.

NOUS AVONS LU

## Gauguin ou l'atelier du tropique

de Jean-Marie Daller

L'inquiétude de l'écrivain face à la page blanche, voilà un thème éculé. Jean-Marie Daller lui donne une dimension allègre et ironique, dans *Gauguin ou l'atelier du tropique*. Le candidat à l'écriture ne se contente pas de trembler devant celle-ci, ni devant les mœurs qu'il trace — est-ce volontairement ou à son insu ? — il se sent obligé de prendre ses distances, de se moquer de soi, et de feindre le déachement. Le plus simple est alors, non pas de créer un personnage fictif, mais d'imaginer qu'un interlocuteur prestigieux vous attend à l'autre bout de la phrase, à la fois pour vous approuver et vous corriger.

Pour Jean-Marie Daller, ce personnage providentiel, qui exige de l'écrivain un certain respect pour lui-même, est d'abord Gauguin : il écrit donc pour Gauguin à Gauguin et à la place de Gauguin. Quand le peintre a épuisé ses visions, c'est vers Cendrars qu'il se tourne, se prenant pour lui mais sachant bien que c'est là une erreur pour poursuivre un manuscrit auquel il ne croit pas. Du moins, fait-il semblant que Gauguin et Cendrars eussent pu, dans l'absolu, y croire. La démonstration est alléchante, prometteuse, et quoiqu'elle dure 140 pages, elle n'a pas duré l'espace de 200 ou 300. On attend avec sympathie le livre suivant.

\* Ed. Saint-Germain-des-Près, 144 pages, 28 F.

## Les Réminiscences d'André Berge

Quand on est le petit-fils de Félix Faure et le fils de la petite fille en fleur dont Proust se crut amoureux, la seule, dit-on, qu'il aurait songé à la possibilité d'épouser (ce qui aurait été le plus mauvais tour à jouer à André Berge) et qui fut l'une de ses sources, quand le roi des rois vous a apporté dans votre jardin un petit éléphant en chair et en os, quand on est le témoin enfantin, on n'a pas les souvenirs de tout le monde.

Il faut encore du talent : André Berge n'en manque pas, qui fut d'abord écrivain, avant de devenir médecin, psychanalyste, éducateur de parents : c'est sa seconde vie. Pour l'instant, il ne se souvient devant nous que de la première : ces années mûres d'histoire et de fêrie, son adolescence, son oncle Georges Goyau, et Léon Barbois, et son professeur Paul Desjardins, lequel conviait plus tard à Pontigny celui qui est devenu l'auteur de *l'Esprit de la littérature moderne*, de *Bernard Barthes*, de bien d'autres livres, et le fondateur-directeur des *Cahiers de mai*. A Pontigny encore, il retrouve un ancien « petit jeune homme que l'on disait plein de promesses : François Mauriac », et que l'enfant voyait « de loin et d'en bas » — transir un peu dans l'ombre Barbois et éloquent d'Anna de Noailles.

Souvenirs au gré du souvenir, et non au fil de la chronologie, et qui sont aussi une galerie de portraits : Valéry, Gide, Du Bos, Martin du Gard, Cocteau, Fernandez, René Clair... Le plus étonnant, pourtant, c'est la découverte dans un grenier d'un cahier rouge, l'« Album de confidences » recueillies jadis par Annette Félix-Faure, parmi lesquelles la confession devenue célèbre — elle aussi — du petit Proust. Réminiscences, réminiscences, jusque dans le nom de l'écrivain qui apparaît au temps du premier Gideau et du *Grand Meauland*.

\* Ed. Belfrage-Paul, 270 pages, 45 F.

Y. F.

## VIENT DE PARAÎTRE

Poésie

DANIEL BOULANGER : *Typhloïde*. — Un recueil de poèmes brevis comme des aphorismes par le maître de la nouvelle 1974 avec *Fantôme, cocher !* (Gallimard, 130 p., 35 F.)

Critique littéraire

VICTOR BROMBERT : *La Prison romanesque*. — Un essai sur l'imaginaire dont plusieurs éléments avaient paru dans diverses revues (*l'Esprit*, *Critique*, etc.), analyse l'intérêt porté par les romanciers à l'image de la prison à travers Pascal, Proust, Barthes, Stendhal, Victor Hugo, Nerval, Baudelaire, Herges, Sartre, José Corti, 225 p., 45 F.)

Récits

CLAUDE MARTINE : *Trois fois C.* — Trois récits : *La Campagne*, *le Petit Chiffon*, *Une cigarette* marqués au coin de l'acuité. Par l'auteur de *Arbitraire et l'olympie entendue*. (Gallimard, 245 p., 35 F.)

GENEVIEVE SERREAU : *Dix-huit*

huit histoires, qui font suite au premier recueil de nouvelles de l'auteur de *Rivera* et qui tendent à faire apparaître l'invisible du quotidien. (Denoël, « Lettres nouvelles », 208 p., 39 F.)

LOUP DURAND : *Le Cidre*. — A la fois document et récit, l'histoire, à travers celle de ses « ciders » de l'évolution du « milieu » des années 20 à nos jours. (Denoël, 384 p., 44 F.)

Gastronomie

FANNY DESCHAMPS : *Croque-marche*. — Un itinéraire gastronomique de Collobrières à Roanne, de Talloires à Tournus et à Eugénie-les-Bains. (Albin Michel, 300 p., 36 F.)

Mémoires

WILLY BRANDT : *Pensées de la jeunesse*. — Un livre provisoire. Celui de la politique mise en perspective cinq ans par l'ancien chancelier de la République fédérale allemande. Avec des notes extraites

du journal de l'auteur. Traduit de l'allemand par Guy Frisch-Estrogia et Suzanne Esquibaud. (Gallimard, 270 p., 42 F.)

Philosophie

ERNST BLOCH : *Le Principe espérance*. Tome I. — Le premier des trois volumes de l'œuvre fondamentale du penseur allemand. Publié en R.D.A. entre 1954 et 1959, cette « somme » philosophique marque l'aboutissement d'une réflexion qui rompt avec le marxisme officiel. Traduit de l'allemand par Françoise Wulmar. (Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 542 p., 79 F.)

Humour

CABU : *Mon Beauf*. — « On est toujours le beauf de quelqu'un. Suffit d'avoir une frangine. On d'être marié à une sans qu'a un frangin », dit

le journal de l'auteur. Traduit de l'allemand par Guy Frisch-Estrogia et Suzanne Esquibaud. (Gallimard, 270 p., 42 F.)

Histoire

ROMAN GHIRSHMAN : *L'ironie des origines à l'islam*. — De la préhistoire à la conquête par l'islam, une nouvelle recherche sur l'islam et sur l'empire perse qu'il lui succède et qui s'en suit. (Albin Michel, coll. « L'évolution de l'humanité », 376 p., 55 F.)

JEAN DESCOLA : *O Espagne*. — De 1898 à la succession de Franco les trois dernières années de l'histoire espagnole. (Albin Michel, 474 p., 49 F.)

JACQUES BONCOMPAIN : *Antiquité*

et conditions au dix-huitième siècle. La vie et les difficultés des auteurs et compositeurs avant que Beaumarchais s'en mêle. (Librairie académique Perrin, 412 p., 60 F.)

CLAUDE PASTEUR : *Le Roi et le Prince*. Les *Posidonius* 1732-1812.

Dans l'Europe du dix-huitième siècle, Soufflard-Augustin, mais Joseph, deux autres de l'acad, ministre d'Etat, ministre de l'Indérieur. (France-Empire, 379 p., 45 F.)

Littérature étrangère

NATALIA BARANSKAJA : *Une semaine comme une autre et quelques autres*. — Scènes de la vie quotidienne en URSS. Le premier de ces récits avait paru, dans la même collection, l'Age d'homme de Lantier (voir *le Monde* du 11 octobre 1973). Traduit du russe par Jeanne Rude et Hélène Sinaï. Post-face de Collette Andry. (Éditions des femmes, 255 pages, 32 F.)

KURT VONNEGUT Jr : *R comme Romain*

— Comme il s'en prenait à la guerre dans *Atto*, Vonnegut s'attaque aux institutions de bienfaisance. Traduit de l'américain par Robert M. Pélissier. (Le Seuil, « Fiction and Co », 253 p., 35 F.)

LUIS RINER : *L'ère noire*. — L'histoire et la guerre nous ont appris dans une petite ville de Bavière. Par l'auteur de *Je suis Tobias*. Traduit de l'allemand par S. et G. de Lattre. (Le Seuil, 251 p., 35 F.)

JOHN COWPER-POWIS : *Le Forêt aux chiens*. — A chacun sa folie : le thème de ce roman est aussi l'un des thèmes majeurs de l'écriture galoise mort à quatre-vingt ans en 1963, et dont on découvre en France l'œuvre monumentale (voir « le Monde des livres » du 12 mars 1976). Traduit de l'anglais par Daniel Mauron. (Le Seuil, 314 p., 39 F.)

BERNARD MALAMUD : *Les Loses*

— Deux hommes écrivains dans un monde voué à la démolition. Le Blanc et le Noir. Le roi et l'and-juit. Par l'auteur, américain, du *Portrait de Paterman*. Traduit de l'américain par Georges Renard. (Le Seuil, 219 p., 32 F.)

MELVILLE : *Redburn*. — L'auteur de *Moby Dick* raconte son premier voyage en 1857. Pour-être le plus autobiographique des romans de Melville. Traduit de l'anglais par Amel Guerin. Préface de Pierre Mac Orlan. (Gallimard, « Du monde entier », 386 p., 47 F.)

JACK KEROUAC : *Paradis*. — Un aspect mal connu de l'œuvre de Kerouac, mort en 1969, à qui on doit *Sur la route*, un des livres-clés de l'Amérique contemporaine. Traduit de l'américain par Philippe Mikrammos. (Seghers, coll. P.S., 116 p., 21 F.)



**Marie Chaix**

**Les silences ou la vie d'une femme**

Par l'auteur de *Les Lauriers du lac de Constance*

Roman 160 p. 25 F

SEUIL

## LES INTROUVABLES

Nouvelle collection : réédition de titres épuisés en offre par 200/400 exemplaires

Tous les « Introuvables » (hors souscription) se trouvent toujours dans les librairies suivantes : Paris : FNAC - Montparnasse - 136 Rue de Rennes (68).

### 1er anniversaire : 60 titres

<b>Sciences de l'homme</b> <b>LES MATÉRIALISTES DE L'ANTROPOLOGIE</b> Paul Nizan 38 F <b>LA RÉVOLUTION PAYSANNE DU SUD-VIET-NAM</b> La Chû 25 F <b>CONFERENCES</b> Textes commentés par Alfred Dobbin 42 F <b>OUVRIERS D'ORIGINE AGRICOLE</b> A. Touraine - B. Regazzi 42 F <b>RÉVOLUTION ALGÉRIENNE PAR LES TEXTES</b> Documents présentés par André Mendouze 46 F <b>HISTOIRE DE DEUX PEUPLES CONTIGUË</b> Jacques Barville 48 F <b>LES KURDES</b> Basile Nijidine 78 F <b>HISTOIRE DES JUIFS ET DES TRAVAUX DE BUREAU</b> P. Fleurent, Sec. de l'Acad. des Sciences 39 F <b>WIE DE JÉRUS</b> Hegel 34 F <b>TCHETSKY VIVANT</b> Pierre Nizet 39 F <b>ESSAI SUR LE LIEN ABSTRAIT</b> Arthur Schopenhauer 37 F <b>TOUTIN POUR UN MASSAGE</b> Janine Estebe 48 F	<b>L'ILLUSTRE THOMAS WILSON</b> Lope Masson 32 F <b>LES DÉS LINDOS</b> WILCOU MOULIN-MARCHEM 38 F <b>ORALA - LE THÉSON DE FRANCHARD</b> R. L. Bouveron 49 F <b>COMTES FASSE</b> Mohammed El-Fassi 48 F <b>LES ROMANTISQUES</b> Nazim Hikmet 38 F <b>LETTRES D'ITALIE</b> Président de Brocas - 2 vol. 120 F <b>DOMAINE TRADITIONNEL</b> Martin Luther - 2 vol. 74 F <b>LE CANTIQUE DES CANTIQUES</b> d'après la Tradition Juive 64 F <b>DOIS DE MANOU</b> Mémoires - Bharnas - Sactra 78 F <b>ORPHEUS - Histoire des religions</b> Salomon Reinach - 2 vol. 118 F <b>MANTIC UTARIN</b> Le Langage des Dieux 85 F <b>Cinéma - Théâtre</b> <b>HITCHCOCK</b> Eric Rohmer - C. Chabrol 36 F <b>CINÉMA DE FRANCE SOUS L'OCCUPATION</b> Roger Régent 65 F <b>PANORAMA DU FILM NOIR AMÉRICAIN</b> R. Bonfils - E. Chaurmont 52 F <b>LE THÉÂTRE GREC</b> Octave Navarre 52 F <b>CHARLOT</b> Louis Delluc 24 F <b>MÉRIEUX DU CINÉMA</b> Son art, ses techniques, son économie 48 F <b>LE MASQUE ET L'ENCENS</b> Gaston Baty 38 F <b>MADONNELLE LA QUINTE</b> George Sani 56 F <b>LE CHER DISPARU</b> Evelyn Waugh 38 F <b>LES AILES DE LA COLONNE</b> Trad. Marie Tadié 2 vol. 65 F <b>VOYAGE EN CORSE</b> Prosper Mérimée 38 F <b>AU POINT DES ARCHES</b> Georges Sim (Simenon) 22 F	<b>SCHÖTZ</b> André Péro 38 F <b>LES CORPUS</b> Julien Tiersot 38 F <b>LE PAUVRE WAGNER</b> Bernard Shaw 38 F <b>L'INTERPRÉTATION DE LA MUSIQUE</b> CHAISE JUSQU'A 1788 45 F <b>LES CRÉATEURS DE L'OPÉRA FRANÇAIS</b> Lionel de Laurencé 42 F <b>ENK SATTE</b> Pierre-Daniel Timpier 34 F <b>JANACEK</b> Daniel Muller 34 F <b>VICTORIA</b> Henri Collet 45 F <b>OLIVIER DE LASSUS</b> Ch. Van den Borren 44 F <b>LA MUSIQUE GRECQUE</b> Théodore Reinach 44 F <b>RICHARD WAGNER</b> Jacques Bourgeois 54 F
---	--	--

Ouvrages complétés en prose

**RICHARD WAGNER**

13 volumes en souscription

Documentation sur demande accompagnée de 3 timbres à 0,80 F.

### Aventures - Fantastiques

1. LE VOLEUR DE VISAGE
2. LES DOMPTEURS DE REZOUS
3. LES PONTES DE LA SCIENCE
4. L'ULI MYSTÉRIEUX

Gustave La Rouge 4 vol. au petit format original 58 F

### Le secret des rois de France

Valère Canonn 16 F

### Monsieur Pouchou

HISTOIRE DE M. JABOT 67 F

### Essais - Divers

**CES PRINCES QUI NOUS GOUVERNENT**  
 Michel Debret 44 F

**L'ART DE MOURIR**  
 Défense et technique du suicide accompagné. Dr. Binet-Sanglé 28 F

**HÉRARCHIE DU COCHAGE**  
 Charles Fourier 38 F







## L'Amérique de votre choix



avec LOFTLEIDIR

1976 : profitez du Bientenaire américain pour visiter les États-Unis.

Vous le pouvez grâce aux tarifs transatlantiques LOFTLEIDIR sur New York et Chicago

- vol quotidien New York aller-retour F. 1.511 (\*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour F. 1.756 (\*)

Quelle que soit votre destination finale aux États-Unis, vous pourrez utiliser New York ou Chicago comme point de transit vers la ville de votre choix.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 4 à 21 jours, à partir de F. 1.890 comprenant le transport aller-retour Luxembourg New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lic. 345 A).

(\*) tarif excursion 22/45 jours, valable en avril  
Mai/Juin : New York F. 1.887  
Chicago F. 2.032

De même, le toujours très populaire "Tour Auto" : transport Jet + voiture "Avis" en kilométrage illimité + hébergement Chaine Travelodge (par ex. F. 2.250 par personne pour une semaine sur la base de 4 personnes) lic. 345 A.

Pour tout renseignement et documentation, adresser ce coupon à

**LOFTLEIDIR ICELANDIC**  
32, rue du 4-Septembre  
75002 Paris - Tél. 073.75.42 - 742.52.26  
32 bis, rue du M. Joffre  
06000 Nice - Tél. 88.73.41

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
ou Interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

## Le Monde de l'éducation

Le numéro d'avril est paru

### • LA COMMUNALE

Morts modernes, linguistique, méthodes nouvelles, disciplines d'éveil... Depuis quelques années, l'école élémentaire est assaillie par les réformes. Les élèves eux-mêmes — conditionnés par la télévision, la rue, les grands ensembles — ont changé. De même que les modes de vie, les idées sur l'éducation, le comportement des parents... Tout cela a contribué à modifier profondément le visage de « la communale » de jadis. Mais ces changements se sont faits un peu « à la diable », au gré des tentatives individuelles. Dans ce terrain mouvant, les maîtres, les parents et les élèves ont bien du mal à se retrouver...

### • UNE INTERVIEW DE Mme ALICE SAUNIER-SEITE

« Les universités doivent partir à la conquête des débouchés... Elles ne refuseront pas la réforme du deuxième cycle parce qu'elles savent que leur image de marque dans le pays est de plus en plus mauvaise. »

### • LES TROIS DÉCRETS DE LA RÉFORME HABY

Les textes intégraux, avec des commentaires, des trois décrets sur l'école, le collège et les lycées, actuellement en discussion avec les organisations d'enseignants et de parents.

également dans ce numéro :

Italie : l'Université face à la « surproduction » des diplômés. Belgique : une nouvelle étape est franchie dans la réforme de l'enseignement secondaire. États-Unis : les « fondations » qui pendant longtemps ont alimenté les caisses des universités se tarissent. Grande-Bretagne : création d'une université privée à Buckingham.

Les métiers du commerce ; Les sorties d'élèves ; Au Bulletin officiel ; L'Institut d'études économiques de Lyon ; Formation à la sécurité du travail ; l'exemple d'une usine d'Étampes ; Les livres ; Les revues.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

Le numéro : 5 F. - Abonnement (11 numéros par an)

France : 50 F. - Étranger : 68 F.

3, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

## Un regard nouveau

« LA CORRESPONDANCE DE MARX ET D'ENGELS »

### Théorie et misère quotidienne

LA CORRESPONDANCE DE MARX ET D'ENGELS, publiée sous la responsabilité de Gilbert Badia et Jean Mortier, Ed. sociales. T. I 1852-1854, 392 pages ; T. II 1854-1855, 426 pages ; T. III 1855-1857, 480 pages ; T. IV 1857-1859, 540 pages ; T. V 1859-1860, 540 pages ; 40 F. chacun.

C'est qu'en 1852-1853 que l'inséparable marxisme-léninisme de Moscou commença, sous la direction de Riazanov, la publication de la correspondance de Marx et d'Engels. Il ne s'agissait alors que des lettres échangées par les deux fondateurs du socialisme scientifique, et il faut

attendre 1934-1946 pour que paraissent, en russe, celles adressées à des tiers. La publication de ces quelques quatre mille lettres, assumée par les Éditions sociales, est une entreprise d'une envergure unique dans l'édition des œuvres de Marx. Les cinq volumes actuellement parus permettent de juger de l'importance d'une telle publication qui éclaircit, certes, la genèse de la théorie marxiste, mais constitue aussi un témoignage étonnant sur la vie de Marx et d'Engels. Cette sorte d'autobiographie à deux voix compléte admirablement le travail d'Auguste Cornu (1),

vent pas vivre de la mendicité comme tant d'autres émigrés politiques, mais parfois la voile se déchire et laisse transparaître le plus complet dénuement. Les lettres de sa femme, toujours émouvantes, sont souvent d'un romantisme noir. Les commerçants assaillent Marx avec des factures. Les huissiers saisissent ses meubles. Ses enfants, sous-alimentés et malades, meurent dans des conditions atroces. Parfois Marx songe à partir pour les États-Unis. Il ne pourra finalement vivre et travailler que grâce à la générosité d'Engels, qui lui versera une rente.

ils se livrent presque chaque jour. Aucun problème social, politique, économique ne leur est étranger. Période de préparation au Capital, de réflexion sur les sujets les plus divers qui annoncent l'œuvre à venir.

Les rapports avec les autres émigrés se sont rompus. Marx a perdu presque tout contact avec l'Allemagne. Seul Lassalle continue à l'interroger sur la philosophie hégélienne. En lisant les lettres adressées à Engels où les sujets théoriques voisinent avec la mort du fils de Marx, emporté par le choléra, ou la naissance d'Edgar, on est frappé par l'extrême sensibilité qui y transparaît. Souvent malade, triste et ironique, Marx ne s'apitoie jamais sur son sort, mais sur celui des siens plongés, avec lui, dans la misère.

Lénine a souligné la valeur théorique immense de cette correspondance : elle complète, éclaire, précède de nombreux aspects de l'œuvre. Mais, dans toutes ces lettres, ce n'est pas seulement un révolutionnaire, un théoricien qui s'exprime : c'est aussi un homme comme les autres, humain, trop humain, parfois découragé, mais refusant d'abandonner tout espoir. Il lit avec un soin scrupuleux la presse internationale, apprend des langues, ne cesse d'étudier, appliquant à chaque problème sa formidable intelligence.

Peu de correspondances sont aussi passionnantes et aussi belles que celle de Marx, dans sa profondeur et sa simplicité. Ces lettres constituent un monument aux multiples dimensions : politique, humaine et littéraire.

JEAN-MICHEL PALMIER.

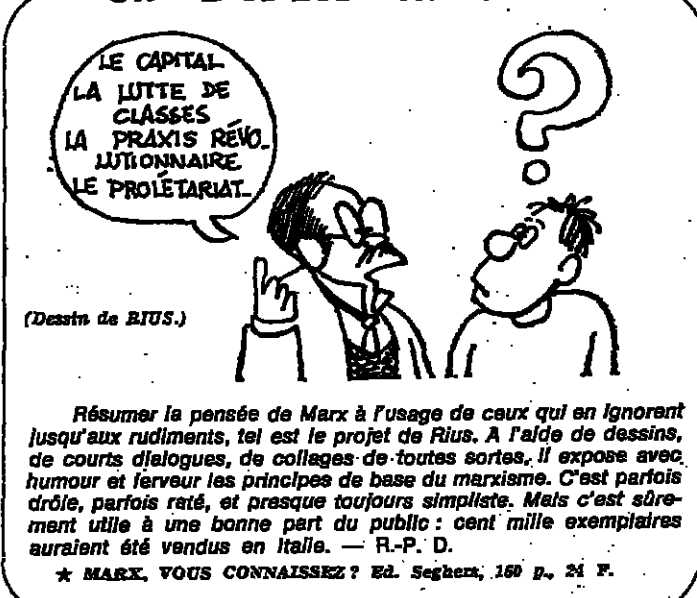
(1) Karl Marx et Friedrich Engels, Tome I, II, III, IV - P.U.F.

#### Un romantisme noir

Le premier volume, qui réunit les lettres de novembre 1855 à décembre 1856, couvre une période théorique qui vit naître des œuvres aussi différentes que les *Manuscrits économiques-philosophiques*, de Marx, la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, d'Engels, la *Sainte Famille*, l'*Idéologie allemande* et le *Manifeste du parti communiste*, qu'ils rédigèrent ensemble. Dans un langage d'une profonde sincérité, ils s'entrelient sur les hommes et les problèmes de leur temps, en particulier ceux qui étaient débail-

lité. Ceux qui s'écrivent ainsi ne sont pas des universitaires, mais deux jeunes gens, entre dix-huit et vingt-deux ans, passionnés par les moeurs de leurs contemporains, déchirés entre l'idéalisme et le rationalisme, avides de liberté et révoltés contre cette bourgeoisie libérale dont ils sont issus. La réflexion politique n'est pas pour eux un sujet philosophique, mais une question quotidienne, une interrogation sans cesse reprise comme en témoignent le travail de Marx à la *Nouvelle Gazette rhénane*. Ils explorent

#### Un « B-A BA » en « B.D. »



tus par les jeunes hégéliens. Marx rêve, dans sa jeunesse de se faire reconnaître comme poète, Engels est un virtuose de la caricature. On assiste à la naissance d'une amitié qui, au cours des années, ne fera que se renforcer. Mélange de respect, de confiance et d'enthousiasme juvénile qui les fait vouloir se partager l'étude du continent : « Tu prendras la France, moi l'Angleterre », écrit Engels à Marx en mars 1845

le terrain sur lequel ils doivent se battre : la réalité sociale et politique de l'Allemagne. Les lettres réunies dans le second volume ont pour cadre historique l'échec de la révolution, le bannissement d'Allemagne, le temps de l'exil. L'isolement de Marx est total. Les difficultés matérielles, la misère, les soucis familiaux, forment le décor souvent sombre des premières années passées à Paris et en Angleterre. Sans doute Marx n'aime-t-il guère parler de sa vie privée et de ses problèmes matériels. Il ne

Tahar Ben Jelloun

Les amandiers sont morts de leurs blessures



collection Voix dirigée par Fanchita Gonzalez Batlle

FRANÇOIS MASPERO  
1 place Paul-Painlevé, 75005 Paris

#### NOUVELLES DE L'ÉDITION

#### LES DERNIERS JOURS DE NIXON

le nouveau livre de Woodward et Bernstein

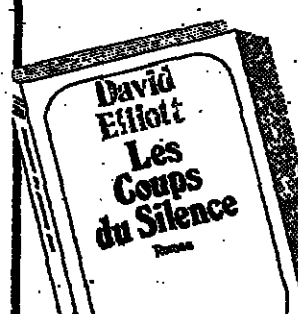
Bob Woodward et Carl Bernstein sont les deux journalistes, désormais célèbres, du Washington Post, qui, fin 1972 et début 1973, ont contribué si efficacement à débusquer le scandale du Watergate et à mettre au jour le rôle qu'y avait joué la Maison Blanche elle-même. De cette enquête digne d'un roman policier, Woodward et Bernstein ont retracé le récit dans un premier livre, paru l'année dernière, « Watergate, les feux du Président ». Hollywood en a déjà tiré un film qui sort ces jours-ci à New York et que nous verrons à Paris à la rentrée. Robert Redford et Dustin Hoffman y interprètent le rôle des deux journalistes.

Aujourd'hui, Woodward et Bernstein s'approprient à publier, simultanément aux États-Unis et en Europe, un nouveau livre qui paraîtra en France aux Éditions Robert Laffont, dans la collection « Notre époque », sous le titre « Les Derniers Jours de Nixon ». Il retrace les derniers épisodes du scandale, ses ultimes péripéties politiques et judiciaires, son drame personnel, toute cette suite de rebondissements qui ont culminé, le 7 août 1974, dans cet événement surprenant entre tous : la démission d'un Président des États-Unis. Sans doute le président lui-même, la suite d'une enquête minutieuse, l'annonce de certaines d'interviews, les Derniers Jours de Nixon » contient lui-même de nombreuses révélations. D'ores et déjà la parution simultanée de Woodward et Bernstein et l'Express, d'extraits du livre mettront en scène le Secrétaire d'État Kissinger qui provoqua, de la part de celui-ci, une réaction très vive. Nulle doute que la parution du livre dans son entier au début du mois de juin — ne vous réserve de nouvelles surprises.

## LES COUPS DU SILENCE

DAVID ELLIOTT

Un jeune enfant, Timmy, rejeté par les siens, fait l'horrible expérience d'un asile psychiatrique.



ROMAN SEGHERS

Le contraste entre la conscience poétique du narrateur et le monde sans espoir où il lui faut vivre, fait des « Coups du Silence » un document bouleversant et parfois insoutenable.

صلى الله عليه وسلم



صكنا من الامل

# sur Karl Marx

## Un philosophe de la vie ?

EN 1964, Michel Henry publiait « l'Essence de la manifestation » (1), un millier de pages saluées par les philosophes comme la naissance d'une pensée autonome, fondée sur une nouvelle approche de l'affectivité. C'est aujourd'hui d'une lecture philosophique de Marx poursuivie pendant plus de dix ans qu'il nous livre les fruits (2). Au fil d'une analyse qui suit les textes page à page, et parfois phrase à phrase, il poursuit sa propre réflexion tout en reconstruisant la démarche de Marx. L'engagement propre de ses concepts, leur place, leur continuité apparaissent ainsi sous une lumière nouvelle. Et si inhabituelle, que les marxistes ne reconnaîtront pas - leur - Marx. D'ailleurs Michel Henry le dit sans ambages : « Le

marxisme est l'ensemble des contresens qui ont été faits sur Marx », non par goût de la polémique, mais parce que le patient travail auquel il s'est livré remet en cause la plupart des notions couramment admises. Ces deux lourds volumes ne manqueront pas de susciter des discussions passionnées et des réfutations érudites. Michel Henry a bien voulu, en répondant à nos questions, esquisser quelques-uns des résultats de son travail, qui constitue un véritable événement dans l'exégèse des textes de Marx. — R.-P. D.

(1) P.U.F.  
(2) Marx, Tome I : Une philosophie de la réalité. Tome II : Une philosophie de l'économie. Gallimard. « Bibliothèque des Idées », 458 pages chacun, 150 F les deux volumes.

## « Que l'individu soit rendu à lui-même »

On a beaucoup répété que la philosophie, chez Marx, trouvait son terme, voire sa mort. Et plusieurs tentes de son œuvre semblent le laisser entendre. Or vous restituez l'image d'un Marx avant tout philosophe. Il y a là, quand même, un premier paradoxe...

— Je crois qu'il y a, à cet apparent paradoxe, des raisons historiques. L'apport proprement philosophique de Marx est resté longtemps inconnu simplement parce que certains textes fondamentaux étaient demeurés inédits. Ce n'est qu'en 1927 qu'a paru la Critique de la philosophie du droit de Hegel, où le jeune Marx dialogue mot à mot avec Hegel. Et, surtout, ce n'est qu'en 1932 qu'on a découvert par Razanov les Manuscrits de 44 et l'Idéologie allemande. A ces dates, la doctrine marxiste s'était depuis longtemps constituée, à partir des seuls textes politiques et économiques de Marx. C'est dans cette optique que l'on a tenté de lire les travaux philosophiques remis à jour, alors que ce sont eux qui, en fait, permettent l'intelligibilité du reste.

### Le « travail vivant »

A ces motifs « accidentels », si l'on peut dire, s'ajoute le fait que, pour Marx et toute sa génération, « philosophie » voulait dire hégélianisme, et finalement idéalisme. L'apparent rejet de la philosophie par Marx, c'est le rejet de cet idéalisme. Et ce rejet, il était impossible de le mener à bien sans se placer d'abord de plain-pied avec Hegel, en construisant une problématique philosophique pour le combattre. C'est ce qu'a fait Marx, qui, dans le manuscrit de 1842-43, formule une critique philosophique de Hegel et dans l'Idéologie allemande une critique toujours philosophique des post-hégéliens, visant également l'hégélianisme qui les soutient.

La meilleure preuve que cette critique est, encore une fois, philosophique, et d'une profondeur inouïe, c'est qu'en entrant dans le détail des attaques contre Stürmer par exemple, on s'aperçoit qu'elles touchent encore toutes les pensées qui sont restées hégéliennes. Il est possible de montrer que les critiques de Marx frappent directement des thèmes comme celles de Sartre, par exemple...

Deuxième paradoxe : la philosophie de Marx, dites-vous, ce n'est pas du tout le matérialisme dialectique. On peut être surpris...

Pourtant, il faut bien reconnaître que cette expression même sous laquelle on veut subsumer sa pensée ne se trouve nulle part chez Marx. Quand il parle, rarement, de matérialisme, c'est au sujet des philosophes du dix-huitième siècle, ou bien de Feuerbach, et toujours pour les critiquer.

En revanche, Marx emploie souvent l'adjectif « matériel ». Et si l'on examine toutes les phrases où le mot intervient, en particulier celles qui appartiennent à des développements théoriques fondamentaux, on s'aperçoit qu'il donne à ce mot deux sens opposés. « Matériel », le plus souvent, veut dire « subjectif » : il dénote le basculement et le travail individuel, que Marx désigne toujours comme subjectifs. Au contraire, quand il s'agit de l'analyse du propre, même de production, au travail vivant, subjectif s'oppose aux éléments matériels, objectifs que sont instruments de travail et matières premières.

Quant à la dialectique, c'est toujours en fin de compte la philosophie de Hegel, que refuse Marx. Si l'on a pu parler de matérialisme dialectique, c'est évidemment à cause des thèses sur Feuerbach. Or, dans ces pages essentielles, Marx critique le matérialisme de Feuerbach avec la dialectique de Hegel, et celle-ci avec celui-là. Chacun des termes, dans le contexte, ne sert qu'à disqualifier l'autre. On peut même dire que Marx retrouve dans

ces deux termes une même structure qu'il écarte, à savoir la structure de l'objectivation. S'il se sert de l'un contre l'autre, c'est qu'il ne dispose pas encore des moyens conceptuels adéquats pour penser ce qu'il appelle la praxis, qui est une sorte de vie très différente, échappant à cette structure qui est en fin de compte celle de la conscience.

Voilà un paradoxe de plus : Marx philosophe de la vie, et même, dites-vous, de la vie individuelle... Comment justifiez-vous cette affirmation ?

Lorsque Marx découvre la praxis, il l'interprète absolument comme une activité de la vie individuelle du travailleur. Et c'est ce concept qui sert de point de départ à l'analyse économique. En fait, c'est d'abord sur la possibilité même de l'univers économique, et de l'économie marchande en particulier, que Marx s'interroge.

Les théoriciens classiques de l'économie voient dans l'échange des marchandises un échange des travaux qui les ont produits. Or, s'il est vrai que le travail est d'abord individuel, enfermé dans sa subjectivité, dans l'épreuve de l'effort vivant, avec sa temporalité propre, il ne peut pas être échangé. Dans plusieurs textes des Grundrisse, Marx est à cet égard formel.

Et son analyse va montrer comment l'économie surgit à partir de cette réalité individuelle, qui lui est à la fois antérieure et hétérogène. L'économie ne sera possible que si le travail devient autre que lui-même, si l'on substitue arbitrairement au travail vivant un équivalent objectif. A cet effort vécu par un seul, et toujours différent pour deux individus donnés — « l'un est fort et l'autre faible » rappelle Marx dans la Critique du programme de Gotha, qui n'est pas un texte de jeunesse — à cet effort absolument personnel, irreprésentable, innommable, on va donc substituer quelque chose qui puisse être comparé et quantifié. Ce sera le temps objectif, le temps de travail abstrait, par opposition au « temps vivant » du « sujet vivant », comme dit Marx.

### Deux critiques de l'économie

Autrement dit, il y a deux critiques de l'économie chez Marx, que l'on n'a pas suffisamment distinguées :

— Une critique du capitalisme, la plus connue, montrant qu'on ne paie pas à l'ouvrier la totalité de son travail, et qu'à partir du sur-travail non payé se constitue la plus-value.

— Une critique de l'économie marchande en général, qui est en son sens plus fondamentale encore. C'est l'idée, si l'on veut, qu'il n'est pas possible de substituer de l'argent au travail de chacun. Même si l'on payait à l'ouvrier l'intégralité de son travail, il y aurait encore quelque chose de faux dans cette substitution. Car il n'y a pas d'équivalent qui puisse faire du travail vivant une valeur d'échange.

C'est pourquoi la problématique ultime de Marx sera justement d'écarter cette substitution préalable.

Avant d'en venir là, il serait utile que vous précisiez comment vous pouvez faire passer de la notion d'individu un rôle aussi central. Car, enfin, Marx a eu des mots très durs contre l'individu, dans la Question juive, par exemple...

Ces textes comme la Question juive, où Marx effectivement fustige l'idée d'individu, sont encore hégéliens et feuerbachiens. Ils s'appuient sur une métaphysique qui accorde un primat à l'universel et pour laquelle les individus ne peuvent exister qu'en participant à une réalité plus vaste qu'eux-mêmes.

Si Marx est bien venu dire « non » à Hegel, ces thèses devaient tomber. Et elles sont tombées. Lorsque l'homme a été exclu de la problématique,

on voit apparaître, dans l'idéologie allemande, les « individus vivants ».

Pourtant, dans ce même texte, Marx tire à boulets rouges sur Stürmer — et sur l'individu.

Qui, mais ce que Marx critique, c'est l'individu de Stürmer, défini par la conscience et la pensée. L'individu stürmerien domine la réalité parce qu'il l'a ramené à une représentation de sa conscience. Changer la réalité revient pour lui à changer sa conscience : il suffit de ne plus révéler l'Etat pour en être libéré.

### L'élimination de la valeur d'échange

A cela Marx oppose la véritable individu, défini par son existence, sa praxis, ses besoins, sa souffrance. Et cet individu réel peut bien changer sa conscience, ça ne modifie pas sa souffrance. A la modification de la représentation, Marx oppose l'action réelle, la modification de la vie.

C'est-à-dire le socialisme ?

Je crois qu'il y a chez Marx une idée-limite qui est finalement celle de l'élimination de l'économie, de la valeur d'échange et de l'argent. C'est une limite, mais pas une fiction. Car dans l'analyse des forces productives Marx a bien découvert deux éléments hétérogènes : l'un subjectif, le travail vivant, qui seul crée la valeur, et l'autre objectif, les instruments de travail et les matières premières. Or toute l'histoire des forces productives revient finalement à une invasion progressive de l'élément objectif dans la production. En théorie, on tend donc à la limite, vers une production entièrement automatique dont le travail vivant serait exclu, et où il n'y aurait plus par conséquent ni valeur ni profit.

Un tel système de production réduirait sans cesse la part de temps consacrée au travail, et laisserait les individus libres de vivre. Ce serait un bouleversement dans la structure de l'existence, et peut-être de l'être. Car jusqu'à présent, comme le souligne l'idéologie allemande, la vie des gens coïncide avec la production, avec l'effort fait pour se nourrir, se vêtir, se chauffer. Vivre aliéné, c'est vivre seulement pour ne pas mourir.

Mais si l'on poursuit l'idée d'une humanité qui aurait de plus en plus de « temps libre », de nouveaux problèmes se posent. Car l'espèce de sécurité que donne le travail, même pénible, disparaît. Pour que cette libération ne se transforme pas en angoisse, il faut, dit Marx, « que l'individu soit rendu à lui-même, à l'activité artistique et scientifique ».

Une telle situation est lointaine. Et les marxistes au pouvoir dans le monde ne semblent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, suivre cette voie. Alors la question se pose : retourner à Marx, par-delà ce que l'histoire, depuis un siècle, a fait concrètement en son nom, n'est-ce pas une démarche utopique ?

Je crois que cette idée qu'il y a un droit de la réalité historique, que l'histoire du monde est le tribunal du monde, est fondamentalement une idée hégélienne. C'est aussi une idée « marxiste », mais elle n'est pas dans l'esprit de Marx.

Revenir à un Marx antérieur au marxisme et à sa réalisation historique effective dans les pays socialistes, ne semble possible et même nécessaire. Le caractère décevant des socialismes en place vient, à mes yeux, de cette méconnaissance du fait que pour Marx l'individu est le principe actif. C'est, encore une fois, la praxis, l'effort individuel, l'activité d'une subjectivité organique qui sont à la base de tout. C'est de ce soi vivant qu'il faut repartir.

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT.

\* Jean Lacouture consacra à cet ouvrage l'une de ses prochaines chroniques de philosophie.

### A la Bastille

### Les « Journées de la pensée et du livre marxistes »

ORGANISEES comme chaque année par le Comité central du parti communiste français, le Centre de diffusion du livre et de la presse et le Centre d'études et de recherches marxistes, les Journées de la pensée et du livre marxistes se succéderont à Paris, du 21 au 25 avril 1976, d'abord au Palais de la Mutualité, puis à l'ancienne gare de la Bastille. Elles auront pour thème : « Liberté, libertés ».

On y distinguera les débats d'idées générales de ceux plus directement organisés sur des sujets dont on pu traiter tel ou tel des livres publiés notamment par les Editions sociales.

Ainsi retiendra-t-on dans la première catégorie : « Marxisme et liberté », avec la participation du Père Paul Voladine (21 avril, à 20 h. 30, à la Mutualité) ; « Le socialisme et la liberté », avec Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français (22 avril, à 20 h. 30, à la Bastille) ; « Socialisme et liberté », qui mettra face à la presse MM. Pierre Juquin, membre du comité central et Jean Eliezerstein, directeur-adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes (24 avril, à 20 h. 30, à la Bastille).

Les autres débats, rencontres ou interventions d'auteurs constitueront plus particulièrement l'organisation de la vente de livres qui s'ouvrira, le 23 avril, à 14 heures, à la Bastille, et s'y poursuivra, les 24, 25 et 26 avril, de 10 heures à 19 heures. Parmi les sujets mis en discussion : le livre et l'édition avec Antoine Spire et Jean-Pierre Viala auteurs de la Bataille du livre, face à Yves Berger, directeur littéraire chez Grasset, et Robert Escarpit ; la justice, avec Robert Charon, auteur de la Justice en France, M. Emile Pollak et M. Patrice de Charette, juge d'instruction, membre du Syndicat de la magistrature ; le Portugal, avec Jacques Frémontier, auteur de Portugal, les points sur les i, et Robert Merle (24 avril).

### mouton éditeur

#### Pour le communisme.

Questions de théorie par Nicola BADALONI  
Présentation de Dominique GRISONI  
traduit de l'italien  
262 pages 48 F

Les cadres sociaux de la mémoire par Maurice HALBWACHS  
réédition  
Préface de François CHATELET  
296 pages 48 F

Les travailleurs étrangers en Europe occidentale  
Sous la direction de Philippe J. BERNARD  
416 pages 64 F

Les paysans de Languedoc par Emmanuel LE ROY LADURIE  
réédition texte intégral  
2 volumes, 1034 pages  
Broché 140 F  
Relié 195 F

La paysannerie et le pouvoir soviétique 1928 - 1930 par Moshe LEWIN  
réimpression  
480 pages 84 F

Un domaine contesté : l'anthropologie économique par Maurice GODELIER  
392 pages 44 F

#### diffusion

LIBRAIRIE NOUVELLE FACULTE  
30, rue des Saints-Pères - Paris 7e  
tel. 222-51-68  
C.C.P. Paris 13-655-72

### LA TOUR

« Une des plus grandes choses jouées depuis longtemps à Paris, magnifiquement interprétée et mise en scène avec passion. »  
Michel Comtet, « LE MONDE ».

Théâtre Récomier  
2, rue Récomier — 545-62-81

les 21-22 AVRIL LA MUTUALITE  
les 23-24-25 AVRIL LA BASTILLE.

## Les 5 jours de la Pensée et du Livre Marxistes

### ORGANISES PAR

le Comité Central du Parti Communiste Français  
le Centre de Diffusion du Livre et de la Presse (CDLP)  
le Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes (CERM)

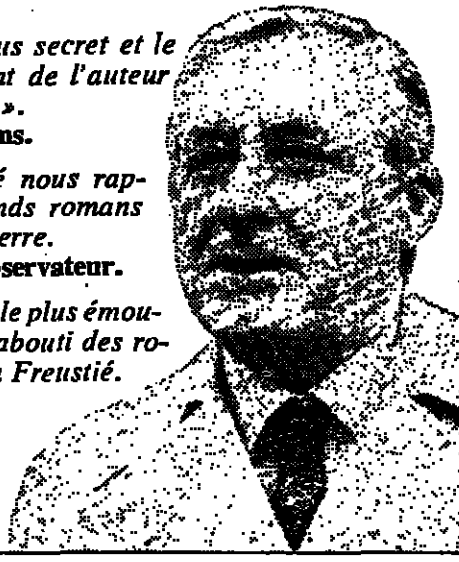
## Jean Freustié Proche est la mer

roman

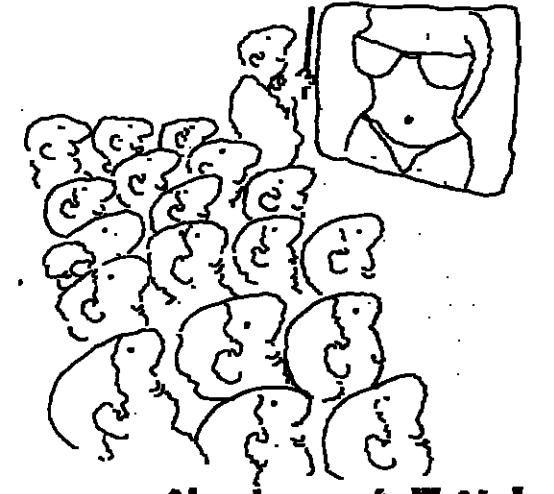
Le livre le plus secret et le plus émuant de l'auteur d'« Harmonie ».  
Kléber Haedens.

Jean Freustié nous rappelle les grands romans d'avant la guerre.  
Le Nouvel Observateur.

Le plus beau, le plus émuant, le plus abouti des romans de Jean Freustié.  
Gilles Rosset.



## S'il n'y avait pas de salle de conférences pour faire du travail sérieux,



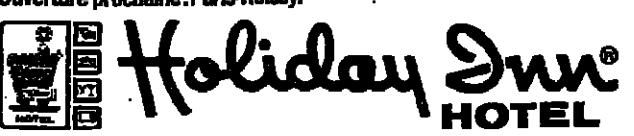
## vous vous êtes trompé d'hôtel. Dommage.

Un service de conférence complet (à des conditions avantageuses) pour un nombre d'invités allant de 6 à 1.000, selon l'hôtel, voilà l'un des avantages que vous apprécierez chez Holiday Inn.

Holiday Inn, la chaîne d'hôtels de première classe dont les prix sont parmi les plus raisonnables d'Europe.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marco, Lyon, Monte-Carlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.

Bureau de réservations :  
Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles-Lindbergh - 94150 Rungis  
Téléphone : 686 50 87 - Télex 204696.



# LE COURRIER DE L'HISTOIRE

LA RÉSISTANCE SOUS LA LOUPE D'HENRI NOGUÈRES

## Le difficile enfantement de l'unité

\* HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE EN FRANCE, tome IV, octobre 1943-mai 1944, d'Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché, Laffont, 712 p., 19 F.

**P**ATIEMENT, et toujours avec le concours de Marcel Degliame-Fouché, Henri Noguères poursuit son œuvre majeure, cette « Histoire de la Résistance en France » dont le premier volume fut publié en 1973. En ce temps-là, quatre tomes étaient prévus. Il y en aura cinq, puisque le quatrième, qui nous est donné aujourd'hui, s'achève seulement sur la situation à la fin de mai 1944, c'est-à-dire à moins de dix jours du débarquement allié sur les côtes normandes.

La période ainsi couverte, depuis octobre 1943, n'est pas encore des plus faciles. Certes — et cela apparaît déjà dans le troisième volume — des positions ont été prises, conquises, parfois par des jeux ou des luttes plus ou moins subtiles. En octobre 1943, il n'y a guère plus de trois mois que Jean Moulin, premier président du C.N.R., a été capturé par l'ennemi à Caluire, aux portes de Lyon. Et la Résistance en France continue de s'affirmer entreprise politique avec des vus latérales, des conceptions de gouvernement et même de société. D'octobre 1943 à mai 1944, il s'agit d'assurer mieux encore ce devenir original.

Sur les divers fronts de la guerre mondiale les affaires vont plutôt bien. Pour les armées allemandes, le temps n'est plus celui des victoires et des facilités, que ce soit en U.R.S.S. ou sur les rives de la Méditerranée. En huit mois, les Russes reviennent du Dniepr à Sébastopol, et les Alliés de l'Ouest, non sans mal, s'affirment vainqueurs en Italie. En France, les choix sont maintenant faits, les partis pris et irrémédiablement. Il ne peut plus y avoir de flou entre la collaboration et la Résistance, ni même entre Vichy et la Résistance. Mais, dans cette Résistance elle-même, que de fermentations, de poussées diverses, d'arrière-pensées même. Ce sera l'un des

grands mérites de l'« Histoire de la Résistance en France » de les avoir aussi clairement montrés et plus encore analysés. Henri Noguères a toujours sous sa loupe le document ou le témoignage qui illustre l'événement, la confrontation, le conflit et en situe l'exacte portée.

C'est le temps où les maquis prennent de l'importance, refuges de la plupart des réfractaires au Service du travail obligatoire en Allemagne (S.T.O.). Mais que faire de tous ces garçons ? Longtemps s'affronteront les tenants de la passivité, de l'attente jusqu'au débarquement et ceux de l'action, c'est-à-dire de l'utilisation des effectifs pour des opérations ponctuelles, des coups de main, des sabotages. Il en résultera des frictions, des attermolements et des drames, comme celui du plateau des Glières, dont le livre expose à son tour, et sans détours, les raisons.

Le 11 novembre 1943

La grande affaire sera de parvenir à équilibrer les tâches. Car il est vrai que, pour les « coups », les F.T.P. et les groupes francs ne chôment pas. Mais entre le Nord et le Sud tout est en déséquilibre. Qui aura, au bout du chemin, le plus de poids de « Combat » ou de « Libération », de Francs ou de d'Astier de la Vigerie ? A Alger même, l'imbricolage a été long à se clarifier avant que Giroud soit définitivement mis sur la touche et que de Gaulle reste maître du terrain et de l'autorité. Là non plus il n'est pas facile de s'y retrouver dans le jeu des services, secrets ou non. Ceux de Passy et de Poillevé ont finalement fusionné et se retrouvent en un nouvel organisme, placé sous la houlette de Jacques Soustelle.

Avec Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché, les alliés et venues sont fréquentes d'un bord à l'autre de la Méditerranée. C'est une nécessité. Nous voilà, de nouveau, en France occupée. C'est pour

apprendre comment y fut préparée, et, la plupart du temps, réussie, cette célébration du 11 novembre 1943, dont les Allemands, et bien sûr Vichy, ne voulaient pas. L'opération est intéressante, bien française par sa nature, par son côté frondeur, ce besoin de faire savoir qu'on est capable de braver ce qu'une autorité prétend imposer et quel qu'en soit le risque. Tout ne fut pas égal dans l'adhésion à cette entreprise. Il y eut quand même de belles grèves et quelques défilés surprises comme à Oyonnax et à Montméliard. Il fallut en payer le prix. Il fut cruel à Grenoble. Cela c'est l'épopée, le romantisme. L'œuvre de Noguères et Degliame-Fouché ne s'arrête pas à ces fresques. L'un et l'autre savent trop bien que le travail dans la Résistance, surtout aux échelons les plus élevés, fut plus bureaucratique, administratif si l'on préfère, que romantique.

Alors c'est par la bureaucratie qu'il faut passer et que passe longuement, patiemment, le livre pour rechercher comment furent ou non résolues les grandes difficultés de l'automne 1943 et le printemps 1944. Ajout-on en finir avec les démultiplications : Armée secrète (A.S.), Organisation de résistance de l'armée (O.R.A.) et même Francs-Tireurs et Partisans (F.T.P.), du côté militaire pour tenter de parvenir ou moins à une unité de commandement ? Comment s'assureraient les liaisons entre cette armée secrète et les maquis ? Et toujours le souci d'obtenir des armes, car jusqu'au bout, ou presque, demeure la lancinante question : « L'Angleterre ne veut-elle pas ou ne peut-elle pas armer la Résistance française ? »

Le temps des infiltrations

Sous cette organisation, ces organigrammes, cette bureaucratie, il y a la vie quotidienne, la vie brève aussi. Car c'est le temps des infiltrations, des trahisons, des retournements, des fautes, des bévues. Il y a la Gestapo, l'Abwehr, les Masny, les Bony, les

Laffont, les Dhose. Il y a aussi les instructions mal rédigées, mal interprétées. Elles sont à l'origine de fautes qui ne pardonnent pas. Vichy a placé Henriot à l'Information et Demandé au maintien de l'ordre, dès le mois de décembre 1943. Les désastres et les catastrophes jalonnent la route. De l'affaire Grandclément jusque dans ses prolongements, y compris le cas de Roland Farjon — le sujet de « La Langue de la mort » de Gilles Perrault — à l'arrestation et à la mort de Pierre Brossolette puis de Jacques Bingen, délégué national en zone sud, quel chemin et combien de croix ! Que de mystères aussi, encore agaçants, inquiétants, même plus de trente années après. Mais des points sont acquis. Les F.F.I. sont nés. Des comités sont mis en place — économie, presse, médecine, administrations publiques, services sociaux. Et, peu à peu, l'unité s'esquisse. Mais il aura fallu voir s'affronter parlementaristes et antiparlementaristes, gauche ancienne et droite future, et, déjà, socialistes et communistes, dont Henri Noguères produit un échange de correspondance ainsi que le procès-verbal d'une rencontre de janvier 1944. En ce temps-là c'est davantage du côté socialiste que l'on prenait ombre d'une emprise communiste, ce qui n'allait pas rendre facile les recherches pour un encore hypothétique programme commun. Tous ces contentieux qui demeurent, ces regrets exprimés d'avoir utilisé celui-ci plutôt que celui-là, c'est aussi, c'est d'abord aujourd'hui de l'histoire. Et l'on admire Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché d'avoir réussi une aussi extraordinaire resuscitation. Il faut assurément de l'application, de la constance, pour tout suivre, tout démêler, s'y retrouver dans les sigles innombrables. Mais si l'on a ce courage et cette curiosité, la lecture de ce nouveau tome de l'« Histoire de la Résistance en France » devient passionnante en raison même de son austérité.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

## Gilberte Pierre-Brossolette témoin d'un héros

\* IL S'APPELAIT PIERRE BROSSELETTE, de Gilberte Pierre-Brossolette, Albin-Michel, 258 p., 39 F.

**I**l ne sera pas inutile ce nouveau livre sur Pierre Brossolette qu'a écrit avec toute sa pitié et la force de ses souvenirs Gilberte Pierre-Brossolette en collaboration avec Jean-Marie Filère. C'est entendu : il ne faut pas entreprendre cette lecture comme on mène celle de l'« Histoire de la Résistance en France » où Pierre Brossolette tient largement et justement sa place. Mais il y a quand même contribution à l'histoire dans ce témoignage, simple, chargé d'émotion, dans cette reconstitution d'une vie entière et pas seulement d'une légende.

Un jeune normalien

Gilberte Pierre-Brossolette précise clairement ses ambitions et leurs limites. Le héros que la France entière a honoré, mort à quarante ans pour échapper à la Gestapo et ne pas courir le risque d'un trahison, ne resterait-il pas seulement un héros, c'est-à-dire un homme dont finissent sur un même lit d'oubli ? L'épouse a voulu combler cette lacune, empêcher cet oubli. Si elle nous parle donc, elle aussi, du résistant dans elle

a partagé les risques et de ceux qui, dans le combat, furent ses compagnons et ses amis, c'est d'abord pour raconter une vie et peindre un être. A commencer par ce jeune normalien qu'elle rencontrait en 1923 et dont elle sut rapidement tout ce que peut savoir une femme amoureuse.

Elle a connu la famille, le père Léon Brossolette, un républicain, un radical de la vieillesse et bonne époque, celle d'avant 1914. C'était un instituteur, un de ces combattants inconditionnels et infatigables de la « laïque ».

En choisissant, lui, le socialisme, Pierre Brossolette ne trahissait pas. Et lorsque l'aggrégé d'histoire se retrouva journaliste il était déjà dans le droit fil de son destin. Son avant-guerre fut celle du Front populaire, de la guerre d'Espagne et bientôt de Munich. Les journaux auxquels il collabora furent divers du *Quotidien* et de *Notre Temps* au *Populaire* en passant par *Marianne*, l'Agence radio et la radio elle-même, dont Daladier, président du conseil, le fera licencié en 1938. Disciple de Léon Blum, candidat de la S.F.I.O. dans l'Aube, Pierre Brossolette ne parviendra pas à la députation. Mais déjà il côtoie Mandès France, Jacques Kayser, Georges Izard, Jouvelet,

Malraux, Emmanuel Berl, que Gaston Gallimard lui préfère pour diriger *Marianne* et qui un peu plus tard sera l'auteur de certains discours de Philippe Pétain.

Un politique

Ainsi se forme « un politique ». Politique il restera, fit-ce en devenant ou même en changeant. Dans la « drôle de guerre », dont il voit bien les réalités et devine trop l'issue, dans le refus immédiat, instinctif, de la victoire nazie, il se comporte en analyste politique. L'occupation venue, finit le journaliste. Mais très vite, parce que passait par là un Gilbert Renaud, plus connu sous le nom de colonel Rémy, le destin est scellé tel qu'il le recherchait. La voilà dans le combat clandestin. Il s'y affirme organisateur, animateur, dispense l'énergie. La « France libre » l'appelle à Londres. Les amis ou compagnons sont Passy, Bollaert, l'Anglais Yeo Thomas ou encore Jean Marin, Maurice Schumann, Louis Joxe, Christian Pineau. Les missions succèdent aux missions. Pierre Brossolette devient « Brumala ». Réunions, liaisons, approches difficiles, négociations. On le retrouvera dans toutes

les difficultés de l'année 1943, l'année cruciale, l'année politique. Il faut unir ceux de la zone nord qui luttent contre les Allemands et ceux de la zone sud qui luttent contre Vichy, selon la formule de Jacques Debès-Bridel.

Une lettre et un article

Pierre Brossolette, lui, a choisi de Gaulle. Cela ne l'empêche pas, comme l'ont fait aussi d'autres, d'être au général et sans tard : « Il entre dans votre système de nier la critique, d'en nier la valeur, d'en nier la réalité même. Cette critique, il faut pourtant que vous sachiez qu'elle est à peu près générale. » Gilberte Pierre-Brossolette cite dans son entier cette lettre du 2 novembre 1942. Elle la fait voisiner avec un article du 27 septembre de la même année sur le *Renouveau politique en France*, reproduit lui aussi dans son intégralité. Pierre Brossolette y écrivait : « Pour que les partis politiques puissent vivre ou revivre, il faut qu'ils puissent éveiller un minimum d'enthousiasme dans un nombre minimum d'esprits et de cœurs. Or cela, que personne n'y compte. Si jamais les appareils politiques pouvaient être reconstitués, ils tourneraient à vide. »

Le socialisme était devenu gaulliste. De cette démarche intérieure, Gilberte Pierre-Brossolette ne paraît pas en mesure de nous exposer la genèse, elle qui pense pourtant que, en devenant parlementaire et socialiste après la Libération, elle prenait la relève du disparu. Il est vrai que là n'était pas l'objet d'un livre d'émotion.

J.-M. TH.

## Misère de la femme dans la famille saint-simonienne

\* CLAIRE DÉMAR : L'AFFRANCHISSEMENT DES FEMMES, co-écrit par Valentin Peioesse (Payot, 233 p., 45,50 F.).

**L**e 6 août 1833, les journaux accusaient les saint-simoniens, prophètes de l'âge d'or futur, « de pousser leurs adhérents au suicide ». On avait trouvé, tuds au pluriel, « placés sur un même lit d'oubli », « un inconnu de vingt-trois ans et une saint-simonienne de « trente-deux à trente-quatre ans », âge auquel une femme a « d'ordinaire renoncé à plaire et à briller dans le monde ». Leurs lettres montraient qu'ils mouraient tous deux de désespoir : la « famille saint-simonienne », cette communauté de frères et de sœurs librement choisis, n'offrait pas l'amour, la compréhension, l'aide que ses prophètes annonçaient.

Le Père suprême, Prosper Enfantin, polytechnicien charismatique, était en prison pour attentat à l'ordre public. Le pouvoir prétendait ne l'avoir condamné ni pour avoir prêché l'association des producteurs et des nations, ni pour avoir réclamé le droit au travail, aux soins de maladie, au repos dans la vieillesse. Mais pour ses vues sur la sexualité, l'amour et le mariage. Aux idées d'Henri de Saint-Simon, maître mort, le Père, que toutes les femmes du groupe adoraient — charnellement parfois, mystiquement toujours, — mêlait, en effet, en une synthèse secrète, l'enseignement du maître vivant, concurrent décrié : Charles Fourier. Le prophète de la famille nouvelle parlait d'un ma-

riage nouveau. Union de deux êtres librement choisis ? Certes : c'était le lien constant. Pour dire « pivot »). Mais ceux qui ne peuvent s'en satisfaire avaient, homme ou femme, droit à ces passions brèves baptisées « papillonnages ». Et le Père montrait d'étonnantes prescences : il maniait transfert et contre-transfert comme s'il avait lu Freud.

Des textes introuvables

Mais le suicide de Claire Démar mettait soudain les « Compagnons de la femme » en face de leur ambiguïté. Un jour, disent-ils, le monde sera gouverné par un couple : le Père suprême (Prosper Enfantin) et la Mère suprême. En attendant, la Mère n'étant pas trouvée, les femmes, égales dans le futur, ne pouvaient jouir des mêmes droits que les hommes. En 1831, elles avaient même été exclues du Collège, instance de décision, et mises en marge de la communauté de Mémélmontant. Sur le plan des principes, tout restait lumineux. Dans le quotidien, les saint-simoniens agissaient envers leurs sœurs moins en frères qu'en hommes élevés selon l'immémorable tradition.

Or, Claire Démar, iconoclaste, déduisait les actes des principes affirmés. Elle écrit, en 1833 : « Il est nécessaire, indispensable, sacré, de faire assister les femmes à la rédaction de toute loi. Les saint-simoniennes comprennent : il faudrait commencer par la loi intérieure à la famille. Tant d'au-

dace fait peur aux dévots du Père suprême. D'ailleurs, qui d'eux elles n'avaient secrètement rêvé de devenir la Mère ? La prole était Suzanne Volquin, comme la bourgeoisie Claire Bazard et la grande bourgeoisie Cécile Fournel. On a dit — sans preuve — que Flora Tristan y avait rêvé et — sans preuve toujours — que George Sand avait été pressentie. Claire Démar va plus loin : « La révolution dans les mœurs conjugales se fait à toute heure, en tout lieu, elle mine sans relâche le grand édifice élevé au profit du plus fort. »

Valentin Peioesse — qui pousse à l'excès la modestie et se tient timidement dans un coin de ce tableau dont il est le détenteur — nous offre les textes de Claire, introuvables. Il les restitue dans le portrait de groupe de la famille. Nous voyons les frères et les sœurs, leurs relations passionnées et difficiles. Il prolonge le portrait après le suicide de Claire, nous donne des documents sur le voyage en Égypte d'Enfantin libéré, étonnante équipée d'où est né, dans les fièvres et les épidémies, le canal de Suez. Sa postface, originale, analyse les contradictions, les intentions, les inhibitions inconscientes du groupe saint-simonien et le mouvement féminin. Approuvée rationnellement, repoussée au rang des fantômes, l'émancipation des femmes a dérangé, détraqué jusqu'en sa structure profonde cette micro-société fondée sur la fraternité, l'égalité et l'amour. La question est — hélas ! — toujours d'actualité.

DOMINIQUE DESANTI.

## Deux Russes blancs en France occupée

\* MINIZAN-SUR-GUERRE, de Marina Grey, préface par Alain Decaux et Jean-François Chazotte, Stock, 459 p., 38 F.

**C**'est le livre, signé Marina Grey, n'est pas de Marina Grey. Il s'agit de la traduction du *Journal* de sa mère, d'août 1940 à avril 1945, quand la générale Denikine et son mari, Anton Pavlovitch Denikine, figure de la contre-révolution russe, partageaient, dans les Landes, où l'exode les avait propulsés, les affres et les soucis journaliers de leur pays d'exil.

Un *Journal* pétillant de dynamisme et d'intelligence. Xénia Denikine sait voir ; elle sait peindre, en quelques notes ; elle est chahuteuse avec humour, sans illusions sur les hommes mais leur « faiblesse » ; elle ne connaît ni le « vouloir de tenir ferme » pour un moment. Du moins apprécie-t-elle chaque défaite allemande en Russie comme une victoire. Elle a le cœur bien placé, même s'il souffre à l'idée que la patrie s'éloigne chaque fois que l'armée rouge marque des points (1).

Chez les Denikine défilent les petites gens de Minizan, de plus en plus astucieux et débrouillards dans l'adversité, toujours prêts à l'entraide. Trois pêches mûres, quelques graines à planter, un écuillet écorché pour rôti, voici leurs dons à plus démunis qu'eux. A leur insu, ils offrent à Xénia d'autres joies : leurs propos pleins de sève, au sujet de tout et de rien, pimentent la grisaille et l'amertume du quotidien, et leur ironie, qui attaque à l'acide l'occupant, Vichy, Mussolini, Darlan, les Japonais, etc., est roboratoire.

Les bohards circulent, énormes. N'importe quelle délirante nouvelle est goûtée gobée : cela remonte le moral. Mieux que d'autres, parfois, Xénia sait à quel point elle se sent pour ne pas aggraver le drame ambiant. En effet, polyglotte, elle écoute les émissions de Londres en polonais, en tchèque, en bulgare, moins brouillées en direction de la France : elle écoute Radio-Berlin, capte Moscou — qui lui fait battre le cœur, — plus difficilement les États-Unis ; ainsi peut-elle, dans une certaine mesure, réduire l'écart entre le réel et les fables des diverses propagandes.

Pour être « la fresque historique » promise par le « prière d'insérer », il aurait fallu, à ce *Journal*, un appareil critique qui rétablisse la vérité des faits. L'auteur, sagement, avait des ambitions plus modestes, espérant « distraire ses petits-enfants plus tard » par ses « observations d'escapade ». L'objectif est atteint. Ce que nos souvenirs retrouvent dans ces pages, c'est l'atmosphère spécifique d'une époque difficile à comprendre pour ceux qui ne l'ont pas vécue et qui la découvriront là, déconcertante à force de contrastes, atroce, drolatique, angossée, déchirée de désespoirs et soutenue d'espérance.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

(1) Les victoires russes me réjouissent autant qu'elles me démoralisent.

AM

**PHILIPPE JULIEN, RAGUENEAU**

**JULIEN, OU LA ROUTE A L'ENVERS**

RECIT

« Avec Philippe Raguenau, la gouaille, et l'humour sont les poudres de l'héroïsme. Des révélations, des matériaux pour l'histoire. »

Pierre VIANSSON PONTE / LE MONDE

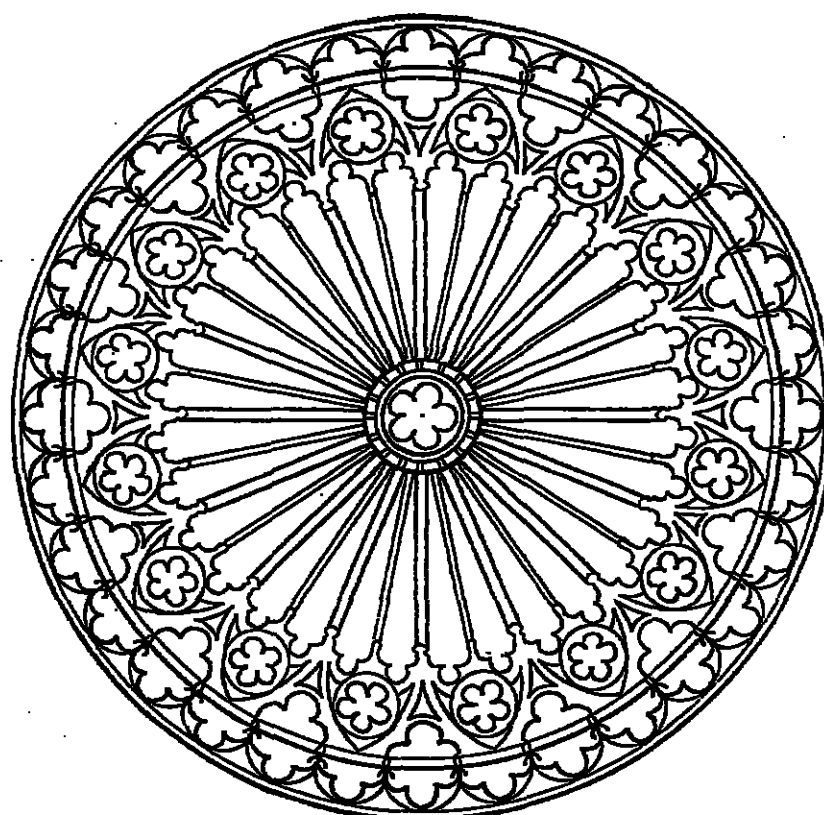
« Il sonne juste et on le lit d'une traite. Une belle aventure, et c'est sans doute ce sentiment d'avoir pleinement vécu qui donne au livre cet allant. »

Max GALLO / L'EXPRESS

**PRIX DES ÉCRIVAINS COMBATTANTS 1976**

ALBIN MICHEL





## LA TECHNIQUE QUI SERT A FAIRE DES CARTES PEUT AUSSI AIDER A SAUVER DES MONUMENTS EN PERIL.

Vers 1930, les photographies aériennes ont commencé à être utilisées pour la fabrication des cartes. Depuis 1946, l'I.G.N. a emmagasiné et réalisé des millions de clichés aériens : photographies classiques en noir et blanc, infrarouge, couleur naturelle, fausse couleur, prises à l'aide d'une escadrille d'avions spécialement équipés.

Dans cette collection unique, vous trouverez la photographie de votre lieu de pique-nique favori, ou du coin de rivière où vous avez pêché votre plus gros brochet, vu de plusieurs kilomètres de haut.

Pour passer du réel à la représentation cartographique, les photographies sont explorées par paires, à l'aide d'un appareil complexe qui permet de tracer les routes, les sentiers, les cours d'eau... Sur le gigantesque puzzle ainsi assemblé, viendront s'inscrire ensuite les informations collectées, triées, et sans cesse remises à jour par les enquêteurs de l'I.G.N. : indication du nom des villes, de l'importance des routes, informations touristiques, administratives...

Maurice-France Corneil

Cependant l'I.G.N. ne se contente pas d'éditer toute une gamme de cartes. La photogrammétrie, technique développée grâce à la cartographie, s'est avérée être un procédé de mesure tridimensionnel de haute précision : relevés de sites urbains, de monuments anciens, contrôles de constructions nouvelles, contrôles industriels, génie civil, aéronomie, géologie, médecine, biologie... de l'infiniment petit à l'infiniment grand, tout objet, organisme ou phénomène qui peut être photographié, peut être mesuré dans ses trois dimensions.

La photogrammétrie constitue actuellement la base de tous les travaux importants de conservation et de restauration des monuments. Ainsi l'I.G.N. a-t-il été choisi par l'Unesco pour effectuer le relevé du temple de Borobudur, relevé qui sert de référence au démontage pierre par pierre du plus important monument bouddhiste de Java. Ainsi l'I.G.N. a-t-il effectué un relevé systématique de la façade principale de la cathédrale de Strasbourg. Ce relevé apportera sans nul doute une

aide efficace à ceux qui s'attachent actuellement à sauver ce monument en péril.

L'effort permanent de l'I.G.N. pour perfectionner ses techniques et élargir leurs applications témoigne de sa véritable vocation : non seulement connaître et représenter avec une fidélité absolue l'ensemble des territoires de France, d'Outre-mer et désormais du monde entier, mais aussi

et surtout protéger et glorifier leurs patrimoines culturels et touristiques. Aussi le géographe est-il voué à dépasser en permanence la technique cartographique proprement dite. En lui sommeille tour à tour un mathématicien, un explorateur, un artiste, un poète.

L'Institut Géographique National rend service aux Français

## AÉRONAUTIQUE

« Nous ne pouvons pas admettre l'hégémonie américaine sur le monde libre », déclare le président de la société Matra

« Il faut resserrer les liens entre la France, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne, qui doivent mener le jeu européen en matière aéronautique, parce que ces pays disposent des moyens techniques, industriels, financiers et humains », a déclaré, mercredi 14 avril à Paris, devant le cercle des relations publiques de l'aéronautique et de l'espace, M. Marcel Chassagny, président-directeur général de Matra et, depuis une dizaine d'années, représentant de l'industrie française au groupe consultatif industriel de l'OTAN (Nato Industrial Advisory Group). « Nous ne pouvons pas admettre l'hégémonie américaine sur le monde libre, qui pourrait 83 % du marché et qui, de surcroît, manque de jeu-play au point d'intérêt industriel du super-système franco-britannique aux États-Unis. »

M. Chassagny s'est élevé contre le fait qu'en cinquante ans, selon lui, les États-Unis n'ont acheté à l'Europe qu'un seul système d'armes, l'avion Harrier à décollage et atterrissage vertical, de conception britannique. « Au groupe consultatif industriel de l'OTAN, a précisé le président de Matra, nous avons lancé une vingtaine d'études de nouveaux systèmes d'armes. Dès qu'ils ont leur propre projet concurrent, les États-Unis se retirent des groupes d'études et il n'est pas dans leur intention de fournir à l'Europe le moindre apport technologique. Du

reste, ils ne dévoilent pas ce qu'ils font à leurs alliés. »

Le président de Matra, représentant les termes du général de Gaulle à l'initiative de l'OTAN, a qualifié de « machin » l'Europe, une instance informelle de coopération européenne, proche de l'OTAN. « A cause des différences accusées de potentiels industriels entre les pays membres », a indiqué M. Chassagny, l'Europe est comparable à l'OTAN, où le Yémen fait la loi avec le Zaire et la Zambie. Notre survie industrielle ne doit pas être liée à une décision d'armes ou portuaise. La France a été extrêmement maladroite en Europe. Nous avons eu une politique de grandeur qui a choqué nos voisins européens, qui n'ont pas les moyens de se défendre et ont besoin du parapluie américain. »

« La fragmentation de l'industrie européenne et l'absence de forces communes constituent autant de difficultés pour la coopération avec les Américains », a encore noté M. Chassagny avant de conclure que la société des engins Matra a, pour la première fois en 1976, dépassé le milliard de francs de chiffre d'affaires. Au total, Matra a réalisé, l'an dernier, 1 080 millions de francs de chiffre d'affaires, dont 550 millions pour la part militaire de ses activités. Pour le premier trimestre de 1976, le chiffre d'affaires du secteur militaire de Matra est, déjà, de 210 millions de francs.

## RELIGION

M. CHIRAC  
A REÇU A DÉJEUNER  
DES REPRÉSENTANTS  
DU PROTESTANTISME

M. Chirac, premier ministre, a déjeuné, le 14 avril, à l'hôtel Matignon avec des représentants du protestantisme français.

Parmi les invités figuraient, notamment, M. Jean Courvoisier, président de la Fédération protestante de France, le pasteur Jacques Hauray, président du conseil national de l'Eglise réformée de France, le pasteur André Appel, président du conseil de l'Eglise de la confession d'Augsbourg, d'Alsace et de Lorraine, M. Roger Muhl, doyen honoraire de la faculté de théologie protestante de Strasbourg, Jacques Ethli, professeur à la faculté de droit de Bordeaux, Claude Gruson, inspecteur général des finances honoraire, le pasteur André Thobols, président du conseil de la Fédération des Eglises évangéliques-baptistes de France, et M. Jacques Labarreque, conseiller maître à la Cour des comptes.

Lors de cette rencontre, les hôtes du premier ministre ont notamment évoqué la commémoration des armées et la répartition du revenu national.

● RECTIFICATIF. — Eglise Saint-Gervais : c'est par erreur que nous avons annoncé, dans les premières éditions du Monde du 15 avril (page 14) qu'une messe en grecque était prévue à 9 heures le dimanche de Pâques dans cette église. En réalité, cette information concernait l'église Saint-François-Xavier, mentionnée quelques lignes plus haut.

Mgr ETCHEGARAY A ANTENNE 2

## L'Eglise et l'opinion publique

Qu'un évêque se plaigne du « terrorisme » pratiqué par les médias — nouvelle « inquiétude » — qui épie ses moindres faits et gestes pour y déceler une « attitude politique », voilà qui en dit long sur l'évolution de l'Eglise, hier dominatrice et sûre d'elle, et qui se voit aujourd'hui servante et pauvre.

Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale, est le type même de l'évêque « post-conciliaire ». Ce Basque de cinquante-trois ans, grand, chaleureux, souriant, est un homme d'écoute et de dialogue.

Il résume catégoriquement l'image de l'évêque notable, digne et prudent. Sa définition de l'évêque ? « Un humble témoin de la foi, serviteur de la clarté, de l'évangile, mais aussi guide qui doit conduire son peuple. »

« Grand témoin », même cet évêque ? Le gène de l'ambassadeur d'Israël ? Il se débrouille. Présenté par Jean-Marie Cavada, Mgr Etchegaray a révélé la force et la faiblesse de ce nouveau style d'évêque. La force, c'est la simplicité, l'humanité, la sincérité d'un homme entièrement au service et de l'idéal spirituel pour lequel il a beaucoup souffert et des hommes auxquels il a été envoyé. Il s'intéresse à leurs problèmes, matériels et moraux ; il ouvre sa porte au tout-venant, riche, pauvre, modeste ou notable ; il accueille les prostituées, les désespérés, les incroyants... La faiblesse, c'est la prudence, la mesure, la banalité d'un homme qui, à force de vouloir faire l'unanimité des chrétiens et d'être l'homme de tous, risque finalement de n'être l'homme de personne. « Au lieu d'être l'homme de l'ordre moral, a dit Bernard

Besret dans une intervention instantanée, l'évêque, pour moi, devrait être l'homme du désordre, l'homme qui perturbe. Je rêve d'un mouvement comme « Echanges et Dialogues » (ancien groupe de prières contestataires) au sein de l'épiscopat. »

Trop souvent, au contraire — surtout sous prétexte d'une collégialité outrancière — l'évêque est l'homme du compromis. Pris entre le Vatican, ses confrères de l'épiscopat et les nombreux courants contradictoires qui parcourent les chrétiens, l'évêque doit faire preuve de dons d'équilibriste peu communs.

S'agit-il de l'accueil critique par les chrétiens de la base d'un document romain, il fera de subtiles distinctions entre la forme et le fond, entre la morale évangélique et sa présentation pédagogique. Devant une question directe : un chrétien peut-il travailler dans une organisation de planning familial ? Il se débrouille. On ne saurait rester au plan des principes, il faut examiner chaque cas concret.

Déjà, cette Eglise n'arrive pas à conjurer le spectre d'une opinion publique terrorisée et inquiète interrogée sur la vaine-hésitation récente entre dirigeants ecclésiastiques et politiques. Mgr Etchegaray a reconnu que la « discorde » dont les hommes d'Eglise alimenteraient s'entourer n'est plus possible aujourd'hui.

Il en a tiré les conséquences. Mal à l'aise devant les caméras de la télévision, le nouveau chef de l'Eglise de France a néanmoins accepté de commencer le tour d'appréhension d'un homme libre, de par ses fonctions publiques, aux projecteurs de l'actualité.

ALAIN WOODROW.

## CARNET

### Réceptions

— L'ambassadeur de Pologne en France, M. Ryszard Wolanski et son épouse ont donné, mercredi 14 avril, une brillante réception d'adieux, qui a donné à leurs nombreux amis l'occasion de leur exprimer leurs regrets de les voir partir et leurs vœux de réussite au ministère dans M. Wolanski prend la direction à Varsovie.

### Décès

— M. et Mme Pierre Eudes, Mme Jeanne Alesandri, Les familles Bort et Eudes, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère.

Mme Marie ALESSANDRI, survenue le 13 avril.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 16 avril, à 10 h. 30, à l'église Saint-Léonard, 7, rue de Sontay, 75116 Paris.

R. rue Lagarde, 75005 Paris.

— L'Association des anciennes élèves du lycée Fénélon, a la tristesse de faire part du décès de

Mlle BLANCHET, survenue le 4 avril 1976, à Paris.

— M. Eugène Rose et sa famille, Mme Catherine Nicolas Manias, M. et Mme Hervé, Nicolas Manias et leurs enfants, M. et Mme Georges, Nicolas Manias et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Anne ROSE, née Manias, survenue le 30 mars 1976.

Les obsèques se sont déroulées, selon le rite orthodoxe, à Athènes, le mercredi 14 avril 1976, dans la plus stricte intimité.

— M. Eugène Rose, son épouse, vice-président Sud-Europe du Groupe Maynard and Company et tout le personnel, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Anne ROSE, née Manias, survenue le 30 mars 1976.

Les obsèques se sont déroulées, selon le rite orthodoxe, dans la plus stricte intimité, à Athènes, le 14 avril 1976.

— Mme Léopold Scholberg (Madeleine Scholberg), à la douleur de faire part du décès de son mari,

M. Léopold SCHOLBERG, chevalier de la Légion d'honneur, survenue dans sa soixante-dixième année, le lundi 12 avril 1976. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Respectueusement,

La Ferté-Imbaud, 41300 Salbris.

### Messes anniversaires

— Le 21 avril, dixième anniversaire du rappel à Dieu

d'OLIVIER CHAMPION.

Une messe est demandée à ceux qui gardent son souvenir en union avec les messes qui seront célébrées à Paris, Saint-François-de-Sales, à 19 heures, et à Vézoult.

### Messes

— Les amis, les disciples et collaborateurs du professeur Georges CHAUDRON, membre de l'Institut, décédé le 14 mars 1976, sont invités à participer à la messe qui sera célébrée à son intention le 23 avril prochain, à 10 h. 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

### Communications diverses

— « 3 S.F. » (1). Société pour l'avancement de la sécurité des systèmes en France, organise le 23 juin prochain, au Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris, un colloque sur l'une des techniques modernes de l'analyse quantitative de la sécurité : l'arbre des causes. L'arbre des causes, ou arbre des défaillances, est, selon le « 3 S.F. », le diagramme logique reliant un ensemble d'événements élémentaires à l'événement final à éviter : l'accident.

(1) 32, boul. Victor, 75015 Paris.

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Délicieusement amer.

AVEC ECOPLAN ET LA 2CV

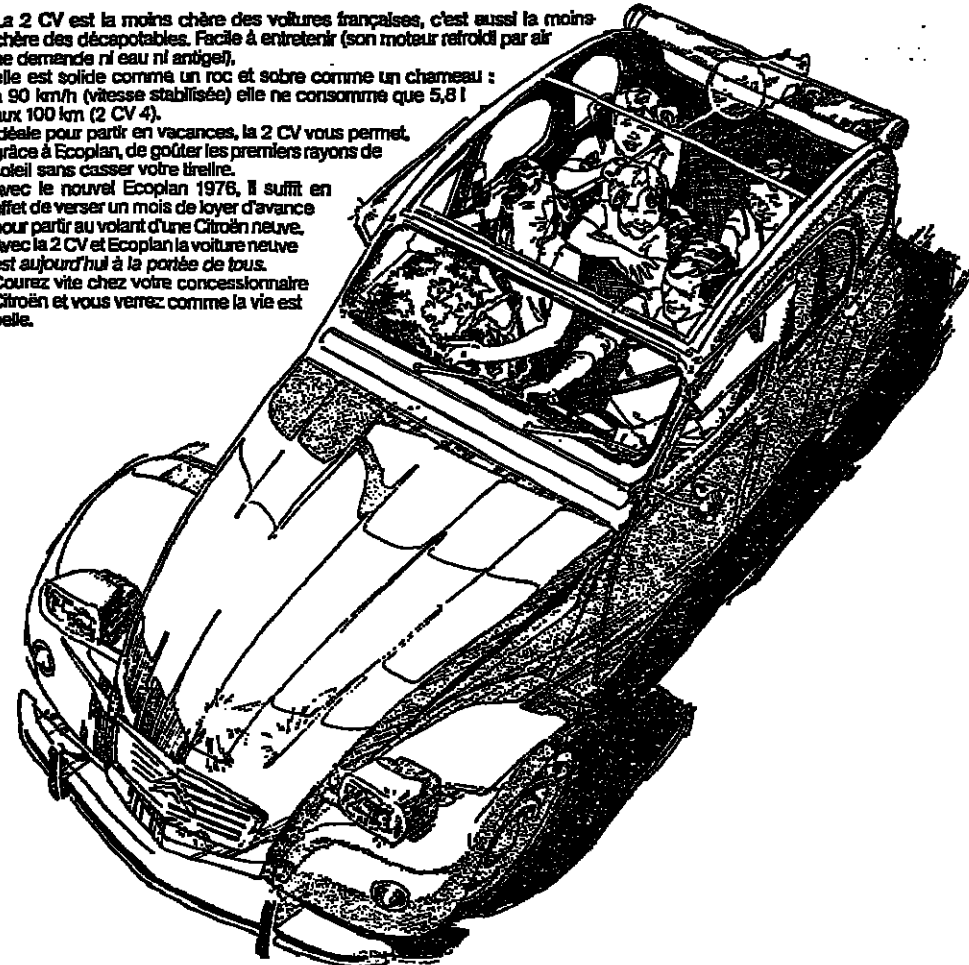
# LA VIE EST BELLE

partez au volant d'une 2 CV neuve avec seulement un mois de loyer d'avance.

La 2 CV est la moins chère des voitures françaises, c'est aussi la moins chère des dépolluantes. Facile à entretenir (son moteur refroidi par air ne demande ni eau ni antigel), elle est solide comme un roc et sobre comme un chameau : à 90 km/h (vitesse stabilisée) elle ne consomme que 5,8 l aux 100 km (2 CV 4).

Ideale pour partir en vacances, la 2 CV vous permet, grâce à Ecoplan, de goûter les premiers rayons de soleil sans casser votre tirelire.

Avec le nouvel Ecoplan 1976, il suffit en effet de verser un mois de loyer d'avance pour partir au volant d'une Citroën neuve. Avec la 2 CV et Ecoplan la voiture neuve est aujourd'hui à la portée de tous. Cousez vite chez votre concessionnaire Citroën et vous verrez comme la vie est belle.



Location longue durée. Marque déposée.

2 CV spécial : 12 300 F. 2 CV 4 : 13 100 F. 2 CV 6 : 13 900 F. Prix TTC clés en main. Tarif au 15.176. Consommation en circuit urbain normalisé : 6,3 l (2 CV 4).

CITROËN 2CV

CITROËN TOTAL

## SOCIÉTÉ

### « LE MALHEUR INNOCENT »

Nous avons reçu la lettre suivante :

L'article de Josane Durand (le Monde du 14 avril) présentant le livre de G. Hourdin, *Le Malheur innocent* me bouleverse et me révolte.

J'ai un petit garçon trisomique 21, que j'adore. Hélas, je ne suis pas chrétienne. Cependant j'affirme :

— que mon fils vit au sein d'une « famille nombreuse, brillante, exubérante », et y est l'objet de soin constant et vigilant ;

— que sa naissance a éprouvé la vie de tous les nôtres, fait tuer de chagrin au moins sa

mère, et que nous jouons tous la comédie pour essayer de « tenir ». Pouvez-vous dire à vos lecteurs que je ne souhaite à personne de vivre cette expérience vramment trop dure, injuste, inimaginable (même par le D<sup>r</sup> Lejeune et ses assistants qui sont médecins et non parents) ?

Notre vie n'est pas un conte de fées ; nous n'avons pas de messages à accueillir ; et le monogamisme n'est vraiment pas, un déguisement, mais une maladie accidentelle.

Nous aimons notre malade, nous l'élevons comme nous pouvons — c'est tout, mais c'est dur.

Merci.

S. B.

## ANCIENS COMBATTANTS

● L'Union nationale des combattants tiendra son cinquante et unième congrès national — ainsi que l'assemblée générale de l'U.N.C.A.F.N. — les 21, 22 et 23 mai, à Vichy (Allier). Dix autres associations de combattants et victimes de guerre y participeront. C'est le problème de la famille qui a été choisi comme thème central du congrès. Mais les commissions étudieront également les droits des anciens combattants et plus spécialement ceux des anciens barakés.

MATELAS « SOMMIERS » ENSEMBLES

## TRÉCA

Faites l'essai CAD du

SOMMIER ARTICULÉ à télécommande électrique



LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

## CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente

57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI<sup>e</sup> Métro Parmentier

Tél. 357.46.35

Pâques au soleil sur la côte d'azur

## GRAND HOTEL DU CAD-FERRAT

en bord de mer, piscine chauffée. Téléphone 93 01.04.54 (téléx 4710101)

Nous réjouissons ceux qui nous découvriront car nous n'avons jamais déçu ceux qui nous connaissent.

CHAMPAGNE

## BESSERAT DE BELLEFON

BESSERAT DE BELLEFON - B.P. 301 - ALLÉE DU VIGNOBLE - 51011 REIMS

## TERRAINS

la revue des terrains à bâtir mensuel pour la construction individuelle vente en kiosque

سلافة الامل





# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## Du coup de feu au coup de force

Aux Etats-Unis, on le sait, entre 18 heures et 21 heures, on est prié de garder ses mains dans ses poches à la télévision. Pas de sexe, pas de sang. Tendre et souriant, entraine le héros à la détente en famille. A 21 heures, c'est les trois coups. De revolver. Interrompus après les discours télévisés de 18 heures, la chasse à l'homme reprend avec une vigueur renouvelée. Au terme d'une récente enquête, demandée par la Chambre des représentants et le Sénat, la courbe des actes de violence tombe de 16,2 chiffre record, l'après-midi — et plus particulièrement le samedi, jour des enfants — à 3,8 % à l'heure familiale, pour remonter à 7,2 % en fin de soirée. Ces résultats, inutile de le dire, ont été étrangement, on les poignardait. Et d'abord ça n'était pas vrai ; ça l'est.

C'est aussi chez nous, qui importons à tour de bras les séries made in U.S.A. Seulement, ici, le spectacle est permanent. Mercredi, à 20 h. 30, on avait le choix entre « Police story » et la « Brigade criminelle ». Un monde de séries brutales, un monde peuplé de gangsters, de trafiquants, de flics et de commissaires, un monde qui n'est pas sans influencer gravement — une longue et sérieuse étude, publiée dans le dernier numéro de Psychology today, en fait foi — notre vision du monde. La violence à l'écran ne se réper-

cute pas seulement sur le viol, le besoin de protection contre des dangers sinon imaginaires, l'enceinte à la ville. Elle engendre la crainte, la méfiance et, avec du moins exagérée, le désir de voir se développer les forces de l'ordre et s'installer les régimes autoritaires.

Bon ! soupirez-t-on, voilà beaucoup d'histoires pour une petite histoire d'une demi-heure, « la Brigade criminelle », pré-lude au match Eindhoven-Saint-Etienne. La petite histoire d'un héros de la guerre de Corée, qui a mal tourné et qui retourne l'honneur et la gloire en abattant, nouveau glorieux, des civils mal intentionnés, avant de se racheter par le trépas. L'entêtement aux accents de marches militaires. Et la remise de la médaille étoilée à son fils, élève de West-Point, un futur soldat. Une petite histoire vivement menée et bien rythmée, avouez-le, un assassinat toutes les six minutes. La petite histoire qui a remplacé, à l'ère de la perçuse électrique, celle de nos grands-mères. Conte cruel, le Petit Poucet ? Une bluette comparée à celle soignée et sadique fabule de la Mère Loï, programmée avec une scandaleuse indifférence à un moment où les familles au grand complet — adolescents et bambins compris — attendaient le coup d'envoi.

CLAUDE SARRAUTÉ

## D'une chaîne à l'autre

### DÉPART DE JACQUES SALLEBERT D'ANTENNE 2

M. Jacques Sallebert, directeur de l'information sur Antenne 2, quittera cette société le 1<sup>er</sup> mai prochain. M. Marcel Julien a précisé que ce départ était motivé par des raisons de convenance personnelle ; le président-directeur général de la deuxième chaîne a également exprimé à M. Jacques Sallebert ses remerciements pour sa collaboration, faisant suite à une longue et précieuse carrière au service de la télévision française.

Après le départ de M. Sallebert, la réorganisation d'Antenne 2 confiée à la responsabilité de l'actualité à M. Charles Baudinat, M. Georges Leroy conservant la direction de la rédaction.

(Né en 1920 à Paris, M. Jacques Sallebert, après une longue carrière de journaliste et de reporter, avait été nommé en 1971 directeur de la radiodiffusion (devenue une radio en 1972). Directeur de l'information sur Antenne 2, dès la création des nouvelles sonnées par la loi du 7 août 1974, M. Jacques Sallebert a été élu conseiller général des Alpes-Maritimes aux dernières élections cantonales.)

### PICASSO N'A JAMAIS RENCONTRÉ FERNAND LEGROS

M. Roland Dumas, avocat de Pablo Picasso, en accord avec Jacqueline Picasso, a contesté l'histoire qu'a donnée l'émission « Les dossiers de l'écran » de Pablo Picasso. « Je proteste avec énergie », a déclaré M. Dumas, « contre le fait qu'a été diffusé dans le film Vérité et Mensonge, qui a consisté, à partir d'un montage scabreux, à présenter

l'illustre peintre dans des situations du plus mauvais goût. En dépit des précautions prises, elles sont de nature à entretenir une idée fautive de ce qu'était en réalité Pablo Picasso. De même, l'avocat « s'inscrit en faux contre tout ce qui a été dit au cours de la discussion qui a suivi la projection du film. Notamment sur les contacts qu'aurait eus Pablo Picasso avec un quelconque des participants à cette émission. Picasso n'a jamais rencontré Fernand Legros de sa vie. Tout ce qui a été dit à ce sujet n'est que mensonge. Le fait que cette affirmation ait été reprise par M. Peyrefitte dans son livre ne transforme pas ces mensonges en vérité. Bien au contraire ».

### ACCORDS DE COOPÉRATION AVEC LES PAYS DE L'EST

Un accord de coopération culturelle, qui prévoit l'échange de programmes musicaux, littéraires et d'information, ainsi que de nombreuses coproductions, a été signé le 9 avril à Paris par Mme Jacqueline Sadourny, président-directeur général de Radio-France, et M. Edmann Kiss, vice-président de la radiodiffusion hongroise.

D'autre part, un protocole d'accord qui permet l'importation d'équipements techniques, ainsi que la possibilité pour les journalistes de transmettre intégralement les émissions de Radio-France, ont été signés le 12 avril entre Radio-France et la radiodiffusion-télévision soviétique. Des coproductions franco-soviétiques ont également été prévues.

Un accord équivalent a enfin été signé avec la Chine. Contaminé, président de l'U.R.S.S. et le président du Comité de la radio et de la télévision polonaise. Celui-ci prévoit des échanges de fournitures, de programmes et la possibilité de coproductions.

### LE PREMIER MINISTRE BELGE SE PRONONCE POUR LA CRÉATION D'UNE RADIO-TÉLÉVISION PRIVÉE

Exécédé par ce qu'il considère comme des « abus des gauchistes » de la radio-télévision belge, M. Leo Indenau, premier ministre, a déclaré, lors d'une conférence en chef du « Journal Inattendu » de R.T.L., s'être prononcé le 10 avril pour la création d'une radio-télévision privée. Ses propos ont provoqué une vague de protestations dans tous les milieux. A gauche essentiellement, on accuse le premier ministre de vouloir élargir l'emprise de la droite sur l'information. Car, dit-on, il est évident qu'une radio-télévision privée serait « à la solde du capitalisme ».

En même temps, le puissant mouvement ouvrier chrétien (MOC) prend la défense des « travailleurs de la R.T.B. », trop souvent « attaqués par la presse de droite ». Selon le MOC, le but de ces attaques est d'« empêcher les journalistes de diffuser une information objective et de celle qui se trouve dans les journaux ». Le MOC s'est aussi prononcé contre l'introduction de la publicité à la radio-télévision belge. — (Corresp.)

### TRIBUNES ET DEBATS

JEUDI 15 AVRIL  
— M. Henri Collinet, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche démocratique), est interrogé par Jacques Joffe sur la question de la violence, soit sanctionnée avec autant de rigueur que celle en faveur de la pornographie.  
— M. Joffe entend appliquer aux mêmes projets des films de violence la même réglementation que celle qui vient d'être décidée à l'égard des films de violence. La loi réglementant et limitant la publicité des films pornographiques s'applique également à la violence, soit sanctionnée avec autant de rigueur que celle en faveur de la pornographie. En revanche, l'apologie de la violence et du meurtre n'a jamais été aussi répandue qu'actuellement à la télévision et notamment dans la publicité cinématographique.

### INSTITUT

● L'Académie des sciences morales et politiques a entendu jeudi une communication du Père Yves Marchasson, doyen de la faculté des lettres de l'Institut catholique de Paris, sur les origines de cet Institut, qui célèbre cette année son centenaire.  
● L'Académie des beaux-arts met en concours ses prix de dessin fondés par M. Pierre David-Weill, d'un montant de 20 000, 15 000 et 10 000 francs, concours ouvert aux artistes n'ayant pas dépassé trente ans au 1<sup>er</sup> janvier 1976. (Les étrangers devront avoir résidé en France depuis au moins un an.) Inscriptions du 21 au 29 avril.

# ARTS ET SPECTACLES

## Théâtre

### LA KERMESSE DE MEHMET, AU TEP

(Suite de la première page.)

Il y a aujourd'hui, en France et ailleurs, un public nouveau dans les théâtres, c'est celui des gosses, jusqu'aux terminales. On les amène là, par classes entières en autocar. Pour les acteurs, c'est très dur, parce que ces gosses sont plus butés que les paysans. D'une intolérance incroyable. A croire qu'ils n'acceptent de se laisser traiter sur scène que par les adultes, les grands, sur leurs palmepestes et leurs carnations, et même sur leur vie tout court, représentée là.

En bien ! allez les voir au Théâtre de l'Est parisien. C'est peu dire qu'ils acceptent Mehmet. Ils l'embrassent. Elle n'est pourtant pas de tout repos, la kermesse de Mehmet. Il y a des oeuvres entières de « notions » sérieuses qui volent, par dizaines et dizaines, dans l'air du théâtre, et qui passent à travers les corps, comme des ondes, sans rien perdre de leur diversité, de leur difficulté. Et ils ne sont pas plus distants, en principe, que la botanique ou la chimie, ces mécanismes du travail, de l'argent, des marchandises du profit, des crises, de la guerre, des luttes. Et les pages de Maupassant, ou de Marx, ou de Jack London, ne sont pas faciles non plus.

Mais voilà : tout cela brulés de soleil. Respire comme des bêtes dans un bois. Chante comme les abeilles dans une ruche-claude claude. Danse comme des pompiers en fleur. Tremble comme une mariée. Chante comme un nageur laborieusement au théâtre Froid et

Lacan, ou les ressassements mortels d'ennui de Sade, ce fil-comptable-greffier manique des maux d'intestin de quelques types ignobles. Non, ici on part de ce qu'on est, de ce qu'on a : ses mains, son travail, ses yeux, ses enfants. La bouche, la voix. Les yeux, et ce qu'ils regardent. Les oiseaux, les échelles, les hennissements, les marteaux, tout.

Un pied dans l'usine, un pied dans la mer. Et l'imagination du cœur partout. Parce qu'il faut bien le dire, même si c'est mal vu aujourd'hui : ce qui fait la force de Mehmet, sa force d'intelligence et sa force poétique, c'est l'amour. L'amour des femmes et des hommes qu'on use, qu'on ampute, qu'on prive de tout. L'amour du peu d'honneur et de beauté qui reste sur la terre. L'amour des nuits, du silence, de l'amour de la grâce. L'amour de donner. L'amour du bonheur qui s'entête là-bas, comme un nord vers lequel il faut avancer envers et contre tout à coups de machette dans les troncs et les ronces, comme comme un indien dans la forêt.

L'embêtant, c'est que les merveilles de Mehmet et de ses accueils coupent la voix. Chant les moyens. On ne sait comment pour les raconter. Mais, avec Mehmet, la bouche à oreilles est un chant de rossignol qui va plus vite que la lumière. « Dans les eaux glacées du ciel égoïste », va courir le monde, comme « la nuage amoureux ». Et l'amour de Mehmet va gagner du terrain. Et le monde se portera mieux. Un petit peu mieux.

MICHEL COURNOT.  
\* Théâtre de l'Est parisien, 20 h. 30.

## Cinéma

### PINK SPLASH

C'est le nom d'une petite société — française — de production de films d'animation, fondée en 1971, par Paul Doff (vingt ans cette année), qui a réuni autour de lui une équipe de jeunes dessinateurs-réalisateurs : Francis Massé, Gilles M. Baur, Richard Kuzemski, et le directeur artistique, Gabriel Colbo. Pink Splash présente en un programme d'une heure vingt-cinq minutes, des produits de son atelier artisanal de Montreuil, pour prouver que ce bouge dans le dessin animé. Démonstration réussie. Il ne faut pas manquer cette anthologie où se définissent un esprit nouveau, des inventions graphiques dignes de rivaliser avec les célèbres écoles tokyoïtes et polonoises.

Traits hachurés, personnages affreusement grotesques : Francis Massé présente *Excursion express* dans un style de Marilyn Monroe, passant devant la porte d'un compartiment de chemin de fer, vient fasciner, jusqu'à la mort, un voyageur plongé à partir de dessin aux tentatives passées, traitées à plat. Paul Doff crée un univers ironique se référant parfois — périodiquement aux carons et aux bulles des années (la version originale).

Autre style : sur fonds blancs.

avec quelques traits noirs, il esquisse dans la Chute des veilles sur le pouvoir d'imagination de la pellicule cinématographique, avec un gag à répétition. Avec ses dessins au graphisme pseudo-réaliste qui va jusqu'à la satire des sciences « silly symphonies » de Disney, Gilles M. Baur fait éclore un monde de folie sardonique démythifiant les créatures de la nature (il va jusqu'à l'homme, les obsessions sexuelles (l'oe bleu) et le pouvoir de l'argent (l'ad vitam aeternum)).

De Bernard Palacios, qui utilise pas la technique (américaine) du cellulo, mais les papiers découpés, on admire — c'est le clou du programme — Oiseau de nuit, un conte qui renouvelle aussi (en neuf minutes) les mythologies du fantastique. Un paysage désert et noyé de pluie, deux maisons isolées, une sorte d'ange mouillé qui fait de l'auto-stop pour troubler l'existence banale d'un employé de mairie : il y a tout un monde de violence poétique et d'étrange beauté.

JACQUES SICLIER.  
\* La Ciel.

### LA PUBLICITÉ DOIT ÊTRE INTERDITE POUR LA VIOLENCE COMME POUR LA PORNOGRAPHIE, estime M. Bonnel.

M. Edouard Bonnel (Gauche dém.), président de la commission sénatoriale des finances, a demandé au premier ministre, dans une question orale, et il s'agit d'entendre des accords avec la profession cinématographique qui que la publicité en faveur de la violence, soit sanctionnée avec autant de rigueur que celle en faveur de la pornographie.  
— M. Joffe entend appliquer aux mêmes projets des films de violence la même réglementation que celle qui vient d'être décidée à l'égard des films de violence. La loi réglementant et limitant la publicité des films pornographiques s'applique également à la violence, soit sanctionnée avec autant de rigueur que celle en faveur de la pornographie. En revanche, l'apologie de la violence et du meurtre n'a jamais été aussi répandue qu'actuellement à la télévision et notamment dans la publicité cinématographique.

PUBLICIS CHAMPEL-ELVES, v.o. PARAMOUNT OPTIMA, v.l. U.G.C. ODEON, v.o. La Ciel, v.o.

WINNER BOOKS A Warner Communications Company présente

Ken Russell Roger Daltrey

LISZT MANIA

PARAMOUNT OPTIMA

WINNER BOOKS

Ken Russell Roger Daltrey

LISZT MANIA

PARAMOUNT OPTIMA

WINNER BOOKS

Ken Russell Roger Daltrey

LISZT MANIA

PARAMOUNT OPTIMA

WINNER BOOKS

Ken Russell Roger Daltrey

LISZT MANIA

PARAMOUNT OPTIMA

WINNER BOOKS

Ken Russell Roger Daltrey

LISZT MANIA

PARAMOUNT OPTIMA

WINNER BOOKS

Ken Russell Roger Daltrey

LISZT MANIA

PARAMOUNT OPTIMA

## JEUDI 15 AVRIL

### CHAÎNE I : TF1

En raison de la grève d'avertissement de vingt-quatre heures des journalistes de TF1 — qui avaient déposé un préavis de grève illimitée (« le Monde » daté 11-12 avril) — il n'y aura qu'un journal minimum à 20 heures et pas d'informations en fin de programme ; le magazine L'événement est supprimé et remplacé par une émission psychologique sur le mariage, qui n'a pas été diffusée mercredi soir.



20 h. 30. Série : L'homme d'Amsterdam. (Le timbre rouge) avec P. Vaneck, réal. V. Vicas et J. Van De Rest ; 21 h. 20. La psychologie d'aujourd'hui : Le mariage (le mariage en crise).



## VENDREDI 16 AVRIL

### CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme varié avec, à 17 h. 30, Concert : « Stabat Mater », de Pergolèse.  
20 h. 30. Au théâtre ce soir : On croit rêver, de J. François, avec C. Delamare, M. Barbulée, Cl. Dauphin, C. Sauterel.  
Pour tromper leur ennui, sous la pluie et dans les vieilles pierres d'un château en ruine, une jeune lady s'ennuie un passé galant qui, pour un temps, va trouver une confirmation inattendue.

22 h. 10. Comédie musicale : La plus belle histoire, de L. Amade, C. Auric et G. Charrier, mise en scène G. Bécud ; 23 h. 10. Journal.

### CHAÎNE II : A2

De 14 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 30, Fenêtre sur... le document de création ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres.  
20 h. 30. Feuilleton : Comme du bon pain ; 21 h. 30. Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Chrétien pour quoi faire ?).

Avec MM Jean-Claude Barreau (Le bon usage de la religion), Bernard Basset (Le commencement en commencement (l'histoire d'une dévotion)), Gilbert Cesbron (Le Mourir dénoté), Maurice Clavel (Le Dieu est Dieu, nom de Dieu), le Père Serge Bonnet (La Prière secrète des Français d'aujourd'hui), et le docteur Pierre Sallé (La dévotion chrétienne).

23 h. 5. Ciné-club : « Le Secret derrière la porte », de F. Lang (1948), avec J. Bennett, M. Redgrave, A. Revers, B. O'Neill (v.o., sous-titrée N.).

prod. J. Mousseau, réal. R. Kneuzé ; 22 h. 20. Allons au cinéma, d'A. Halimi.

Des couples témoinant, à partir de la thèse de Louis Roussel, sous-direction de l'Institut d'études démographiques, « Le mariage dans la France contemporaine ».

### CHAÎNE II : A2

20 h. 30. Divertissement : Le mariage invincible, de J. Rouland, avec B. Menez, Ch. Laurent, L. Bécud, R. Kneuzé ; 21 h. 30. Documentaire : Regards (Laurent Crevel, poète du soleil noir), de M. Oswald et J. Vigoureux ; 22 h. 25, Jazz : Festival de Nice, réal. J.-Cl. Averty ; 23 h. 5, Journal.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma (cycle Hollywood et ses nouveaux atouts) : Un château en enfer, de S. Pollack (1968) ; avec B. Lancaster, P. O'Neal, P. Falk, J.-P. Aumont, A. Heeren ; 22 h. 10. Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : D. A. Lorenzaccio, d'A. de Musset, avec J.-G. Nordeau, S. Frenay, A. Férat ; 22 h. 20. Émissions : C. Simon ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30. En direct de l'auditorium 104 : « Les Noces » (Maurice Ravel), par le nouvel orchestre philharmonique de la Radio de France, direction G. Jena, avec A. Auger, O. Wenzel, D. Rendall, M. Egli ; 22 h. 30. Dossiers musicaux ; 24 h. Nos archives ; 1 h. 15. L'été.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Magazine vendredi. Ailleurs : l'affaire C.I.A. Que dire de plus sur la C.I.A., après tant de « révélations » ? Christine Ockrent ne cherche pas à établir le catalogue des scandales de la C.I.A., mais à poser, à travers des exemples et des interventions, la question de l'existence des services secrets.

21 h. 30. A l'occasion du bicentenaire des Etats-Unis d'Amérique : America... la Découverte, d'A. Cook ; 22 h. 20. Journal.

### FRANCE-CULTURE

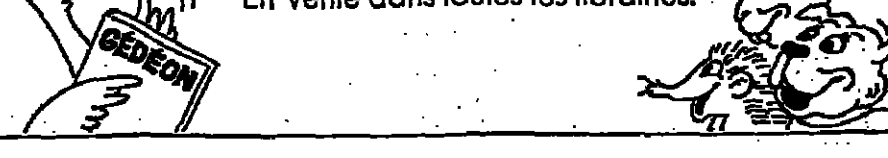
20 h. Poésie ; 22 h. 5. La musique et les hommes : la musique et le temps ; 23 h. 25. Entretien avec C. Simon ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30. Echanges internationaux de Radio France. V. Sébastien de musique d'église contemporaine de Cassini 1975, le chœur de la Norddeutscher Rundfunk et l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, direction H. Zender ; « Rothko Chapel » (Feldman) ; « Stille und Umkehr » (Zunnenberg) ; « Cantate IV pour voix solistes et instruments » (Zunnenberg) ; 22 h. Dossiers musicaux, « Festival estival de Paris » : le Remède de fortune, par l'ensemble Guillaume de Machaut ; 23 h. Cabaret du jazz ; 1 h. 15. Tréve.

## Retrouvez les aventures de Gédéon dans l'album de Gédéon.

En vente dans toutes les librairies.



سورة الاحقاف



# ARTS ET SPECTACLES

## En bref

### Danse

#### Le Théâtre d'images

On n'a jamais vu autant de jeunes compagnies de ballet qu'à cette époque d'incertitude économique. En voici une nouvelle, le Théâtre d'images, qui tente, à son tour, de se faire connaître et de survivre. Il est une quinzaine d'artistes, réunis autour de François Guibard, un ancien sujet de l'Opéra-Comique. Maître de ballet pendant quatre ans au Grand-Théâtre de Limoges, il s'est découvert, en réglant les chorégraphies des ouvrages lyriques, une vocation de metteur en scène. Dans *Histoire du soldat*, il associe harmonieusement la danse au jeu théâtral. Il met en valeur le caractère existentiel du texte de Rimbaud et lui confère un petit côté écologique, grâce à la fraîcheur et au naturel d'interprètes multimedias, m-danseurs. La musique de Stravinski se trouve bien de ce parti d'entrouverture naïve. Peut-être l'ensemble gagnerait-il à être plus enlevé, plus nerveux.

En première partie, François Guibard présente une suite de pièces de danse pure. D'une inspiration courte, de style viciot, elles retiennent cependant par le bon usage que le chorégraphe y fait du contrepoint : la *Ville d'Or*, interprétée par trois jeunes filles aux joues pleines, répond, par la fluidité des gestes, à la fluidité de la harpe celtique d'Alan Stivell. Que veut François Guibard ? Qu'a-t-il à dire ? Il faudra attendre une autre occasion pour se faire une idée plus précise. Peut-être cet été à Avignon. — M. M.

★ Théâtre de la Cité universitaire, jusqu'au 17 avril.

### Festivals

#### Ouverture du Printemps musical

Le troisième Printemps musical de Paris s'est ouvert mercredi soir, salle Gaveau, devant une assistance assez réduite, sous les couleurs de la musique allemande du début du siècle et des successeurs de Wagner : Mahler, avec *L'adieu* de la *Cinquième Symphonie*, Richard Strauss, avec l'amusante suite du *Bourgeois Gentilhomme*, y voisinaient avec la *Nuit transfigurée* de Schoenberg et la *Princesse royale*, du benjamin de la soirée, Wolfgang Fortner (1906). L'agréable surprise est venue du jeune orchestre du Conservatoire de Paris, dont les cordes ont manifesté, malgré quelques

gaucheries de style et quelques fous dans les attaques, une belle qualité de sonorité très personnalisée et une grande intensité intérieure dans la *Nuit transfigurée*; cette grande œuvre délicate, titanique et nietzschéenne, dirait-on, dont l'absolu et d'apaisée parfois en épisodes murmurants et tendres, George Sebastian en a merveilleusement dégagé toute la pulsance fébrile, l'hyper-romantisme de cet érotisme subtil.

La *Princesse royale* (1958), pour soprano, violons et orchestre à cordes, de Fortner, paraissait, en regard, assez inexpressive : d'un atonalisme académique aux couleurs passées, elle ne s'accorde guère avec les trois beaux poèmes de Saint-John Perse, (*Chant lyrique*, *Chant funèbre* et *Bicinium*) éclatants d'images, bien que fort hermétiques, que Colette Herzog, pourtant, chantait avec une belle gamme de nuances, tandis que Marie-Claude Thouveny jouait la partie de violon avec une ampleur et un lyrisme dignes d'une meilleure cause.

J. L.

★ Le même programme est redonné au Théâtre des Louvres, à Paris, ce jeudi, tandis qu'au lieu de la faculté de droit de la rue d'Assas, la création de « Noces », action musicale, d'Adrienne Clotier.

### Théâtre

#### « Jocrisse » à Chaillot

« Folle bergère » : ainsi René Enli désigne-t-il sa nouvelle pièce : *Jocrisse*. L'œuvre aurait une raison d'être : ce serait, nous dit-on, un manifeste élocien. La plus grande partie du dialogue nous est dite en langue du pays. Des apôtres, qui comprennent l'alsacien, approuvaient vivement.

Ceux qui ne savent que le français, volent surtout que *Jocrisse* et *Cécile* sont la Vierge Marie et Jésus. Cet aménagement donne lieu à des variations de longue durée. Si M. Enli possédait trois mois quand il en dégorge cent cinquante, nous aurions peut-être le temps de respirer et de sauter.

La mise en scène d'André-Louis Parinelli est jeune. Le décor de Jean Perrot a de la fraîcheur. L'interprétation de Margot Lefèvre (*Jocrisse-Marie*) est d'une faiblesse insignifiante. Pourquoi avoir fait venir d'Allemagne l'actrice Thil Brödenbach, puisqu'elle ne dissimule pas à quel point la pièce l'enquiquine, elle aussi ? — M. C.

★ Théâtre national de Chaillot, 20 h. 30.

■ « La Péniche » de Mireille Laroche et Jean-Paul Farré part en tournée de Paris au Havre. Elle sera amarrée à La Frette-sur-Seine le 30 avril. Au cours de cette première étape deux spectacles seront présentés : « L'Épave » de Guy Folsy, et « Un Farré peut en cacher

un autre ». Le premier, destiné aux scolaires, sera donné le matin et l'après-midi ; d'autre part, le « one man show » de Jean-Paul Farré aura lieu à 20 h. 45. (Renseignements : *Plaisir de connaître*, 11 bis, avenue de la Libération, 93240 Corbeil, tél. 972-16-45.)

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO / MAYFAIR VO  
GAUMONT-OPÉRA VF / MAXEVILLE VF / GARAVELLE VF  
MONT-PARNASSE 83 VF / GAUMONT CONVENTION VF  
HAUTEFEUILLE VO / QUINTETTE VO / NATION VF

★★★★ LA PLUS HAUTE RECOMPENSE

PETER FALK GENA ROWLANDS  
COLOMBO

**une FEMME**  
SOUS INFLUENCE

un film de JOHN CASSAVETES

ENGHIEN FRANÇAIS VF / CHAMPIGNY MULTICINÉ-PATHÉ VF  
SARGELLES FLANDES VF / ORSAY ULIS VF / PARLY II VF

## Variétés

### Le nouveau spectacle du Moulin-Rouge

Le Moulin-Rouge présente son nouveau spectacle, qui, comme les précédents, sera à l'affiche pendant trois ans et devra recueillir un succès international auprès des Français et surtout des touristes européens, américains et japonais venus chercher à une image gaie, chaleureuse, sans doute superficielle, mais élaborée avec beaucoup de soin, d'imagination et de goût.

Les parades, les costumes d'or et les panaches de plume ne sont pas jétés à l'import comme dans une revue du Moulin-Rouge. Il y a un divertissement luxueux, tour en mouvement, supporté par une machinerie sophistiquée, conçu pour dispenser dans l'assaut comme une sorte de bonheur naïf. Il y a la couleur, la vivacité, le rythme — le rythme dans le changement des décors, des costumes, des lumières, mais aussi dans

la danse, où son importance est privilégiée par rapport à l'expression.

Les spectacles de René Rouman au Moulin-Rouge sont au monde les meilleurs du genre. Ils savent s'adapter au goût du jour sans en avoir l'air et ne dédaignent pas un humour gentiment irrévérencieux. Bien entendu, le Moulin-Rouge propose une série de voyages dans le temps et l'espace avec la magnifique Liene Malidor et quatorze jolies femmes (des Doris Gids), qui savent évoluer dans des tableaux de circonstance réussis. Les attractions — toujours de qualité — s'inscrivent naturellement à l'ensemble : d'étonnantes acrobaties (les Hémanos Segura), l'équilibriste danois Lise John, qui avait triomphé au dernier Festival du cirque de Monaco, Eddie Windsor et son chien basset, qui ne veut rien faire, les dauphins, qui jouent avec charme. Selon la tradition, au spectacle se termine avec un très bon « french can-can » dans le décor du Moulin-Rouge 1900.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Dimanche 21 h. Spectacle 22 h. 30.

## Musique

Après Paolo Grassi

#### CLAUDIO ABBADO QUITTE LA SCALA

Le chef d'orchestre Claudio Abbado a démissionné de ses fonctions de directeur de l'orchestre de la Scala de Milan. Ce départ, qui suit de quelques jours celui du surintendant Paolo Grassi (le *Monde* daté 11-12 avril), risque d'aggraver la crise qui sévit depuis plusieurs mois dans l'établissement.

Très lié au surintendant, avec lequel il avait réalisé la relance de la Scala, le jeune chef d'orchestre avait déjà exprimé sa solidarité avec M. Grassi, mis en difficulté par le déficit budgétaire et les attaques syndicales à l'intérieur du théâtre. Mais c'est à la suite d'accusations lancées contre lui par les professeurs de musique de l'orchestre — qui lui reprochaient d'être « trop payé » et d'avoir un comportement « antisocial » — qu'Abbado a finalement démissionné. Les critiques italiens soulignent, en revanche, que Claudio Abbado avait renoncé « à beaucoup de possibilités économiques » pour se consacrer à la Scala.

D'autre part, M. Aldo Aniasi, maire de Milan et président du conseil d'administration du théâtre, a annoncé son intention de demander au conseil de désigner en bloc la Scala se retrouverait ainsi sans surintendant, sans directeur d'orchestre et sans instance administrative.

#### « PARIS LINE »

#### AU CASINO DE PARIS

Fondé sur le panache de la revue, sur le faste des décors et des costumes, sur un certain nombre de kilomètres de strass, sur plusieurs milliers de plumes et de paillettes, sur la multiplicité des tableaux, sur le fameux escalier qu'il faut, selon la tradition, savoir monter et descendre, le style Casino a été créé, lancé par Jacques-Charles en 1917. C'est-à-dire il y a soixante ans. Depuis, personne n'a osé toucher vraiment une manœuvre qui a connu sa grande époque durant l'entre-deux-guerres avec Maurice Chevalier, Mistinguett, Joséphine Baker et Marie Dubas.

Line Renaud qui reprend aujourd'hui la direction scénique du Casino continue, elle aussi, dans la même optique, après un léger décapotage. Couverts de plumes et de strass, entourés de quatorze danseurs et danseuses, elle descend l'escalier en chantant : « C'est pas la revue ». Ce qui fera sans doute le bonheur des touristes. — C. F.

★ 20 h. 45. Matinée dimanche, 14 h. 30. Belsche lundi.

Le film « Gloria Mundi », de Nico Resnais, n'est plus à l'affiche des cinémas V.G.C.-Marbent, Bibbiquet et Urmoules. Le programme de ces salles a été modifié après que deux bombes ont été déposées, dans la nuit de vendredi à samedi dernier, à l'entrée de l'U.G.C.-Marbent et du Bibbiquet. Seule cette dernière salle a été endommagée.

## COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES

L'Aventure de la Chine

films de JORIS IVENS et MARCELINE LORIDAN

#### MICHEL FOUCAULT

J'ai eu l'impression non pas seulement d'en apprendre sur la Chine, mais de la voir dans une réalité politique intense qu'aucun discours ne peut transcrire : le seul endroit où la « vie politique » se soit l'existence même des gens. Ce qui permet au film d'être immédiatement beau, plastiquement beau et politiquement intense.

4 SALLES - 4 PROGRAMMES DIFFÉRENTS  
GIT LE CŒUR ST SEVERIN  
ST ANDRÉ DES ARTS QUINTETTE

Province : C.N.P. Lyon - T.N.P. Villeurbanne  
LE CLUB Grenoble

MONTE-CARLO VO • HAUTEFEUILLE VO  
ST-LAZARE PASQUIER VF • FAUVETTE VF

CAMERA ORIGINALE présente  
un film de VALERIAN BOROWCZYK

**HISTOIRE D'UN PÊCHÉ**

Film superbe et si-toutocant  
J. de BASTON - LE MONDE  
Magistrale description d'une passion féminine  
G. TROUPE - L'ESPÈRE

INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

— GRZYNA DULCIELEK / JERZY ZELNIK / OLIERO LUKASZEWICZ  
une production FILM POLSKO distribuée par PLAFILM

USC BARRITZ • MIRAMAR • CANED • ST MICHEL • USC BOBELINS • CLICHY PATHE • CYRANO VERSAILLES • CARREFOUR PANTIN • ARTEL NOSENT • ALPHA ARGENTEUR • ULIS 2 ORSAY

**“SUPER DROLE! SUPER TERRIBLE!”**

Le « Plein de Super » éclate de talent. L'EXPRESSION-F. Forestier.

BRAYO Alain Cavalier...  
Quelle réussite, plus qu'un régal,  
un vrai bonheur, ce Super... super...  
superbe film. PARISCOPÉJ. Besos.

Le « Plein de Super » mérite  
autant de clients que « Les Valseuses ».  
C'est-à-dire : beaucoup, énormément de clients.  
R.T.L. (R. Fortani)

Un bon nouveau dans le cinéma français. FRANCE-SOIR-R. Chazal.

**LE PLEIN DE SUPER**

**COUREZ VOIR...** LE POINT M. Flacon

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT RICHELIEU - MONT-PARNASSE 83  
WEPLER PATHÉ - GAUMONT SUD - DANTON  
GAUMONT ÉVRY - CLUB Maisons-Alfort - AVIATIC Le Bourget

ANNIE GIRARDOT  
MIOU MIOU  
JULIEN CLERC

**d'Amour et d'Eau Fraîche**

un film de JEAN-PIERRE BLANC

MICHEL BERNARD / JEAN-PIERRE DARRAS  
GAUMONT INTERNATIONAL PRODUCTION 2000  
ALAIN POIRE







OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	30,36
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

## L'immobilier

**appartements vente**

**VALLOIRE - LE GALIBRIER**  
Résidence Les Arolles - Les Vernays  
SAVOIE - HTS-HVRS - 1.600 m  
Dans un petit hameau du XVII<sup>e</sup> siècle, au pied des  
plantes et au départ de nombreuses excursions, nous  
vous proposons dans une résidence de trois étages  
un **PARTEIL DE 50.000 F**  
**des STUDIOS, des 2 ou 3 PIÈCES**  
tous plain SUD, avec grand balcon face au Galibrier  
POSSIBILITE CONTRAT RENTABILITE : 6 à 12 %  
A TOUT ACHETEUR NOUS REMBOURSONS SON  
WEEK-END DE VENTE POUR DEUX PERSONNES  
BOUCHENOT, 1, rue Vergennes, 75014 Paris  
Tél. 567-77-00 et 273-20-92  
ou SUR PLACE : Les Arolles, Vernays, de 10 h  
à 19 h, tél. (75-36-91-11) 64 à VALLOIRE.

**Paris Rive droite**

Métro MIROMESNIL, Imm. P.  
de 1. Appt 11 conf. 4 Pces.  
120 m<sup>2</sup>, Asc. Tél. Chère bonne.  
Prix 230.000 F. 2 ch. 100 m<sup>2</sup>,  
Coulisses (2<sup>e</sup> étage droite),  
Joué 15, vendredi 16h4.

**CALME SOLIEL LA PAVETTE**  
bel immeuble 100 m<sup>2</sup>, balcon.  
380.000 F. Tél. : 723-52-78.

**AV. FOCH - V. HUGO**  
Plusieurs très beaux appart.  
de 220 m<sup>2</sup> à 400 m<sup>2</sup>.  
Carréage exceptionnel.  
723-52-78 et 05-07.

**PEREIRE** (Imm. P. de la Vallée)  
2/3 P. 11 conf. ref. n° 4 et Calme  
Tél. 213.000 F. Part. 31-49-16.

**16<sup>e</sup> BEAU 300 M<sup>2</sup> Grande**  
réception, 3 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
4 et 1.000.000 F. 723-52-78.

**CHAILLOT, 7 P., 250 M<sup>2</sup>**  
3 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Joué 15, vendredi 16h4.

**BOUTES-CHAUMONT NEUF.**  
3 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Joué 15, vendredi 16h4.

**GAMBETTA, Imm. 1970, stand.**  
3 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Joué 15, vendredi 16h4.

**MARAS.** Ref. n° 21 p. 11 conf.  
Tél. : 723-52-78.

**Paris Rive gauche**

35, AVENUE REILLE  
Bon imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**VI. GREGOIRE-DETOURS**  
Plein ch. ODE 42-70.  
55 m<sup>2</sup> duplex, caractère.  
IDEAL PLACEMENT  
rue des Morillons,  
vél. beau studio, cuisine amén.  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
BON RAPPORT ASSURE  
Avec 8.000 F. 723-52-78.

**PARC MONTROUSIER**  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Joué 15, vendredi 16h4.

**ASSAS** charmant studio  
en duplex  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. 541. 75 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
13<sup>e</sup> 61, rue Auguste-LANCON  
4 pces, 90 m<sup>2</sup>, 11 conf.  
330.000 F. Vis. jeudi 15-17 h.

**Province**

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**  
seu 4 p. 12 m<sup>2</sup> calme, ver-  
dure, imm. récent, Px 250.000 F.  
Part. 31-49-16. Tél. : 723-52-78

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**  
seu 4 p. 12 m<sup>2</sup> calme, ver-  
dure, imm. récent, Px 250.000 F.  
Part. 31-49-16. Tél. : 723-52-78

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**  
seu 4 p. 12 m<sup>2</sup> calme, ver-  
dure, imm. récent, Px 250.000 F.  
Part. 31-49-16. Tél. : 723-52-78

**Province**

**SAINT-MAUR**  
Près PL. J.F. KENNEDY.  
Pleine vd dans petit immeuble  
pièce de main, récent DOUBLE  
EXPOSITION, 4 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
SPECIAL PLACEMENT  
D'UN AVEC TERRASSE 80 m<sup>2</sup>  
PX à partir 295.000 F + Box.  
9, RUE LEDRU-ROLLIN  
Sur pl. : sam. dim. 10/18 h.  
ou sur rendez-vous : 332-79-30  
ROBINSON, 57 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
A vendre : Studio, 2, 4 P. et  
Duplex. Rénovations :  
100 m<sup>2</sup> duplex, 150 m<sup>2</sup> duplex,  
1072. Prix : 200.000 F.  
Aucun. Tél. : (60) 25-14-02.  
ou à Paris, Tél. 264-34-56. P. 314

**Province**

**SAINT-MAUR**  
Près PL. J.F. KENNEDY.  
Pleine vd dans petit immeuble  
pièce de main, récent DOUBLE  
EXPOSITION, 4 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
SPECIAL PLACEMENT  
D'UN AVEC TERRASSE 80 m<sup>2</sup>  
PX à partir 295.000 F + Box.  
9, RUE LEDRU-ROLLIN  
Sur pl. : sam. dim. 10/18 h.  
ou sur rendez-vous : 332-79-30  
ROBINSON, 57 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
A vendre : Studio, 2, 4 P. et  
Duplex. Rénovations :  
100 m<sup>2</sup> duplex, 150 m<sup>2</sup> duplex,  
1072. Prix : 200.000 F.  
Aucun. Tél. : (60) 25-14-02.  
ou à Paris, Tél. 264-34-56. P. 314

**Province**

**SAINT-MAUR**  
Près PL. J.F. KENNEDY.  
Pleine vd dans petit immeuble  
pièce de main, récent DOUBLE  
EXPOSITION, 4 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
SPECIAL PLACEMENT  
D'UN AVEC TERRASSE 80 m<sup>2</sup>  
PX à partir 295.000 F + Box.  
9, RUE LEDRU-ROLLIN  
Sur pl. : sam. dim. 10/18 h.  
ou sur rendez-vous : 332-79-30  
ROBINSON, 57 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
A vendre : Studio, 2, 4 P. et  
Duplex. Rénovations :  
100 m<sup>2</sup> duplex, 150 m<sup>2</sup> duplex,  
1072. Prix : 200.000 F.  
Aucun. Tél. : (60) 25-14-02.  
ou à Paris, Tél. 264-34-56. P. 314

**Province**

**SAINT-MAUR**  
Près PL. J.F. KENNEDY.  
Pleine vd dans petit immeuble  
pièce de main, récent DOUBLE  
EXPOSITION, 4 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
SPECIAL PLACEMENT  
D'UN AVEC TERRASSE 80 m<sup>2</sup>  
PX à partir 295.000 F + Box.  
9, RUE LEDRU-ROLLIN  
Sur pl. : sam. dim. 10/18 h.  
ou sur rendez-vous : 332-79-30  
ROBINSON, 57 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
A vendre : Studio, 2, 4 P. et  
Duplex. Rénovations :  
100 m<sup>2</sup> duplex, 150 m<sup>2</sup> duplex,  
1072. Prix : 200.000 F.  
Aucun. Tél. : (60) 25-14-02.  
ou à Paris, Tél. 264-34-56. P. 314

**appartements vente**

**EPINAY-SOUS-SENAI (71)**  
Appt 4 pces, 11 conf. 4 Pces.  
120 m<sup>2</sup>, Asc. Tél. Chère bonne.  
Prix 230.000 F. 2 ch. 100 m<sup>2</sup>,  
Coulisses (2<sup>e</sup> étage droite),  
Joué 15, vendredi 16h4.

**JOUY-EN-JOSAS**  
Très beau 5 P., 112 m<sup>2</sup>,  
living dble, 3 chambres, 2 s.  
de bain, cuisine équipée, double  
garage, piscine, terrain.  
301.000 FRANCS.

**Dans Résidence grand standing.**  
STUDIO 50 M<sup>2</sup>, cuisine équipée,  
salle de bain, téléphone.  
155.000 FRANCS.

**MEUDON-LE-LAC**  
Très grand stand. 7 P., 145 m<sup>2</sup>,  
loggia 16 m<sup>2</sup>, living dble, 4 ch.  
2 salles de bain, cab. toilette,  
1 chambre de serv., dressing.  
1.000.000 FRANCS.

**Paris Rive droite**

Métro MIROMESNIL, Imm. P.  
de 1. Appt 11 conf. 4 Pces.  
120 m<sup>2</sup>, Asc. Tél. Chère bonne.  
Prix 230.000 F. 2 ch. 100 m<sup>2</sup>,  
Coulisses (2<sup>e</sup> étage droite),  
Joué 15, vendredi 16h4.

**CALME SOLIEL LA PAVETTE**  
bel immeuble 100 m<sup>2</sup>, balcon.  
380.000 F. Tél. : 723-52-78.

**AV. FOCH - V. HUGO**  
Plusieurs très beaux appart.  
de 220 m<sup>2</sup> à 400 m<sup>2</sup>.  
Carréage exceptionnel.  
723-52-78 et 05-07.

**PEREIRE** (Imm. P. de la Vallée)  
2/3 P. 11 conf. ref. n° 4 et Calme  
Tél. 213.000 F. Part. 31-49-16.

**16<sup>e</sup> BEAU 300 M<sup>2</sup> Grande**  
réception, 3 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
4 et 1.000.000 F. 723-52-78.

**CHAILLOT, 7 P., 250 M<sup>2</sup>**  
3 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Joué 15, vendredi 16h4.

**BOUTES-CHAUMONT NEUF.**  
3 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Joué 15, vendredi 16h4.

**GAMBETTA, Imm. 1970, stand.**  
3 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Joué 15, vendredi 16h4.

**MARAS.** Ref. n° 21 p. 11 conf.  
Tél. : 723-52-78.

**Paris Rive gauche**

35, AVENUE REILLE  
Bon imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**VI. GREGOIRE-DETOURS**  
Plein ch. ODE 42-70.  
55 m<sup>2</sup> duplex, caractère.  
IDEAL PLACEMENT  
rue des Morillons,  
vél. beau studio, cuisine amén.  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
BON RAPPORT ASSURE  
Avec 8.000 F. 723-52-78.

**PARC MONTROUSIER**  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Joué 15, vendredi 16h4.

**ASSAS** charmant studio  
en duplex  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. 541. 75 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
13<sup>e</sup> 61, rue Auguste-LANCON  
4 pces, 90 m<sup>2</sup>, 11 conf.  
330.000 F. Vis. jeudi 15-17 h.

**Province**

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**  
seu 4 p. 12 m<sup>2</sup> calme, ver-  
dure, imm. récent, Px 250.000 F.  
Part. 31-49-16. Tél. : 723-52-78

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**  
seu 4 p. 12 m<sup>2</sup> calme, ver-  
dure, imm. récent, Px 250.000 F.  
Part. 31-49-16. Tél. : 723-52-78

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**  
seu 4 p. 12 m<sup>2</sup> calme, ver-  
dure, imm. récent, Px 250.000 F.  
Part. 31-49-16. Tél. : 723-52-78

**Province**

**SAINT-MAUR**  
Près PL. J.F. KENNEDY.  
Pleine vd dans petit immeuble  
pièce de main, récent DOUBLE  
EXPOSITION, 4 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
SPECIAL PLACEMENT  
D'UN AVEC TERRASSE 80 m<sup>2</sup>  
PX à partir 295.000 F + Box.  
9, RUE LEDRU-ROLLIN  
Sur pl. : sam. dim. 10/18 h.  
ou sur rendez-vous : 332-79-30  
ROBINSON, 57 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
A vendre : Studio, 2, 4 P. et  
Duplex. Rénovations :  
100 m<sup>2</sup> duplex, 150 m<sup>2</sup> duplex,  
1072. Prix : 200.000 F.  
Aucun. Tél. : (60) 25-14-02.  
ou à Paris, Tél. 264-34-56. P. 314

**Province**

**SAINT-MAUR**  
Près PL. J.F. KENNEDY.  
Pleine vd dans petit immeuble  
pièce de main, récent DOUBLE  
EXPOSITION, 4 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
SPECIAL PLACEMENT  
D'UN AVEC TERRASSE 80 m<sup>2</sup>  
PX à partir 295.000 F + Box.  
9, RUE LEDRU-ROLLIN  
Sur pl. : sam. dim. 10/18 h.  
ou sur rendez-vous : 332-79-30  
ROBINSON, 57 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
A vendre : Studio, 2, 4 P. et  
Duplex. Rénovations :  
100 m<sup>2</sup> duplex, 150 m<sup>2</sup> duplex,  
1072. Prix : 200.000 F.  
Aucun. Tél. : (60) 25-14-02.  
ou à Paris, Tél. 264-34-56. P. 314

**Province**

**SAINT-MAUR**  
Près PL. J.F. KENNEDY.  
Pleine vd dans petit immeuble  
pièce de main, récent DOUBLE  
EXPOSITION, 4 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
SPECIAL PLACEMENT  
D'UN AVEC TERRASSE 80 m<sup>2</sup>  
PX à partir 295.000 F + Box.  
9, RUE LEDRU-ROLLIN  
Sur pl. : sam. dim. 10/18 h.  
ou sur rendez-vous : 332-79-30  
ROBINSON, 57 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
A vendre : Studio, 2, 4 P. et  
Duplex. Rénovations :  
100 m<sup>2</sup> duplex, 150 m<sup>2</sup> duplex,  
1072. Prix : 200.000 F.  
Aucun. Tél. : (60) 25-14-02.  
ou à Paris, Tél. 264-34-56. P. 314

**Province**

**SAINT-MAUR**  
Près PL. J.F. KENNEDY.  
Pleine vd dans petit immeuble  
pièce de main, récent DOUBLE  
EXPOSITION, 4 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
S. d'au. w.c. 1<sup>er</sup> s/rue.  
SPECIAL PLACEMENT  
D'UN AVEC TERRASSE 80 m<sup>2</sup>  
PX à partir 295.000 F + Box.  
9, RUE LEDRU-ROLLIN  
Sur pl. : sam. dim. 10/18 h.  
ou sur rendez-vous : 332-79-30  
ROBINSON, 57 m<sup>2</sup>, 15 h. 12 heures.  
A vendre : Studio, 2, 4 P. et  
Duplex. Rénovations :  
100 m<sup>2</sup> duplex, 150 m<sup>2</sup> duplex,  
1072. Prix : 200.000 F.  
Aucun. Tél. : (60) 25-14-02.  
ou à Paris, Tél. 264-34-56. P. 314

**bureaux**

**A céder bail de location.**  
29 m<sup>2</sup> de bureaux  
Champs Elysées.  
Situation unique, prix modéré.  
Téléphone, possibilité d'achat du mobilier.

S'adresser :  
**KOK GROUP**  
INTERNATIONAL S.A.  
avenue Louise 221 B-1050 Bruxelles,  
Belgique.

**bureaux**

**75000 CHelles**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**bureaux**

**75000 CHelles**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**bureaux**

**75000 CHelles**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**bureaux**

**75000 CHelles**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**bureaux**

**75000 CHelles**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**bureaux**

**75000 CHelles**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**bureaux**

**75000 CHelles**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**propriétés**

**75 km PARIS**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**propriétés**

**75 km PARIS**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**propriétés**

**75 km PARIS**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**propriétés**

**75 km PARIS**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**propriétés**

**75 km PARIS**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**propriétés**

**75 km PARIS**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**propriétés**

**75 km PARIS**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.

**propriétés**

**75 km PARIS**  
Vente d'imm. P. de la Vallée  
Charmant 2 P. entrée, cuis.  
w.c., dch. Tél. 136.000 F. Calme.  
Soleil. Vendredi 15 h. 12 heures.  
15, Voulte-Palaisance, de Imm.  
1972, part. vd unique, 4 P.  
2 ch. 200 m<sup>2</sup>, 2 b. 2 ch. 200 m<sup>2</sup>,  
Tél. au 80-44-00, 400 h. B.  
ou au 82-72-15, après 18 heures.  
PROX. PL. ST-MICHEL, 165 m<sup>2</sup>  
Atelier auto, cave aménag.  
ODE 42-70.



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LES TROIS OBJECTIFS DE LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE

- Favoriser le dynamisme économique
- Améliorer la sécurité et les conditions de travail
- Promouvoir de véritables communautés humaines

Telles qu'elles ont été présentées mercredi 14 avril par M. Michel Durafour, ministre du travail, les modalités de la réforme de l'entreprise, annoncées, la veille, par M. Valéry Giscard d'Estaing, s'articulent autour de trois grandes directions : favoriser le dynamisme des entreprises ; améliorer la sécurité et les conditions de travail ; faire de l'entreprise une communauté d'hommes.

Dans la première direction, il s'agit d'encourager la création et le développement des petites et moyennes entreprises ; d'améliorer la qualité des dirigeants en limitant l'âge auquel ils peuvent continuer d'exercer leurs fonctions et en les obligeant à s'associer financièrement au capital de leurs entreprises ; de prévenir et de traiter les difficultés économiques des sociétés en contrôlant mieux la procédure de règlement judiciaire et en révisant le statut des syndicats et des administrateurs judiciaires.

Pour améliorer la sécurité et les conditions de travail, la présentation d'un bilan social sera généralisée après deux ans d'expérimentation dans un nombre limité d'entreprises, la prévention des accidents du travail sera renforcée, et les conditions de travail des salariés manuels améliorées.

Enfin, pour « faire de l'entreprise une communauté d'hommes », l'information et la protection des actionnaires seront complétées ; du comité d'entreprise émanera une nouvelle délégation économique ; une commission de groupe et des

comptes consolidés seront institués à l'échelon des groupes de sociétés ; le droit d'expression des travailleurs sur les conditions et le contenu de leur travail sera organisé au sein de leur équipe ; la représentation des cadres et des salariés dans les conseils de surveillance sera rendue possible ; des formes nouvelles de sociétés seront inaugurées, notamment la société à gestion participative et l'entreprise sans but lucratif.

On remarquera que l'ordre choisi pour présentation de ces propositions gouvernementales diffère sensiblement de celui qui avait été retenu dans le rapport Sudreau. Il s'agit, ici, d'abord de favoriser le dynamisme des entreprises par des mesures d'inspiration économique, alors que les préoccupations sociales venaient au premier rang dans le rapport de l'an dernier, qui commençait par : « Transformer la vie quotidienne dans l'entreprise ».

« Consacrer la place des hommes dans l'entreprise ».

En définitive, les réflexions de l'administration et du gouvernement ont abouti à distinguer, plus que cela n'avait été fait auparavant, les petites et les grandes entreprises. Le ministre du travail l'a souligné, en introduction à la présentation du projet : « La loi « entreprise » désigne des réalités très différentes selon qu'il s'applique aux petites et moyennes entreprises qui sont le plus souvent sous le régime de la propriété familiale, et où chacun connaît chacun, ou qu'il concerne les grandes ou très grandes entreprises qui, par leur permanence, la masse des moyens techniques, commerciaux et financiers qu'elles ont accumulés, la complexité de leur gestion, assurée par un « management » spécialisé et un encadrement nombreux, sont de véritables institutions. Par souci de réalisme, le gouvernement s'est appliqué à distinguer entre des situations aussi différentes. »

Ainsi il est clair que les plus gros des dispositions sociales passera surtout sur les grandes entre-

prises, tandis que les mesures économiques toucheront plutôt les petites et les moyennes.

Dans l'ensemble, beaucoup des dispositions présentées par M. Durafour avaient été déjà annoncées officiellement (c'est le cas, notamment, de ce qui touche aux encouragements à la création de P.M.I., à la revalorisation du travail manuel, à la sécurité), soit commentées par avance. Les propositions vraiment nouvelles concernent principalement le projet de législation sur les groupes de sociétés (comités et bilans de groupe), la perspective de rendre obligatoire pour les dirigeants d'entreprises l'achat d'actions de leurs sociétés, la recommandation formulée en faveur de réunions périodiques des équipes de travail pour favoriser leur information et leur expression, la représentation possible des cadres et des travailleurs dans les conseils de surveillance des grandes entreprises.

« Non seulement il n'est pas question de toucher à la politique contractuelle, mais le gouvernement a la volonté de la développer, le souci de convaincre plutôt que d'imposer », a dit M. Durafour. « Il faut donc s'attendre que la quantité des textes législatifs contraignants seront limités. Cela ne veut pas dire que le gouvernement attende simplement le bon vouloir des partenaires sociaux », a ajouté le ministre du travail. « Il s'emploiera à les convaincre. » C'est dire que la négociation et l'incitation seront les instruments privilégiés de la réforme. — J. G.

## Les propositions et recommandations présentées par M. Durafour

### I. - LA PLACE DES SALARIÉS DANS L'ENTREPRISE

a) L'amélioration des conditions de vie.

• La prévention des accidents du travail. — Sept séries de mesures ont été arrêtées dès le mois de février pour renforcer la lutte contre les accidents du travail. Ce programme, que M. Durafour avait déjà présenté le 9 mars, sera, à-t-il réaffirmé, strictement appliqué : formation obligatoire à la sécurité de son poste de tout travailleur nouvellement embauché ou titulaire d'un nouvel emploi ; meilleur contrôle des immeubles, du matériel de production ou des produits de base, efficacité accrue recherchée pour la médecine du travail, incitations pour améliorer l'effort de prévention au niveau de l'entreprise par une modification du système des cotisations sociales au titre des accidents du travail. Ces mesures ont été analysées dans le Monde du 10 mars.

• La revalorisation du travail manuel. — Différentes mesures ont déjà été annoncées : déclaration M. Durafour, « entrant rapidement en vigueur » ; institution d'un repos compensateur, possibilité de formation de promotion accrues, généralisation des horaires flexibles pour les femmes, effort particulier en faveur des travailleurs en continu, qu'il s'agisse de leur logement ou du nombre minimum de dix heures de repos dont ils disposent pendant une année (le Monde du 19 décembre 1975 a longuement exposé ce train de mesures).

• L'expression des travailleurs sur les conditions et le contenu de leur travail. — « Enire la réclamation individuelle et la discussion collective, il existe une série de problèmes qui se posent au niveau de l'entreprise et qui, s'ils ne sont pas résolus, peuvent être source de conflits sociaux », a expliqué M. Durafour. « Le ministre du travail a recommandé aux chefs d'entreprise, par voie d'expérience, d'organiser des réunions d'équipe pendant les heures de travail, au cours desquelles les salariés pourront donner leur point de vue sur

l'organisation et les conditions de travail. Les cadres et la maîtrise devront être préparés à ce type de dialogue. Au terme d'une année, le ministre proposera les modalités de généralisation de ce droit d'expression des travailleurs.

b) Les pouvoirs des représentants des salariés.

• Comité d'entreprise. — Le gouvernement « souhaite » que, dans les entreprises de plus de deux mille salariés, soit créé une « délégation économique » émanant du comité d'entreprise et chargé d'étudier avec l'employeur, ou ses représentants les documents économiques et financiers de l'entreprise, pour en faire rapport au C.E. Les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette délégation devront être déterminées au sein de chartes négociées, par les partenaires sociaux.

• Comité de groupe. — Dans les entreprises faisant partie d'un groupe, les comités d'entreprise pourront demander la création d'une commission de groupe. Dès que cette demande aura été formulée, cette création sera de droit.

La commission de groupe sera composée par les représentants des différents comités d'entreprise intéressés ; elle sera présidée par le président-directeur général de la société-mère. Elle examinera les comptes consolidés du groupe, mais elle ne se substituera pas au comité d'entreprise dont elle ne reprendra pas les fonctions.

• Co-surveillance. — Dans les sociétés comptant plus de deux mille travailleurs, des représentants des salariés, parmi lesquels devra figurer obligatoirement un cadre, pourront, si les dirigeants des sociétés le souhaitent, siéger dans le conseil de surveillance. L'assemblée générale des actionnaires déterminera le mode de désignation des représentants des salariés. Ceux-ci auront, au sein du conseil de surveillance, le même statut et les mêmes pouvoirs que les autres membres.

notamment à faciliter les prises de participation des salariés au développement régional dans les entreprises naissantes, et des mesures d'aides à l'exportation.

b) Prévention des difficultés.

• Le comité d'entreprise pourra saisir le chef d'entreprise d'une demande d'explications sur des faits susceptibles de traduire une évolution préoccupante de l'entreprise, en cas de refus ou de réponse jugée insuffisante, le comité pourra saisir le conseil d'administration de la question.

• Le chef d'entreprise devra communiquer à l'assemblée générale des actionnaires tout rapport préparé à cet effet par le comité d'entreprise.

• Les commissaires aux comptes, dont le statut sera modifié pour en accorder l'indépendance, devront, dans le cadre de leur mission, porter à la connaissance des dirigeants leurs constatations traduisant une évolution préoccupante de l'entreprise. Les dirigeants devront alors recueillir l'avis du conseil d'administration ou du conseil de surveillance et communiquer aux commissaires aux comptes le résultat de ces délibérations.

• Les documents prévisionnels de gestion seront développés ; les règles de reconstitution des fonds propres des entreprises déficitaires seront rendues plus strictes.

• Le droit d'exiger « une expertise de minorité » permettant de

demandeur un tribunal de commerce de nommer un expert pour apprécier telle ou telle opération de gestion d'une société, jusqu'alors réservée aux actionnaires représentant au moins 10 % du capital, sera étendu au ministre public, et s'il s'agit de sociétés faisant publiquement appel à l'épargne, à la commission des opérations de Bourse.

c) Statut des syndicats et des administrateurs d'entreprises agréées.

Ce statut va être modifié (le Monde du 8 avril). Il s'agit essentiellement de mettre fin à la confusion des fonctions de syndicat et de l'administrateur judiciaire. Les administrateurs judiciaires devront être remplacés par un corps de techniciens : les administrateurs d'entreprises agréées.

d) Bilan social.

• Il sera substitué aux informations sociales actuellement fournies au comité d'entreprise, un document unique, dénommé bilan social (le Monde du 8 janvier). Le ministre du travail est chargé d'établir la liste des indicateurs qui le constitueront.

• L'initiative du ministre du travail, des expériences seront conduites pendant deux ans dans des entreprises différentes. Passé ce délai, le ministre proposera au gouvernement, en se fondant sur les résultats et après avoir consulté les partenaires sociaux, les modalités d'une généralisation du bilan social.

### Par des chemins détournés...

« La réforme s'inspire de la philosophie pluraliste et progressiste, libérale et sociale » du gouvernement. « Il faut s'employer à convaincre. » La réforme « ne metra pas fin comme par enchantement aux controverses philosophiques et politiques dont le statut de l'entreprise est l'objet depuis plus d'un siècle. » « Par l'incitation, nous souhaitons créer le mouvement. » « Nous comptons sur la politique contractuelle. » « Nous sommes persuadés que cela va déboucher sur des choses concrètes... »

Ces quelques déclarations de M. Durafour, en réponse aux questions des journalistes pour expliquer le refus du gouvernement d'imposer et de trop légiférer dans le domaine de l'entreprise, illustrent parfaitement la prudence tactique de la majorité et ses limites. Faut-il pour autant parler de fuite en arrière ?

Réputée pour son interventionnisme et le recours dans le passé à de multiples lois et ordonnances, la France a-t-elle décidé d'adopter l'attitude inverse de l'Allemagne ou de la Suède, dont les gouvernements ont imposé la cogestion ou la désignation de délégués syndicaux dans les entreprises ? L'absence de toute référence aux ordonnances sur l'intéressement ou aux lois sur l'actionnariat indique tout ce que le pouvoir actuel a tenu compte de l'échec relatif de ces mesures, soit qu'il s'attache à ces questions peu d'intérêt ou, en tout cas, moins qu'auparavant, puisque la réforme des parts d'intéressement — visant à ce que celles-ci ne soient plus bloquées durant cinq ans — était, il y a encore peu de temps, un projet souvent considéré comme urgent.

En fait, le président de la République et le gouvernement ont décidé de ne pas heurter de front un monde patronal divisé, qui n'hésite pas à grogner quand le C.N.P.F. essaie de progresser timidement et qui

souffre des pesanteurs sociologiques de la petite et moyenne entreprise. Ils n'ont pas voulu non plus attaquer de face les organisations syndicales, dont les plus importantes, F.O. comprise, refusent la cogestion et toute idée de participation.

Le double pari du gouvernement est à la fois de croire dans la vertu des expériences et dans la sagesse d'initiatives qui tendent à donner la parole à des représentants du personnel qui pourraient ne plus être des élus syndicaux. La souplesse prévue pour la désignation de salariés aussi bien dans les équipes d'ateliers que dans les conseils de surveillance — selon des modalités à fixer cas par cas par l'assemblée des actionnaires, l'appel à la consultation des « équipes » par ateliers — l'idée que la C.F.D.T. a défendue dans une autre optique, lors des négociations avec le C.N.P.F. — montrent bien la volonté des pouvoirs publics d'aboutir par des chemins détournés à un type de concertation que rejettent aussi bien les employeurs que les syndicats.

Les arrière-pensées ne sont certes pas à négliger. L'objectif de créer une « communauté d'hommes » est ambiguë et la méthode choisie libérale sinon originale. Mais suffit-il de déclarer que « la communauté d'hommes est un acte volontaire des partenaires sociaux » ou « qu'il incombe à l'entreprise de respecter spontanément [les] intérêts légitimes » qui sont le respect des fournisseurs et des clients, de l'environnement et de l'équilibre humain ? Se déstabilisant d'être « irréaliste », le ministre du travail et le gouvernement misent sur la confiance mais aussi sur leur capacité à convaincre. Leur tâche sera rude car la méfiance et bien d'autres sentiments et convictions philosophiques ou politiques régnent chez les autres partenaires sociaux.

J.-P. DUMONT.

## Les réactions

### M. SUDREAU : les réactions syndicales sont attristées et stéréotypées.

« Les réactions syndicales (au projet de réforme de l'entreprise) sont attristées et stéréotypées », a déclaré M. Sudreau. « Elles relèvent du blocage de la société, et chacun joue sa partition alors que le président de la République s'est efforcé d'élever le débat. »

« La réforme ne sera réussie », a conclu M. Sudreau, « que lorsque le climat changera et la base, c'est-à-dire dans les ateliers et les bureaux. La réforme de l'entreprise est une longue patience. Je dirai, en pensant à Jaurès, que la réforme de l'entreprise c'est, en fait, le courage de chaque jour. »

### M. CEVRAC : une meilleure information du comité d'entreprise passe par la liberté de présentation des candidatures.

« Les déclarations du président de la République et du ministre du travail permettent aujourd'hui d'avoir une vue plus claire sur l'orientation des réformes envisagées. Une option définitive ne pourra être formulée que lorsque seront connus les textes annoncés et que nous serons consultés comme cela est prévu », a déclaré mercredi soir M. Ceyrac, président du Conseil national du patronat français, qui a ensuite précisé la position de l'organisation patronale sur les différents points de la réforme :

« Nous sommes favorables à la libre expression des travailleurs sur le contenu de leur travail, du moment qu'il s'agit bien d'une expression libre et directe avec la hiérarchie. »

« Une meilleure information du comité d'entreprise, et notamment la constitution d'une délégation économique, est souhaitable et possible si la liberté de présentation des candidatures au comité d'entreprise est assurée. »

« S'agissant de la sécurité du travail, les initiatives que nous avons déjà prises dans ce domaine témoignent de notre volonté d'action. Une condition nous paraît fondamentale : la responsabilité pénale des chefs d'entreprise et des cadres doit être soumise aux principes généraux du droit pénal. Ils doivent donc être considérés comme innocents tant que leur faute personnelle n'a pas été établie. »

« En ce qui concerne les entreprises en difficulté, nous considérons que la mise en place d'un dispositif d'aide peut être utile. Mais la définition des modalités aura une importance capitale, car il faut éviter que ce dispositif aggrave la situation au lieu de l'améliorer. »

« Nous envisageons enfin, avec intérêt, l'action du gouvernement de favoriser la création d'entreprises et de faciliter le financement des petites et moyennes entreprises. »

### LE PATRONAT CHRÉTIEN : déception.

Le Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français se déclare « déçu » : « Nous attendions du président de la République qu'il écarte la réforme de l'entreprise par une voie plus haute, une sorte de philosophie de la réforme. Cet éclairage manque. Il est été pourtant sans capacité de mobiliser les énergies. Le risque n'a pas été pris : le profit à attendre des réformes en sera d'autant limité. Quant aux réformes elles-mêmes : le renvoi aux responsabilités des chefs d'entreprise et des partenaires sociaux constitue une reconnaissance implicite des résultats déjà acquis par cette voie. Il illustre les limites que l'Etat s'impose à lui-même dans la poursuite de l'acte de production, le service à rendre aux clients. »

### ENTREPRISE ET PROGRÈS : satisfaction.

Entreprise et Progrès se félicite de ce qu'une large place soit laissée à l'expérimentation, avant d'imposer une réglementation, et de l'importance donnée à l'expression directe des salariés à tous les niveaux. Dans les mesures annoncées par le gouvernement, trois lui paraissent plus particulièrement positives, parce qu'elles rejoignent les recommandations qu'elle avait émises en janvier 1975 : la possibilité d'expression

directe des salariés sur le contenu et les conditions de travail ; l'importance donnée à la recherche d'une concertation systématique avec l'encadrement ; et l'introduction à titre facultatif de la co-surveillance dans les grandes entreprises. En outre, cette association patronale se félicite que soit offerte la possibilité d'expérimenter de nouvelles formes juridiques de sociétés.

« Chez les radicaux de gauche, le bureau national constate que « le fait de proposer des mesures partielles et facultatives ne constitue en aucun cas un changement, d'autant que de nombreux pays de la Communauté européenne ont déjà appliqué des mesures beaucoup plus favorables à l'ensemble des salariés, sans pour autant porter atteinte à la libre entreprise », et conclut : « Une fois de plus, la société libérale ennemie se présente comme une pâle adaptation de la société industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle. »

### III. - LA SITUATION DES ACTIONNAIRES

• Les comptes des sociétés seront dorénavant publiés avant la tenue de l'assemblée générale.

• Les sociétés cotées seront tenues de publier leurs comptes consolidés.

• Le statut et les moyens d'action des commissaires aux comptes seront complétés.

— Les clauses d'agrément des nouveaux actionnaires — qui permettent aux sociétés de refuser

### IV. - LA VIE DES ENTREPRISES

a) Programme d'action en faveur de la petite et moyenne industrie.

Ce programme, qui tend à faciliter la création et le développement des P.M.I., a été présenté

### LES COMPTES CONSOLIDÉS

Le 11 mars dernier (le Monde du 13 mars), le compte des mesures de caractère industriel (simplification des formalités administratives, aide à la gestion, aide à la sous-traitance), des mesures financières et fiscales destinées

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LES PROBLÈMES POSÉS PAR LE TRAVAIL TEMPORAIRE

### Le gouvernement envisage la création d'un « secteur-témoin » confié à l'A.N.P.E.

Selon toute vraisemblance, la nouvelle réglementation du travail temporaire, étudiée depuis quelque temps par le gouvernement, ne sera pas draconienne. Le communiqué du conseil des ministres du 11 mars a simplement fait état d'une « surveillance plus efficace » du marché de l'emploi et il est peu probable, indique-t-on au ministère du travail, que des mesures sévères — un moment examinées — soient retenues : par exemple, les entreprises utilisatrices ne seront pas strictement limitées ni dans le nombre des travailleurs temporaires employés ni dans la durée de leur mission. Des dispositions trop rigoureuses risqueraient, laisse-t-on entendre, de provoquer, parmi les chefs d'entreprises, un désarroi particulièrement inopportun.

Les orientations gouvernementales seraient d'un autre ordre : il s'agirait essentiellement de renforcer les mesures de contrôle des entreprises de travail temporaire (E.T.T.) et les mesures de protection des salariés intérimaires au niveau, notamment, de l'inspection du travail. Dans le même temps, les pouvoirs publics inciteraient les partenaires sociaux à signer, dans ce domaine, une convention collective. Enfin, il est fortement question de créer un « secteur-témoin », dans une région à déterminer, confié à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.). Si elle se révélait pro-

hante, cette expérience serait étendue. Cette dernière disposition, si elle est adoptée, ne va pas manquer de susciter l'hostilité des E.T.T. Pour elles, l'intervention de l'A.N.P.E. sur le marché de l'emploi, c'est l'arrivée d'un concurrent d'autant plus redoutable qu'il n'a pas de but lucratif. On peut même penser qu'à long terme, l'A.N.P.E. annexera totalement ce secteur particulier de l'emploi, comme c'est son rôle et sa vocation.

#### Un syndicat patronal unique

En attendant, la profession elle-même se réorganise dans le sens de « la normalisation et de la moralisation » (le Monde des 3 et 4 mars). Le projet de fusion entre les deux syndicats patronaux, le SNETT et le NORMATT, avancé. Lors de leurs assemblées générales, tenues au mois de mars, les deux organismes ont constitué un « comité de liaison et d'action », composé de quatre membres du SNETT et de quatre membres du NORMATT et présidé par M. Maurice Bensoussan, directeur général de B.S. Le nouveau et unique syndicat patronal, l'UNETT (Union nationale des entreprises de travail temporaire) devrait tenir son assemblée constitutive le 1<sup>er</sup> juin prochain.

Dans le même temps, une société de caution mutuelle

(SOCAMETT), garantissant le paiement des charges sociales en cas de défaillance des E.T.T., doit être mise en place à la fin du mois d'avril, en collaboration avec la chambre syndicale des banques populaires et donc sous le contrôle du ministère des finances. Ses promoteurs assurent que toute E.T.T. petite ou grande mais « saine », pourra y adhérer.

Dans un communiqué commun, le SNETT et le NORMATT précisent que l'« UNETT regroupera plus de 100 entreprises, il aura qualité de défendre toute la profession : 80 % des adhérents sont des P.M.E. et tous les grands sont représentés ».

Un usage courant dans cette union : la création, toute récente, d'un autre syndicat, le SPENETT (Syndicat des petites et moyennes entreprises de travail temporaire), en réaction, justement, contre l'UNETT, dont un des objectifs est de « purifier » la profession. Le SPENETT, qui s'élève contre le « monopole » engendré par la fusion du SNETT et du NORMATT et qui aurait l'appui d'une trentaine de sociétés, souhaiterait, pour être crédible, être admis à la confédération générale des P.M.E. dirigée par M. Léon Gingembre.

MICHEL CASTAING.

### Des chômeurs au rabais

Il y a plusieurs demeures dans l'assurance-chômage, et les intérimaires ne sont pas logés à la meilleure enseigne.

D'abord, les conditions d'ouverture des droits sont plus sévères : ils doivent justifier de mille heures de travail pendant les douze mois précédant le chômage, au lieu des cinq cent vingt heures habituelles. Comme si, en somme, les heures de travail temporaire comptaient deux fois moins que les autres. De plus, ils n'ont vocation à percevoir les prestations de l'assurance que s'ils sont bénéficiaires de l'aide publique.

Quant aux prestations, elles ne sont que de 35 % des gains moyens alors qu'en principe, pendant les trois premiers mois de chômage tout au moins, les ASSEDIC assurent 40 % de ces gains. Il n'est évidemment pas question de la garantie à 90 % instituée au profit des salariés licenciés pour cause économique, puisque l'achèvement de la mission de l'intérimaire ne peut être regardé comme un licenciement.

D'autre part, en cas de reprise provisoire d'un travail, ces prestations ne sont versées qu'à compter du quatrième jour suivant la fin de cette reprise : à

la limite donc, une seule journée de travail peut faire perdre quatre indemnités journalières. Perspective plutôt décourageante ! En un mot, les travailleurs intérimaires en chômage ne sont pas considérés et traités comme des chômeurs à part entière. Pourquoi ?

#### Un rapprochement contestable

A vrai dire, au départ, les entreprises de travail temporaire (E.T.T.), non représentées au C.N.P.F., n'étaient pas concernées par l'accord de 1959 par lequel les partenaires sociaux ont créé l'assurance-chômage. Mais une ordonnance du 13 juillet 1967 vint rendre obligatoire l'extension de cette assurance à la quasi-totalité des salariés, sous réserve de l'adoption éventuelle de solutions spécifiques, adaptées aux problèmes propres à telle ou telle catégorie. Ainsi, lorsque l'on fait une place aux intérimaires, les dirigeants de l'UNEDIC se montrent perplexes, d'autant plus que la loi de 1972 n'avait pas encore été votée et que la situation juridique des intéressés s'enveloppaient du plus grand flou.

Et de se poser alors, bien des

questions : même inscrits comme demandeurs d'emploi, ces travailleurs sont-ils bien en chômage pendant les périodes séparant des missions toujours provisoires ? Ne bénéficient-ils pas de primes dites de précarité, justement destinées à pallier les inconvénients de cette forme d'emploi ? Il fut donc décidé de les mettre dans le même sac — ou peu s'en faut — que les travailleurs « intermittents », c'est-à-dire ceux dont l'activité, en raison de sa nature même, s'exerce nécessairement de façon discontinuée (pêche, guides de voyage, etc.).

Ce rapprochement, contestable dans son principe, n'est plus cohérent en l'état actuel du marché de l'emploi. Il faut tout de même regarder la vérité en face : en dépit d'immenses progrès, l'A.N.P.E. est loin de pouvoir répondre à tous les besoins. Et très nombreux sont ceux qui, prêts à accepter un emploi provisoire plutôt que de rester sans travail, s'adressent aux E.T.T. après s'être inscrits comme demandeurs d'emploi. On comprend assez mal qu'ils en soient, en outre, pénalisés. Il y a donc, ici encore, « quelque chose à faire » : uniformiser.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

### CORRESPONDANCE

#### A propos de Manpower-France

Après notre enquête « Le travail temporaire en question » (le Monde des 3 et 4 mars), nous avons reçu une lettre de M. Pierre Guyard, secrétaire fédéral de la Fédération générale services-tiro (C.F.D.T.), qui met en cause la société Manpower-France. On lira ci-dessous les observations de M. Pierre Guyard, puis la réponse de M. Michel Grumelins, gérant de Manpower-France et président du NORMATT, auquel nous avons soumis la lettre de la Fédération C.F.D.T.

#### La lettre

de M. Pierre Guyard...

Vous laissez entendre qu'il existerait en France les « bonnes et les mauvaises » entreprises de travail temporaire. (...) A partir de quel critère peut-on considérer qu'une E.T.T. soit bonne, puisque pratiquement tout se passe sur le lieu de travail ? Le niveau des rémunérations ? Le respect de la loi et de ses engagements ? Manpower-France a la réputation de pratiquer les salaires les plus bas, alors qu'elle s'est engagée à rémunérer les intérimaires 7 % au-dessus des autres salariés, à qualification égale.

D'autre part, un délégué syndical de Manpower-France sans travail depuis le 15 décembre 1975. Son mandat n'est pas remis en question. Il reste donc toujours à la disposition de son employeur, dans l'attente d'un emploi, et ne peut exercer aucune autre solution, contrairement aux autres salariés intérimaires. Manpower, qui s'était engagé par écrit à protéger les délégués pendant la durée de leur mandat, incite l'intéressé à démissionner, en lui proposant systématiquement de se déqualifier. Et ce n'est pas la première fois que cela se produit.

Nous regrettons que vous ayez rappelé la participation active de cette société dans les centres de tri paraboliques fin 1974, pour briser la grève des postiers, sans toutefois la citer. Face à cela, on ne peut qu'être des doutes sur la sincérité des espoirs de conciliation suggérée par le NORMATT à l'égard des centrales ouvrières. La bonne volonté des E.T.T. ne se mesure pas à l'efficacité de leurs relations publiques pour soigner leur image de marque.

[D'autre part] l'intérim était dans l'illégalité jusqu'en 1972, le monopole de placement revenant à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Le choix de nos gouvernants a été de fermer les yeux, puis d'entériner une situation de fait, au lieu de donner à l'ANPE les moyens de faire autre chose que de constater le chômage, comme c'est le cas actuellement.

Le NORMATT va plus loin : il veut normaliser les relations avec l'ANPE. Normaliser à sens unique, bien sûr, c'est-à-dire rentabiliser, en se servant de ce service public comme d'une antenne, pour prendre plus facilement en charge les intérimaires entre deux missions, en allégeant les formalités, et pour se fournir en main-d'œuvre à la demande des utilisateurs (communiqué de presse du NORMATT du 27-11-1975).

Face à cela, les luttes de plus en plus nombreuses menées dans les entreprises, associant les « fixes » et les intérimaires pour la titularisation sur les postes occupés par les intérimaires, sont une conséquence logique pour le combat contre le chômage et l'exploitation capitaliste.

#### et la réponse

de M. Michel Grumelins...

An prétexte d'un commentaire de vos articles des 3 et 4 mars sur le travail temporaire, la C.F.D.T. vous adresse une lettre qui m'oblige à la mise au point suivante :

1) La société Manpower exerce son activité depuis de longues années dans le respect de ses engagements, notamment sur le plan des salaires, et de la loi. Remplissant sa vocation, elle a ainsi donné du travail à des centaines de milliers de travailleurs temporaires. Près de trois cent mille travailleurs temporaires ont été employés par elle ces dix dernières années, dont quatre seulement ont cru devoir marquer un désaccord avec elle au tribunal des prud'hommes, sur des sujets d'ailleurs mineurs et réglés en conciliation :

2) Le délégué syndical C.F.D.T. en réalité provoqué le 19 décembre 1975 la fin prématurée de la mission que Manpower lui avait confiée. Il a depuis lors refusé systématiquement, sous des prétextes divers, toutes les missions que nous lui avons proposées et qui sont au nombre de huit :

3) Manpower n'a en aucun cas brisé la grève des postiers fin 1974. Elle a simplement contribué au fonctionnement du dispositif d'urgence mis en place par les chambres de commerce, avec l'accord des autorités, afin d'éviter une situation catastrophique pour l'économie française.

4) Il est fonctionnaire inexact de dire que le travail temporaire était illégal avant 1972, comme l'ont constaté nombre de décisions de justice émanant des plus hautes juridictions de notre pays :

5) La C.F.D.T. met en doute la sincérité du NORMATT et sa volonté de conciliation avec les centrales ouvrières. Il est confortable de constater tout en refusant la concertation. De même il est plus aisé de critiquer que de construire. Je rappelle cependant à cette occasion que, d'une part, Manpower est la première entreprise de travail temporaire qui, après un long et loyal dialogue, ait signé en 1969 un accord d'état-blissement avec la centrale C.O.T. dont les bases essentielles ont été reprises par la loi de 1972. D'autre part, je répète que le NORMATT, qui a répété que le représentant de la C.F.D.T. pour engager avec eux un dialogue qui puisse être constructif et utile aux travailleurs temporaires.

● EN ITALIE, la production industrielle a dépassé, en février, de 2,9 % celle de février 1975. Pour les deux premiers mois de l'année, la progression s'établit à 1,8 % (+ 12,1 % pour le textile, mais - 12 % pour la mécanique, et 7,4 % pour la métallurgie). — (A.F.P.)

### GRANDES ECOLES COMMERCIALES H.E.C. ESSEC SUP. DE CO.

Préparation par Prof. de classes préparatoires et Maîtres de Conférences. Groupes de 15 étudiants maximum. Contrôle permanent. Nombre de places limité. I.P.E.C. 46 Bd St-Michel 633.81.23 033.45.67

### CANNES

SUPER-PROPRIÉTÉ 10.000 m<sup>2</sup>

Près centre, calme, vue mer extra, immense séjour + 8 chambres, piscine, logement gardiens.

Tél. : 16-93 - 45-70-61.

## L'un de ces jours, vous pourriez faire la traversée de l'Atlantique sur le Queen Elizabeth 2.

Southampton-Cherbourg-New York

MAI	JUIN	JUIN	JUIN	JUIN	JUIN	AOÛT
22	3	15	27	9	22	3
AOÛT	AOÛT	SEPT.	SEPT.	OCT.	OCT.	NOV.
15	27	8	20	9	21	28
MAI	MAI	JUIN	JUIN	JUIN	JUIN	JUIN
5	27	8	20	2	14	27
AOÛT	AOÛT	SEPT.	SEPT.	SEPT.	OCT.	OCT.
8	20	1	13	25	14	31

Le Queen Elizabeth 2 doit faire 28 traversées de l'Atlantique entre mai et novembre.

Si vous aussi, devez aller aux Etats-Unis, il y a de fortes chances pour qu'un départ ait lieu à la date de votre choix.

Vous avez ainsi le prétexte rêvé pour vous offrir 5 jours de vacances somptueuses sur l'un des plus luxueux paquebots du monde.

Vous arriverez à New York détendu et en pleine forme.

Le premier tarif aller-simple est de 550 dollars. Mais si vous faites

la traversée aller-retour, vous pouvez bénéficier du demi-tarif sur le voyage retour.

Et même si vous ne disposez pas du temps nécessaire à cette croisière aller-retour, vous pouvez aller ou revenir en avion, sur un vol régulier, et bénéficier tout de même de 25 % de réduction sur votre traversée. C'est notre tarif spécial « Croisière/Avion ».

Un autre avantage mérite d'être souligné : à New York, tous les passagers du Queen Elizabeth 2 bénéficient d'une réduction de 50 %

sur le prix normal des chambres dans cinq des fameux hôtels de la chaîne Loews. De plus, le Queen Elizabeth 2 peut être votre point de départ pour l'un de nos Inclusive Tours « Vacances américaines ».

Si vous désirez plus de détails, contactez le représentant Cunard pour la France : American Express 11, rue Scribe, 75440 Paris. Tél. 073.42.50.

Après, vous n'aurez plus qu'à nous indiquer la date de votre choix.

**CUNARD QE2**

صلى الله عليه وسلم



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## VII<sup>e</sup> PLAN

### La commission de la vie sociale propose l'expérimentation de nouvelles formes de services collectifs

« Un titre nouveau, un thème nouveau » : Mme Marguerite Puhl-Demange, directrice du « Républicain lorrain », qui a présenté, mardi 13 avril, le rapport de la commission de la vie sociale pour le VII<sup>e</sup> Plan, a insisté sur la démarche originale des membres de ce groupe : ne pas se limiter aux problèmes sociaux, mais, par un examen de la réalité vécue par tous les habitants : la vie en dehors du travail dans sa dimension sociale - et pro-

poser des réformes qui évitent le découpage des diverses actions dites sociales.

Riches en propositions — ce qui ne veut pas dire, hélas ! que toutes sont ou seront retenues et appliquées, — le rapport traite notamment des questions de l'aménagement de l'espace et du temps avant d'aborder des problèmes plus spécifiques : la famille, les personnes âgées, les immigrés.

● **L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE** donne lieu à une série de suggestions diverses. Critiquant la dispersion des services collectifs, et leur inégalité, la commission suggère une politique des « services collectifs de proximité », qui permettrait d'utiliser « le même équipement pour l'école le jour, et pour la culture le soir », mais aussi « pour la garde et le foyer des jeunes » : des « services polyvalents » seraient ainsi créés pour une population d'environ cinq mille habitants. Des mesures sont également proposées en vue de développer les associations et de leur permettre d'« expérimenter de nouvelles formes de vie ».

À cet effet, la commission se prononce pour la création d'un « Fonds national d'expérimentation sociale », qui sélectionnerait et financerait des projets d'« utilité collective » : à l'exemple du programme canadien d'initiatives locales (PIC), ce système permettrait aussi l'emploi de chômeurs.

● **L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS** amène la commission à se joindre aux vœux de tant d'autres pour réclamer l'étalement des horaires et des vacances. Et d'ajouter : « Plutôt que vers l'allongement des congés annuels, il serait préférable d'orienter vers une diminution de la durée quotidienne du travail ».

● **LA « PRIORITÉ DONNÉE À LA FAMILLE »** se concrétise par une série de propositions : — Extension du congé maternel au bénéfice de la mère mais aussi du père ;

— Scolarisation des enfants des trois ans, mais surtout généralisation des classes de vingt-cinq élèves ;

— Création d'une allocation parentale d'un montant égal au tiers du SMIC (455 F par mois), sous condition de ressources (coût : 6,3 milliards de francs en 1978) ;

— Reconnaissance du « principe d'un revenu minimum familial garanti » se situant à « au moins d'un demi-SMIC pour chacun des parents, majoré d'un quart de SMIC par enfant à charge » ; le système de l'impôt négatif ayant été rejeté par la commission ;

— Remise, en cause du quotient familial, en raison du « caractère disproportionné des avantages procurés aux familles

aisées » : alors qu'un couple marié ayant deux enfants reçoit 1 584 à 2 905 F d'allocations familiales, le même couple bénéficie d'une réduction d'impôt de 150 000 F, son revenu est égal au SMIC, égale à 330 F si son revenu imposable est de 2 000 F par mois, et à 9 536 F si ce revenu atteint 150 000 F ; — Augmentation du nombre des travailleurs familiaux (15 000 en 1980, au lieu de 6 300 en 1976), soit une dépense supplémentaire de formation de 40 millions de francs en 1980 et de fonctionnement de 435 millions de francs (en francs 1975) ;

— Développement des centres sociaux (583 seulement en 1975) par la création d'au moins 100 centres par an (coût total d'investissement : 240 millions de francs ; coût de fonctionnement : 55 millions de francs).

● **L'AMÉLIORATION DES RETRAITES**. — Plusieurs initiatives sont avancées :

— Revalorisation des pensions à soixante ans par l'adoption d'une progression actuarielle neutre des taux de pensions entre soixante et soixante-cinq ans, soit pour 37,5 années de cotisation un taux de 35 % à soixante ans, au lieu de 25 % actuellement ; par le décalage de la durée maximale de cotisation (la prise en compte de 42 ans au lieu de 37,5 ans aboutirait à une retraite à soixante ans de 39,2 %, au lieu de 25 %, et à soixante-cinq ans de 56 %, au lieu de 50 %). Le coût total est estimé à 4,5 milliards de francs, y compris l'incidence de la récente loi sur les travailleurs manuels.

— Relèvement des allocations minimales et indexation sur le SMIC : « À titre indicatif, la commission pense qu'un minimum garanti égal à 60 % du SMIC entraînerait un coût additionnel de 3 milliards de francs en 1980 (en francs 1975). »

— Simplification des systèmes de retraite (huit cents actuellement), une « conférence nationale » étant chargée de régler les problèmes communs.

● **EN FAVEUR DE IMMIGRÉS**, la commission propose une série de mesures pour l'accueil, le logement, l'alphabétisation et l'insertion des allocations familiales non perçues par les immigrés à un « capital retour lorsqu'ils quittent la France », l'ensemble de ces initiatives

devant figurer dans un « programme d'action prioritaire ».

Concluant la présentation du rapport, Mme Puhl-Demange a insisté sur l'aspect global et coordonné de ces suggestions : « Faute de cette harmonie à rétablir ou à construire, la société ira vers un émiettement, source d'insécurité et d'inégalité, ou vers un carcan négateur d'initiative et de liberté. »

« Sera-t-elle entendue ? D'ores et déjà, on sait que dans son rapport de synthèse le commissaire au Plan n'a pas retenu la suggestion d'une réforme du quotient familial à laquelle la C.G.C. s'oppose d'ailleurs. Quant à l'U.D.R., elle se réjouit qu'une commission ait pu traiter dans une même approche les différents aspects de la vie sociale ? Volera-t-elle aussi au secours de la réforme du quotient familial ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

## IMMIGRATION

### SOIXANTE-SEPT TRAVAILLEURS PAKISTANAIS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE SONT EXPULSÉS DE FRANCE

Une centaine au moins de travailleurs immigrés d'origine pakistanaise s'étaient présentés, lundi 12 avril, au secrétariat d'État aux travailleurs immigrés, pour réclamer la régularisation de leur situation. Soixante-dix d'entre eux ont été interpellés par la police au moment de ce rassemblement et contraints de faire leurs bagages dans les hôtels où ils résidaient, notamment rue Bonnet, à Paris 18<sup>e</sup>.

Trois d'entre eux seulement, disposant d'un travail fixe, ont été libérés. Les soixante-sept autres ont été expulsés mardi soir par avion vers le Pakistan.

Au ministère de l'Intérieur, où l'on confirme cette expulsion collective, on fait observer que ces travailleurs pakistanaise se trouvaient en situation irrégulière. Démunis de papiers, ou pourvus, pour certains, de titres de travail falsifiés, ils avaient pénétré en France par des filières qui semblent prendre leur source en République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. L'immon, départementale C.F.D.T. de Paris a protesté contre cette mesure expéditive.

## ÉNERGIE

### L'Algérie a renégocié ses contrats de livraison de gaz avec la société américaine Distrigas-Boston

Alger (A.F.P., Reuter). — La Sonatrach (Société d'État algérienne) et la société américaine Distrigas-Boston viennent de renégocier leurs rapports contractuels en matière de commercialisation du gaz naturel liquéfié algérien. Les deux sociétés ont signé le 12 avril, à Boston, un accord prévoyant la fusion de deux anciens contrats, dont les principales dispositions — notamment le prix — ont été renégociées.

Le premier de ces anciens contrats, signé en 1968, était entré en vigueur en 1972. Il prévoyait la livraison annuelle de 450 millions de mètres cubes, pendant vingt ans, au prix qui prévalait avant le relèvement général des prix de l'énergie. Le second, signé en 1975, devait porter sur des quantités de l'ordre de 750 millions de mètres cubes par an pendant la période allant de juillet 1976 à fin décembre 1977.

L'arrangement signé à Boston prévoit donc la livraison de 1,2 milliard de mètres cubes par an pendant vingt ans, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1978.

L'Algérie a également signé un contrat avec un consortium japonais pour la construction de deux usines de traitement du gaz naturel sur les gisements sahariens de Hassi M'Mel. Ces usines traiteraient chacune 20 milliards de mètres cubes par an et produiraient ensemble 7 millions de tonnes de condensat (produit non raf-

finé qui entre dans la production des matières plastiques).

La société américaine Pritchard a déjà entrepris la construction d'une usine du même type, et l'implantation d'une quatrième unité fait actuellement l'objet de négociations. Les quatre usines devraient produire en 1980 quelque 15 millions de tonnes de condensat, pour une valeur de 2 milliards de dollars, soit la moitié des revenus pétroliers actuels de l'Algérie.

● **Le mandat du président du conseil du Centre d'étude des revenus et des coûts**, exercé par M. Paul Eacon, et ceux des membres de ce conseil, exercés par M. Roger Grégoire, Jean Marchal, Pierre Masse, Jean Ripert, sont prolongés pour une durée de six mois à compter du 18 avril 1976.

● **Les 155 000 mineurs de la Ruhr** viennent d'obtenir une augmentation de salaire de 5,25 % valable pour un an à partir du 1<sup>er</sup> mai. Les hausses de salaires obtenues en Allemagne par les travailleurs d'autres industries sont voisines de 5 à 6 %. Or le coût de la vie augmente actuellement au rythme de 5 à 6 % l'an. C'est dire que les contrats actuellement conclus se traduisent par une stagnation du pouvoir d'achat des salaires.

# Ebic, la communauté bancaire Européenne pour les affaires internationales

L'EBIC, (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9800 agences:

Chacune possède sa personnalité juridique et nationale, mais, toutes ensemble, elles peuvent vous faire bénéficier de leur assistance sur les principaux marchés et de leurs services spécialisés dans les affaires internationales.

1. En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

2. Aux Etats-Unis, L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank & Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New-York.

3. Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur et Karachi).

4. En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

**ebic**

European Banks International  
Amsterdam-Rotterdam Bank  
Banca Commerciale Italiana  
Creditanstalt-Bankverein  
Deutsche Bank  
Midland Bank  
Société Générale de Banque  
Société Générale

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9800 agences des sept banques de l'EBIC.

En France, il y a 2600 agences de la Société Générale.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### Recherche d'un compromis à Naphtachimie

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Au terme de nouvelles discussions avec les syndicats C.F.D.T. et C.G.T., la direction du complexe Naphtachimie de Martigues-Lavera (Bouches-du-Rhône) a accepté, le mercredi 14 avril en fin d'après-midi, de supprimer les mesures de chômage technique qu'elle avait décidées, à la suite de la grève du 8 avril et qui étaient entrées effectivement en application le matin même à la prise du travail du poste de 5 heures.

Direction et organisations syndicales devaient d'autre part se rencontrer ce jeudi à 15 heures, « afin de dégager les principes de base sur les conditions de sécurité et de conservation de l'outil de travail en cas de conflit ».

Tout en se félicitant, dans un communiqué commun, des résultats obtenus par l'action unitaire — un millier de salariés environ ont manifesté dans l'après-midi de mercredi devant les bureaux de la direction, — les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. ont appelé cependant l'ensemble du personnel « à rester vigilant ». « La mise

en échec du plan de lock-out de la direction de Naphtachimie par les travailleurs, poursuit le communiqué, sera bénéfique pour l'ensemble des usines à feu continu et à haute technicité ».

Les discussions portant sur le processus d'arrêt et de redémarrage des unités du complexe de Lavera dans le cas de grève — ou d'autres contraintes imposables — sont en effet d'intérêt national. Il apparaît que lorsqu'une usine telle que celle de Lavera, où sont fabriqués en grandes quantités des produits très dangereux (éthylène, propylène, butadiène, etc.), s'arrête totalement de fonctionner, un délai de cinq à six jours est nécessaire pour la remettre en marche. Dans le cas d'une « mise en veilleuse » des installations, deux à trois jours sont suffisants pour remonter en production.

Les syndicats accusent volontiers la direction de se servir de ces impératifs techniques comme d'un moyen de pression pour interdire ou limiter l'exercice du droit de grève. — G. P.

● **LES ÉBOUEURS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LILLE ROUBAIX-TOURCOING** ont entamé, ce jeudi 15 avril, leur troisième journée de grève. Mardi et mercredi, les employés de la société TRU (traitement des résidus urbains) n'ont effectué la collecte des ordures ménagères que dans quelques quartiers. Les éboueurs réclament une augmentation de 5 %, une cinquième semaine de congés payés et l'amélioration de leurs conditions de travail. La direction répond que les salaires ont été fixés au plan national par une convention collective, et qu'elle ne peut donc donner satisfaction au plan local.

La TRU occupe six cent cinquante-dix personnes, y compris le personnel administratif. Elle emploie trois cent quatre-vingts travailleurs immigrés. — (Corresp.)

● **GREVE À LA CAISSE DE RETRAITES COMPLÉMENTAIRES DE LA MÉTALLURGIE** : groupe Malakoff, où mille employés sur environ deux mille ont arrêté le travail, depuis le 12 avril, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. Les grévistes, tant à Paris que dans certaines antennes régionales, réclament une augmentation de salaires de 3,4 % plus 200 francs pour tous alors que la direction a consenti une majoration de 3,2 %.

● **AUX PAYS-BAS**, le chômage a diminué en mars, touchant deux cent dix-neuf mille deux cents personnes (après ajustement saisonnier), contre deux cent vingt-trois mille six cents en février, ce qui représente 5,4 % de la population active au lieu de 5,5 %.

# ÉCONOMIE

BILLET

## L'imposition des plus-values

Souci de justice ou compromis bâtarde ?

M. Giscard d'Estaing a demandé, mercredi 14 avril, à M. Fourcade, lors du conseil des ministres, de simplifier le texte du projet de loi sur l'imposition des plus-values. Simplifier pour faire apparaître plus clairement la préoccupation de justice qui l'inspire.

Car, on ne possède pas encore le texte des articles du projet de loi qui ne sera rendu public que mardi prochain. Mais l'exposé des motifs du même projet de loi, que nous avons analysé dans le Monde des 9 et 14 avril, est précis sur tous les points essentiels. On peut donc porter un premier jugement sur les choix de M. Giscard d'Estaing, Chirac et Fourcade.

Le souci de justice est-il respecté comme l'a déclaré le président de la République ? Au niveau des principes et peut-être même des intentions, sûrement. Au niveau des applications, certainement pas, ou très imparfaitement.

Un exemple : les plus-values sur terrain à bâtir sont actuellement imposées au titre d'une loi votée en 1963. Cette taxation n'est pas très sévère, compte tenu de certaines dispositions qui allègent, notamment de l'exonération des profits inférieurs à 50 000 francs. Mais l'impôt qui frappe surtout les très grosses plus-values n'est pas négociable et rapporte de l'argent dans les caisses de l'Etat : 800 millions de francs par an.

Il avait été conçu, il y a treize ans, dans le but de ne pas abandonner à un particulier tout le profit retiré d'une opération rendue très fructueuse par le développement des villes

et la rareté des terrains. Quelle « peine » — au sens de pénalité, de travail — y a-t-il, en effet, à vendre un terrain qu'un père ou un grand-père vous a légué et qui faisait partie du patrimoine familial depuis des lustres ?

Déjà, ce genre de plus-value sur terrain à bâtir sera faiblement imposé et complètement exonéré au bout de quarante ans de détention.

En revanche, de petites opérations du même genre, réalisées à court terme, seront imposées. On est là juste dans tout cela ?

On la cherche également dans la décision de taxer les plus-values sur résidence secondaire, mais d'exonérer les profits réalisés sur résidence principale. De nombreux lecteurs nous ont écrit pour souligner les « bavures » que cette disposition entraînera. En effet, pour économiser sur les vacances, des pères de famille nombreux ont construit à grands frais des maisons à la campagne, mais louent leur résidence principale à la ville. Dans ce cas précis, le bénéfice tiré de la vente d'une résidence secondaire (qui, en fait, n'est pas une au sens où on l'entend ordinairement) doit être taxé comme un revenu ?

Le souci du président de la République d'obtenir un consensus large lui a fait accepter des compromis qui dénaturent, en grande partie, l'intention initiale d'une plus grande justice. Le comble serait que les Français accueillent cette réforme comme une... injustice supplémentaire !

ALAIN VERNHOLLES.

## AFFAIRES

### L'industrie laitière part en guerre contre l'opération « produits libres » de Carrefour

L'opération « produits libres » de Carrefour (le Monde des 30 mars) suscite la grogne des industriels, et singulièrement de M. Francis Leprieux, président de la Fédération nationale de l'industrie laitière. Dans un éditorial intitulé « Récompensation », que publie le Bulletin d'information de la F.N.I.L. le 15 avril, il écrit notamment : « Une des plus belles réussites commerciales de la société de consommation, celle qui a permis de démocratiser le lait, est aujourd'hui menacée. C'est sans doute la première fois que la publicité utilise des arguments de caractère politique. (...) La société Carrefour est allée trop loin. Les marques sont une condition du choix des consommateurs par la réputation qui s'y attache. Retourner dans l'anonymat est une régression. »

Après avoir rappelé que « la propriété du commerce ne peut s'édifier sur les ruines de notre appareil industriel », et que « la concentration commerciale (...) a donné aux acheteurs une position dominante », M. Leprieux conclut : « Aujourd'hui, dans les industries alimentaires, le problème essentiel n'est pas le contrôle des prix, quelque contraignant qu'il puisse être, mais bien la nature des relations avec les centrales d'achat. »

« Un code de déontologie devra fixer les règles du jeu. Ces règles peuvent résulter d'un accord entre professionnels, et c'est certainement ce qui est le plus souhaitable. Mais, si l'on n'y parvenait pas, rien ne saurait empêcher la puissance publique d'intervenir. »

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

UN FONDS D'INVESTISSEMENT FRANCO-MEXICAIN vient d'être créé aux termes d'un accord entre la Banque de développement du Mexique, le Banco Internacional, et la Société Générale. Ce fonds pourra prendre des participations temporaires au capital de sociétés industrielles franco-mexicaines.

### Conjoncture

DIMINUTION SENSIBLE EN MARS DU NOMBRE DE FAILLITES. — Le nombre des jugements de règlement judiciaire, de liquidations de biens et de faillites s'est établi à 925 en mars, selon les statistiques — corrigées des variations saisonnières — publiées par l'INSEE. Ce chiffre, note l'Institut, se situe à un niveau nettement inférieur à la moyenne de 1975 (1 239) et même à celle de 1974 (999). A Paris, le nombre des décrets de bilan est tombé en mars à 73 contre une moyenne mensuelle de 87 en 1975.

### Economies étrangères

EN ALLEMAGNE FEDERALE, les prix industriels à la pro-

duction ont augmenté de 0,4 % en mars. En un an, par rapport à mars 1975, la hausse a été de 3,2 %. — (A.F.P.)

AUX ETATS-UNIS, les stocks ont augmenté en février, pour le second mois consécutif. S'établissant à 257,7 milliards de dollars, ils ont progressé de 1,4 milliard après s'être accrues de 1,1 milliard en janvier. — (A.F.P.)

### Immigration

UNE DELEGATION DE DEPUTES COMMUNISTES a été reçue par M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat, auprès duquel elle a déposé « la situation insupportable » des travailleurs migrants, la dégradation constante de leurs conditions de vie et leur niveau de vie qu'aggravent les incessantes augmentations des places offertes dans les foyers, contrairement aux engagements pris. Le groupe communiste de l'Assemblée nationale demande la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur le logement des travailleurs immigrés et la discussion des propositions de loi qu'il a déposées à ce sujet.

## LE TAUX D'INTERET DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche Marks	Francs suisses
45 heures	4 1/2	5 1/2	3
1 mois	4 1/2	5 1/2	3 1/2
3 mois	4 1/2	5 1/2	3 1/2
6 mois	5 1/2	5 1/2	3 1/2

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SICOTEL

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE ET DE CONSTRUCTION HOTELIÈRE

Le conseil d'administration, réuni le 12 avril 1976 a arrêté les comptes de l'exercice 1975 qui se soldent par un bénéfice net de 13 millions de francs (contre 8,5 millions de francs en 1974), après déduction de 5,4 millions de francs aux amortissements.

Le total du bilan consolidé s'établit à 465 millions de francs contre 285 millions de francs au 31 décembre 1974. Il comprend à l'actif 307 millions de francs d'immobilisations pour les hôtels couverts dont 128 millions de francs en crédit-bail et 179 millions de francs en location simple. Le montant des immobilisations en cours est de 128 millions de francs.

Hors bilan, les décaissements relatifs à l'opération de location de la mise en location de la propriété de la plupart des immeubles.

Le conseil propose à la prochaine assemblée générale ordinaire, convoquée pour le mardi 11 mai 1976, la répartition d'un dividende de 8,25 francs par action, soit 16 millions de francs, sur lesquels 600 000 F proviennent de l'indemnité qui a été versée au titre de la location de la propriété de la plupart des immeubles.

La société propose à la prochaine assemblée générale ordinaire, convoquée pour le mardi 11 mai 1976, la répartition d'un dividende de 8,25 francs par action, soit 16 millions de francs, sur lesquels 600 000 F proviennent de l'indemnité qui a été versée au titre de la location de la propriété de la plupart des immeubles.

La société propose à la prochaine assemblée générale ordinaire, convoquée pour le mardi 11 mai 1976, la répartition d'un dividende de 8,25 francs par action, soit 16 millions de francs, sur lesquels 600 000 F proviennent de l'indemnité qui a été versée au titre de la location de la propriété de la plupart des immeubles.

## MOTEURS LEROY-SOMER

Le 5 avril 1976, le Directeur de la société des Moteurs Leroy-Somer a présenté au conseil de surveillance les comptes de l'exercice 1975.

Le chiffre d'affaires de la société s'est élevé pour 1975 à 574 703 361,30 francs. Les ventes à l'exportation, pratiquement identiques à celles de 1974, se sont élevées à 169 376 805,72 francs, représentant 29,5 % de l'actif de la société, contre 28,5 % en 1974.

Le résultat net s'est établi à 22 812 064,84 francs après les déductions suivantes :

- Amortissements : 25 685 510,15 francs ;
- Provision pour investissements : 10 150 608,77 francs ;
- Participation 1975 : 12 900 423,44 francs ;
- Impôts sur les bénéfices : 26 millions 963 512,00 francs.

Ces résultats ne comprennent pas la provision pour investissements constituée en 1976, celle-ci ayant été virée aux réserves par décision de l'assemblée générale ordinaire du 29 mai 1976. Par contre, il tient compte d'une plus-value de 3 247 000 francs, de caractère purement financier, constituée à une prise de participation dans la société italienne Leroy-Somer, spécialisée dans la fabrication de pompes à usage domestique et agricole, fabriquées en grandes séries.

Il est rappelé que le bénéfice net de l'exercice 1974 s'élevait à 18 684 364,48 francs, après déduction

## UCIP-BAIL

Le conseil d'administration a procédé à l'arrêté définitif des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Les engagements totaux sont passés de 250,7 M. à 263,3 M. et portent sur 37 opérations dont 75 en crédit-bail et 21 en location simple. Les opérations en exploitation sont passées de 180,4 M. à 194,7 M. Le montant cumulé des amortissements et provisions s'élevait, au 31 décembre 1975, à 25,2 M. pour 24 M. d'immobilisations en exploitation à amortir, soit un pourcentage de 12,5 %. Le taux moyen d'indexation de l'ensemble des engagements s'élevait à 77,44 % et le montant de la part des contrats totalement indexés correspond à plus de 200 % du capital de la société.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 343,3 M. contre 322 M. en 1974. Après 4,5 M. d'amortissements et provision art. 94 contre 7,9 M. en 1974, le résultat s'élevait à 11,15 M. contre 11,72 M. ; cette hausse, basée sur des résultats provenant de l'absence de dépréciation de l'opération de location simple, a été compensée par une dépréciation sur une opération financière.

L'augmentation du résultat qui sera proposée à l'assemblée générale convoquée pour le 25 mai 1976, permet, compte tenu du report à nouveau du dividende, la distribution d'un dividende de 11,20 F par action.

## GLAXO HOLDINGS LIMITED

A l'issue de sa réunion du 12 avril, le conseil d'administration de la société a annoncé les résultats mensuels suivants, au 31 décembre 1975 (en millions de livres) :

Ventes extérieures au groupe : 181,80 148,75  
Bénéfices d'exploitation : 27,76 21,23  
Bénéfices nets : 12,55 10,09

Le dividende intermédiaire payable le 25 juin 1976 a été fixé à 2,15 pence par action, soit au même niveau que l'an dernier, mais sur un capital augmenté.

L'amélioration des résultats est due à des augmentations de prix à l'exportation, à la poursuite d'une politique de contrôle des coûts.

Pour louer une voiture à la Guadeloupe, réservez chez **europcar** 645.21.25

## legrand

DIVIDENDE : + 11 %

ATTRIBUTION GRATUITE : 1 POUR 10

Le conseil d'administration, qui s'est réuni à Limoges le 9 avril 1976, a arrêté les comptes de l'exercice.

Le chiffre d'affaires Groupe, hors taxes, s'est élevé à 679 MF, en augmentation de 23 % sur celui de l'exercice précédent, qui était de 552,1 MF.

Les exportations consolidées s'élevaient pour un montant net de 207 MF, contre 174 MF en 1974, soit une augmentation de 18,4 %.

Le bénéfice net consolidé s'est élevé à 101,9 MF contre 91,7 MF en 1974, soit une augmentation de 11,1 %.

Quant au cash-flow, qui inclut toutes les provisions à caractère de réserve, son montant est légèrement supérieur à celui de l'année précédente, 75,3 MF contre 74,8 MF (+ 0,5 %).

Les comptes de la société mère ne sont pas directement comparables à ceux de l'année précédente, en raison, notamment, de la prise en charge de la fabrication des produits de la filiale Inovac. Compte tenu de cet apport, le chiffre d'affaires de la société mère s'est élevé à 536,2 MF (+ 10,5 %).

Le résultat brut d'exploitation (2) s'élève à 101,9 MF contre 91,7 MF (+ 11,1 %).

Après déduction :

- Des dotations aux amortissements, provisions, frais financiers ;
- De diverses provisions hors e.p.f. ;
- De la provision pour dépréciation des titres de participation ;
- De l'impôt sur les sociétés ;

Le résultat net s'élève à 25,2 MF (+ 10,5 %).

Le conseil propose à la prochaine assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 22 juin 1976, la répartition d'un dividende de 2,15 F par action, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 1,97 F, soit un revenu global de 4,12 F.

Les coupures d'actions existantes au 31 décembre 1975 recouvraient un dividende calculé sur la base de 1/5 d'action.

En effet, le chiffre d'affaires du premier semestre 1976 est en augmentation d'environ 30 % (et ce, dans les deux années précédentes) par rapport à celui de la même époque de 1975, ce qui a entraîné une hausse de la grave crise atteignant le secteur automobile.

Le conseil rappelle que la rentabilité de Crouzet a été défavorablement affectée, en 1975, dans une large mesure, par la dépréciation de l'emploi, qui a pu être sauvagée par une période difficile, ce qui permet de spécifier que les résultats de 1976 disposer de l'ensemble de son potentiel technique et commercial.

## CROUZET

RÉSULTATS 1975

CROUZET FRANCE

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 440 000,57 F, après déduction de la provision pour investissements de 198 000 F, contre 2 154 203,32 F et après déduction :

- de la dotation aux amortissements de 37 440 738,89 F ;
- de la provision pour investissements de 71 430,91 F ;
- de la provision pour dépréciation des titres de participation de 2 253 628,80 F ;
- de l'impôt sur les sociétés de 907 801,64 F.

En 1974 le bénéfice net était de 1 984 000 F, après déduction de l'impôt exceptionnel de 12 %.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 510 300 000 F contre 310 300 000 F en 1974.

Le conseil d'administration réuni à Valence le 14 avril 1976 a arrêté les comptes de l'exercice 1975 et propose à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 22 juin prochain un dividende de 2,15 F par action, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 1,97 F, soit un revenu global de 4,12 F.

Les coupures d'actions existantes au 31 décembre 1975 recouvraient un dividende calculé sur la base de 1/5 d'action.

En effet, le chiffre d'affaires du premier semestre 1976 est en augmentation d'environ 30 % (et ce, dans les deux années précédentes) par rapport à celui de la même époque de 1975, ce qui a entraîné une hausse de la grave crise atteignant le secteur automobile.

Le conseil rappelle que la rentabilité de Crouzet a été défavorablement affectée, en 1975, dans une large mesure, par la dépréciation de l'emploi, qui a pu être sauvagée par une période difficile, ce qui permet de spécifier que les résultats de 1976 disposer de l'ensemble de son potentiel technique et commercial.

## CENTREST

Après dotation aux amortissements, provisions et impôts pour un montant global de 4 610 000 F, le bénéfice net de l'exercice 1975 s'est élevé à 2 174 817,34 F pour l'exercice 1974.

Le résultat s'élève à 2 174 817,34 F, contre 2 174 817,34 F en 1974, soit une augmentation de 0,4 %.

En 1975, CENTREST a participé activement au plan de relance économique, la remarquable progression de ses interventions a permis, globalement, à 102 entreprises de financer des programmes d'investissement pour plus de 500 000 000 de francs, entraînant la création d'environ 9 000 emplois nouveaux.

## JAEGER

Le conseil d'administration, dans sa réunion du 4 avril, a arrêté les comptes de l'exercice 1975.

Bien qu'il se soit trouvé confronté, et ce, pour la deuxième année consécutive, à une situation économique extrêmement difficile, la société Jaeger a obtenu, en 1975, des résultats en très nette amélioration par rapport à 1974.

Le résultat d'exploitation du second semestre 1975, en effet, légèrement bénéficiaire, a été compensé par une perte de près de 9 000 000 de francs.

L'ensemble de l'exercice, les résultats s'établissent en perte à 9 525 000 F contre 26 207 000 F en 1974. Après 4,5 M. d'amortissements et provisions contre 7,9 M. en 1974, le résultat s'élevait à 11,15 M. contre 11,72 M. ; cette hausse, basée sur des résultats provenant de l'absence de dépréciation de l'opération de location simple, a été compensée par une dépréciation sur une opération financière.

L'augmentation du résultat qui sera proposée à l'assemblée générale convoquée pour le 25 mai 1976, permet, compte tenu du report à nouveau du dividende, la distribution d'un dividende de 11,20 F par action.

## HENKEL FRANCE

innove en « vendant » les clients de ses clients

Innovation chez Henkel France, qui a créé un nouveau type de service pour la place à la disposition d'un client, c'est la vente de sa clientèle : les blanchisseurs.

En effet, Henkel France a mis au point un capital d'investissement de 100 millions de francs, destiné à la clientèle particulière de ces professionnels et peut ainsi leur faire connaître l'existence des biens du public, leur permettant ainsi d'obtenir directement le choix de leur équipement en la matière des services qu'ils souhaitent promouvoir.

## YBOLITE

POUR SUD DE FRANCE

recherches

## DIRECTEUR GÉNÉRAL ENTREPRISE TEXTILE

Pourrait démontrer une grande expérience : 1. Financière ; 2. Commerciale ; 3. Textile (filature, tissage, teinture et apprêts confection). La connaissance de l'espagnol sera appréciée. Rémunération en rapport avec l'importance de la fonction. Résidence et voiture de fonction.

Envoyer avec C.V. et photo à : C.O.C. Sélection Cadres supérieurs, Pabco de Gracia, 120, Barcelona 8, Espagne. Réf. 15380.

# EMPRUNT

10,20 %  
TAUX ACTUEL BRUT : 10,26 %

GARANT PAR L'ÉTAT  
CLÔTURE SANS PRÉAVIS

VALEUR NOMINALE : 1000 F  
DURÉE : 15 ANS  
REMBOURSEMENT : AU PAIR

SOUSCRIPTIONS  
BUREAUX DE POSTE  
COMPTABLES DU TRÉSOR  
CHÈQUES POSTAUX.

SOUSCRIVEZ  
c'est votre emprunt

15380



## LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
14 AVRIL

## Marché un peu mieux orienté

Une nouvelle interruption de travail, la troisième en l'espace de quelques jours, a encore retardé d'une bonne demi-heure l'ouverture de la séance de ce mercredi. Les délégués syndicaux ont mis ce retard à profit pour faire le point sur la situation et inciter les employés à voter en faveur de la poursuite de tels mouvements pour faire aboutir leurs revendications salariales. Une urne était déposée à cet effet dans le hall de la Bourse pour y recevoir jusqu'à 16 heures les bulletins des participants.

Quand à 13 h. 4, la cloche retentit, les premiers cours étaient plutôt bien orientés. Par la suite, le marché s'orientait sur son avance, la stoppant même carrément en plusieurs points. En clôture, le nombre de hausses restait toutefois un peu supérieur à celui des baisses. Quelques reprises assez remarquables (3 % à 4 %) étaient même relancées (Roussel-Uclaf, Radiotechnique, Locafrance, Galeries Lafayette, S.I.A.S., Saint-Gobain, Métallurgique de Normandie).

... et cela n'est pas allé  
dans les deux tiers des  
valeurs se contentant au voi-  
sinage immédiat de leurs niveaux  
actuels, et, en outre, et  
à cet assez faible.

Cette timide amélioration a été  
bonne partie impulsée aux  
économies de dépenses, et les  
affectées, effectués par les organismes  
de placement collectif. En règle  
générale, la Bourse ne parait, en  
effet, que se préoccuper de  
la monnaie des différents indices  
économiques, encore moins aux  
perspectives encourageantes, qui  
ressortent de la dernière enquête  
de la Commission de l'énergie.  
Le projet de taxation des  
plus-values continue, il est vrai,  
à paralyser les initiatives. En  
particulier, l'absence de soutien  
pour le motus embrunt. Comme  
il ne faut pas compter sur les  
investisseurs étrangers, plutôt  
suspense à acquiescer des valeurs de  
et monnaie forte, alors on

**LONDRES**

Les bonnes dispositions relevées mercredi se sont confirmées jeudi, en liaison avec l'amélioration de la balance commerciale.

VALEURS	CLOTURE 14/4	COURS 15/4
War Loan 3 1/2 %...	27	27
Beckton .....	354	357 1/2
British Petroleum ....	635	632 1/2
Shell .....	418	418 1/2
Vickers .....	185	185
Imperial Chemical ....	480	358
Comptons .....	182	181
De Beers .....	207	205 1/2
Western Holdings .....	16 1/4	16 3/8
Guano Zinc Corp. ....	222	223
West Britanica .....	22	21 1/2
(C) En. Bruch .....		

## INDICES QUOTIDIENS

(INSER. Base 100 : 31 déc. 1975.)

	13 avril	14 avril
Valeurs françaises ..	100,7	100,5
Valeurs étrangères ..	107,3	107,7

C= DES AGENTS DE CHANGE  
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général .....	75,2	75,5
----------------------	------	------

**NOUVELLES DES SOCIÉTÉS**  
**THOMSON-BRANDT. —** 81

chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 12 556 millions de francs contre 11 081 millions, le groupe a réalisé, pour 1975, un bénéfice net de 107,5 millions de francs contre 93,7 millions. Dividende global : 14,25 F contre 12,75 F.

d'affaires hors taxes consolidés : 100 millions de francs

4 534 millions, le groupe a réalisé, pour 1975, un bénéfice net de 60,42 millions de francs contre 22,93 millions après 144 millions de francs d'amortissement contre 115 millions en 1974. Dividende global inchangé à 9,45 F par action.

**LEROY-SOMER.** — Bénéfice net pour 1975 : 22,61 millions de francs contre 18,68 millions. Dividende global : 15 F inchangé.

**BIC. —** Sur un chiffre d'affaires consolidé de 885,99 millions de francs (taux de change au 31-12-1975) contre 788,43 millions, le groupe a réalisé un bénéfice net de 75,16 millions de francs contre 67,52 millions, soit 31,14 F par action contre 27,80 F. Dividende global en hausse de 11 %

**ROYAL DUTCH.** — Le bénéfice net du groupe Royal Dutch-Shell a réparti entre Royal Dutch (60) et Shell (40) s'est élevé, pour 1973, à 590 millions de livres contre 1 083 millions. Les investissements (1 333 millions) ont été supérieurs de 38 % à ceux réalisés en 1971. Dividende final : 5 florins par action faisant un total annuel de 8,75 florins contre 8 florins.

## NEW-YORK

## Repli

Après deux séances de reprise, les cours se sont à nouveau repliés mercredi à Wall Street, malgré un léger hausse initiale.

En progrès de 3,38 points à 10 h 30, l'indice Dow Jones des Industriels a finalement terminé la séance 974,64, en baisse de 9,81 points sur son niveau précédent. Les volumes d'échanges ont été plus élevés que d'habitude, de 300 millions de titres et de 1,4 milliard de dollars.

Cette évolution négative du marché s'est produite en dépit de la publication de résultats trimestriels des sociétés, très satisfaisants. Les opérateurs ont, en outre, appris le cours de séance, que les ventes de voitures pendant les dix premières semaines de l'année ont atteint 32 % par rapport aux chiffres de l'année précédente. De même, les stocks des entreprises ont augmenté en février pour la seconde fois consécutive (+ 0,5 %).

Malgré la proximité des fêtes de Noël, les producteurs ont refusé de prendre une partie de leurs bénéfices.

Le nombre des balises à l'export

(Indices Dow Jones : transport  
201.51 (- 0.43) ; services publics  
86.18 (+ 0.07.)

VALUERS	COURS	COURS
	13/4	14/4
a	48	48 1/2
ing	56 7/8	57
le Manhattan Bank	27	27
Pont de Nemours	28	28 5/8
le	145	144 3/4
le	117 1/2	118 1/2
le	91 5/8	92
eral Electric	58 7/8	58
le	32 7/8	32
le	62 1/2	62 1/2
al Motors	68 5/8	69
le	62	62 1/2
le	21 1/4	21 1/4
le	263 1/2	256
le	27	27
le	24 7/8	25 1/8
le	56 1/2	57
le	27 3/4	27 3/4
le	76 1/2	74 5/8
le	24 7/8	24 7/8
le, Inc.	21 3/4	21 3/4
le	78 1/8	78
le	78 3/8	78
le	15 5/8	16 1/4
le	15 5/8	16 1/4

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

	14/4	15/4
1 dollar (en vens) ...	238 125	238 55
<b>Taux du marché monétaire</b>		
Effets privés.....	7 5/8 %	

**BOURSE DE PARIS — 14 AVRIL — COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

## COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COUS 1966 14/4	COUS 1976 14/4	COUS 1986 14/4	COUS 1996 14/4	COUS 2006 14/4	COUS 2016 14/4	COUS 2026 14/4
Etats-Unis (50 lb.)	4 785	4 673	4 67				
Canada (50 lb.)	4 781	4 738	4 74				
Allemagne (100 kg.)	185 180	184 438	184 10				
Belgique (100 kg.)	12 896	12 835	11 52				
France (100 kg.)	71 777	71 777	71 80				
Espagne (100 kg.)	12 879	12 879	12 879				
Grande-Bretagne (50 lb.)	3 701	3 670	3 70				
Italie (100 kg.)	5 354	5 267	4 72				
Japon (100 kg.)	12 879	12 879	12 879				
Pays-Bas (100 lb.)	176 174	174 375	174				
Portugal (100 kg.)	15 880	15 850	14 25				
Suisse (100 kg.)	186 778	186 780	186 18				
Suède (100 kg.)	185 539	184 580	184 75				

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHE OFFICIEL	COUS 1966 14/4	COUS 1976 14/4	COUS 1986 14/4	COUS 1996 14/4	COUS 2006 14/4	COUS 2016 14/4	COUS 2026 14/4
Etats-Unis (50 lb.)	4 785	4 673	4 67				
Canada (50 lb.)	4 781	4 738	4 74				
Allemagne (100 kg.)	185 180	184 438	184 10				
Belgique (100 kg.)	12 896	12 835	11 52				
France (100 kg.)	71 777	71 777	71 80				
Espagne (100 kg.)	12 879	12 879	12 879				
Grande-Bretagne (50 lb.)	3 701	3 670	3 70				
Italie (100 kg.)	5 354	5 357	4 72				
Japon (100 kg.)	12 879	12 879	12 879				
Pays-Bas (100 lb.)	176 174	174 375	174				
Portugal (100 kg.)	15 880	15 850	14 25				
Suisse (100 kg.)	186 778	186 780	186 18				
Suède (100 kg.)	185 539	184 580	184 75				

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
  - UNION SOVIÉTIQUE : un violent incident oppose M. et Mme Sakharov à des militaires au procès d'un dissident.
  - ESPAGNE : un référendum aura lieu cette année.
  - Les affaires de pots-de-vin.
3. ASIE
  - PAKISTAN : des personnalités de l'opposition sont jugées pour subversion.
3. AMÉRIQUES
  - PÉROU : menace de grève générale chez les mineurs.
4. DIPLOMATIE
  - La conférence du droit de la mer.
4. PROCHE-ORIENT
  - ALGÉRIE : un passeport sera désormais exigé des Français.
5. OUTRE-MER
  - Les travaux parlementaires.
- 6-7. POLITIQUE
  - L'agitation universitaire.
- 8-9. ÉDUCATION
  - La réunion du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.
10. JUSTICE
  - La mise en place de l'Atelier central d'environnement.
11. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
  - M. Cuvillier renonce à interrompre la formation des élèves pilotes de ligne.
12. SPORTS

### LE MONDE DES LIVRES

- PAGES 13 A 20
- LE FEUILLETON de B. Polrot-Delpach : « La Fantaisie du voyageur », de François de La Bastide.
  - LITTÉRATURE ET CRITIQUE : le journal de Jean Guillemin. — Les vagabondages de Romain Rolland. — Jean-Michel Michaux. — Walter Lewin.
  - LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : la « Sumida » de Japon. — Contradictions dans les romans de Romain Rolland. — L'ÉCOLOGIE DE L'ÉTOILE : la Résistance sous la loupe d'Henri Noguères.

22. RELIGION
  - Mgr Echeagary à Antananarivo.
23. PRESSE
- 24 à 26. ARTS ET SPECTACLES
- 29 à 32. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
  - La réforme de l'entreprise.
  - Les problèmes posés par le travail temporaire.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (24)  
 ANTOINE (27) ; 20 ;  
 ANTOINE (27) ; Bulletin d'enseignement (23) ; Carnet (23) ;  
 Journal officiel (23) ; L'école nationale (23) ; Météorologie (23) ;  
 Mots croisés (23) ; Bourne (23).

Le numéro du « Monde » daté 15 avril 1976 a été tiré à 575 476 exemplaires.

Textes Instruments : du nouveau

## 2 étonnantes calculatrices chez Duriez

« **R**ÉSOLVÉZ telle, puis telle équation ; comparez les racines ; voyez si... et si... posez-vous telle question ; décidez ; recommencez si le fait cent fois jusqu'à résultat ; que vaut x ? Répondez sur le champ ! »

Chez Duriez, spécialiste n°1 des micro-calculatrices pour ingénieurs, on vous initie gratuitement à cette programmation très simple. Duriez préconise l'exactitude. Objectif et sans parti-pris, il vous dit tout, en bien ou en mal, sur tous modèles de toutes marques.

Exemple : Texte Instruments vient de sortir deux nouvelles calculatrices programmables remarquables par leurs performances : la SR 52 programmable par carte à 224 pas de programmes, 2450 F T.T.C. et la SR 59 (100 pas), 895 F, programmable clavier. Imprimante en option. Deux achats extrêmement profitables que Duriez vous recommande.

132, bd Saint-Germain, métro Odéon, jusqu'à 19 h, sauf lundi. Duriez dure depuis... 1783. C'est une garantie.

Textes Instruments calculatrices électroniques

A B C . E F G H

## LA BALANCE COMMERCIALE DE LA FRANCE A DE NOUVEAU ÉTÉ DÉFICITAIRE EN MARS

Le commerce extérieur de la France a de nouveau été déficitaire en mars. Les importations (24 916 millions de francs) ont, en effet, été supérieures aux exportations (23 385 millions de francs) qu'à 3,9 %. Le déficit a atteint 1,5 milliard de francs. Ces résultats, calculés à partir de données brutes sont plus mauvais qu'en février (739 millions de francs de déficit) et qu'en janvier (-1,37 milliard). Et l'on fait exception du mois de novembre, où le commerce extérieur de la France avait été juste équilibré, la balance commerciale est déficitaire depuis septembre.

Les données corrigées des variations saisonnières, qui permettent d'apprécier la tendance, sont moins défavorables. En mars, les importations se sont élevées à 21 782 millions de francs et les exportations à 20 925 millions de francs. Le déficit a donc été de 857 millions de francs. Par rapport à février les importations stagnent presque (+ 0,4 % en un mois) et les exportations diminuent (- 2,4 %). Par rapport à mars 1975, la progression des importations (+ 17,7 %) est double de celle des exportations (+ 3,2 %).

Les services du ministère du Commerce extérieur estiment que ces résultats n'apportent pas de changements notables aux tendances apparues au cours des derniers mois de 1975.

Deux médecins poursuivis pour fraude fiscale devant le tribunal correctionnel de Paris

## La bonne foi, la naïveté et l'inconscience

Les professeurs Jean et Robert Judet, très honorables citoyens et chirurgiens orthopédistes de renommée internationale, ont-ils omis, par naïveté, par méconnaissance de la fiscalité, de déclarer près de 50 % de leurs revenus professionnels ? Telle était la question posée, mercredi 14 avril, devant la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle.

M. Robert Judet, né en 1909, père de huit enfants, est professeur à la faculté de médecine et perçoit à ce titre un traitement. Il est aussi chirurgien salarié de l'Assistance publique à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches. Il est enfin propriétaire pour moitié, de la clinique Jouvelet, non conventionnée, où il opère en tant que spécialiste réputé de chirurgie osseuse. Il perçoit en outre des revenus accessoires constitués par des bénéfices agricoles, des revenus de capitaux mobiliers, des revenus fonciers tirés d'une propriété rurale et de trois immeubles à Saint-Maur et à Paris.

Pour les quatre exercices 1969 (soumis à prescription), 1970, 1971, 1972, sur lesquels il a été imposé à l'impôt sur le revenu, les différences entre les revenus bruts déclarés et les sommes réellement perçues sont de 5 486 784 francs. Pour ces quatre années, la différence entre

les revenus déclarés et les revenus nets imposables qu'il aurait dû déclarer est de 2 598 100 francs. Les revenus nets imposables de droit, étudiés de 1969 à 1972, s'élevaient à 1 890 890 francs.

M. Jean Judet, né en 1905, père de quatre enfants, est chirurgien orthopédiste, médecin des hôpitaux, professeur au Collège de médecine à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches. Il est membre du conseil départemental parisien de l'ordre des médecins.

En plus de ses revenus professionnels de chirurgien, il a des revenus accessoires tirés de son patrimoine immobilier important et de revenus de capitaux mobiliers de petite importance. Pour les quatre exercices sur lesquels il a été imposé, les différences entre les revenus bruts déclarés et les sommes réellement perçues sont de 12 millions 411 636 francs. Pour ces quatre années, la différence entre les revenus déclarés et ceux qu'il aurait dû déclarer est de 2 millions 598 100 francs. Pour ces quatre années, la différence entre les revenus bruts déclarés et les sommes réellement perçues est de 1 890 890 francs.

Les deux frères ont admis en janvier 1974 la réalité des chiffres, mais n'ont pu expliquer en totalité les différences entre leurs revenus déclarés et réels. En septembre 1974, l'administration générale des impôts a déposé deux plaintes à leur encontre. Après l'instruction qui a suivi, les professeurs Judet ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel sous la double prévention de fraude fiscale et d'omission de passations d'écritures.

### La « dissimulation volontaire »

Il est reproché aux deux frères de ne pouvoir expliquer autrement que par la « dissimulation volontaire » les différences importantes entre leurs revenus déclarés et les crédits de leurs comptes bancaires et postaux (article 1741 du code général des impôts).

Il leur est aussi reproché (article 1743), alors qu'ils étaient depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971, obligatoirement tenus de déposer une déclaration contrôlée, de ne pas avoir « tenu un livre-journal » au jour le jour et présentant en fin de mois le bilan des dépenses professionnelles.

Pour M. Michel Normand, conseil de la direction générale des impôts, partie civile, la bonne foi, la naïveté, l'inconscience des prévenus « ne résistent pas à l'examen ». « Compte tenu de l'importance des sommes dissimulées, dit-il, ils ne pouvaient pas, même s'ils n'étaient pas de grands fiscalistes, ignorer que les chiffres qu'ils communiquaient à leur conseil fiscal (recours, litige par tous) étaient sans commune mesure avec la réalité de leurs revenus. »

M. Normand rappelle à l'occasion aux professionnels libéraux en général, au corps médical en particulier, qui se plaignent à juste titre d'être plus lourdement taxés que les salariés sur les revenus déclarés, que « la condition de l'égalité fiscale est la connaissance totale des revenus ». Ce qui est loin d'être toujours le cas actuellement. Il argue aussi du fait que la notoriété des profes-

## La fédération C.F.D.T. de la métallurgie demande au président de la République une réunion des parties concernées par l'affaire Lip

An cours d'une conférence de presse tenue ce jeudi 15 avril à Paris, M. Jacques Chirac, secrétaire général de la fédération C.F.D.T. de la métallurgie (C.F.D.T.), a rendu publique la lettre qu'il a adressée au chef de l'Etat au sujet de l'affaire Lip.

### Pour la première fois depuis quarante-quatre ans

### L'U.G.T. TIENS SON CONGRÈS A MADRID

Madrid (A.F.P.). — Renouant avec une tradition interrompue il y a quarante-quatre ans, le syndicat de l'Union générale du travail (U.G.T.), qui fut le plus important sous la République espagnole, a ouvert jeudi 15 avril son 100<sup>e</sup> congrès à Madrid. Le congrès réunissait quelque cinquante délégués venus d'Espagne et d'Europe, a été autorisé par le gouvernement.

Le dernier congrès public de l'U.G.T. avait été organisé en 1932. Une soixantaine de délégués étrangers représentant quinze pays assistent aux travaux de ce congrès, qui durera jusqu'à dimanche.

« Pour autant des solutions extérieures à la crise de Lip, et pour autant en compte son potentiel industriel, son savoir technique et son personnel. »

Après avoir indiqué que « Lip peut être une occasion significative d'écarter d'une reconversion industrielle de l'industrie horlogère française dont elle est un maillon », M. Chirac demande au président de la République d'engager les responsables du gouvernement à se réunir d'urgence avec les parties concernées, dont les syndicats, pour discuter de la question.

De leur côté, les cadres de Lip ont publié un communiqué dans lequel ils mettent « au défi » M. Sgarbi, président de la société, de démontrer un certain nombre de chiffres qu'ils avancent concernant la situation de l'entreprise et ses activités. Ils confirment que le capital de la Compagnie européenne d'horlogerie (ex-Lip) est bien de 30 millions de francs et que seuls 7,5 millions ont été libérés, soit 25 %. Les 75 % restant proviennent, selon eux, de deux emprunts bancaires, qui ont coûté 2,2 millions de francs par an à l'entreprise.

A l'issue du congrès, M. Sgarbi a déclaré que l'entreprise n'a pas marqué l'entrée à l'usine des deux salariés nommés par le tribunal de commerce de Paris après le dépôt de bilan.

Reçu chez les radicaux valaisiens

## M. Chirac vante les mérites de l'esprit unitaire

M. Jacques Chirac s'est rendu jeudi 15 avril, vers 11 h. 30, au palais radical, où se tenait la réunion du comité directeur. La bousculade provoquée par l'entrée du premier ministre et des photographes de presse dans la salle de réunion a permis à certains contestataires de faire entendre leur voix. Des sifflets, dont on ne savait pas s'ils étaient destinés au chef du gouvernement ou aux journalistes, ont été entendus, ainsi qu'un cri : « Au viol ! »

Après le calme fut revenu. M. Chirac s'est adressé aux cadres du parti radical pour leur démontrer la nécessité d'une union plus étroite de la majorité.

Il a pris comme exemple l'union de la gauche, affirmant que « pour accroître leur crédibilité, les dirigeants de l'opposition doivent se fortifier indissolublement, dissimuler, masquer leurs divergences ». « L'esprit unitaire », a-t-il ajouté, est le chef du gouvernement, est un élément porteur d'espoir. »

M. Chirac a encore déclaré : « Nous devons nous unir, nous unir d'urgence. Tout ce qui se fait dans le sens d'un affaiblissement de la majorité ou dans le sens de l'affaiblissement du président de la République. »

Après avoir évoqué les prochaines échéances électorales et souligné que, « lorsqu'il y aurait des élections primaires », « les deux candidats de la majorité du Palais-Bourbon la venue du premier ministre devant les instances de son parti et avait fait publier la déclaration suivante : « Le premier

Le chef du gouvernement a ensuite noté qu'il comprenait très bien que certains développent leurs propres thèses, mais, a-t-il ajouté, « il ne peut y avoir la moindre divergence de vue entre le président de la République et le premier ministre. C'est l'esprit de notre système. Si nous n'avons pas la moindre divergence, le premier ministre se retire ; la reste, c'est de la littérature. »

M. Gabriel Pons, président du parti radical, avait annoncé mercredi dans les colonnes du Palais-Bourbon la venue du premier ministre devant les instances de son parti et avait fait publier la déclaration suivante : « Le premier

### SPECULATION SUR LE FRANC SUISSE

L'annonce du déficit de la balance commerciale de mars, relativement élevé (857 millions de francs) a eu pour effet de faire reculer le franc français dont la tenue depuis mercredi est, toutefois, meilleure sur le marché des changes. Le dollar valait jeudi en fin de matinée 4,5500 francs tandis que l'on cotait le deutsche-mark 1,5425 franc. Sur des interventions de la Banque d'Italie, la lire a confirmé le redressement constaté mardi et mercredi.

L'élément le plus notable sur le marché des changes est la spéculation à la hausse du franc suisse, dont le cours, pour la première fois, a dépassé la parité du deutsche-mark. Un franc suisse cotait, jeudi matin, 1,0075 DM (correspondant à 1 DM pour 0,9925 FF). Les autorités monétaires suisses auraient fait savoir qu'elles ne s'opposeraient pas à la même détermination à la monnaie du franc suisse au-dessus du pair avec le DM.

Le livre sterling confirmait jeudi matin son léger raffermissement, la tendance à l'amélioration ayant été encouragée par les résultats exceptionnellement favorables de la balance commerciale. Le déficit enregistré en mars n'aura été que de 19 millions de livres sterling, contre 245 millions en février.

ministre ayant exprimé le souhait de prendre contact avec les dirigeants du parti radical comme il l'a fait avec les quatre formations de la majorité dans le cadre de la mission de coordination qui lui a été confiée par le président de la République, le bureau national de ce parti a décidé de l'écarter. Le premier ministre viendra en conséquence échanger devant le comité directeur le sens et les modalités de sa mission.

Cette initiative avait amené M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien président du parti, à annoncer qu'il ne se rendrait pas à la réunion du comité directeur. En début de soirée, mercredi, il avait rendu publique une déclaration dans laquelle on lit : « Il est anormal et dangereux que l'on continue à refuser, sans explication et le débat politique de fond devant l'Assemblée nationale, et l'opinion sur les vrais problèmes des Français, et qu'on le remplace par des débats successifs de salle en salle et à huis clos. »

« Je n'ai pas demain au comité directeur afin d'épurer que le dialogue sur le redressement français, qui ne peut être que public, soit dénaturé en une querelle de personnes. »

« Je fais confiance aux militants radicaux qui ne veulent pas d'une tutelle extérieure et sauront l'exprimer. »

Le comité directeur devait discuter en particulier de la position hostile prise par certains de ses membres (une trentaine) à l'égard du nouveau coordonnateur : un « appel aux radicaux », signé par cinquante-cinq cadres départementaux et régionaux, publié le 31 mars, demandait que le parti soit placé « en dehors des actions de coordination » confiées au premier ministre, et souligne que les radicaux ne peuvent pas « sans se renier » les « inconditionnels de Jacques Chirac, de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud. »


Ces contestataires parmi lesquels se rangent les partisans de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avaient aussi l'intention de demander la convocation d'un congrès extraordinaire et certains d'entre eux souhaitaient réélire la démission des membres du parti radical appartenant au gouvernement.

M. Robert Fabre, président du gouvernement des radicaux de gauche, ancien membre du parti radical valaisien, a estimé mercredi 14 avril qu'en se rendant place de Valois M. Chirac « descendait au niveau de la cuisine électoraliste et assumait ainsi un rôle dégradant. »

### UNE RÉUNION DE LA MAJORITÉ AUTOUR DU PREMIER MINISTRE

Remplissant ses fonctions de coordonnateur de la majorité, M. Jacques Chirac, premier ministre, a réuni, jeudi matin 15 avril, à l'hôtel Matignon, les secrétaires généraux des partis et présidents des groupes parlementaires de la majorité. Dès 8 h. 45, se sont trouvés réunis autour de M. Chirac, qui avait à ses côtés M. Tomassini, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, les secrétaires généraux et présidents de groupes suivants : pour l'U.D.R., MM. André Bont et Claude Labbé ; pour les républicains indépendants, MM. Jacques Dominati et Roger Chuland ; pour les centristes et réformateurs, MM. André Diligent et Max Lajoux, et pour les radicaux valaisiens, Mme Nebout.

Les problèmes de la session parlementaire ont été examinés à cette occasion, car le comité de liaison de la majorité n'avait pu se réunir la veille. Puis le premier ministre et ses collaborateurs ont évoqué les prochaines élections partielles, notamment celle de Tourn ch M. Jean Royer, ancien ministre, maire de la ville, tentant de retrouver son siège de député.



## Old England

a choisi pour vous...

**Au masculin**

Blazer bleu marine, pure laine peignée, droit ou croisé... 480 F

Pantalon flanelle grise, pure laine peignée... 370 F

Costume veston, serge, pied-de-poule, prince-de-Galles, etc. 1350 F

Pull-over, manches longues, 100 % cashmere 2 fils, plusieurs coloris 275 F

**Old England**

12, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>  
 9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30



## REMY CHAUVIN

DU FOND DU COEUR

la profession de foi d'un grand savant

AUX ÉDITIONS RETZ

**Location en Tunisie**  
 studios, bungalows, villas  
 Dans les jardins fleuris du village DEUX OUEDES en bord de mer à HAMMAMET-NABEUL.  
 2 semaines Paris/Paris à partir de 1100 francs par personne.

**GRANDES VACANCES**  
 1, rue du Louvre, Paris 1<sup>er</sup> 250.34.35 (métro Louvre)  
 3<sup>e</sup> semaine gratuite les 16 mai, 7 et 28 juin, et 22 août

**Kalahari**  
 En Land Rover, à la rencontre de l'univers étrange des Bushmans et de la faune multiple du delta d'Okavango. Prix 9 000 FF - 10 participants - Départ été 1976.

**EXPLORATOR**  
 10, place de la Madeleine 75002 Paris - Tél. 200.66.04 Documentation sur demande

السلامة والجمال